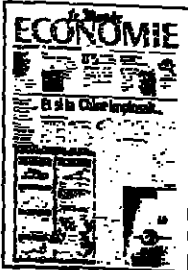


Le Monde

LE MONDE ÉCONOMIE

■ Et si la Chine
implosait ?
■ 22 pages
d'offres d'emplois



55^e ANNÉE - N° 16814 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

MARDI 16 FÉVRIER 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

■ Prolongations pour le Kosovo

Les négociations de Rambouillet se prolongeront jusqu'à samedi. p. 2

■ L'OCDE contre la corruption

La convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption des agents publics étrangers entre en vigueur lundi 15 février. p. 6

■ Deux Israël face à face

250 000 juifs ultra-orthodoxes ont défilé dimanche 14 février à Jérusalem. Une contre-manifestation laïque a rassemblé 50 000 personnes. p. 4 et notre analyse p. 18



■ El son de Cuba

L'île s'ouvre au tourisme et exporte sa musique : l'industrie du disque encourage la fièvre salsa ou « son ». p. 31

■ Achète ados footballeurs

Le « transfert » d'un jeune de quinze ans vers Arsenal est désapprouvé par la Fédération française de football et la ministre des sports. p. 27

■ Fontainebleau : fin du mystère

Un homme de vingt-huit ans a avoué le meurtre, il y a dix ans, de deux promeneurs. Deux autres personnes ont été mises en examen. p. 38

■ Les 35 heures à contrecœur

Romans, capitale de la chaussure, s'engage dans la réduction du temps de travail sans enthousiasme. p. 15

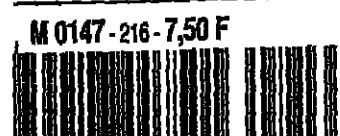
■ M. Jospin ajuste les réformes

Le premier ministre cherche à éviter que les réformes engagées ne deviennent des obstacles politiques. p. 8

■ Les idées du XXI^e siècle

Tous les lundis jusqu'à la fin de l'année, une page « Entreteniens » sur les enjeux du siècle à venir. p. 16

Abonnement : 3 DM ; Australie-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 46 FB ; Canada, 2,35 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 16 KRD ; Espagne, 230 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 140 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 45 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2 FL ; Portugal, 200 Esc ; République tchèque, 117 Sk ; Royaume-Uni, 850 F CFA ; Suède, 16 KSE ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 12 Din ; USA INVI, 2 \$; USA (other), 2,50 \$.



Aerospatiale-Matra, naissance d'un géant

- Le décret de privatisation d'Aerospatiale a été publié
- Lagardère prendra 33 % du capital
- La fusion avec Matra créera le cinquième groupe mondial d'aéronautique civile et militaire
- Elle prélude à la constitution avec l'allemand Dasa d'un géant européen face aux Etats-Unis

AVEC UN RETARD de plusieurs semaines, le décret de privatisation d'Aerospatiale a été publié dimanche 14 février au Journal officiel. « Le transfert du secteur public au secteur privé de la majorité du capital de la société Aerospatiale » va permettre la fusion du groupe d'aéronautique et de défense avec Matra. Après de difficiles négociations, l'Etat et le groupe dirigé par Jean-Luc Lagardère sont parvenus à un accord sur les modalités du rapprochement. Lagardère, écarté en 1998 de la privatisation de Thomson-CSF repris par Alcatel, obtiendra 33 % du capital d'Aerospatiale et apportera en contrepartie ses activités dans l'industrie de la défense et une soule de 1 milliard de francs (environ 152 millions d'euros). En fonction des performances économiques d'Aerospatiale-Matra, Lagardère pourrait verser un autre milliard de francs entre 1999 et 2001.

Un directoire, vraisemblablement présidé par Yves Michot, patron d'Aerospatiale, et un conseil de surveillance, avec à sa tête Jean-Luc Lagardère, dirigeront le



groupe. Environ 20 % du capital d'Aerospatiale seront mis en Bourse au printemps. Entre 2 % et 3 % reviendront au personnel afin de ramener la part de l'Etat sous la barre des 30 %.

Aerospatiale-Matra se placera au cinquième rang mondial de l'industrie aéronautique civile et militaire. Le groupe détient 46 % de Dassault Aviation, 37 % du consortium aéronautique Airbus Industrie et dispose également de participations importantes dans les avions de transport régional (ATR), les hélicoptères (Eurocopter), les missiles, les satellites et dans le consortium spatial européen Arianeespace.

Cette étape française de la concentration mondiale de l'industrie de l'aéronautique et de la défense fait suite au rachat du britannique GEC-Marconi par British Aerospace. Elle est le prélude à la constitution d'un géant européen - notamment avec l'allemand Dasa - apte à faire face à la concurrence américaine.

Lire page 20

La leçon de pacifisme d'un Prix Nobel irlandais aux nationalistes corses

BASTIA

John Hume, Prix Nobel de la paix, figure de proue du nationalisme catholique irlandais, a donné, dimanche 14 février à Bastia, une leçon de pacifisme aux nationalistes corses. John Hume, qui a partagé son prix avec David Trimble, chef du parti protestant modéré, répondait à l'invitation du journal *Arrii*, organe d'information de l'Union du peuple corse (UPC), d'obédience autonomiste et dont les figures emblématiques restent les frères Edmond et Max Simeoni.

A l'exception de Paul Giacobbi, président (radical de gauche) du conseil général de Haute-Corse, la classe politique traditionnelle avait boudé la réunion. Tous les partis nationalistes corses étaient représentés. Pour la première fois depuis de nombreuses années, des militants aux antagonismes très violemment affirmés siégeaient côte à côte pour écouter et débattre.

« La violence armée au service d'intérêts politiques locaux est-elle le passage paradoxale-

ment obligé à l'éclosion de tout processus de paix ? » Qu'il s'agisse des exemples irlandais, israélien-palestiniens, kosovar, basque ou corse, John Hume répond invariablement : « Ceux qui poursuivent l'acte de violence sont des fascistes, il faut verser de la sueur et non du sang pour construire la démocratie. » Ceux qui, dans le public, soutiennent l'action clandestine tentent pourtant de justifier ce recours en raison « des injustices faites à un peuple et de son identité ». Là encore, John Hume est catégorique : « L'injustice ne peut pas être résolue par une plus grande injustice. Souvent, le conflit est fondé sur une différence de perception qu'a l'autre de la situation de son adversaire. Votre identité ne se définit pas en opposition à une autre identité. Si vous en êtes là, c'est que vous avez bien peu confiance en vous-mêmes. »

Pour le Prix Nobel, « il faut accepter, dans un premier temps, d'arrêter la violence. Cela semble quelquefois impossible. [...] Songez à ce qu'était notre situation en Irlande il y a cinq ans et à ce qu'elle est devenue. Il faut ensuite

dialoguer avec son adversaire. Chacun doit savoir que l'on ne peut pas négocier sans proposer. Il faut l'accepter. Enfin, il faut tout mettre en œuvre pour travailler le terrain commun, l'économie, la culture, le fonctionnement de la société, les institutions, etc. »

John Hume plaide pour l'Europe : « Il y a cinquante ans, notre cadre de vie, notre culture, étaient notre cellule familiale, notre rue, notre quartier. Aujourd'hui, par le miracle de la communication, le monde est devenu plus petit. L'Europe est postnationaliste. Les Etats-nations laissent la place à des régions. A vous de faire cette Europe. Je ne serai pas moins irlandais, vous ne serez pas moins corses en construisant cet espace commun. Tout dépend de vos convictions et de votre capacité d'anticipation. »

Max Simeoni, directeur du journal *Arrii*, a remercié John Hume d'avoir « noué les premiers fils d'un dialogue rompu depuis plusieurs années entre nationalistes corses ». C'était bien le moins.

Michel Codaccioli

La photo de presse en procès

TOUT LE MONDE a en tête cette photographie de Robert Kennedy, gisant dans son sang, les yeux encore ouverts, quelques secondes après son assassinat, le 5 juin 1968, dans un hôtel de Los Angeles. Ce n'est plus une image d'actualité mais un document d'histoire, abondamment publié

dans les livres, exposé et commenté. Cette photo suscite émotion ou effroi. Mais personne ne se demande si sa publication est choquante. L'image de Bob Kennedy pourrait-elle être publiée aujourd'hui en France ? Rien n'est moins sûr, tant notre époque est

marquée par une surprotection de la vie privée de l'individu et de son image. Au détriment du droit collectif à l'information.

Etrange époque, comme le dit le photographe Patrick Bard, qui accepte une « privatisation de l'espace public ». Etrange époque où un village de Dordogne attaque un

photographe qui a osé le fixer sur une carte postale, où il n'est plus possible de photographier une manifestation, un concert de rock, une exposition, un musée, un bout d'architecture - pourtant financé par de l'argent public - sans s'attirer les foudres d'un ayant droit. Etrange époque où personne n'assume son identité sans contrepartie, où l'on attaque en justice pour un oui ou pour un non, où le moindre livre consacré à une personnalité risque d'aboutir devant les tribunaux dès qu'il échappe au standard convenable de la biographie « autorisée ».

Cette époque-là ne peut que connaître une montée en flèche de procès intentés par des particuliers qui invoquent leur droit à l'image - depuis la star de cinéma jusqu'au badaud anonyme (*Le Monde* du 5 février). Certains subissent un véritable préjudice mais beaucoup livrent leur effigie contre quelques milliers de francs. Il n'est agréable pour personne, et douloureux parfois, de se retrouver exhibé sans son accord dans un journal. Mais le phénomène soulève plusieurs questions : quelles photos voulons-nous conserver de notre histoire, de notre société, de notre quotidien ?

Michel Guerrin

Lire la suite page 18

Ce gigantesque fichier de police

LE CONSEIL D'ETAT vient de poser des garde-fous au projet de gigantesque fichier de police qui doit contenir les noms de toutes les personnes mises en cause dans des procédures judiciaires, ainsi que ceux des victimes. Les juges administratifs demandent notamment que les décisions de non-lieu et de relaxe soient inscrites dans ce système de traitement des infractions constatées (STIC) dont l'idée avait été lancée par Charles Pasqua en 1994. Qualifié de « libéralisme » par des avocats, le projet est présenté par le ministre de l'Intérieur comme un instrument de « transparence ».

Lire page 10 et notre éditorial page 18

Mousquetaires du bob



BRUNO MINGEON

LA FRANCE a conquis son premier titre mondial de bobsleigh à quatre, dimanche 14 février, à Cortina d'Ampezzo (Italie). Ce résultat couronne le travail et le talent de la petite équipe réunie, depuis quatre ans, autour du pilote Bruno Mingeon et des pousseurs Emmanuel Hostache, Eric Le Chanony et Max Robert.

Lire page 28

International	2	Aujourd'hui	77
France	8	Météorologie	30
Société	10	Jean	30
Régions	15	Culture	31
Portraits	20	Guide culturel	33
Entreprises	22	Annuaire classiques	34
Communication	22	Kiosque	36
Tableau de bord	23	Abonnements	36
Carte	26	Radio-Télévision	37

صباحنا من الامم

NÉGOCIATIONS Les ministres des affaires étrangères du Groupe de contact (Allemagne, États-Unis, Grande-Bretagne, Italie, France et Russie), réunis dimanche 14 février à

Paris, ont donné aux Serbes et aux Albanais du Kosovo jusqu'à samedi midi pour parvenir à un accord de paix. Dans leur communiqué, les six pays parlent de « progrès » dans les

négociations « plus lents que ce qui était espéré ». ● LE PLAN soumis aux deux délégations prévoit un statut d'autonomie pour le Kosovo sans mentionner la perspective d'un réfé-

rendum que réclament les Albanais. Les questions de sécurité ne sont pas encore sur la table, en raison de l'hostilité qu'elles suscitent chez les Serbes et chez les Russes. ● A BEL-

GRADE, la presse officielle souligne l'attitude « constructive » de sa délégation à Rambouillet, alors que l'opposition annonce, voire approuve, « la venue certaine de l'OTAN ».

Compte à rebours à Rambouillet pour l'avenir du Kosovo

Après de nombreuses rencontres diplomatiques, à Paris et à Rambouillet ce week-end, les ministres des affaires étrangères occidentaux ont fixé à samedi midi la date butoir pour la signature d'un accord de paix entre Serbes et Albanais du Kosovo

IL NE RESTE PLUS que quelques jours aux séquestrés du château de Rambouillet pour s'entendre : samedi 20 février à midi, Serbes et Albanais du Kosovo devront avoir conclu un accord. La diplomatie internationale a débarrqué en force dimanche, en Ile-de-France, pour leur rappeler : visite remarquée à Rambouillet de la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright, déjeuner à Paris des quinze ministres des affaires étrangères de l'Union européenne, réunion l'après-midi du Groupe de contact pour l'ex-Yugoslavie (M^{me} Albright, son homologue russe Ivanov et les ministres français, anglais, allemand et italien).

Le communiqué mis au point par ce Groupe parle de « progrès » dans les négociations « plus lents que ce qui était espéré » et de la nécessité pour les intéressés de « parvenir immédiatement à un accord sur les points durs qui restent en suspens ».

Une semaine après le début des pourparlers, le blocage est en effet total. Non que les deux délégations refusent de se parler : si elles restent cantonnées à deux étages différents du château, sans échange direct, c'est parce que les trois négociateurs internationaux le veulent ainsi et jugent plus efficace à ce stade - comme l'a expliqué l'Américain Christopher Hill - de faire des navettes entre les chambres plutôt que de réunir tout le monde autour d'une table. En rassemblant pour la première fois Serbes et Albanais autour d'elle, M^{me} Albright n'a donc pas réalisé un exploit mais tout juste un « coup » médiatique ; elle s'est d'ailleurs bornée à raconter à cet auditoire comment se sont passées les négociations de Wye Plantation sur le Proche-Orient.

Le blocage est fondamental : les Kosovars ne veulent pas renoncer à l'objectif de l'indépendance. Ils peuvent admettre qu'elle ne vienne pas tout de suite et que le projet mis sur la table par les grandes puissances ne leur garantisse pour les trois ans à venir qu'une « autonomie substantielle » ; mais ils voudraient que le règlement ouvre la perspective de l'indépendance, en

promettant un référendum à l'issue de la période intérimaire de trois ans. Les Serbes de leur côté peuvent admettre beaucoup des dispositions proposées pour établir une « autonomie » du Kosovo ; mais ils ne veulent pas être déposés de leur souveraineté sur la province : ils refusent non seulement la possibilité d'une indépendance à terme restée ouverte, mais aussi que vienne se déployer sur leur sol une force de l'OTAN qui deviendrait le véritable maître de la province.

NUMÉRO DE CHARMÉ

M^{me} Albright a rencontré séparément les uns et les autres à Rambouillet. A la délégation des Albanais du Kosovo, elle a fait valoir que l'accord proposé par le Groupe de contact est « un bon arrangement » qui soulagerait la population de ses souffrances et serait vraiment garanti internationalement (Bill Clinton venait de confirmer sa disposition à participer, à hauteur de quatre mille hommes, à la force internationale qui veillerait à la mise en œuvre d'un accord). Aux Serbes, M^{me} Albright a fait un numéro de charme, en évoquant les souvenirs de la partie de son enfance qu'elle passa à Belgrade. Elle leur a dit aussi que le choix qui s'offrait à eux, aujourd'hui, était « soit la poursuite de la désintégration de la Yougoslavie » et la plongée dans l'abîme (« deep dark hole »), soit l'établissement de relations civilisées avec la population du Kosovo et, en corollaire pour Belgrade, « une forme de réintégration » dans la communauté internationale.

M^{me} Albright s'est par ailleurs félicitée, lors de sa conférence de presse, tout comme Hubert Védrine, de l'« unité » de la communauté internationale. De fait, le principal enjeu du week-end était de resserrer les rangs au sein du Groupe de contact. Mais en dépit de l'unanimité affichée dimanche soir, les trépidations restent patentes.

Il y a d'abord le problème des Russes. Ils ont jusqu'ici fait leur hostilité des Serbes au déploiement d'une force internationale au

Kosovo, ce qui empêchait le Groupe de contact de boucler son plan de règlement. La partie de ce plan portant sur les questions de sécurité n'a ainsi pas encore pu être soumise aux deux délégations.

Tout ce que les Occidentaux ont obtenu dimanche, c'est que les Russes acceptent, dans le communiqué du Groupe de contact, une phrase qui appelle les parties à « consentir à la mise en place d'une force de police locale et des mesures nécessaires pour mettre fin aux affrontements militaires au Kosovo » et une autre phrase qui dit que la communauté internationale « est prête à consacrer d'importantes

ressources civiles et militaires » pour aider le Kosovo à retrouver la paix. Si la Russie avait cessé de se faire prier, on aurait de formules moins ambiguës pour annoncer l'envoi de trente mille hommes dans la province.

Les diplomates occidentaux se refusaient dimanche à indiquer quand les parties du plan portant sur les questions de sécurité seraient mises sur la table des négociations. Leur pari semble être que, comme pour la Bosnie, les Russes finissent par céder à la pression et participer à sa mise en œuvre - plutôt que de faire obstruction et de

Vingt mille Albanais manifestent

Environ 20 000 Albanais, selon la police, venus de toute l'Europe ont manifesté, samedi 13 février, à Rambouillet pour exiger l'indépendance du Kosovo. Reprenant des slogans de soutien à l'Armée de libération du Kosovo (UCK), la foule s'est regroupée à proximité du château de Rambouillet. « Nous sommes ici pour prouver que nous sommes unis en faveur de la libération du Kosovo et prêts à donner nos vies pour le Kosovo », a lancé Bedri Islami, président du Mouvement du peuple du Kosovo. La délégation kosovare, cloîtrée depuis une semaine à l'intérieur du château, a fait parvenir un message de remerciement dans lequel elle promet de pas ne céder.

Le même jour au Kosovo, treize personnes ont été blessées par l'explosion d'une bombe placée devant l'agence d'un banque d'Etat yougoslave, dans le centre d'Uroševac (sud). Serbes et Albanais se rejettent la responsabilité de cet attentat qui a provoqué des dégâts à 100 mètres à la ronde.

Les principales dispositions du projet de règlement

LE PROJET d'accord que le Groupe de contact a mis sur la table des négociations n'a pas été rendu public mais, grâce aux quelques indications données par les négociateurs et à des fuites anonymes, son contenu est en partie connu. Il se compose d'un document-cadre fixant les principes de base et les grandes lignes d'un statut d'autonomie pour le Kosovo, ainsi que de sept annexes plus détaillées sur la mise en œuvre de ce statut.

Au cours de la première semaine, les pourparlers indirects ont porté sur les trois annexes politiques (élections, constitution du Kosovo, rôle d'un médiateur international) et sur l'annexe économique. Les trois autres annexes portant sur les questions de sécurité n'ont pas encore été remises aux délégations.

● Les principes de base : ils sont supposés avoir été approuvés par les délégations quand elles ont accepté de venir à Rambouillet et ne sont pas négociables. Ce sont ceux qui avaient été arrêtés par le Groupe de contact lors de sa réunion du 29 janvier à Londres. Ils stipulent que l'accord, qui doit être conclu pour une durée de trois ans, instaure une « autonomie substantielle » pour le Kosovo, dans le respect des frontières internationales de la République fédérale de Yougoslavie (ce qui exclut l'indépendance).

Ils laissent ouverte la question cruciale de savoir ce qui se passera à l'issue de cette période intérimaire de trois ans, la formulation retenue se bornant à annoncer une révision de l'accord. Les Albanais voudraient qu'à cette date soit or-

ganisé un référendum sur l'indépendance, terme qui ne figure pas dans le document du Groupe de contact. Quant aux moyens que mettra en œuvre la communauté internationale pour surveiller l'application de l'accord, ils font encore l'objet d'un débat au sein même du Groupe de contact. Le texte de Londres déclarait que les parties doivent accepter « le niveau et la nature de la présence internationale jugée appropriée par la communauté internationale ». Les Serbes refusent pour l'instant le principe du déploiement d'une force militaire internationale au Kosovo. Ce déploiement fait l'objet de la septième annexe du projet d'accord, mise au point par les Occidentaux, mais non encore présentée aux délégations et qui a été au centre des discussions entre pays occidentaux et Russes dimanche à Paris.

● Les annexes politiques : elles décrivent les institutions qui devront être mises en place au Kosovo, au moyen d'élections organisées dans les neuf mois, ainsi que les pouvoirs dont elles disposeront. L'idée est de renforcer les institutions locales, notamment pour assurer une juste représentation des différentes minorités, et d'octroyer à des autorités représentatives à Pristina la gestion des principaux secteurs de la vie publique (fiscalité, éducation, santé, etc.), à l'exception de la défense et des affaires étrangères. Une assemblée de 100 membres sera élue, d'où émanera un gouvernement, et une trentaine de conseils régionaux seront créés. Des liens institutionnels sont maintenus dans le projet à la fois avec la République de Serbie

et avec la République fédérale de Yougoslavie. Le Kosovo, même s'il jouit de larges prérogatives, ne devient pas dans ce projet la troisième République de Yougoslavie à côté de la Serbie et du Monténégro.

Les négociateurs ont déclaré en fin de semaine que des « progrès » avaient été accomplis sur ces textes politiques, mais que la négociation n'était pas bouclée.

● Les annexes sur la sécurité : elles prévoient le retrait de la province de toute l'armée fédérale, à l'exception de 1 500 hommes qui auront pour fonction de surveiller la frontière, laquelle est en partie frontalière de la Yougoslavie. La force multinationale déployée au Kosovo établira les règles du retrait et veillera à ce que les 1 500 hommes restants soient cantonnés dans leur fonction de gardes-frontières.

Les forces de police serbe seront réduites à 2 500 hommes, placés sous le contrôle de l'OSCE pendant un an. Une nouvelle police représentative des composantes ethniques de la population, à majorité albanaise, sera mise sur pied. Elle devrait se substituer à ces 2 500 Serbes au bout d'un an.

L'Armée de libération du Kosovo (UCK) devra remettre ses armes lourdes dans des dépôts sous contrôle de la force multinationale et renoncer au port des armes légères et des uniformes. Les combattants seront invités à subir une formation pour s'engager dans la nouvelle police.

C. T.

La presse de Belgrade au secours de la délégation serbe

BELGRADE

Il y a moins d'un an les citoyens de Serbie, à l'invitation de leur gouvernement, s'étaient largement prononcés par référendum contre la présence de médiateurs étrangers dans les négociations sur le Kosovo. Puis Belgrade s'était opposé à l'idée d'une conférence internationale organisée hors de Serbie et avait dénoncé toute discussion avec les « terroristes » de l'UCK (Armée de libération du Kosovo). Faisant fi de ces renoncements, la presse officielle de Belgrade met aujourd'hui l'accent sur l'attitude « constructive » et les initiatives de la délégation serbe à Rambouillet.

Dès le lundi 8 février, *Politika* se félicitait de « la condamnation par tous les participants à la réunion, grâce à une proposition de la délégation serbe, d'une attaque terroriste » survenue la veille à Pristina. Le jeudi suivant, ce même journal notait « deux nouveaux succès diplomatiques » de la délégation serbe : « sa décision de signer les dix principes de base de la proposition

du groupe de contact » et « sa demande d'entretiens directs avec les représentants des Albanais du Kosovo ». Cette position « constructive » de la délégation serbe se voyait confirmée par les gros titres de la presse reprenant les déclarations de Milan Milutinovic, le président de la Serbie arrivé, mercredi, en renfort à Paris : « Belgrade est pour le dialogue dans l'intérêt d'une solution pacifique ».

RHÉTORIQUE PATRIOTIQUE

Mais, devant l'absence de progrès spectaculaires à Rambouillet, la presse officielle ne pouvait, samedi, que relayer deux questions : « Pourquoi les médiateurs n'autorisent-ils pas les entretiens directs entre les deux délégations ? » et « Pourquoi les Albanais du Kosovo refusent-ils de signer les dix principes de base du Groupe de contact ? » Dimanche, l'éditorialiste de *Politika* esquissait une réponse à ces interrogations en dénonçant les liens entre la délégation des Albanais du Kosovo et ses « mentors » américains, ainsi que l'« allégeance des

terroristes » de l'UCK, aux seuls intérêts de Washington et de l'OTAN dont le but serait d'« entretenir des tensions au Kosovo afin de convaincre, de gré ou de force, la communauté internationale que les troupes de l'Alliance atlantique sont les seules à pouvoir apaiser les tensions ».

Politika reprend les paroles de Milan Milutinovic affirmant : « Nous offrons tout sauf l'indépendance du Kosovo [mais] nous sommes pour l'autonomie du Kosovo », et tout de suite, « Sur la colonne voisine Vuk Draskovic, ministre fédéral et ex-opposant, rajoute que « la Serbie est pour une autonomie la plus large possible du Kosovo ».

Il ne reste donc qu'aux divers membres de la coalition au pouvoir, sillonnant les villes de Serbie, qu'à afficher leur pleine confiance dans leur délégation, dénoncer les menaces d'intervention de l'OTAN, et souligner, avec force rhétorique patriotique, le point sur lequel la Serbie reste intraitable, « la défense de la souveraineté et l'intégrité nationale ». Tel Ratko Krsmanovic,

secrétaire général de JUL (Gauche unie yougoslave), qui avertit que « les modifications de frontières ont toujours conduit au bain de sang dans les Balkans », tout en espérant que « la communauté internationale saura en tenir compte ». Leur position est largement soutenue par les passants interrogés par la radio d'opposition B 92, qui déclaraient, dimanche, en substance, que les pourparlers de Rambouillet sont organisés « pour amuser la galerie », que « les dés sont déjà jetés ». Selon eux, « l'OTAN viendra au Kosovo ». De même, les partis d'opposition, au risque d'entreprendre la récente loi sur l'information destinée à « protéger l'intérêt national et lutter contre le défaitisme », annoncent, voire approuvent, « la venue certaine de l'OTAN ». Surtout, le Parti démocrate (opposition) dénonce la manipulation médiatique d'un régime qui entend réduire au silence ses « ennemis intérieurs », faute de pouvoir le faire avec l'OTAN.

Pierre Benvenuto

ÉCONOMISEZ 60%* SUR VOS APPELS VERS LES PORTABLES !



VOS APPELS À PRIX IRRÉSISTIBLES
24 heures/24
7 jours/7

UN APERÇU DE NOS TARIFS EXCEPTIONNELS À L'INTERNATIONAL

0,48€ CANADA
0,45€ JAPON

0,45€ ALLEMAGNE



Avec One Tel, économisez sur tous vos appels : internationaux, nationaux et d'un téléphone fixe vers un téléphone portable. Aucun abonnement, aucune installation, aucune consommation minimum, aucun paiement anticipé. Vous avez juste besoin de composer le 01 53 53 7000* devant le numéro de votre correspondant.

RENSEIGNEZ-VOUS AU

01 53 53 75 18**

One.Tel®

100% Télécoms.
* Pourcentage d'économie calculé par rapport au tarif généralement pratiqué sur les appels internationaux. ** Tarif d'un appel vers Paris. Valable jusqu'au 31 mars 1999. Les tarifs sont valables le jour de leur publication.

L'Afrique du Sud, engagée dans une surenchère sécuritaire, crée une « ville fortifiée ».

LE CAP

Pour se protéger contre la criminalité, les Sud-Africains ne reculent devant rien. George Hazelnden, encore moins que les autres. Face à l'obsession sécuritaire de ses concitoyens, ce promoteur immobilier de la région du Cap a trouvé une solution radicale mais efficace : construire une ville fortifiée. Entourée d'une clôture électrique en guise de remparts, la cité du futur sud-africain devrait permettre à ses 10 000 habitants de vivre en complète autonomie, à l'abri des agressions du monde extérieur. « Vivez, travaillez et détendez-vous en toute sécurité », proclame le panneau publicitaire planté au bord du terrain de Heritage Park, la future ville, adossée à la commune de Somerset West et aux montagnes de la Heideberg, à 30 kilomètres du Cap.

Le concept médiéval a subi quelques adaptations d'ordre technologique

« Vous pourriez presque vivre et mourir sans sortir de la ville », assure M. Hazelnden, en montrant sur le plan l'emplacement des deux cimetières, de l'église, de l'école, des bureaux et des terrains de sport. « C'est une véritable ville que nous construisons. Nous l'entourons d'une clôture électrique, c'est tout », souligne l'agent immobilier d'origine britannique, qui affirme s'être inspiré des « villes fortifiées » médiévales comme le Mont-Saint-Michel. Le concept médiéval a néanmoins subi quelques adaptations d'ordre technologique. « Par rapport à un mur, la clôture est plus efficace. Elle sera connectée à un système d'alarme, lui-même relié à des gardes de sécurité », explique le père de Heritage Park. Pour entrer dans l'enceinte, les habitants seront munis de passes et les visiteurs occasionnels devront se soumettre à un contrôle d'identité.

Partout déjà en Afrique du Sud, le moindre lotissement est entouré d'une clôture électrique. Nous ne faisons que pousser la logique un peu plus loin », insiste M. Hazelnden pour atténuer l'aspect concentrationnaire de la future ville. La criminalité, il est vrai, constitue en Afrique du Sud un véritable fléau que l'appareil policier et judiciaire s'avère toujours incapable d'enrayer. En moyenne, 1 cambriolage sur 34 et 1 vol sur 13 seulement font l'objet d'une condamnation. Préservée des effets de la délinquance au temps de l'apartheid, la population blanche vit particulièrement mal le phénomène. Pour se protéger, elle s'est engagée dans une surenchère sécuritaire dont la ville fortifiée marque l'aboutissement caricatural mais logique.

Le projet n'en est qu'à ses débuts. George Hazelnden se donne dix ans pour bâtir Heritage Park. Mais les bulldozers ont déjà préparé l'emplacement pour l'école et des magasins se sont installés sur une partie des 200 hectares de la future cité. Les premières maisons seront construites avant la fin de l'année. Les squatters qui habitent en bordure du terrain devraient, eux, bientôt quitter leurs cabanes de brique et de broc et être relogés gratuitement dans des maisons un peu plus loin. Mais de l'autre côté de la clôture électrique, M. Hazelnden rejette néanmoins les critiques qui décrivent Heritage Park comme un projet à connotation raciale, symbolisant la difficulté des Blancs à accepter la nouvelle Afrique du Sud. « Si la criminalité baisse, nous sommes prêts à enlever la clôture », promet M. Hazelnden.

Frédéric Chambon

L'Erythrée accuse l'Éthiopie de vouloir étendre la guerre

L'ouverture d'un troisième front à proximité du port érythréen d'Assab, sur la mer Rouge, ranime le spectre d'une escalade d'un conflit qui portait jusqu'à présent sur le contrôle de quelques plaines caillouteuses le long de la frontière

Les fronts entre l'Erythrée et l'Éthiopie étaient calmes, dans la matinée du lundi 15 février, après les échanges de tirs d'artillerie de la veille dans la région du port érythréen d'Assab (Est), au cours desquels

l'armée éthiopienne a reconnu avoir perdu un hélicoptère. Les deux pays s'accusent mutuellement de la reprise des hostilités. Le ministre des affaires étrangères du Yémen, Abdel Kader Bajamal, a invité, dimanche,

Addis Abeba et Asmara à envoyer des délégués à Sanaa en vue de l'ouverture de pourparlers de paix. La guerre a repris, le 6 février, entre l'Éthiopie et l'Erythrée qui se disputent depuis près d'un an le contrôle de

quelques centaines de kilomètres carrés le long de leur frontière commune. Selon la presse internationale, qui a eu accès aux lignes de front côté érythréen, les positions n'auraient pas évolué.

ASMARA (Erythrée)

La guerre entre les frères abyssins s'envenime inexorablement. Si aucune offensive d'envergure n'a été signalée sur le front érythréo-éthiopien depuis le 10 février, et que les lignes ne sont secouées que par de sporadiques duels d'artillerie, le bombardement de la région d'Assab, dimanche 14 février, a brisé une barrière symbolique. Les combats s'étendent au-delà du triangle de Badme et de la province d'Akele-Guzai, ces régions où le tracé de la frontière est contesté. L'ouverture d'un troisième front à proximité du port d'Assab, sur la mer Rouge, ranime le spectre d'une escalade dans la guerre.

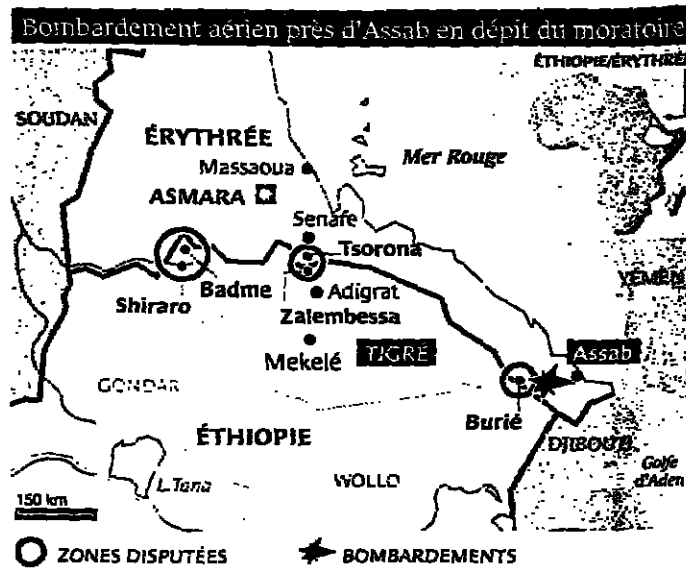
Comme après chaque bataille, l'Erythrée et l'Éthiopie s'accusent d'avoir déclenché les hostilités, et chaque pays revendique la victoire. A Asmara, le porte-parole de la présidence, Yemane Ghebre Meskel, a affirmé que « les Éthiopiens ont lancé des raids aériens à l'aube, suivis d'intenses tirs d'artillerie ». A Addis Abeba, la porte-parole du gouvernement, Selome Tadesse, a déclaré que « l'héroïque force aérienne éthiopienne a participé à la contre-offensive d'Assab, causant de lourdes pertes à l'ennemi », et détruit deux tanks, de même qu'une station de pompage d'eau. Ces bombardements sont-ils le prélude à une attaque de l'infanterie vers le port érythréen stratégique d'Assab que l'Éthiopie, dépourvue d'accès à la mer, pourrait convoiter ? Aucun soldat n'est encore sorti des tranchées.

Le problème est que nul ne sait précisément les objectifs des belligérants dans un conflit où les soldats combattent sans haine et où les capitales expriment leurs profonds regrets d'un « civil » blessé. Chaque camp se défend de vouloir renverser le pou-

voir du pays ennemi ou de projeter la conquête d'un territoire qui ne lui appartiendrait pas. L'Erythrée et l'Éthiopie, gouvernées par des hommes - respectivement le président Issayas Afewerki et le premier ministre Meles Zenawi - qui ont combattu ensemble la dictature de Mengistu Haile Mariam, le « Négus rouge », ont cependant déclenché depuis mai 1998 une guerre de type conventionnel, avec ses batailles de chars et ses raids aériens, comme l'Afrique en a rarement connu.

Chaque camp a exprimé son indignation d'être mis sur un pied d'égalité avec l'autre

La frontière s'est enflammée l'an dernier lorsque l'Erythrée a conquis le « triangle de Badme », une plaine caillouteuse de 390 km². Les Éthiopiens s'étaient peu à peu installés dans cette province d'un intérêt stratégique si mineur que les Érythréens n'avaient pas jugé bon d'y marquer la frontière lors de leur indépendance en 1993. Les paysans tigréens y vivaient en paix sans trop se soucier du pays auquel ils appartenaient, parlant la même langue, commerçant tranquillement et mariant leurs enfants d'un village à l'autre. La situation s'est détériorée lorsque Asmara a été créée en 1997 sa propre monnaie, le nakfa. Cette décision a traumatisé les Éthiopiens, illustrant la volonté érythréenne de consolider son indépendance en marquant, cette fois, la frontière.



L'Erythrée a exigé de retrouver ses frontières de l'époque coloniale et l'Éthiopie a refusé de quitter un territoire qu'elle considérait comme le sien. Le conflit armé est né pour des terres misérables qui continuent de diviser historiens et cartographes.

Après les combats de 1998, qui eurent lieu sans déclaration de guerre ni rupture des relations diplomatiques entre les ex-pays frères, la trêve de ces huit derniers mois fut mise à profit par l'Erythrée et l'Éthiopie, des États classés parmi les plus pauvres de la planète, pour s'équiper en avions et hélicoptères de combat, en artillerie, et pour creuser des centaines de kilomètres de tranchées.

L'Éthiopie est passée à l'offensive le 6 février, tout d'abord dans la région de Badme, puis dans la région d'Akele-Guzai, en direction de Tzorona. Les attaques se sont soldées par des échecs. S'il est impossible de juger la véracité des communiqués spectaculaires publiés par les

deux pays sur les « défaites désastreuses », les « prises de bastions majeurs » et les « pertes sévères », il paraît clair, après que la presse internationale a eu accès aux lignes de fronts du côté érythréen, que les positions n'ont pas évolué. Une première escalade sérieuse est intervenue avec la décision éthiopienne de recourir à la force aérienne, en violation du moratoire accepté en 1998 par les deux pays grâce à la médiation américaine. Les États-Unis, alliés à la fois de l'Erythrée et de l'Éthiopie depuis la chute de Mengistu, ont condamné Addis Abeba. Et les accusations éthiopiennes d'un bombardement érythréen préalable sur la ville d'Adigrat se sont révélées être une manipulation. « Il est impossible de comprendre la stratégie éthiopienne, commente un diplomate occidental. Ils se sont affaiblis en brisant le moratoire aérien, un engagement pris avec les Américains, et en relançant la

guerre alors que l'émissaire de l'ONU, Mohammed Sahnoun, se trouvait ici pour tenter une médiation ». L'Erythrée est à mes yeux coupable d'avoir passionné le débat pour un conflit caillouteux, analyse un observateur. Personne ne peut toutefois accepter l'attitude éthiopienne, surtout après le bombardement de la frontière près du port d'Assab. Chaque jour qui passe voit s'éloigner les chances d'une négociation sereine. La première semaine de combats n'apporta qu'un enseignement, d'ordre militaire : l'Éthiopie (55 millions d'habitants), auréolée de ses deux mille ans d'histoire et de son statut de puissance régionale, ne peut apparemment pas espérer balayer aisément l'armée de la petite Erythrée (3,5 millions d'habitants), le plus jeune État d'Afrique, au patriotisme farouche forgé par trente années de guérilla. A Asmara comme à Addis Abeba, on refuse les pressions internationales. Après les appels au dialogue des États-Unis, de l'Union européenne, des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), chaque camp a exprimé son indignation d'être mis sur un pied d'égalité avec l'autre.

R. O.

Pas de haine apparente, en dépit des combats et des victimes civiles...

ZALEMBESSA ET TSORONA (Province d'Akele-Guzai)

de notre envoyé spécial

La rivière Mahmas, réduite en cette saison à un ruisseau de cailloux, serpente dans la vallée Medroba. Sur les rives, des arbres survivent au soleil brûlant. C'est la ligne de front. Pour les soldats érythréens, qui scrutent dans leurs jumelles les mouvements de l'ennemi, la rivière marque la frontière entre l'Erythrée et l'Éthiopie. Pour ceux d'en face, la vallée est éthiopienne, occupée par l'armée d'Asmara.

REPORTAGE

Dans toute la province, on se prépare à une guerre longue

Les combattants veillent, en ces jours d'accalmie, à consolider leurs positions. Menacés depuis que l'armée éthiopienne mène des raids aériens, ils creusent des tranchées à flanc de colline pour enterrer armes et munitions. Dans toute la province d'Akele-Guzai, de la vallée qui mène à Zalembeza au front de Tzorona, on se prépare à une guerre longue, dure, une guerre de positions.

En amont de la rivière Mahmas, des mortiers sont prêts à ouvrir le feu, « en cas d'offensive éthiopienne », selon le colonel Mebrahtu. « Nous n'agressons pas l'Éthiopie, nous défendons notre pays », Yemane Mebrahtu sourit, appuyé sur une canne en bois. A quarante-deux ans, il a trente-cinq ans de vie militaire. Après les écoles du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL), ce fut la guerre qui dura trente ans. L'officier est resté dans l'armée après la victoire sur le dictateur Mengistu Haile Mariam et l'indépendance du pays. La paix dura cinq ans, avant le déclenchement du conflit entre l'Éthiopie et l'Erythrée, en mai 1998. Yemane Mebrahtu a alors re-

pris le sentier de la guerre. Il veille sur la vallée Medroba avec ses hommes.

Dans les casernes adossées à la roche, recouvertes de rondins et de feuilles séchées, on boit le thé, on fume la cigarette nationale, l'Idéal. Les bombardements se sont arrêtés. Les combattants rient souvent. S'ils s'affirment déterminés à affronter les Éthiopiens, les soldats n'apprécient pas ce conflit. Ils combattent leurs frères d'armes d'hier, lorsque tous étaient alliés contre Mengistu. Abduin, vingt-six ans, est « triste ». Il tente de masquer son incrédulité. Retourné à la vie civile après son adolescence de guerillero, il a rejoint de lui-même une unité militaire. L'an dernier, pour participer à la lutte. Patriotisme affiché, tristesse murmurée, et puis Abduin se tait. Un officier interdit aux soldats de se confier à un étranger.

CARNAGE

Sur le front de Tzorona, les collines portent les stigmates des violents combats des derniers jours. Là, contrairement aux rives de Mahmas, où l'offensive s'est limitée à des tirs d'artillerie, les Éthiopiens ont lancé leurs soldats à l'assaut des positions érythréennes. L'attaque principale a eu lieu non loin du village de Konoto, dominé par une église aujourd'hui inaccessible, dans la ligne de mire des canons.

Des cadavres de soldats éthiopiens n'ont pas été enterrés. Des odeurs de mort planent aux alentours des sentiers. Un combattant gît sur le dos, un trou béant à la cuisse droite. De sa besace sont tombés des munitions et des biscuits. « Nous avons tué 1 500 ennemis », clame le colonel Andemariam Ghebremedhin. Le résultat d'un tel carnage n'est pas vérifiable. « Les hommes attendent le prochain assaut. Nous n'allons pas en Éthiopie. Nous défendons notre frontière », poursuit l'officier, récapitulant les communiqués d'Asmara. Il est impossible de savoir à qui ap-

partient, ou devrait appartenir telle colline. Les cartes de la région ont varié au fil des décennies. Dans la plaine de Badme, des villages auraient même été rebaptisés pour tromper les médiateurs occidentaux.

En contrebas, près de la route qui mène à Tzorona, les combattants se reposent après la bataille. Ils ne s'inquiètent pas des explosions sporadiques qui résonnent au loin. Un guerrier pose son poste de radio sur un rocher et fait écouter de la musique à trois femmes-soldats. L'armée érythréenne est à 35 % féminine, tradition conservée de l'époque du maquis. « Chacun, homme ou femme, veut faire son service militaire, assure un vétéran de la guerre de libération. Nous n'avons pas de problème de désertion en Erythrée. Le service dure dix-huit mois : six mois dans une

unité militaire, un an affecté à une tâche civile. L'âme du service militaire était surtout que chacun participe à la reconstruction du pays, ravagé par trente ans de conflit, dit-il. Nous ne pensions pas avoir de nouveau la guerre ici... »

En première ligne pour cette nouvelle guerre, il y a à la fois ces jeunes combattants, les soldats professionnels issus des rangs du FPL, et ceux qui avaient quitté l'uniforme au moment de la proclamation d'indépendance et sont revenus sous les drapeaux lors des premières batailles contre l'Éthiopie, en 1998. Les combattants les plus âgés évoquent souvent les « bons vieux jours » de la guérilla. Leurs fils parlent plus immédiatement de la paix, qui a volé en éclats sans qu'ils comprennent vraiment pourquoi.

Derrière les lignes, à l'hôpital de

Senafe où gisent des victimes des bombardements, l'atmosphère est aussi dominée par l'incompréhension face à la guerre. Pas de haine malgré la souffrance, pas de procès... « Je veux que ce conflit trouve une issue pacifique rapide, dit Gebremedhin. J'ai perdu mon père, mon épouse et mon fils de quatre ans. Notre maison a été touchée un matin. Je suis très triste, paralysé à vie par la perte de ma famille. » « Je suis désolé que les Éthiopiens aient tué un enfant. J'ai besoin de paix maintenant », conclut-il. Gebremedhin n'est pas un soldat et, après la mort de son fils, il n'envisage pas de prendre un fusil. Il est fermier, et ne paraît pas se soucier de savoir à quel endroit de sa province natale sera bâti le poste-frontière.

Remy Ourdan

NICOLE BACHARAN

Le piège

Quand la démocratie se joue

L'histoire de l'incroyable guet-apens tendu à Bill Clinton, ou comment la démocratie peut mettre en danger la démocratie.

Editions du Seuil

Les manifestations de Jérusalem consacrent la cassure de la société israélienne

Deux conceptions du judaïsme s'opposent d'une manière de plus en plus radicale

Les ultra-orthodoxes ont réussi leur démonstration de force en regroupant 250 000 personnes, dimanche 14 février, à Jérusalem, l'un de leurs bas-

tements. Une contre-manifestation de laïques a rassemblé 50 000 personnes. L'opposition entre deux rapports au judaïsme se cristallise sur les der-

nières décisions de la Cour suprême israélienne, favorables au courant réformé du judaïsme. (Lire l'analyse de Georges Marion page 18.)

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Avec un savoir-faire de lobbyiste confirmé, le rabbin Jonathan Rosenblum, citoyen américain fraîchement débarqué de New York, a livré à la presse étrangère la morale de l'histoire : Israël, a-t-il dit en substance, est un pays juif qui suit les règles du judaïsme ; s'il y a plus de pays possible. Puis il s'est lancé dans une longue tirade contre les réformés (juifs) de toutes obédiences qui, aux États-Unis, admettent que le président d'une synagogue « ne soit même pas juif » ou, encore, acceptent « qu'un rabbin femme marié deux hommes ou deux femmes » et, presque pire, « qu'un repas de noces il soit servi des crevettes », aliment strictement interdit à tout juif pieux.

Tout le monde a alors compris que le rabbin Rosenblum, dont l'organisation, à New York, finance généreusement les ultra-orthodoxes en Israël, avait une conception unique du judaïsme : la sienne. Et qu'en appelant, dimanche 14 février, au côté des rabbins locaux, ses frères ultra-orthodoxes à descendre dans la rue pour combattre ce qu'il nomme les « empiétements des juifs sur la vie religieuse », il défendait en fait le monopole des ultra-orthodoxes sur le judaïsme.

Trois heures plus tard, ils étaient quelque 250 000 hardim (craignants Dieu), mariés sombres d'hommes, de femmes et même de très jeunes enfants, assis dans leur poussette, venus des quatre coins du pays prier dans les rues de Jérusalem pour que le président de la Cour suprême, Aharon Barak, ne puisse plus faire droit aux de-



PANINHO

mandes des rabbins libéraux qui entendent séder au sein des conseils religieux, ou procéder à des conversions.

UNE JOURNÉE PEU ORDINAIRE

Quelques centaines de mètres plus loin, dans une débauche de pancartes colorées, de ballons et de musique, une contre-manifestation de 50 000 laïques prenait la défense de la Cour, « l'une des dernières organisations démocratiques du pays où les religieux ne puissent pas imposer leur loi ». Ici l'on agitant le drapeau israélien, l'on dénonçait « la dictature religieuse » et, en signe de dérision, l'on portait des panneaux où la photo de l'imam Khomeini côtoyait celle du rabbin Kadouri, vénérable centenaire qui distribue

à la commande amulettes et bénédictions. On se voulait aussi citoyen comparable à celui des pays où la religion ne détermine ni le statut ni la nationalité. « Je ne suis qu'un être humain, je veux un avenir normal », chantait l'un des artistes célèbres du moment, Miki Blaiz. Séparées par d'importantes forces de police, les deux manifestations n'ont pas eu l'occasion de se confronter, et, contrairement aux craintes manifestées l'avant-veille, aucun incident n'a été signalé.

Le plus paradoxal dans cette journée peu ordinaire, qui, en une démonstration de force sans précédent – la plus importante de l'histoire de l'État hébreu –, a vu descendre dans la rue tout ce qu'Israël compte d'écoles rabbiniques et

de juifs pieux ultra-orthodoxes, est que le pays n'abrite qu'un nombre infime de rabbins réformés. Dans une large mesure, le différend qui oppose ces derniers aux ultra-orthodoxes est un conflit interne au judaïsme américain. Mais il résonne fortement dans la conscience collective d'un pays où le statut personnel dépend étroitement de la réponse à une question essentielle : « Qui est juif ? »

Depuis la fondation du pays, en 1948, les rabbins ultra-orthodoxes sont seuls chargés de donner la réponse. Au demeurant, les litiges étaient jusqu'alors négligeables. Mais les vagues successives d'immigration, dont la dernière, la vague russe et son million de personnes, dont une bonne proportion n'a que des liens très lâches avec le judaïsme, ont changé la donne. Pour les ultra-orthodoxes, le danger de « dissolution » du peuple juif interdit de faire la moindre entorse aux règles. « La lutte ne fait que commencer », a ainsi précisé, en fin de manifestation, l'un des organisateurs du rassemblement religieux, le rabbin David Yossef, rejoint dans son intransigeance par les rabbins les plus prestigieux du pays.

Au-dessus de la foule en noir, les pancartes étaient au diapason, conspuant « la dictature des juifs » ou appelant à la vigilance. Enfant rescapé d'Auschwitz, le grand rabbin ashkénaze d'Israël, Meir Lau, a, seul, exprimé une volonté de conciliation, en déclarant : « Nous avons toujours su mourir ensemble, il est temps que nous apprenions à vivre ensemble. »

Georges Marion

Le « sexuellement correct » apparaît comme la grande victime du scandale Lewinsky

Y AURA-T-IL un effet Lewinsky sur les relations hommes-femmes dans le cadre du travail ? Y aura-t-il, comme le souhaite le lobbyiste de Washington, un retour au bon sens et un assouplissement des règles de cohabitation entre travailleurs des deux sexes, devenues terriblement rigides ces dernières années ? « Retrouverons-nous le droit au flirt, aux compliments, aux clin d'œil complices, aux invitations à dîner ? Le droit de séduire ou de tenter de charmer ? Le droit, comme en Europe, de laisser la vie entrer dans nos bureaux ? Car la vie, c'est une relation naturelle entre des hommes et des femmes responsables, pas un carcan de règles monastiques, présupposant potentiellement dangereuse

toute rencontre entre les deux sexes ! » Pour ce juriste célibataire, cela ne fait aucun doute : après l'issue du procès Clinton, le climat va forcément se détendre, dragueur ne sera plus un crime dans les bureaux américains. « Attention ! Clinton n'est pas devenu un exemple ! Personne n'approuve. Tout le monde ricane. Mais il y a, dans l'absolution que lui ont donnée les Américains – et le Sénat – la reconnaissance que les présidents, les cadres ou les stagiaires sont terriblement humains. Eh bien, il n'était pas mauvais qu'on s'en rende compte un jour. »

Lois des arguments juridiques du Congrès et des débats politiques organisés par CNN, certains hommes ont vite fait de tirer de

l'affaire Lewinsky leurs propres conclusions. Plusieurs semblent même surpris de leur audace à assumer des propos qui, il y a un an, leur auraient valu, disent-ils, une condamnation pour pensée « politiquement incorrecte ».

D'IMPROBABLES DIALOGUES

Leur allusion ? Les femmes, affirmant-ils. Toutes ces Américaines qui ont élu Bill Clinton et le rééliraient demain, malgré Paula Jones, malgré Kathleen Willey, malgré Monica Lewinsky. « Le dragueur n'est plus démonisé comme il le fut il y a quelques années, estime un professeur de Georgetown. Et les débats qu'ont engendrés partout les mésaventures du président ont curieusement démonétisé la charge explosive qu'interdisait auparavant ce type de conversation. J'ai l'impression qu'une certaine anxiété a disparu et que le naturel, dans les rapports quotidiens hommes-femmes, reprend doucement ses droits. »

Chacun, en fait, se rappelle l'affaire Anita Hill : en 1991, cette jeune et brillante juriste avait accusé de harcèlement sexuel le juge Clarence Thomas (nommé à la Cour suprême), en se fondant essentiellement sur des propos à consonance érotique. Le débat, retransmis en direct à la télévision, avait fasciné le pays, muselé les bonimenteurs et affecté durablement le monde du travail. En un an, le nombre de plaintes pour harcèlement sexuel avait rapidement doublé, des avocats s'étaient mobilisés pour faire évoluer la jurisprudence dans le sens d'une toujours plus grande sévérité. Entre 1990 et 1996, le montant des compensations financières dans ce type de litige avait grimpé de 7,7 millions à 27 millions de dollars, et les patrons sont devenus de plus en plus nerveux à l'annonce de condamnations ronflantes comme celle – largement commentée à l'époque –, de cet avocat important qui dut payer 3,8 millions de dollars (3,4 millions d'euros) à une secrétaire pour avoir versé dans son corsage des bonbons M & M...

« Les grandes sociétés ont fini par prendre les devants », raconte David Swink, président de Strategic Interactions, une société de

conseils en relations du travail, qui, entre autres formations, dispense des cours de prévention en matière de harcèlement sexuel. « Les plaintes sont si nombreuses, les frais de justice et les condamnations si onéreux que les entreprises stipulent désormais l'interdiction de relations sexuelles entre cadres dirigeants et employés. »

C'est vrai, reconnaît-il, depuis quelques mois le climat est plutôt à la détente. Effet Maison Blanche ? Sans doute, dit-il. L'enquête, le procès, les polémiques, les blagues aussi, ont amorcé dans les bureaux d'improbables dialogues. L'homme le plus puissant du monde peut-il entretenir avec une stagiaire une relation consensuelle ? Ou bien l'innocence fondamentale de leur situation évoque-t-elle l'abus de pouvoir ? On discute, on se dispute, on rit aussi... Des tabous ont été brisés, la glace est rompue. « Tant mieux ! Mais ne nous trompons pas de conclusion. La tourmente dans laquelle a été entraîné Bill Clinton, la publicité de son histoire et le risque de « peine de mort politique » qu'il a encouru sont là pour rappeler à chacun qu'une violation de la loi occasionne de terribles dégâts. Et je ne vois pas en quoi l'affaire Clinton influencerait ou adoucissait les juges. » Attention au moindre relâchement, conseille-t-il donc à ses clients.

Hellen Gurley Brown, à la direction de Cosmopolitan, ne cache pas, quant à elle, sa satisfaction. Enfin un peu de réalisme et de bon sens ! « Eh oui, le sexe existe au bureau ! Qui cela peut-il encore étonner ? La majorité des gens y passent entre huit et douze heures par jour et y nouent leurs principales relations. Alors vivement une attitude adulte, des codes moins policiers, et un climat léger. Croyez-moi, on peut être féministe et juger qu'une condamnation à 1 million de dollars pour un regard brûlant ou un geste esquissé est d'un grotesque achevé. De la décontraction, que diable ! Ce président est merveilleux ! »

Le « politiquement correct », en Amérique, est dans tous ses états !

Amick Cojane

Afghanistan : la mystérieuse « disparition » d'Oussama Ben Laden

L'extrémiste islamiste saoudien aurait quitté le pays

OUSSAMA BEN LADEN a disparu. L'extrémiste islamiste, considéré par les Américains comme l'un des plus dangereux terroristes de la planète, qui vivait jusqu'à en Afghanistan, aurait quitté ce pays pour une destination inconnue, a annoncé le régime des talibans. Le chef des intégristes afghans, le mollah Omar, a déclaré, dimanche 14 février, que Ben Laden serait parti de lui-même, tout en reconnaissant que le sort de son « hôte » demeurerait un mystère : « Nous n'avons jamais forcé Oussama [Ben Laden] à quitter le pays. Il était libre d'aller vers tout pays de son choix », a dit le mollah sur les ondes de la radio afghane.

Auparavant, un responsable talib avait indiqué avoir « entendu dire que Ben Laden avait disparu. Nous ne savons pas s'il se trouve encore en Afghanistan, ou s'il a quitté le pays ». Selon des sources diplomatiques, Ben Laden chercherait à partir pour Dubaï ou pour l'Irak, voire pour la Tchétchénie. Le ministère des affaires étrangères iraniennes a par ailleurs démenti des informations émanant d'un haut responsable pakistanais du renseignement, laissant entendre que l'extrémiste avait été vu, vendredi,

près de la frontière iranienne.

Le secrétaire d'Etat britannique au Foreign Office, Derek Fatchett, a de son côté déclaré dimanche qu'il ne croyait pas que les talibans aient pu perdre la trace de Ben Laden. « Je ne pense pas que Ben Laden ait pu disparaître soudain, sous le nez des talibans », ceux-ci « contrôlant parfaitement ce qu'il fait. Je n'accepte pas l'idée qu'il pourrait se balader en Afghanistan en faisant ce qu'il veut », a ajouté M. Fatchett. Les États-Unis, qui soupçonnent le millionnaire islamiste d'origine saoudienne d'avoir organisé les deux attentats à la bombe contre les ambassades américaines de Nairobi et de Dar es-Salam, le 7 août 1998, ont fait savoir qu'ils n'étaient « pas en mesure » de confirmer que le « terroriste » a quitté l'Afghanistan.

Ces dernières semaines, Washington a accru ses pressions sur le régime des Talibans pour le forcer à extraditer Ben Laden. Un opposant saoudien basé à Londres, interrogé par l'AFP en fin de semaine, a estimé à ce propos que la disparition de l'extrémiste pourrait être « une manœuvre destinée à détourner l'attention et à mettre fin aux pressions américaines sur les talibans ». — (AFP, Reuters.)

Le médiateur de l'ONU est « très pessimiste » sur le conflit afghan

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondante

Lakhdar Brahimi est pessimiste. L'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour l'Afghanistan ne compte plus sur les factions afghanes pour trouver une solution pacifique au conflit dans ce pays. L'ancien ministre algérien des affaires étrangères estime que la « clé » de la paix en Afghanistan se trouve chez les pays voisins. Tout en partageant cette analyse, les experts internationaux sont encore plus pessimistes. Pour eux, le Pakistan, qui soutient les talibans en Afghanistan, n'est pas, du fait de sa situation intérieure, en mesure d'apporter une solution acceptable au problème afghan.

Lors d'un entretien avec Le Monde, Lakhdar Brahimi, qui entreprend, cette semaine, une tournée dans la région, explique que « ce n'est plus désormais la peine de reprendre les pourparlers avec les parties en présence en Afghanistan. Car, comme d'habitude, ceux qui ont le dessus militairement ne veulent même pas entendre parler des négociations politiques, et, pour l'instant, les plus forts sont les talibans ».

Cette nouvelle tentative de médiation dans la région amènera le diplomate algérien en Arabie saoudite, au Pakistan, en Iran, en Russie et « peut-être » en Afghanistan. Il a l'intention, dit-il, de « passer autant de temps que nécessaire, deux, peut-être trois mois, mais, ajoute-t-il, si au bout de cette période je vois que rien ne bouge, je ferai un rapport au secrétaire général qui évoquera le sujet avec le Conseil de sécurité ». Les talibans, explique notre interlocuteur, « ne sont ni meilleurs ni pires que les autres, s'ils sont intransigeants, c'est parce qu'ils sont plus forts en ce moment ».

M. Brahimi s'efforce de « faire comprendre » aux talibans que même s'ils occupent les 80 % du pays, « cela ne veut pas dire qu'ils auront la paix », car, ajoute-t-il, « les autres parties, grâce toujours au soutien de l'étranger, pourront, sans aucun doute, maintenir un degré d'activités militaires ». Mais cette logique laisse les talibans complètement indifférents.

A l'invitation du diplomate algérien, les représentants du groupe de pays dit « six plus deux » (Pakistan, Iran, Chine, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan plus les États-Unis et la Russie) se sont réunis, à la mi-janvier, à New York. Le médiateur des Nations unies est sorti de cette réunion « les mains vides ». Lors de cette dernière rencontre, le représentant de l'ONU a

tenté de trouver un terrain d'entente, de faire de sorte que ces pays « parlent d'une seule voix » de la situation afghane.

« Je ne peux pas dire que ce fut un grand succès », admet-il aujourd'hui. Selon M. Brahimi, l'Iran et le Pakistan « ne se parlent même pas vraiment, ils s'accusent mutuellement, c'est toujours la faute de l'autre ». « Ce sont les deux pays qui souffrent le plus du conflit afghan. » « Trouvera-t-on une solution à cette guerre ? », se demande-t-il. Dire que je suis pessimiste est peu dire... La solution du conflit afghan était aussi le sujet d'un séminaire, le 25 janvier, à New York. Participant pendant plus de trois heures à cette réunion, les experts internationaux n'ont pu apporter, eux non plus, aucun élément d'espoir au débat. De retour d'Afghanistan, un expert américain a expliqué que, « malgré ce que l'on pense, ou plutôt ce que l'on souhaite, les talibans ont une base populaire en Afghanistan ». Le problème est qu'après vingt ans de conflit les gens « ne veulent plus envoyer leurs fils à la guerre ».

DE L'ISLAM AUX DOLLARS

Il y a encore quelques mois, les talibans étaient en mesure de récompenser les parents avec de l'argent. Mais l'Iran a réussi à freiner le trafic de drogues, privant les maîtres de Kaboul d'une source « considérable » de revenus. « A l'extérieur les talibans disent Islam, Islam, à l'intérieur c'est dollar, dollar, dollar », cet expert exclut pourtant un soulèvement populaire contre les talibans, qui « sont tout de même mieux vus que les autres ». Pour un autre de ses collègues, de la Banque mondiale, aucune des factions afghanes n'est en mesure de revendiquer un soutien populaire stable, car « il n'y a pas d'État et donc pas d'institutions ».

Les spécialistes de la région sont unanimes sur un point : le Pakistan « se trouve dans un tel désarroi que, même s'il le souhaitait », il serait incapable de mettre fin au conflit afghan. Parlant de la situation politique et économique « catastrophique » au Pakistan, un expert s'exclame : « Il faut comprendre, le Pakistan n'a plus une administration, il a une bombe ! » Un autre expert juge que ce pays est « dans un état de désintégration totale ». Les participants ont, en tout cas, tous écarté l'éventualité d'un démembrement de l'Afghanistan, qui serait, selon eux, « beaucoup trop dangereux pour tout le monde ».

Afsané Basir Pour

INTERNATIONAL SCHOOL OF MANAGEMENT

ISM

Membre et/ou accréditée
ACBSP - ECBE - IACBE - WAUC

Pour cadres et dirigeants de 30 à 45 ans, diplômés de l'enseignement supérieur, le seul MBA accrédité USA Europe compatible avec votre vie professionnelle :

ieMBA International Executive
Master of Business Administration

■ 520 h de formation intensive en management international :

diplôme ieMBA accrédité

● 10 séminaires mensuels à PARIS

● 2 mois à NEW YORK et thèse

Certificats en Management International

■ Corporate Finance ■ International Marketing

■ 120 heures à Paris ou New York

MBA Master of Business Administration
in International Management

■ Programme intensif, avec stage intégré, de 12 mois dont 8 mois en FLORIDE : MBA accrédité.

International School of Management
148, rue de Grenelle, 75007 Paris
Tél : 01-45-51-09-09 - Fax : 01-45-51-09-08
Programme exclusivement géré par International School of Management USA
Internet : www.ism-mba.edu e-mail : ism@ism-mba.edu

ISM

anistan : la mystérieuse
disparition
Oussama ben Laden

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

le médiateur de la justice

**Vous vouliez une bonne raison
de placer votre argent au Crédit Lyonnais ?
En voici cinq.**

MEILLEURE GESTION
SUR 1 AN

MEILLEURE GESTION
SUR 5 ANS

MEILLEURE GESTION
ACTIONS SUR 1 AN

MEILLEURE GESTION
ACTIONS SUR 5 ANS

MEILLEURE GESTION
OBLIGATIONS SUR 1 AN

Crédit Lyonnais Asset Management vient de se voir décerner par La Tribune, Standard & Poor's-Micropal, 5 des 6 grands prix "Victoires des Sicav 1998". 4 600 fonds français et étrangers étaient en compétition.

Ces 5 récompenses s'ajoutent à plus de 200 distinctions en l'espace de 10 ans. Elles consacrent la qualité et la grande régularité de la gestion de Crédit Lyonnais Asset Management. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Appelez-nous au : **N° Vert 0 800 80 10 10**



CREDIT LYONNAIS

NOUS VOUS DEVIONS UNE NOUVELLE BANQUE

Internet: <http://www.creditlyonnais.com>
CREDIT LYONNAIS S.A. au capital de 9 389 925 000 F. SIREN 954.509.741. RCS LYON - Siège Central 19, bd des Italiens 75002 PARIS - Tél.: 01 42 95 70 00

صكرا من الامل

Les règlements de compte politiques violents continuent en Iran

TÉHÉRAN. Malgré la détermination du président réformateur Mohammad Khatami de faire régner l'État de droit, les règlements de compte politiques violents continuent en Iran. Hadi Khamenei, personnalité de la gauche radicale et frère du Guide de la République islamique, Ali Khamenei, a été violemment battu par des militants intégristes dans la ville sainte de Qom, au sud de Téhéran, a rapporté la presse, samedi 13 février. « Au moment de l'attaque, les assaillants ont crié "Mort à Khatami" et déchiré les portraits du président dans la mosquée », selon le journal *Salam*. L'incident a eu lieu jeudi.

Par ailleurs, un ancien représentant de la Deutsche Bank en Iran, Heinrich Lemberg Helmes, a été tué samedi par un malfaiteur qui l'a pris en otage alors qu'il conduisait le véhicule diplomatique de l'attaché militaire allemand Peter Hausman, selon la version officielle. Pour le journal *Iran News*, proche du gouvernement, cette version n'est « ni claire ni convaincante ». « Des mains invisibles (sont) à l'œuvre pour empêcher l'amélioration des relations entre Téhéran et Bonn. » - (AFP)

Hongrie, Pologne et République tchèque adhéreront à l'OTAN le 12 mars

BUDAPEST. La Hongrie, la Pologne et la République tchèque adhéreront à l'OTAN le 12 mars, a annoncé samedi 13 février l'ambassade des États-Unis à Budapest. La cérémonie d'adhésion aura lieu à l'indépendance (Miskolc), aux États-Unis, ville natale de Harry Truman, le président américain sous le mandat duquel avait été fondée l'OTAN en 1949. Ces trois pays - les premiers de l'ancien Pacte de Varsovie à adhérer à l'OTAN - avaient été invités en juillet 1997, lors du sommet de Madrid, à se joindre à l'Alliance atlantique. Le Parlement polonais s'apprête de son côté à ratifier l'adhésion de la Pologne lors d'une session qui s'ouvre mercredi 17 février. - (AFP)

Le blizzard fait seize morts en Hongrie

BUDAPEST. Des tempêtes de neige ont causé la mort d'au moins seize personnes et isolé des centaines de villages en Hongrie, a affirmé samedi 13 février un porte-parole de la police. Des centaines de véhicules de l'armée et de la garde civile s'efforcent de distribuer des fournitures dans les villages enneigés. Des hélicoptères étaient immobilisés en raison de la mauvaise visibilité et des vents puissants. En Pologne, le bilan du froid a continué de s'alourdir pour atteindre deux cent deux morts depuis le début de l'hiver, a annoncé la police dimanche. En République tchèque, trois touristes sont morts de froid samedi dans les montagnes du nord-est de la Bohême. - (Reuters, AFP)

DÉPÊCHES

■ **ÉTATS-UNIS/MEXIQUE** : le président américain Bill Clinton est arrivé, dimanche 14 février, à Mérida (péninsule du Yucatán), pour une visite de vingt-quatre heures au Mexique, au cours de laquelle il doit s'entretenir avec son homologue mexicain Ernesto Zedillo de la collaboration dans la lutte antidrogue et de l'immigration illégale. Le Mexique est le deuxième partenaire économique des États-Unis, après le Canada et devant le Japon. La visite de M. Clinton intervient alors que Washington doit prochainement distribuer aux pays d'Amérique latine ses traditionnelles « certificats de bonne conduite » dans la lutte antidrogue, liés à l'octroi d'une assistance économique et commerciale. - (AFP)

■ **IRAQ** : l'Irak est en mesure d'attaquer les bases saoudiennes et américaines utilisées par les avions américains et britanniques qui bombardent le pays, a déclaré, dimanche 14 février, le président Saddam Hussein. « Avec l'aide de Dieu, le soutien de notre glorieuse nation arabe et des patriotes en Arabie saoudite et au Koweït, nous sommes capables d'atteindre les endroits qui servent de points de départ aux agressions », a affirmé un communiqué publié à l'issue d'une réunion entre M. Hussein et ses adjoints. - (Reuters)

■ **ALGÉRIE** : quarante cadavres ont été recensés dans le charnier découvert mardi dans la Mitidja, aux portes d'Alger, a rapporté, dimanche 14 février, le quotidien *El Khabar*. Les auteurs d'un islamiste repent, dénommé Didiel, ont permis aux services de sécurité de découvrir ce nouveau charnier. - (AFP)

■ **GUINÉE-BISSAU** : le président et le chef rebelle se sont rencontrés, pour la première fois, dimanche 14 février à Bissau, lors de la visite d'Emma Bonino, commissaire européen chargée de l'aide humanitaire. Le chef de l'État de Guinée-Bissau, João Bernardo Vieira, et le chef de la junte rebelle, le général Ansumane Mane, se sont entretenus pendant une heure. À l'issue de cet entretien, le président Vieira a espéré que la paix puisse « être restaurée de manière définitive » en Guinée-Bissau. - (AFP)

■ **CAMBODGE** : trois fonctionnaires ont été inculpés pour le déversement de plus de 3 000 tonnes de déchets toxiques en décembre 1996 dans le port de Sihanoukville, rapporte lundi 15 février le quotidien *Cambodia Daily*. Cette affaire avait provoqué d'importantes manifestations dans les rues de Sihanoukville. Une personne avait perdu la vie pendant les émeutes et quatre personnes avaient été tuées lors de l'exode forcé de la population craignant la contamination. La firme taïwanaise Formosa Plastics, « exportatrice » des déchets en novembre, a annoncé le 5 février qu'elle nettoierait la pollution et enverrait les déchets vers un pays en développement ou à Taïwan. - (Reuters)

Hillary Clinton pourrait être candidate au Sénat

WASHINGTON. L'épouse du président américain, Hillary Clinton, envisage d'être candidate à l'un des sièges de sénateurs de l'État de New York en 2000, a déclaré, dimanche 14 février, le secrétaire général de la Maison Blanche, John Podesta. « Si elle décide d'être candidate, elle va gagner. Mais je pense qu'il est un peu prématuré d'aller aussi loin, a-t-il déclaré. Maintenant que le procès de destination est achevé, elle va parler aux gens qui l'ont appelée à poser sa candidature et y réfléchir. » Dans la course au remplacement du démocrate Daniel Moynihan, qui n'est pas candidat à sa réélection au Sénat, des sondages récents donnaient M^{me} Clinton gagnante contre le très populaire maire de New York, Rudolph Giuliani, ainsi que contre l'ancien sénateur Alfonse D'Amato, tous deux républicains. - (AFP)

ESPRIT

Février 1999

A la croisée des religions

Renseignements : ☎ 01 48 04 08 33 - www.esprit.presse.fr

La lutte anticorruption devient un objectif international de premier plan

Les pays de l'OCDE tentent une vaste opération « Mains propres »

La convention sur la lutte contre la corruption des agents publics étrangers est entrée en vigueur le 15 février dans les pays de l'OCDE. La

France n'a pas encore ratifié le texte. Celui-ci devrait permettre de réduire le versement des commissions et pots-de-vin sur les marchés pu-

blics internationaux. Leur montant est évalué à 80 milliards de dollars par an (64 milliards d'euros) dans le monde.

« MAINTENANT que le communisme est mort, le principal ennemi du capitalisme s'appelle la corruption », cet avis formulé par Ed Yardeni, chef économiste de la Deutsche Bank à New York, semble refléter un avis dominant dans les pays du monde développé. Ceux-ci ont adopté une convention anti-corruption qui est

entrée en vigueur le 15 février dans trente-quatre pays (d'abord onze pays sur les vingt-neuf membres de l'OCDE auxquels se sont joints le Brésil, l'Argentine, le Chili, la Bulgarie et la Slovaquie). Ce texte, qui devrait être ratifié par la France au printemps, prohibe la corruption d'agents publics dans les transactions commerciales internationales.

L'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) a commencé à discuter de ce dossier en 1989, l'année de la chute du mur de Berlin. Depuis cette date, de nombreux événements - notamment la crise financière en Asie ou en Russie - ont révélé l'impact grandissant de la corruption sur l'évolution des sociétés. Les thèmes de la « transparence » et de la « bonne gouvernance » font désormais partie des priorités internationales. « La corruption menace la démocratie, le développement économique et la loyauté dans la concurrence internationale », explique Donald Johnston, le secrétaire

général de l'OCDE. « La globalisation ne sera acceptable que si des règles de déontologie internationale comme celles-ci sont adoptées », souligne pour sa part Rainer Geiger, directeur adjoint des affaires financières à l'OCDE.

JUSQU'À DIX ANS DE PRISON

L'objectif de la convention est de sanctionner la corruption « à la source », « de la même façon que certains pays luttent contre la prostitution en poursuivant le client », souligne Rainer Geiger. Autrement dit, c'est le « corrupteur » qui commet un délit : une entreprise ne pourra

donc plus verser de pots-de-vin à un agent public pour obtenir un marché à l'étranger. Les contrevenants risquent jusqu'à dix ans de prison et 1 million de francs d'amendes. « Chaque partie prend les mesures nécessaires pour que constitue une infraction pénale en vertu de sa loi le fait (...) d'offrir, de promettre ou d'octroyer un avantage indu pécuniaire ou autre, directement ou par des intermédiaires, à un agent public étranger (...) en vue d'obtenir ou conserver un marché ou un autre avantage indu dans le commerce international » (article 1 de la convention).

On assiste donc à l'équivalent d'une vaste opération « Mains propres » sur les grands marchés publics - armement, construction d'in-

frastructures, énergie... - qui représentent la part du lion du chiffre d'affaires de la corruption. Les seules commissions légales jusqu'ici décriminalisées atteignent, en France, 10 milliards de francs par an en moyenne. Les sommes versées au titre des commissions opaques représenteraient, chaque année dans le monde, 80 milliards de dollars (64 milliards d'euros), d'après les estimations de la Banque mondiale. Tout indique qu'il ne s'agit là que du sommet de l'iceberg », précise-t-on à l'OCDE.

La nouvelle convention va-t-elle être suivie d'effets ? On est en droit de le penser, puisque les responsables du patronat français ont préfé Maitron de leur permettre de continuer à verser les pots-de-vin promis avant son entrée en vigueur. Si les entreprises ne négligent pas l'intérêt à jouer le jeu de la transparence, c'est que « la corruption est nuisible à la réputation des entreprises et rend imprévisibles les transactions commerciales », souligne Rainer Geiger.

Les États-Unis ont été les premiers et les plus ardents à militer pour l'adoption d'une législation internationale en matière de corruption. Les milieux industriels estimaient être pénalisés par leur propre loi anticorruption (en vigueur depuis 1977), à laquelle n'étaient pas soumis leurs concurrents étrangers.

Lucas Delaty

Les entreprises craignent les effets pervers de la convention de l'OCDE

« COMMENT pourrait-on être opposé à la convention de l'OCDE contre la corruption ? Il en va de notre intérêt moral et financier. Mais permettre à une entreprise d'acquiescer au phénomène, c'est le pire. Sous le couvert de l'anonymat, qui a été la règle imposée par tous nos interlocuteurs, ce responsable des affaires internationales d'un grand groupe exportateur s'interroge sur les répercussions possibles de la convention anti-corruption entrée lundi en vigueur. Il reconnaît que son groupe a dû passer par les commissions pour importer des contrats dans certains pays. Et il ne voit pas comment un simple traité OCDE pourrait mettre un terme à des pratiques souvent institutionnalisées au plus haut

Golfe, elles sont devenues une composante de la loi et il est rare qu'un étranger puisse vendre sans passer par un intermédiaire local, qui apparaît le plus souvent à la famille régnante. Même les investisseurs qui veulent bâtir des unités de production dans certains pays sont soumis à la règle. Pour obtenir les autorisations nécessaires, il faut souvent verser des récompenses au plus haut niveau, sans parler des menus cadeaux aux fonctionnaires locaux.

« Alors, ce sont des pratiques dépassées », se récrie un responsable d'un groupe d'armement lorsqu'on évoque ce sujet. « La corruption de fonctionnaire n'est plus de mise. Nous sommes tout à fait favorables à la

fois la convention de l'OCDE et le traité de l'Union européenne sur la corruption des agents publics étrangers s'annonce des plus rigoureux. Il prévoit de punir toute corruption active et passive d'agents publics étrangers d'une peine pouvant aller jusqu'à un million de francs d'amende et dix ans de prison. Pour éviter toute tentative de déstabilisation par les concurrents, le texte prévoit que les poursuites ne pourront être engagées que par le procureur, et qu'il n'y aura pas de constitution de partie civile. « Les critères pour engager les poursuites seront-ils clairs ? Le risque est grand de voir l'inculpation requilibrée en abus de biens sociaux avec mise en examen de la personne morale. Chaque procureur risque d'avoir son interprétation », relève un spécialiste juridique d'un grand groupe.

Tous soulignent la différence de traitement des entreprises, selon les pays. « La convention prévoit une "équivalence fonctionnelle" entre tous les pays signataires. Mais sera-ce vraiment le cas ? Des pays comme la Bulgarie ou la Turquie seront-ils aussi prompts à se saisir de dossiers de corruption que les pays occidentaux ? Les risques de distorsion de concurrence existent même entre la France et les États-Unis », dit un responsable d'un grand groupe habitué au marché américain.

MISSIONS DISCRÈTES

Dans la vaste papauté prêtée aux groupes américains, on cite les contrats donnant lieu à compensations sans rapport avec le contrat de départ : les études d'un enfant de litigeant pris en charge dans une grande université américaine ou les soins de santé payés, comme cela a été récemment mis au jour au Comité international olympique ; sans parler des sous-filières immobilières ou de commercialisation, basées dans des paradis fiscaux, des énormes honoraires versés à des cabinets d'avocats dont une partie sert à alimenter des cagnottes réservées à des missions discrètes, ou bien encore des provisions sur contrats fictifs qui permettent de mobiliser des sommes à tout instant.

« Nous étions en train de sortir d'un système après les "affaires" en France et la mise au jour de la perversité des filiales comme Elf International. Aujourd'hui, le risque est grand qu'un certain nombre d'entreprises recréent des circuits parallèles encore plus opaques et pervers que par le passé », s'inquiète-t-on dans un grand groupe industriel.

Martine Orange

TROIS QUESTIONS À...

YVES MENY

1 Vous êtes spécialiste de la corruption, directeur du centre Robert Schuman à l'Institut universitaire européen de Florence. Que pensez-vous de la Convention OCDE sur la corruption des fonctionnaires internationaux, entrée en vigueur à partir du 15 février ?

Cette convention traduit une prise de conscience du phénomène de la corruption internationale. Si cette convention a été adoptée, c'est parce que les États-Unis, qui ont une loi nationale millénaire, l'ont voulu. Cette démarche est d'autant plus hypocrite, dans la pratique, qu'il n'y a quasiment jamais eu de poursuites à l'égard d'États-Unis sur la base de ce loi.

2 La convention OCDE pourrait-elle changer les choses ?

Fondamentalement, je ne pense pas. Certains pays en sont ou sont signataires alors qu'ils servent eux-mêmes de paradis fiscaux. C'est le cas, par exemple, Chypre, aujourd'hui le principal pôle offshore entre le Moyen-Orient, la Russie et l'Europe. Avec cette convention, on risque d'assister à la multiplication des intermédiaires : au lieu de corrompre un fonctionnaire chinois, par exemple, une entreprise française paiera une entreprise d'intermédiation, située en Chine ou ailleurs, qui sera chargée de rémunérer le fonctionnaire chinois. Compte tenu des difficultés inhérentes aux poursuites pénales à l'étranger, il y a peu de chances que la manipulation soit mise à jour.

3 Quel plan de lutte contre la corruption proposeriez-vous ?

Il faut d'abord s'attaquer à la corruption fiscale, qui fleurit partout, à commencer par l'Europe. Les principaux pays développés pourraient taxer les capitaux qui transitent par les places offshore. Les capitaux douteux y seraient alors encore intéressés à s'y réfugier. Un contrôle accru de l'origine des capitaux des paradis fiscaux serait alors mieux ciblé. Deuxième point crucial, favoriser la coopération judiciaire internationale. En ce domaine, nous sommes restés à l'époque médiévale, alors que nous avons une liquidité du XXI^e siècle. Tant que ces deux points n'auront pas été réglés, il sera inutile de bâtir toutes ces usines à gaz contre la corruption.

Propos recueillis par Virginie Malin

150 66 150

LE MONDE / MARDI 16 FÉVRIER 1999 / 7

(Publicité)

ent un objectif
ier plan

seulement propre

IBM International est un leader en matière de services de conseil et de solutions d'entreprise. IBM est présente dans plus de 150 pays et dispose d'un réseau de plus de 100 000 consultants et experts.

IBM est une entreprise qui a su évoluer avec le temps. Elle a toujours été à l'avant-garde de la technologie et de l'innovation. Aujourd'hui, elle continue de se développer et de proposer des solutions innovantes pour ses clients. IBM est une entreprise qui a su rester fidèle à ses valeurs et à son engagement envers la société. Elle est une entreprise qui a su rester humaine et qui a su créer une culture d'entreprise unique. IBM est une entreprise qui a su rester ouverte et qui a su écouter ses clients. Elle est une entreprise qui a su rester humble et qui a su reconnaître ses limites. IBM est une entreprise qui a su rester ambitieuse et qui a su viser l'excellence. Elle est une entreprise qui a su rester dynamique et qui a su s'adapter aux changements. IBM est une entreprise qui a su rester innovante et qui a su créer de nouvelles solutions. Elle est une entreprise qui a su rester engagée et qui a su contribuer à la société. IBM est une entreprise qui a su rester humaine et qui a su créer une culture d'entreprise unique. IBM est une entreprise qui a su rester ouverte et qui a su écouter ses clients. Elle est une entreprise qui a su rester humble et qui a su reconnaître ses limites. IBM est une entreprise qui a su rester ambitieuse et qui a su viser l'excellence. Elle est une entreprise qui a su rester dynamique et qui a su s'adapter aux changements. IBM est une entreprise qui a su rester innovante et qui a su créer de nouvelles solutions. Elle est une entreprise qui a su rester engagée et qui a su contribuer à la société.

revenir

1. Les entreprises ont besoin de services de conseil et de solutions d'entreprise pour réussir. IBM est une entreprise qui a su évoluer avec le temps. Elle a toujours été à l'avant-garde de la technologie et de l'innovation. Aujourd'hui, elle continue de se développer et de proposer des solutions innovantes pour ses clients. IBM est une entreprise qui a su rester fidèle à ses valeurs et à son engagement envers la société. Elle est une entreprise qui a su rester humaine et qui a su créer une culture d'entreprise unique. IBM est une entreprise qui a su rester ouverte et qui a su écouter ses clients. Elle est une entreprise qui a su rester humble et qui a su reconnaître ses limites. IBM est une entreprise qui a su rester ambitieuse et qui a su viser l'excellence. Elle est une entreprise qui a su rester dynamique et qui a su s'adapter aux changements. IBM est une entreprise qui a su rester innovante et qui a su créer de nouvelles solutions. Elle est une entreprise qui a su rester engagée et qui a su contribuer à la société.

2. Les entreprises ont besoin de services de conseil et de solutions d'entreprise pour réussir. IBM est une entreprise qui a su évoluer avec le temps. Elle a toujours été à l'avant-garde de la technologie et de l'innovation. Aujourd'hui, elle continue de se développer et de proposer des solutions innovantes pour ses clients. IBM est une entreprise qui a su rester fidèle à ses valeurs et à son engagement envers la société. Elle est une entreprise qui a su rester humaine et qui a su créer une culture d'entreprise unique. IBM est une entreprise qui a su rester ouverte et qui a su écouter ses clients. Elle est une entreprise qui a su rester humble et qui a su reconnaître ses limites. IBM est une entreprise qui a su rester ambitieuse et qui a su viser l'excellence. Elle est une entreprise qui a su rester dynamique et qui a su s'adapter aux changements. IBM est une entreprise qui a su rester innovante et qui a su créer de nouvelles solutions. Elle est une entreprise qui a su rester engagée et qui a su contribuer à la société.

3. Les entreprises ont besoin de services de conseil et de solutions d'entreprise pour réussir. IBM est une entreprise qui a su évoluer avec le temps. Elle a toujours été à l'avant-garde de la technologie et de l'innovation. Aujourd'hui, elle continue de se développer et de proposer des solutions innovantes pour ses clients. IBM est une entreprise qui a su rester fidèle à ses valeurs et à son engagement envers la société. Elle est une entreprise qui a su rester humaine et qui a su créer une culture d'entreprise unique. IBM est une entreprise qui a su rester ouverte et qui a su écouter ses clients. Elle est une entreprise qui a su rester humble et qui a su reconnaître ses limites. IBM est une entreprise qui a su rester ambitieuse et qui a su viser l'excellence. Elle est une entreprise qui a su rester dynamique et qui a su s'adapter aux changements. IBM est une entreprise qui a su rester innovante et qui a su créer de nouvelles solutions. Elle est une entreprise qui a su rester engagée et qui a su contribuer à la société.

4. Les entreprises ont besoin de services de conseil et de solutions d'entreprise pour réussir. IBM est une entreprise qui a su évoluer avec le temps. Elle a toujours été à l'avant-garde de la technologie et de l'innovation. Aujourd'hui, elle continue de se développer et de proposer des solutions innovantes pour ses clients. IBM est une entreprise qui a su rester fidèle à ses valeurs et à son engagement envers la société. Elle est une entreprise qui a su rester humaine et qui a su créer une culture d'entreprise unique. IBM est une entreprise qui a su rester ouverte et qui a su écouter ses clients. Elle est une entreprise qui a su rester humble et qui a su reconnaître ses limites. IBM est une entreprise qui a su rester ambitieuse et qui a su viser l'excellence. Elle est une entreprise qui a su rester dynamique et qui a su s'adapter aux changements. IBM est une entreprise qui a su rester innovante et qui a su créer de nouvelles solutions. Elle est une entreprise qui a su rester engagée et qui a su contribuer à la société.

5. Les entreprises ont besoin de services de conseil et de solutions d'entreprise pour réussir. IBM est une entreprise qui a su évoluer avec le temps. Elle a toujours été à l'avant-garde de la technologie et de l'innovation. Aujourd'hui, elle continue de se développer et de proposer des solutions innovantes pour ses clients. IBM est une entreprise qui a su rester fidèle à ses valeurs et à son engagement envers la société. Elle est une entreprise qui a su rester humaine et qui a su créer une culture d'entreprise unique. IBM est une entreprise qui a su rester ouverte et qui a su écouter ses clients. Elle est une entreprise qui a su rester humble et qui a su reconnaître ses limites. IBM est une entreprise qui a su rester ambitieuse et qui a su viser l'excellence. Elle est une entreprise qui a su rester dynamique et qui a su s'adapter aux changements. IBM est une entreprise qui a su rester innovante et qui a su créer de nouvelles solutions. Elle est une entreprise qui a su rester engagée et qui a su contribuer à la société.

6. Les entreprises ont besoin de services de conseil et de solutions d'entreprise pour réussir. IBM est une entreprise qui a su évoluer avec le temps. Elle a toujours été à l'avant-garde de la technologie et de l'innovation. Aujourd'hui, elle continue de se développer et de proposer des solutions innovantes pour ses clients. IBM est une entreprise qui a su rester fidèle à ses valeurs et à son engagement envers la société. Elle est une entreprise qui a su rester humaine et qui a su créer une culture d'entreprise unique. IBM est une entreprise qui a su rester ouverte et qui a su écouter ses clients. Elle est une entreprise qui a su rester humble et qui a su reconnaître ses limites. IBM est une entreprise qui a su rester ambitieuse et qui a su viser l'excellence. Elle est une entreprise qui a su rester dynamique et qui a su s'adapter aux changements. IBM est une entreprise qui a su rester innovante et qui a su créer de nouvelles solutions. Elle est une entreprise qui a su rester engagée et qui a su contribuer à la société.

7. Les entreprises ont besoin de services de conseil et de solutions d'entreprise pour réussir. IBM est une entreprise qui a su évoluer avec le temps. Elle a toujours été à l'avant-garde de la technologie et de l'innovation. Aujourd'hui, elle continue de se développer et de proposer des solutions innovantes pour ses clients. IBM est une entreprise qui a su rester fidèle à ses valeurs et à son engagement envers la société. Elle est une entreprise qui a su rester humaine et qui a su créer une culture d'entreprise unique. IBM est une entreprise qui a su rester ouverte et qui a su écouter ses clients. Elle est une entreprise qui a su rester humble et qui a su reconnaître ses limites. IBM est une entreprise qui a su rester ambitieuse et qui a su viser l'excellence. Elle est une entreprise qui a su rester dynamique et qui a su s'adapter aux changements. IBM est une entreprise qui a su rester innovante et qui a su créer de nouvelles solutions. Elle est une entreprise qui a su rester engagée et qui a su contribuer à la société.



Passeurs de millénaire

Noms :	Stéphane Priol, Jean-Pierre Laruelle.
Mission :	Aider les entreprises à passer l'an 2000 sur les plans informatique, industriel et business. Les conseiller sur la meilleure solution à mettre en place, quel que soit l'avancement de leur projet.
Une de leurs références :	Sont les partenaires-conseils de Valeo dans la mobilisation de ses 155 sites internationaux autour d'un projet An 2000 impliquant également l'ensemble de ses fournisseurs. D'où : plus de 80% des sites préparés au passage à l'an 2000 depuis fin 1998, et donc libres d'entreprendre tout nouveau projet d'envergure.
Credo :	"Être prêt pour l'an 2000, c'est aujourd'hui un véritable avantage concurrentiel pour les entreprises."
Web :	www.ibm.com/services/fr
Telephone :	0 801 835 426

IBM Global Services
Des gens qui pensent. Des gens qui agissent.

business people

FRANCE

LE MONDE / MARDI 16 FÉVRIER 1999

GOUVERNEMENT Les quatre mois qui viennent d'ici aux élections européennes vont être occupés d'abord, pour le gouvernement et pour le Parlement, par la couverture

maladie universelle, la réforme de la justice et, surtout, les dossiers de la parité, du cumul des mandats et du PACS, qui opposent la gauche à la droite, particulièrement au Sénat.

● L'ÉDUCATION NATIONALE et la politique de Claude Allègre provoquent inquiétude et débats au sein du Parti socialiste, où on enregistre un mécontentement des enseignants, qui

pourrait se traduire aux élections européennes. ● JACQUES CHIRAC visitera, mardi 23 février, le lycée d'enseignement professionnel de Saint-Jean-de-la-Ruelle, dans la ban-

lieue d'Orléans. Le chef de l'État entend bien utiliser les embarras du ministre de l'éducation nationale pour démontrer l'impuissance réformatrice du gouvernement.

La réforme devient le terrain majeur de la compétition droite-gauche

Accusé d'immobilisme, Lionel Jospin compte sur ses projets les plus « politiques » – parité, cumul des mandats, PACS – pour faire la différence entre conservateurs et modernistes. Le réformisme systématique de Claude Allègre exaspère cependant les enseignants

« IL PREND toujours autant de plaisir à gouverner », assure son vieux complice Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement. Pourtant, au-delà des sentiments éprouvés dans la direction des affaires publiques, chaque jour qui passe rend plus difficile l'action du premier ministre et plus aléatoire la conclusion de multiples chantiers ouverts depuis vingt mois.

Lorsqu'il s'installe à l'hôtel Matignon, le 2 juin 1997, Lionel Jospin porte en lui la conviction des bienfaits d'un certain volontarisme en politique. « Je veux partir des faits pour les transformer, explique-t-il lors de l'« université d'été » du PS, à La Rochelle, le 31 août 1997. (...) Les Français attendent un réformisme économique et social qui modernise le pays, qui l'adapte à la compétition mondiale sans détruire la cohésion sociale. (...) Il nous faut réhabiliter l'idée même de la réforme. »

Armé de ce bréviaire, et fort de la légitimité conférée par une victoire électorale toute proche, le premier ministre connaît une certaine réussite dans le traitement de ses premiers dossiers : réduction du temps de travail, emplois-jeunes et, surtout, redéfinition des règles de l'immigration qui, malgré quelques fortes résistances au sein même de la gauche, s'appliquent aujourd'hui.

Avec le recul, ces mois-là semblent nimbés d'un relatif état de grâce. Car, hormis le volet européen, que le premier ministre cogère avec le président de la République, pratiquement tout ce qui a été entrepris depuis demeure à



l'état d'ébauche, comme en témoignage de l'impuissance, et parfois de la maladresse, du gouvernement. La tentative de limitation des cumuls de mandats en offre une parfaite illustration. Convalinc du soutien de l'opinion publique, M. Jospin engage cette réforme avec un bel optimisme. « Elle aura bientôt force de loi », jure-t-il, le 31 août 1997, devant les militants socialistes.

L'euphorie n'est plus de mise : sénateurs et députés renâclent à abandonner leur mandat de maire, et il faudra sans doute longtemps avant de découpler la direction d'un

exécutif local et la fonction de parlementaire. « Quel que soit le résultat, dont je crains qu'il ne corresponde ni à nos ambitions ni aux attentes des Français, reconnait, dans *Le Monde* du 7 janvier, le premier ministre, ce sera, pour moi, une étape. »

La même déception affleure, pour le chef du gouvernement, à propos du pacte civil de solidarité (PACS). Le vote justifiant avec quel empressement son projet devant les parlementaires socialistes, à Tours, le 29 septembre 1998 : « Les mœurs changent souvent plus vite que le droit. Il est nécessaire de mettre en

phase la loi et la vie. » Un brin inconsciente, la majorité prévoyait alors d'offrir aux Français la possibilité de conclure un PACS avant l'été 1999. Puis, devant les difficultés et les manifestations, l'automne a paru plus sage. Aujourd'hui, la prudence interdit tout pronostic de calendrier. « Cette réforme entrera tranquillement dans notre droit », s'est contenté d'assurer M. Jospin aux sénateurs socialistes, le 9 février.

CHANTIERS EN PANNE

Les tentatives, à ce jour inabouties, de renouveler la réglementation de l'audiovisuel public, de déployer les forces de police ou de gendarmes ou encore de moderniser l'énorme machine de l'éducation nationale (lire ci-dessous), s'inscrivent, elles aussi, dans ces difficultés de l'exercice gouvernemental. Même les réformes que l'on croyait consensuelles entre la majorité et l'opposition semblent défilées à mener à bien. L'immense chantier de la justice demeure ainsi en panne. La rénovation du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) attend toujours, pour entrer dans les faits, la convocation du Parlement en Congrès par le président de la République, qui attend lui-même, de voir quel sort les députés réserveront aux autres textes gouvernementaux censés moderniser l'appareil judiciaire.

Celui qui concerne la présomption d'innocence est sans aucun doute le plus périlleux. Déjà, des parlementaires socialistes, mé-

contents du texte mis au point par la ministre de la justice, Elisabeth Guigou, affrètent leurs amendements. Inspirées par Arnaud de Montebourg (PS, Seine-et-Marne), ces propositions de modification font l'objet de sarcasmes dans la coulisse gouvernementale, où l'on parle volontiers de « lobby des avocats ».

Tous ces blocages, M. Jospin les a perçus. A la fin de 1998, il a ainsi de-

M^{me} Guigou, divise la majorité. Seul le terrain social paraît encore fertile pour le premier ministre. La loi instaurant une couverture maladie universelle (CMU), dont le Parlement devrait débattre ce printemps, suscitera sans doute des propos consensuels. La seconde loi sur les 35 heures fournira à la gauche l'occasion de se rassembler, à l'automne, contre la droite et le patronat.

Le soutien de l'opinion recule mais reste très élevé

Si elle s'effrite en février, la satisfaction de l'opinion publique à l'égard du premier ministre reste exceptionnelle pour un chef de gouvernement en fonction depuis vingt mois. Selon la dernière enquête de Louis-Harris (réalisée les 5 et 6 février auprès d'un échantillon de 1 003 personnes et publiée par *Valeurs actuelles* le 12 février), Lionel Jospin recueille 57 % de bonnes opinions (en baisse de 7 points) contre 33 % de mauvaises. Selon le sondage d'Ipsos (réalisé les 5 et 6 février auprès d'un échantillon de 948 personnes et publié par *Le Point* du 13 février), M. Jospin obtient 60 % de bonnes opinions (en baisse de 7 points) contre 35 % de mauvaises. Dans ces deux enquêtes, il retrouve son niveau du premier semestre 1998. De son côté, Jacques Chirac recueille 61 % de bonnes opinions (en baisse de 4 points), contre 29 % de mauvaises, selon Louis-Harris. Pour Ipsos, il recule de 6 points, à 68 % de bonnes opinions, contre 28 % de mauvaises.

mandé à tous ses ministres des notes susceptibles de l'aider à définir une relance de son action. Il en est résulté une réorientation assez sensible, la sécurité devenant, « après l'emploi », la « deuxième priorité du gouvernement » (*Le Monde* du 7 janvier). L'entreprise est difficile, tant les conflits entre les deux gauches, celles qu'incarnent Jean-Pierre Chevènement et

Malgré tout, la succession de déboires pose ouvertement une question que le premier ministre ne peut pas ignorer durablement : le laminoir de l'hôtel Matignon ne produit-il pas irrémédiablement les effets sur lesquels compte Jacques Chirac pour mener à bien son projet de reconquête ?

Jean-Michel Aphatie

Fermeté sur la limitation du cumul des mandats

Votés par les députés en mai 1998, mais en place par les sénateurs en octobre, les deux projets de loi – l'un organique, l'autre ordinaire – visant à limiter le cumul des mandats sont de retour au Palais-Bourbon, pour une deuxième lecture prévue les 3 et 4 mars. Le gouvernement avait paru, durant l'automne, prêt à rechercher une transaction avec le Sénat sur ce texte. « Ce qu'on peut faire tout de suite, on le fera. Et puis on continuera le lendemain, ou le jour d'après », avait expliqué Lionel Jospin, le 22 novembre. Depuis le débat au Sénat sur la parité, le gouvernement semble décidé à défendre fermement cette réforme. Il entend représenter aux sénateurs, sans modifications, le texte déjà adopté par les députés, afin de faire à nouveau la démonstration que la droite sénatoriale est un facteur de blocage de sa volonté de modernisation de la vie politique.

Le « cas » Allègre préoccupe le PS

COMMENT FAIRE avec Claude Allègre, à quatre mois des élections européennes ? Le 10 février, au surlendemain du chahut de quelques enseignants qui avaient interpellé Lionel Jospin au Cirque d'Hiver en lançant quelques morceaux de papier – « Jospin trahison ! Tu casses l'école de la nation ! », le secrétariat national du Parti socialiste a débattu de la question. Si elle minimise encore la crainte d'un vote-sanction aux élections européennes, la direction du PS s'attend à ce que des professeurs mécontents perturbent des meetings de campagne. Les résultats d'un questionnaire aux adhérents montrent que, en octobre 1998, 25 % des membres du PS étaient dans l'enseignement.

Soutenu par Jean-Christophe Cambadélis, François Hollande s'est ému d'échos de presse indiquant que de jeunes députés jospiniens, appartenant au groupe « Rako », qui se réunit chaque semaine, comme Marisol Touraine (Indre-et-Loire) et Vincent Peillon (Somme), avaient demandé, lors d'un déjeuner avec Dominique Strauss-Kahn, la démission de M. Allègre. M^{me} Touraine a démenté un tel propos, en soulignant qu'il ne faut « surtout pas demander sa démission », mais « l'aider », à condition toutefois que le ministre lui-même s'y prête...

ment de répondre est de savoir si le « point de rupture » n'a pas déjà été atteint entre M. Allègre et les enseignants.

Lundi 15 février, Alain Claeys, chargé de la coordination et de la trésorerie au secrétariat national, a affirmé, sur RTL, que le départ de M. Allègre du gouvernement n'est « absolument pas » à l'ordre du jour. Directeur de la campagne européenne, proche de Laurent Fabius, M. Claeys explique que le travail du PS est d'« alerter ». « Il faut trouver les mots pour les enseignants, afin qu'ils accompagnent ces réformes », a-t-il dit, et non les « montrer du doigt ». « Claude Allègre a engagé des réformes, cela nous change de l'immobilisme de François Bayrou pendant quatre ans, a ajouté le député de la Vienne. Quand on engage des réformes, il y a un rythme à trouver. »

La veille, sur Europe 1, M. Bayrou a affirmé que le bilan de son successeur, « c'est un immense gâchis pour l'éducation nationale, les parents et les élèves ». « C'est l'échec d'une méthode et (...) aussi l'échec d'un projet ou d'une absence de projet », a ajouté le président de l'UDF.

Michel Noblecourt

Jacques Chirac en embuscade sur l'éducation

APRÈS Jean-Pierre Chevènement, Claude Allègre. Après l'insécurité, l'éducation nationale. Pour Jacques Chirac, la technique est la même : un grand sujet de société, un ministre à la personnalité forte qui divise le gouvernement et le peuple de gauche, un domaine ministériel dans lequel l'attente est grande et les résultats du gouvernement décevants. Lorsque M. Allègre était populaire, le chef de l'État s'affichait volontiers à ses côtés. Les images de sa complicité avec le ministre de l'éducation nationale ne sont pas pour le gêner aujourd'hui.

M. Chirac n'oublie pas que la personnalité de M. Allègre avait beaucoup séduit l'électorat de droite. Si ce dernier désavoue aujourd'hui le ministre de l'éducation nationale, ce n'est pas pour ce qu'il a dit – sur l'absentéisme ou sur le « mammoth » –, mais plutôt pour tout ce qu'il n'a pas eu, selon lui, le courage de faire. Aux yeux de cet électeur, M. Allègre devient le symbole du réformateur empêché de réformer. Pour le chef de l'État, tout l'enjeu est là : dénoncer l'immobilisme, voire l'arbitraire du gouvernement, et tenter de démolir l'image de « modernisateur » du premier ministre.

A l'Elysée, on travaille donc à de futures interventions du président de la République sur l'éducation. Après son voyage en Alsace, les 20 et 21 janvier, qui lui avait permis de rappeler son intérêt pour l'aménagement des rythmes scolaires, M. Chirac visitera, mardi 23 février, un lycée d'enseignement professionnel dans le Loiret. La commune de Saint-Jean-de-la-Ruelle, dans la zone très urbanisée d'Orléans, est confrontée, à son échelle, à toutes les difficultés des cités de banlieue. Son lycée professionnel, qui forme des techniciens automobiles, est si fiévreux.

Le chef de l'État devrait donc renouveler son credo en faveur d'une meilleure adaptation de l'enseignement au marché du travail, pour limiter le chômage des jeunes. Ce discours là est prêt depuis septembre 1998, date qui avait été initialement retenue pour la visite de M. Chirac, puis déprogrammée (*Le Monde* daté 20-21 septembre 1998). A cette époque, l'Elysée avait redouté que le rentrée, le même jour, de Claude Allègre dans un LEP, ne lui vole la vedette.

Pascal Robert-Diard

Le projet audiovisuel de M^{me} Trautmann n'est pas encore complètement bouclé

À FORCÉ d'attaques en règle des lobbies professionnels, de retards multiples, de changements de périmètre et d'hésitations politiques, le projet de loi sur l'audiovisuel, qui avait pourtant fait l'objet d'une communication en conseil des ministres le 28 janvier 1998, est devenu un des textes du gouvernement Jospin dont l'accomplissement semble le plus pénible. Rarement un projet de loi sur ce secteur – le huitième depuis 1972 – aura connu autant de rebondissements et fait avaler autant de couleuvres à un ministre de la communication. Catherine Trautmann avait pourtant reçu, à la fin de l'été, l'appui du premier ministre, dans sa volonté de réduire significativement le temps de publicité sur les chaînes publiques. Toutefois, son projet, jugé inachevé, a été retiré en extremis de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, le 1^{er} décembre 1998.

M^{me} Trautmann continue de se battre avec détermination. Le 6 janvier, le premier ministre lui avait accordé un ultime sursis pour assurer du soutien des parlementaires de la majorité « plurielle » et faire naître un consensus autour de son projet chez les professionnels. L'obstination de la ministre lui a déjà permis, le 2 février, de se targuer de l'avoir d'une vingtaine de députés et sénateurs PS, Verts, radicaux de gauche et MDC (*Le Monde* du 4 février).

Ayant déjà renoncé à des mesures radicales visant, par exemple, à abaisser le seuil maximal de détention des chaînes de télévision privées, M^{me} Trautmann a réintroduit, dans l'actuelle mouture du texte, quelques dispositions visant le secteur privé. Ainsi, à la constitution d'une holding destinée à coiffer les chaînes publiques, s'ajoutent des mesures visant à accompagner l'essor des nouveaux services, assurer davantage d'indépendance et de pluralisme en renforçant les pouvoirs du Conseil supérieur de l'audiovisuel ou en mettant fin à l'exclusivité de diffusion des chaînes publiques sur le bouquet satellitaire TPS.

Pour faire taire de nombreuses critiques et éviter de faire un cadeau trop voyant à TF1 et M6 – qui bénéficieraient de façon mathématique de la baisse de la publicité sur France 2 et France 3 –, la ministre veut instaurer une taxe additionnelle au prélevement sur les recettes publicitaires qui alimentent le compte de soutien aux industries de programmes (Coisp). M^{me} Trautmann a également calmé une autre inquiétude de la majorité en affirmant que « la loi érigera en principe le remboursement intégral des exonérations de redevance », afin d'« assurer la compensation effective de la baisse des ressources publicitaires » sur France 2 et France 3.

URGENCES MULTIPLES

Rien n'est toutefois encore acquis. Au cours d'un entretien avec M. Jospin, samedi 13 février, au pavillon de la Lanterne, à Versailles, M^{me} Trautmann a fait part des avancées du projet. Il faudra encore une nouvelle réunion du groupe de travail parlementaire ainsi qu'une réunion interministérielle, ce qui prendra au minimum une dizaine de jours, pour « boucler » les différentes mesures du projet de loi.

Les urgences se multiplient. La Commission de Bruxelles a déjà enjoint à la France d'intégrer, dans son droit national, les dispositions de la directive « Télévision sans frontières ». Cela devait être fait avant la date-butoir de 1999. La désignation du président de France 2 et France 3 se fera-t-elle hors du cadre de la future holding ?

Le projet de loi de finances, qui décidera du budget modifié des chaînes publiques, se discute, au niveau du gouvernement, durant l'été. Ces urgences militeraient plutôt en faveur d'un examen rapide du projet de loi par l'Assemblée nationale. Mais on ne peut exclure que, sous prétexte de calendrier parlementaire chargé, ce projet ne soit reporté, une fois encore, à des jours meilleurs.

Nicole Vuizer

REUSSIR
HEC-ESSEC-ESCP
Classes préparatoires et stages intensifs voie S et voie E
Math Sup - Math Spé
Classe Math Spé PC* - stages intensifs sup et spé
Sciences Po
Classes préparatoires - stage intensif d'été
Baccalauréat
Terminales ES orientées HEC ou Sciences Po - Stage de révision
Médecine-Pharmacie
Droit - Sciences éco.
Entraînement annuel - stages de révision et perfectionnement
IPESUP
38 rue du Centre-Miroir-Beaune
75004 Paris - 01 43 25 63 36
06 15 15 15 15

Le réflexe po

Les opposants orthodoxes à la direction communiste tentent de se coordonner

Pas de rapprochement avec les trotskistes

lui a vertement reproché, dimanche, estimant « puéril de constamment vouloir tirer » le chef de l'Etat dans ce scrutin.

prudent » l'interfère sur un terrain
prétexte à M. Séguin de revendiquer
pour le RPR la propriété de la
vraie croix chrétienne, il a énoncé :
« Pour Philippe Séguin, le
chrétianisme est une utopie ». Le pré-
sident de l'UCLF a une nouvelle
fois mis en cause M. Séguin en rai-
son de son attitude lors du référen-
dum sur le traité de Maastricht : « Prétendre être européen
aujourd'hui tout en continuant
à expliquer qu'on a eu raison de voter
non, c'est sans doute un
petit peu trop compliqué pour
moi », a expliqué M. Bayrou avant
de conclure que, comme il se doit
sa campagne « sera sans attitude
contre les personnes ».

Faute de pouvoir compter, dorénavant, sur le soutien explicite de Jacques Chirac - lequel n'a pas intérêt à choisir, pour ce qui le concerne, entre l'une ou l'autre des listes de l'opposition -, le RPR se précipite, en somme, sous le parapluie de celui-ci. « Nous ne voulons monopoliser personne », s'est, du reste, défendu M. Seguin. Cela dit, si nous entendons dire, ou si nous lisons, que c'est nous, et nous seuls, avec ceux qui veulent bien nous accompagner, que nous sommes les soutiens de la politique européenne du président de la République, nous n'irons pas jusqu'à opposer un démenti. Les arguments

Reçu par le chef de l'Etat jeudi 11 février, M. Bayrou s'est fait, dit-on, une franche et libre conversation, sur la manche, un malin plaisir d'insister sur le sujet : « Chaque fois qu'on est en difficulté, vouloir se réfugier sous l'aile protectrice, ou réputée telle, du président de la République, cela ne me paraît pas une bonne idée, a-t-il ajouté. (...) Ça n'est pas la fonction des élections européennes que d'en faire un référendum sur le président de la République et je pense que si on laissait faire cela, ce serait très inopportun ».

Les légions du RPR ont adopté la formation dite de la tortue

« Chacun peut se faire plaisir », avait promis, samedi, M. Sarkozy à l'invitation de M. Bayrou, « mais nous, nous avons un devoir particulier, celui de préparer la reconquête ». Selon une évidente répartition des rôles, le secrétaire général du RPR n'a pas davantage ménagé cet autre concurrent qu'est Charles Pasqua : « Quand on est à l'heure dans un débat, on n'est pas obligé, par la suite, pour rattraper son retard, de proposer un certain nombre d'outrances. Le débat sur l'immigration, beaucoup d'entre nous l'ont terminé, par retard, et ça a été le cas de Charles Pasqua, par cette phrase [NDLR : pasqua, en 1988] devenue malheureusement célèbre : "Nous avons les mêmes valeurs que le

La rencontre a rassemblé des délégués venus d'une quarantaine de départements, mais les troupes provenaient pour l'essentiel de plusieurs courants d'opposition très minoritaires : la Coordination communiste, créée en 1991, la Gauche communiste, animée par Jean-Jacques Karman, maire adjoint d'Auversviliers, des opposants du Loir-et-Cher regroupés dans l'appel des 41 autour de Thérèse Hirtzberg ainsi que des militants du Pas-de-Calais emmenés par M. Auché. Mais ni Roland Perlican, membre du comité national, réputé très orthodoxe, ni Jean-Luc Dangiot, secrétaire fédéral du Pas-de-Calais, qui a en-

« **POLITIQUE DÉGUEULASSE** »
Les débats sur la constitution d'une liste séparée pour les élections européennes ont en revanche vite tourné court. « Une carte du PCF, cela suffit, il n'y a pas besoin d'avoir trois cartes dans sa poche », a répliqué Maurice Cuerman, membre du comité de liaison, afin de tuer d'un coup la proposition d'une liste avec le Parti des travailleurs, émise par un délégué, proche de ce petit parti trotskiste très antimastrichien.

« **Faire une liste aux européennes, à côté du parti, c'est se couper de la bataille du 30 congrès.** C'est le plus beau cadeau qu'on puisse faire à Robert Hue » qui aura les mains libres « pour mener sa politique dégueulasse », a aussi averti une déléguée du Pas-de-Calais. M. Auchéadé a mis fin au suspens, en rappelant que la constitution d'une liste demande d'importants moyens financiers. « Avec 5 millions de francs nouveaux, vous n'avez même pas les tracts », a-t-il expliqué.

Alain Beuve-Méry

« Chacun connaît des moments difficiles. Alain Juppé n'a pas été épargné. C'est le lot de tous ceux qui s'efforcent de placer l'intérêt général avant la sauvegarde de leur image. Et Alain Juppé est de ceux-là. Tout ce qu'il a fait, il l'a fait pour nos idées, pour notre mouvement, pour Jacques Chirac. Il lui est revenu d'assumer personnellement la responsabilité d'une action toujours collective. » La salle applaudit à tout rompre. Le maire de Bordeaux, ému, ne bronche pas.

Drôle de journée pour l'étrange couple du RPR. A l'heure du déjeuner, les deux hommes entraînaient, ensemble, dans le Palais des congrès de Bordeaux, où les attendaient un millier de sympathisants, d'adhérents et d'élus girondins. Devant cette affiche de choc, M. Juppé et M. Séguin, les frères ennemis d'hier aujourd'hui main dans la main, unis pour l'Europe, certains invités paraissaient sceptiques.

Dans un discours bref, M. Séguin a surpris l'assemblée, et en premier chef son hôte : en guise de fleurs, il a salué « le courage, la force de conviction et le sens de l'Etat » de l'ancien premier ministre.

Il est encore plus surpris quand le président du RPR, au nom du mouvement, lui tend la main : « Nous avons la ferme conviction que l'avenir de nos idées est indissociable de la présence d'Alain Juppé à premier rang dans notre mouvement. Notre rassemblement a besoin de lui dans la campagne qui s'annonce et dans les échéances futures. » Aussitôt, de élus se dirigent vers Festrade, le maire de Bordeaux en tête, pour entonner La Marseillaise.

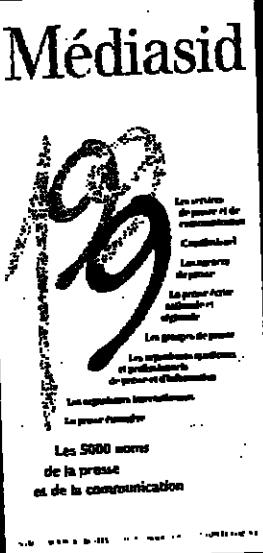
Les rares représentants de l'UDF dans la salle ironisent sur la déclaration du président du RPR, jugée hypocrite et de circonstance. Dimanche, Alain Juppé est devenu la caution européenne et élève de la campagne de Philippe Séguin.

Bien qu'elle n'ait officiellement pour « seul adversaire, la gauche », l'alliance constituée par le RPR et par Démocratie libérale pour les européennes va devoir d'abord s'efforcer de marginaliser la double concurrence que lui opposent François Bayrou et Charles Pasqua, tout en laissant la liberté à M. Chirac de faire ses propres comptes au soir du 13 juin. C'est son boulot, un boulot ingrat, un contrat à durée déterminée de quatre mois.

Jean-Louis Saux
et Cécile Chambrac

Claudia Courtois

la documentation Française



**La Cour
des comptes**
Christian Descheemaeker
Collection Les études
de La Documentation
française - série
institutions
216 pages, 18,29 € - 120 F

Médiasid 1999
Les 5000 noms de la presse
et de la communication
Service d'information
du Gouvernement
620 pages, 28,97 € - 190 F



**Etat
de la francophonie
dans le monde**
Données 1997-1998
et 6 études inédites
*Haut Conseil
de la francophonie*
600 pages, 22,87 € - 150 F



**Le répertoire
de l'administration
française 1999**
*La Documentation
française*
624 pages, 32 € - 209,91 F

29-31, quai Voltaire 75344 Paris Cedex 07
Tél. 01 40 15 70 00 - Télécopie 01 40 15 72 30
3615 ou 3616 la doc (0,29 F/mn)
<http://www.ladocfrancaise.gov.fr>

STIC Le Conseil d'Etat vient de rendre un avis critique au projet de Système de traitement des infractions constatées (STIC). Cet avis conduit le ministère de l'intérieur à

remanier ce vaste fichier devant contenir les noms de toutes les personnes mises en cause dans des procédures judiciaires, et ceux des victimes. ● **CE FICHIER** réunira des

renseignements tirés des procès-verbaux sur les crimes, les délits et certaines contraventions. ● **LE CONSEIL D'ETAT** demande que les décisions de classement sans suite, de non-lieu, de

relaxe et d'acquiescement soient versées au fichier, et que le parquet soit saisi avant tout usage du STIC en matière de police administrative. ● **CRÉE** dans son principe par une loi de 1995,

le STIC est présenté par le ministère de l'intérieur comme un instrument de « transparence » alors que des avocats y voient un projet « liberticide ». (Lire notre éditorial page 18.)

Le Conseil d'Etat émet des réserves sur le projet de grand fichier de police

Le gouvernement va devoir amender une nouvelle fois le texte organisant le fonctionnement de cette vaste banque de données qui doit contenir le nom de toutes les personnes mises en cause dans des procédures judiciaires, ainsi que ceux des victimes

LE « SYSTÈME de traitement des infractions constatées » (STIC) serait-il un fichier impossible ? La section de l'intérieur du Conseil d'Etat vient de formuler deux critiques qui obligent, une nouvelle fois, le gouvernement à réviser son projet d'arrêté portant création de ce gigantesque fichier qui devrait recenser les noms de toutes les personnes mises en cause dans des procédures judiciaires, ainsi que ceux de leurs victimes (Le Monde du 5 décembre 1998).

Ce rappel à l'ordre de la haute juridiction administrative à la fin du mois de janvier retarde la mise en œuvre d'un projet dont la première mouture avait été déposée devant la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) par le ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, le 21 octobre 1994. Après plus de quatre ans et bien des péripéties, le fichier, jugé « liberticide » par l'Association européenne des avocats pénalistes, n'a toujours pas d'existence légale. Le ministère de l'intérieur va devoir modifier une fois de plus le projet, avant de le présenter au Conseil d'Etat.

Le point principal soulevé par les conseillers d'Etat porte sur les conditions de la mise à jour du fichier. Les juges administratifs demandent que soient intégrées au

STIC les informations concernant les décisions de classement sans suite, de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement dont ont bénéficié les personnes inscrites dans le fichier. Dans le projet initial, elles n'y figuraient pas. Quant aux condamnations, elles restent, depuis son origine, hors du champ du STIC, la CNIL refusant qu'elles soient mentionnées ailleurs qu'au casier judiciaire.

SUSPICION DE CULPABILITÉ

L'absence de précisions sur les mises hors de cause par le parquet, le juge d'instruction, le tribunal ou la cour d'assises dans le STIC constituait l'une des principales critiques émises contre la dernière mouture du texte gouvernemental. Elle pouvait induire une suspicion de culpabilité sur des personnes ayant pourtant été blanchies. Le Conseil d'Etat souhaite donc que l'arrêté créant le STIC précise que les parquets communiquent obligatoirement ces informations aux services de police. Le ministère de l'intérieur se dit prêt à considérer cette observation, même si elle pose un réel problème matériel. Chaque année, les parquets des tribunaux de grande instance décident en moyenne de près de trois millions de classements sans suite. Ils devront désormais, à chaque



fois, en aviser par écrit les policiers.

La deuxième critique émise par le Conseil d'Etat concerne les risques d'atteinte au secret de l'instruction et à la confidentialité des procédures, liés à l'existence du fichier. Par cette remarque, la haute juridiction administrative vise surtout l'utilisation du STIC dans le

cadre de missions de police administrative, effectuées en dehors du contrôle direct des magistrats. Dans une lettre à la CNIL datée du 3 novembre 1998, Jean-Pierre Chevènement avait précisé quel devait être l'usage administratif du STIC. Le ministre de l'intérieur s'engageait, notamment, à ce que le fichier ne soit pas utilisé dans

des enquêtes conduites préalablement à l'accès à certains emplois, à la délivrance d'un permis de port d'armes, ou à la gestion d'un établissement de jeux. En revanche, le recours au STIC était autorisé dans le cadre d'« enquêtes sur des personnes dont le comportement est susceptible de créer des dangers pour autrui ». Cette précision concerne, par exemple, les interventions en urgence contre un forcené, ou encore la mise en œuvre d'arrêts d'expulsion locative ou du placement d'office d'une personne dangereuse, pour elle-même ou pour son entourage.

Le ministre de l'intérieur se prononçait également en faveur du recours au STIC pour les missions de sécurisation aux abords des stades. Le Conseil d'Etat, sans directement remettre en cause ces possibilités, demande que l'arrêté ministériel de création du STIC impose aux policiers de consulter le procureur de la République avant tout usage « administratif » du fichier. Là encore, le gouvernement s'est dit prêt à prendre en compte cette restriction.

Les observations des juges administratifs vont avoir pour effet de repousser d'au moins quelques semaines l'entrée en service du Système de traitement des infractions constatées. Ce projet de fichier,

élaboré par Charles Pasqua, figurait déjà dans la loi d'orientation et de programmation relative à la sécurité (LOPS) du 21 janvier 1995. Il était même alors présenté comme une des priorités de la modernisation de la police. Ce n'est pourtant qu'à une date récente, le 24 novembre 1998, que la CNIL rendait un avis favorable au STIC, en émettant plusieurs réserves.

La Commission informatique et libertés avait rappelé à cette occasion les nombreuses difficultés et les larges discussions qu'avait soulevées ce dossier. Dans sa forme initiale, le STIC se présentait comme un vaste fourre-tout rassemblant l'intégralité des procès-verbaux de police judiciaire. Il était accessible presque sans restriction aux officiers de police judiciaire et aux autorités administratives, n'apportant aucune distinction significative entre les auteurs et les témoins des infractions. Toutes les restrictions formulées par la CNIL ont été prises en compte par le ministère de l'intérieur. Ce dernier entend intégrer de la même façon les réserves du Conseil d'Etat, sans remettre en cause le principe du fichier, au nom de l'« efficacité » nécessaire « pour présenter à la justice les auteurs de crimes ou de délits ».

Pascal Ceaux

Bien que non réglementaire, le STIC fonctionne déjà

OFFICIELLEMENT, le système de traitement des infractions constatées (STIC) n'existe pas. Pourtant, plusieurs procès-verbaux de police judiciaire y font explicitement référence, à travers des formules consacrées telles que « non mentionné au STIC », lorsqu'aucun renseignement visant la personne entendue dans une procédure n'est accessible. Ces irrégularités manifestes n'ont jusqu'à présent que ra-

« Il n'y a pas de système complètement sûr », reconnaît le ministère de l'intérieur

rement fait l'objet d'une plainte, voire d'une remarque des avocats des personnes mises en cause.

Le ministère de l'intérieur en tire argument pour justifier l'officialisation du STIC, censée encadrer et soumettre à contrôle l'utilisation de ce fichier aux dimensions peu ordinaires. Ainsi, en 1997, environ 700 000 personnes ont été poursuivies. A peu près 400 000 auraient figuré dans le STIC légal, pour une durée variant de cinq à quarante ans, selon la gravité de l'infraction. Présenté comme une garantie de transparence, place Beauvau, le STIC doit être, indique-t-on, l'occasion de détruire les vieux fichiers

manuels, consultables par tous et qualifiés de « liberticides ».

Le STIC devrait, quant à lui, faire l'objet d'un double contrôle. Les citoyens auront la possibilité d'aller consulter le fichier, sauf dans le cadre d'une affaire judiciaire en cours, ou d'une enquête touchant à la sûreté de l'Etat. Les victimes auront le droit de voir leur nom s'effacer du fichier lorsque l'auteur de l'infraction aura été définitivement condamné. D'autre part, l'utilisation du STIC sera réservée aux officiers de police judiciaire, ainsi qu'à environ deux cents autres fonctionnaires habilités par le directeur général de la police nationale. La liste des personnes ayant interrogé le fichier, reconnaissable par leur signature électronique, sera conservée pendant une durée de trois ans, correspondant au terme juridique de la prescription des délits.

Cela suffit-il pour autant à assurer le respect des libertés publiques ? « Le STIC est liberticide, car il conduit, en dehors de toutes les règles posées par le code de procédure pénale, à faire le procès non contradictoire, secret et obscur, des origines par une extraction massive et systématique des données relatives à chaque individu tendant à figer les situations », écrit l'Association européenne des avocats pénalistes. « Il n'y a pas de système complètement sûr », reconnaît de son côté le ministère de l'intérieur.

P. Ce.

Des dimensions exceptionnelles et sans précédent

Voici, sous réserve de modifications liées à l'avis du Conseil d'Etat, les grandes lignes du futur arrêté interministériel portant création du STIC :

● **Les sources du fichier** Les données enregistrées dans le Système de traitement des infractions constatées (STIC) seront tirées exclusivement des procès-verbaux établis par les officiers et les agents de police judiciaire. Seront visées les personnes mises en cause pour les crimes, les délits et les cinq contraventions les plus graves (port d'arme ou d'insigne nazis, incitation à la haine raciale, intrusion dans des établissements scolaires, violences volontaires, ou encore racolage). Outre l'identité (nom, adresse, filiation, nationalité), le signalement et la photographie, les faits et les modes opératoires observés pendant la procédure seront relevés. Les victimes figureront également au fichier.

● **Des missions de police judiciaire et administrative** Les missions de police judiciaire doivent être le champ principal d'utilisation du fichier. Il pourrait également servir en police

administrative dans deux cas précis : les enquêtes sur les personnes dont le comportement est susceptible de créer des dangers pour autrui, et les opérations de sécurisation autour des stades ou lors de voyages et déplacements de personnalités. Dans ces cas, selon l'avis du Conseil d'Etat, les policiers devraient préalablement consulter le procureur de la République. ● **La consultation du STIC** Elle est possible pour tous les officiers de police judiciaire, et pour environ deux cents personnes spécialement habilitées par le directeur général de la police nationale. Dans les enquêtes administratives, les habilitations strictement personnelles comporteront deux niveaux d'accès : les agents de base pourront savoir si le nom d'une personne figure au STIC. Pour en savoir davantage, ils devront s'adresser à leur supérieur, qui aura seul la possibilité de consulter les informations nominatives. Le système gardera en mémoire l'identité de l'usager, la date et l'heure exacte de la consultation. ● **La durée de conservation** Elle peut varier de cinq à quarante

ans, selon la gravité des faits. Pour les majeurs, la durée moyenne de conservation des données sera de vingt ans à compter de la date d'établissement de la procédure. Pour les mineurs, la règle imposera une durée de cinq ans, avec possibilité d'exception.

● **La mise à jour des informations** Le traitement des données s'effectuera sous le contrôle du procureur de la République territorialement compétent, qui pourra demander leur rectification ou leur effacement. Le Conseil d'Etat a par ailleurs demandé que les décisions de classement sans suite, non-lieu, relaxe ou acquiescement soient systématiquement jointes au fichier (voir ci-contre). ● **Droit d'accès et de rectification** Dans sa délibération en date du 24 novembre 1998, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) avait recommandé que « toute personne initialement mise en cause dans une procédure pourra exiger que la qualification des faits finalement retenue par l'autorité judiciaire soit substituée à la qualification initialement enregistrée dans le dossier ».

Le Syndicat de la magistrature dénonce l'« arbitraire » du Conseil supérieur de la magistrature

LE SYNDICAT de la magistrature (SM, gauche) a adressé, jeudi 11 février, une lettre ouverte aux membres du Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Il leur demande de faire preuve de « transparence minimale » dans le processus de nomination des magistrats. Ce courrier intervient après que le CSM, qui participe à la nomination des magistrats, a refusé des propositions de candidatures que lui avait soumis la chancellerie. Ces refus touchant certains de ses adhérents, le SM réclame que le CSM accepte de motiver ses décisions.

Le Conseil a été entièrement renouvelé en juin 1998, en attendant l'adoption définitive d'une réforme constitutionnelle devant renforcer ses prérogatives et modifier sa composition. Actuellement, il est composé de quatre personnalités extérieures à la magistrature et de douze magistrats, membres de l'Union nationale de la magistrature, majoritaire. Depuis quelques mois, une querelle oppose le ministère de

la justice au Conseil, qui a repoussé à plusieurs reprises certaines de ses propositions de nominations. Dans sa lettre, la présidente du SM, Anne Cremer-Vaudano, relève que le CSM « s'est illustré au cours de ces derniers mois, en repoussant séchement certains projets de nomination émanant du ministère de la justice ».

« Faut-il pour autant se réjouir de cette séquence d'avis négatifs (...) dont on est bien obligé de préciser qu'aucun d'entre eux n'est motivé ou notifié aux magistrats concernés ? »

Le CSM a refusé, en juillet 1998, de nommer Jean-Claude Nicod, ancien président du SM, actuellement avocat général à Besançon, au poste de procureur à Pau. Egalement écartés, Christian Feuillard, ancien directeur adjoint du cabinet de Pierre Arpallange, aujourd'hui président de chambre à Paris, pour le poste d'avocat général à la Cour de cassation, et Gilbert Azibert, à l'époque directeur de l'Administration pénitentiaire, qui souhaitait devenir avocat général à Versailles. En décembre 1998, il a re-

toqué la candidature d'Isabelle Chaussade comme premier juge d'instruction à Paris. M^{me} Chaussade, membre du SM, avait été préférée à Eva Joly pour ce poste par la chancellerie (Le Monde du 24 décembre 1998).

Le syndicat, qui demande au CSM de motiver ses décisions, affirme que rendre des avis négatifs sans justification « témoigne soit d'un singulier manque de confiance (...) soit, plus grave, d'une volonté de gouverner la magistrature sans vous astreindre aux règles d'une démocratie moderne ». « Dans cette hypothèse, on n'aura fait qu'ajouter à l'opacité des décisions ministérielles, l'arbitraire de vos avis et propositions », explique le SM qui affirme : « Il est temps que l'autorité politique prenne la mesure de ces dysfonctionnements et comprenne que le danger du corporatisme est déjà réalisé, faute d'un quelconque dispositif instaurant une transparence minimale quant à son fonctionnement » du CSM.

Cécile Prieur

Le hors-piste interdit en Haute-Savoie

EN RAISON d'importants risques d'avalanche en montagne, le préfet de Haute-Savoie, Pierre Breuil, a pris un arrêté, samedi 13 février, interdisant la pratique du ski hors piste, de la randonnée à raquettes et de l'alpinisme hors des domaines aménagés. Cette interdiction, qui constitue une première, est applicable jusqu'au mercredi 17 février à 19 heures.

Elle est valable sur l'arrondissement d'Annecy (cantons de Thônes, de Bonneville (cantons de Chamonix-Mont-Blanc, Saint-Gervais-les-Bains, Saint-Jeoire-en-Faucigny, Sallanches, Samoëns, Taninges) et de Thonon-les-Bains (cantons d'Abondance, Le Biot, Boège, Evian-les-Bains, Thonon-les-Bains). Dans la semaine du 6 au 13 février, dix-huit personnes sont mortes dans des avalanches dans le massif alpin. Six pratiquaient le hors-piste, douze sont mortes dans l'avalanche naturelle qui a emporté quinze chais, mardi 9 février, à Montrouge-Tour, au-dessus de Chamonix.

La décision du préfet de Haute-Savoie a pourtant suscité une levée de bouilliers à Chamonix. Di-

manche, les élus et les professionnels de la montagne, guides, moniteurs de ski et exploitants des remontées mécaniques, se sont réunis à la mairie pour dénoncer l'arrêté.

UN ARRÊTÉ « INAPPLICABLE » Le maire (divers droite) Michel Charlet a fait valoir que cet arrêté était « inapplicable » dans la vallée, « compte tenu de l'étendue du domaine » qui englobe la totalité du massif du Mont-Blanc. En signe de protestation, les responsables de la station ont stoppé les remontées mécaniques pendant une heure et demie, provoquant des réactions parfois violentes des vacanciers. Elus et professionnels ont finalement obtenu une modification de l'arrêté préfectoral. Pour Chamonix, un second arrêté, pris dimanche, limite l'interdiction du hors-piste à seulement cinq couloirs potentiellement dangereux, entre l'Aiguille des Houches et le Brévent, ceux de Chersy, de la Fis, du Passon et d'Orthaz. S'ils bravent l'interdit, les skieurs s'exposent à des amendes allant de 250 francs à 900 francs.

Introduction à l'Europe sociale
A. B. C. 336 p., 190 F

Le grand mérite de cet ouvrage, indigénement de son contenu informel, est de fournir les bases d'une méthode globale de compréhension d'éléments dissociés et d'articulations complexes au sein des dispositifs européens. (J.-B. de Foucauld).

Introduction à l'Europe sociale de Arniek, Malik et Marie-Cécile Millat. Disponible en librairie ou auprès des Éditions ENSP.

ENSP
École nationale de la santé publique
50 rue de la Santé - 75014 Paris Cedex 12
Tél. 02 49 54 96 80 - Fax 02 49 54 22 14
éditions ENSP

Six membres d'un réseau de forains sont en garde à vue

durant l'année 1998. L'enquête, commencée aux Antilles, se poursuit afin d'interpeller les commanditaires du réseau.

L'affaire débute par une information fournie à l'Ocrist par les policiers du SRP/ Antilles-Guyane. Ils alertent leurs collègues sur le comportement suspect d'un groupe de forains installés au Gosier en Guadeloupe. Ceux-ci sont aussitôt placés sous une étroite surveillance. Au mois de janvier, les policiers constatent que des « travaux » sont effectués sur le contrepiéds de quatre manèges. Ils sont soigneusement évadés, puis recouverts d'une plaque de fer, d'une couche de résine, puis de ciment, rendant ainsi le camouflage presque indétectable, notamment par des chiens. En France, seuls les ports de Marseille et du Havre sont équipés de

Au Clos-du-Roy, une cachette idéale

C'était Fendrou rêvé, loin de tout et à l'abri des regards indiscrets. Le lieu-dit du Clos-du-Roy, à Tigery, perdu aux confins de l'Essonne et de la Seine-et-Marne, est un *no man's land* oublié du développement de la ville nouvelle de Sénart. L'ancienne nationale qui longe le hangar où a été trouvée la cocaïne finit en cul-de-sac. La fermeture de la nationale a contrainit le carrelleur, propriétaire du hangar, à fermer boutique, et à louer son entrepôt à l'ex-foreign arrêté vendredi par la police. L'interpellation de l'ex-foreign et de son gardien s'est produite à côté du mobil home, tandis que quatre autres complices étaient arrêtés aux abords de Fentrepiôt. Le hangar en tôles grises, grand comme ceux d'anciens aérodromes, servait de cachette idéale. Assez vaste pour abriter le poids lourd chargé d'un manège de fête foraine, il permettait le déchargement de la drogue cachée dans des conteneurs en toute discrétion. Les mouvements réguliers de camions avaient pourtant été repérés par le voisinage. (Corresp.)

douanement. Lorsqu'ils finissent par prendre la route, les pneus des camions crèvent, victimes de l'usure et d'une trop longue immobilisation. Les véhicules et leur chargement finissent par arriver à Tigerv dans la nuit de jeudi à ven-

« INTERMÉDIAIRES PARTICIPANTS »

L'intervention est décidée vendredi, vers 17 h 30, lorsqu'une camionnette vient prendre livraison d'une partie de la cocaïne. Sept personnes sont interpellées : trois d'entre elles ont assuré le convoyage de la drogue depuis la Guadeloupe, deux autres sont des habitants de Tigery, locataires de l'entrepôt où sont garés les ca-

Selon les premiers éléments de l'enquête, les six personnes arrêtées vendredi, dont certaines étaient déjà connues pour des affaires de vol, sont des « intermédiaires participants ». Ils ont assuré la manutention et le transport de la cocaïne, grâce à un moyen jugé discret et efficace, mais ne sont sans doute pas les principaux organisateurs du réseau. Les policiers espèrent notamment remonter jusqu'à eux par le biais du conducteur de la camionnette, venu prendre livraison d'une partie du chargement.

Les policiers s'attendaient à une prise importante, en raison de la longue surveillance menée depuis le début de l'enquête, sans imaginer pour autant que la saisie atteigne des proportions aussi spectaculaires. Selon les enquêteurs, deux causes principales peuvent expliquer la présence de ces 1 250 kilos, dont la majeure partie était destinée à être écoulée en Europe, sur le territoire national. La France constitue d'abord un marché intéressant pour les trafiquants. Mais, ce sont surtout les efforts importants de la police espagnole qui ont permis d'arrêter les trafiquants misent désormais sur une filière française. Au cours des deux dernières années, environ 10 tonnes de cocaïne ont été saisies en Espagne.

Pascal Ceaux

JEAN-SYLVAIN CADILLAC, dit « Patrick », considéré comme un artificier du FLNC-cad historique, principal mouvement corse clandestin, bras armé d'A Concolta, a été interpellé, dimanche 14 février, par le SRP d'Ajaccio, dans un village de l'île (Corse-du-Sud). Il avait été condamné par la cour d'assises de la première chambre, le 20 juin 1994, par la cour d'assises de Corse-du-Sud, pour le meurtre par balles de Paul Albaladejo, un boucher de Figari.

Jean-Sylvain Cadillac est soupçonné d'avoir participé à deux attentats à Aix-en-Provence, contre le palais de justice, le 29 septembre 1996, et contre le poste de contrôle, dans la nuit du 3 au 4 novembre de la même année. Il serait également impliqué dans plusieurs meurtres commis en Corse, notamment l'assassinat d'un vendeur ambulancier du Mouvement pour l'autodétermination (MPA), Mario Azzurro, tué par balles le 19 février 1996 à Ajaccio. La famille de Jean-Sylvain Cadillac a démenti, dimanche, « toute appartenance de Jean-Sylvain à un mouvement nationaliste corse ».

UN MEURTRE : Les meurtriers présumés d'une fillette de 11 ans, retrouvée violée et étranglée, vendredi 12 février, au domicile de ses parents à Goussainville (Val-d'Oise), ont été mis en examen et écroués, dimanche 14 février, à Pontotise, pour « homicide ayant précédé, accompagné ou suivi le crime de viol sur mineur de moins de 15 ans » et pour vols. Ecroués à la maison d'arrêt d'Osny (Val-d'Oise), les deux hommes connaissaient les parents de l'enfant. Ils ont été interpellés par hasard, le jour du meurtre, alors qu'ils s'appropriaient à revendre plusieurs objets dérobés au domicile des parents de la victime.

■ **JUSTICE:** Jeanne Meslier de Rocan, première adjointe RPR au maire de Cannes, Maurice Delauney (RPR), a été mise en examen, vendredi 12 février, à Grasse par le juge d'instruction Jean-Pierre Murciano, pour prise illégale d'intérêts, présentation de faux bilan et abus de biens sociaux et placée sous contrôle judiciaire. Cette mise en examen intervient dans le cadre d'un dossier portant sur l'attribution d'un marché public à une filiale de la Lyonnaise des Eaux, alors que M^{me} Meslier de Rocan était adjointe aux affaires sociales dans la commune municipale conduite par Michel Mouillout (UDF).

« Les juristes ne conseillent jamais qu'un avocat se présente devant un tribunal sans être accompagné de son client », dit le journaliste Philippe Lemerle, qui a été condamné, vendredi 13 février, à 300 francs d'amende par la 17^e chambre du tribunal correctionnel de France pour recel de violation du secret de l'instruction, ou du secret professionnel. Il avait été interpellé le 4 juillet 1997, lors d'un contrôle routier et les policiers avaient découvert dans sa valise 241 pages de procès-verbaux de police ou d'instruction photocopiés. Le prévenu avait expliqué à l'audience qu'il avait reçu ces documents de plusieurs informateurs, « liés de près ou de loin à l'instruction », sans qu'il s'agisse pour autant d'un vol ou d'un recel de vol.

■ **EXCLUSION** : un sans-domicile fixe d'une quarantaine d'années a été retrouvé mort de froid par des passants, samedi 13 février, dans le quartier Montreynaud à Saint-Étienne. La municipalité a réagi, dimanche, en invitant la population à faire preuve d'une attention particulière vis-à-vis des SDF exposés aux très basses températures, en signalant leur présence via le 115 (numéro d'urgence gratuit) ou en contactant les nompiers ou la police.

■ **CHASSE** : un chasseur de soixante-huit ans qui participait, dimanche 14 février, à une battue au gros à Jouy-Le-Potier (Loiret) été chargé par un cerf qui lui a perforé la poitrine à hauteur du cœur, le tuant sur le coup.

Verglas, froid, neige, le temps dans les prochains jours n'est visiblement pas prêt de changer. A l'inverse, l'Audi A4 a connu quelques évolutions notables : par exemple, un nouveau châssis, de nouvelles entrées et un volant multifonction qui vous permet de conserver à tout moment les mains sur le volant. Au fait, si cela peut vous rassurer, dites vous bien que la météo peut se tromper.



Aucune amélioration prévue. Bien entendu, nous ne parlons que du temps.

Nouvelle gamme Audi A4.



هكذا امن الخصال

PROCÈS DU SANG CONTAMINÉ

LE MONDE / MARDI 16 FÉVRIER 1999

Climat de crise au sein de la Cour de justice de la République

Sous couvert d'anonymat, onze juges parlementaires ont confié au « Monde » leurs critiques à l'égard du président Christian Le Guehec. Souffrant, ce dernier aurait envisagé de se récuser lui-même

LES JUGES ont passé leur week-end à lire et entendre les critiques, voire les moqueries, dont fait l'objet la Cour de justice de la République et ils savent déjà que la semaine qui s'annonce sera déterminante. Car les premiers jours du procès de Laurent Fabius, Georgina Dufouix et Edmond Hervé dans l'affaire du sang contaminé ont révélé une crise majeure dans le fonctionnement de la Cour, dont l'effet le plus visible est sans aucun doute la contestation de son président, Christian Le Guehec.

Plus que les cinq magistrats professionnels qui entourent ce dernier — deux magistrats titulaires et trois suppléants —, ce sont les vingt-trois juges parlementaires (onze députés et douze sénateurs, Xavier Deniau (RPR) s'étant retiré, pour raison de santé, avant même l'ouverture du procès) qui, dans le secret des débats, ont le plus violemment mis en cause les ratés de cette première semaine d'audiences. Parmi eux, nous avons pu interroger onze juges (cinq parlementaires socialistes et six parlementaires RPR, DL ou UDF) qui, sans vouloir être nommément cités, nous ont relaté les coulisses de ce procès sans précédent.

Les premières difficultés ont surgi dès les premières audiences, lorsque les juges parlementaires ont découvert que le président Le Guehec, qu'ils croyaient familier de la machine judiciaire, avait les plus grandes difficultés à organiser le déroulement même du procès. Sans doute la fronde aurait-elle été moins vive, s'il ne s'était pas trouvé parmi les députés et les sénateurs

huit professionnels du droit, magistrats, avocats, juristes ou professeurs de droit (*Le Monde* du 9 février). Sans doute aussi, les gestes d'impatience auraient-ils été moins nets si la plupart des parlementaires n'avaient pas eu, comme c'est le cas pour l'immense majorité d'entre eux, l'expérience de la présidence d'assemblées politiques : dix-neuf des vingt-trois députés et sénateurs qui composent la Cour sont en effet maires, présidents de districts, présidents de conseils généraux, voire vice-présidents de l'Assemblée nationale.

Enfin, la révolte des parlementaires aurait été moins franche s'ils n'avaient pas eu le sentiment d'avoir, pour la grande majorité d'entre eux, travaillé très sérieusement le dossier, alors que, selon l'un des juges-députés, « ce président connaît à peine la chronologie des faits ».

Le conflit n'a cependant éclaté qu'au troisième jour du procès, jeudi 11 février, à l'issue de l'interrogatoire de Laurent Fabius, dernier des trois anciens ministres à s'exprimer devant la Cour. L'audience avait non seulement été marquée par le brillant plaidoyer de l'ancien premier ministre — sans que ni la Cour, ni le procureur, ni l'avocat général ne lui apportent la moindre contradiction —, mais aussi par une série de gaffes, de maladroites, d'approximations du président. Ce sont ces dernières qui ont servi de prétextes aux premières explications orageuses. Lors de la séance de délibéré — qui suit, chaque jour, l'audience —, plusieurs juges se sont insurgés contre l'ab-



sence d'autorité du président à l'égard des victimes qui, à défaut d'avoir pu se constituer parties civiles, se sont placées au premier rang du public et ponctuent chaque audition de récris ou de témoignages de remarques, voire d'insultes.

Puis les critiques se sont focalisées plus précisément encore sur le président. M. Le Guehec avait prononcé au cours de l'audience le mot « *sidaïque* » provoquant des rouspètements dans le public et au sein même de la Cour.

« DÉCONSIDÉRER LA COUR »

En coulisses, c'est le député socialiste Jean-Paul Bacquet (juge titulaire), approuvé par l'ensemble des parlementaires, qui a donc sévèrement repris le président : « *« Sidaïque » est un mot que seul Jean-Marie Le Pen emploie et que tous les républicains récusent.* » M. Le Guehec a paru tomber des nues : « *Vraiment, je ne le savais pas.* » Michel Dreyfus-Schmidt (PS, titulaire), François Colcombet (PS, ti-

tulaire), respectivement avocat et magistrat, ont souligné les erreurs de procédure qui pourraient donner plus tard matière à cassation.

Mais ce sont des députés de droite qui ont le plus violemment contesté le président. Charles de Courson (UDF, juge suppléant) et Paul Masson (RPR, juge titulaire), notamment, ont accusé le président de paraître « *ménager les trois ministres et de contribuer ainsi à déconsidérer la Cour.* » Christian Cabal (RPR, juge suppléant), mais aussi Patrick Ollier (RPR, juge titulaire), qui est pourtant l'un des seuls à tutoyer M. Le Guehec avec lequel il a travaillé au ministère de la justice et au cabinet de Jacques Chaban-Delmas lorsque ce dernier était président de l'Assemblée, lui ont reproché de « *ne pas poser toutes les questions* » qui lui sont envoyées par les juges parlementaires.

Ce dernier point est d'ailleurs l'une des difficultés les plus visibles de la Cour. Les juges parlementaires, qui ne peuvent s'exprimer

publiquement, envoient leurs questions manuscrites directement au président. « *Plusieurs questions accusatoires sont écartées* », assure l'un des juges RPR. Dans *France-Soir* (daté 15 février), Patrick Ollier n'hésite pas à déclarer ouvertement : « *Il y a malaise.* »

Jeudi soir, à l'issue de cette explication orageuse, un petit groupe d'une demi-douzaine de parlementaires de droite a alors menacé de démissionner : « *Le président ne se « ressaisissait pas ». Visiblement accablé, Christian Le Guehec a seulement soufflé : « Si cela continue, c'est moi qui pourrais bien me récuser moi-même. » Fatigué, atteint depuis quelques jours, selon lui, par une bronchite qui le fait violemment tousser, M. Le Guehec a évoqué son état de santé. Cette allusion a aussitôt suscité au sein de la Cour une série de rumeurs.*

Les plus familiers de la procédure se sont penchés sur son possible remplacement en cas de retrait pour raison de santé. Son suppléant, Roland Le Roux-Cocheril,

est un magistrat professionnel, mais à l'instar de M. Le Guehec, il n'a jamais présidé un procès. Deux autres magistrats assistent le président : Bernard Challe et Henri-Claude Le Gall. C'est ce dernier qu'un petit groupe de juges RPR a approché, considérant que M. Le Gall, qui a déjà présidé des tribunaux correctionnels, apporterait l'expérience qui fait actuellement défaut à la Cour. « *Il n'a rien répondu mais il paraît prêt.* » assure un juge-sénateur. C'est dans cette atmosphère tendue et suspicieuse que s'est déroulée la dernière audience, vendredi. A l'issue de la journée, les parlementaires de droite, prenant à part M. Le Guehec, lui ont « *conseillé* » de mettre à profit son week-end pour « *travailler le dossier.* »

« SE DISCRÉDITER SEUL »

Ce sont donc les élus d'opposition, majoritaires au sein de la cour, qui ont été jusqu'ici à l'origine de la plus vive contestation. Les juges de gauche, qui ont toujours considéré M. Le Guehec comme un adversaire politique, ont en effet très vite pris le parti de « *le laisser se discréditer seul.* » Tous souhaitent que le procès aille à son terme, levant ainsi l'hypothèque qui pèse depuis plusieurs années sur la carrière de Laurent Fabius.

Les « *délibérés intermédiaires* » — l'expression est des juges parlementaires eux-mêmes — ont fait réapparaître un clivage gauche/droite. Les juges socialistes craignent notamment que la volonté de rélégitimation de la Cour ne se fasse au détriment du sort de l'un des prévenus. En effet, si les premières audiences ont paru convaincre une majorité des juges, droite et gauche confondues, de la faiblesse des charges retenues contre M. Fabius, si M^{me} Dufouix, qui a depuis longtemps quitté le milieu politique, paraît pour l'heure oubliée des débats, il n'en est pas de même pour M. Hervé. L'ancien secrétaire d'Etat à la santé n'a visiblement pas convaincu nombre de juges RPR et UDF. Soucieux de montrer que « *la Cour peut aussi condamner un ministre* », ces juges parlementaires semblent, pour l'heure, décidés à centrer leurs interrogations sur lui.

Raphaële Bacqué
Dessin : Noëlle Herrenschildt

Quatre jours de confusion et d'approximations...

LE JUGE Hubert Falco, sénateur (DL) et président du conseil général du Var, a levé les yeux au ciel, puis secoué la tête. Pauvre justice ! Un juge en robe noire déprimé — il n'est pas le seul —, publiquement atterré, la scène était assez exceptionnelle, fut-ce dans une juridiction d'exception. Vendredi 12 février, la Cour de justice de la République (CJR) venait de se disloquer — on pourrait dire se déliter. Le président Christian Le Guehec envisageait de suspendre l'audience quelques minutes, quand un sénateur juge suppléant lui cria, échaudé : « *Ah non ! On arrête !* »

Pendant quatre jours, la CJR a vécu au rythme tant des bourdes du président Le Guehec, que de ses approximations dans la connaissance du dossier et de ses difficultés à diriger les débats. D'emblée, à l'ouverture du procès, il a qualifié la procédure prévue par la Constitution et une loi organique d'« *impressionnisme* », « *voire surréaliste* ». A ses côtés, les juges sénateurs et députés qui l'ont votée ont approuvé.

Puis ses maladroites sont allées tout droit aux victimes. A M^{me} Sabine Paugam, conseil de l'Association française des hémophiles, qui tentait de plaider contre l'impossibilité de se porter partie civile au procès, il a opposé un refus sec : « *Je n'ai pas à vous entendre (...). Ici, vous êtes des passants qui passent.* » Et d'inviter l'avocate à déposer ses conclusions « *sur un meuble* ». Un autre jour, des voix de victimes se sont élevées pour protester contre le témoignage du professeur Willy Rozenbaum qu'elles considéraient « *mensonger* ». Remarque du président : « *Et bien enregistrez les mensonges et vous en parlerez à la télévision !* »

Sur le fond, le juge a laissé échapper des erreurs qui ont vite fait douter de sa maîtrise du dossier. Alors qu'il ne procédait à aucun exposé préliminaire des faits, qu'il ne s'appuyait sur aucun découpage chronologique ou thématique, au premier jour, le président n'a cessé de parler du « *sang chauffé* ». L'avocat général a rectifié sèchement : à l'inverse du plasma, le sang ne se chauffe pas. Un autre jour, il s'est tourné vers son voisin à la recherche de la fonction qu'occupait jadis... le docteur Garretta. Des parlementaires ont soufflé, haussé le

sourcil, quand deux d'entre eux, suppléants, étaient déjà partis dans les bras de Morphée.

Une fois, le président a confondu des recommandations destinées aux hémophiles avec la circulaire du 20 juin 1983 préconisant la sélection des donneurs de sang. Souvent, il s'est raccroché à une recommandation du Conseil de l'Europe, dont personne n'a osé lui dire qu'elle n'était pas véritablement centrale pour la compréhension. Ou, il a assuré mordicus à Laurent Fabius qu'il avait dit, en juin 1985, dans son discours à l'Assemblée que les tests de dépistage n'étaient pas au point. Il a donc lu. Protestations. Vérification faite, ce n'était pas le bon texte que le juge avait entre les mains.

QUESTIONS PAR ÉCRIT

Déclatant sa fragile maîtrise des débats, les juges parlementaires, qui prennent de nombreuses notes, ont décidé de l'abreuver de questions. Par écrit. Et voilà dans un prétoire décoré comme un plateau télévisé, le président Le Guehec bombardé au standard de SVR et de trier les petits papiers, et de répéter, inlassablement : « *Une question est posée...* »

Parfois, des mots sont sortis : « *sidaïque* » ou, parlant de la décision ou non de motiver le jugement : « *C'est peut-être le jugement.* » Parfois, il a oublié de débrancher son micro et ce furent des apartés détachés. Se sont ajoutées des imprécisions formelles édifiantes pour un ancien président de chambre à la Cour de cassation : parmi elles, des prestations de serment à archiver, pour mémoire, au greffe de la Haute Assemblée. Celle de Jean Bernard fut un modèle. Le magistrat annonait le serment à la place du vieil hématologue qui, muet, se contentait d'hocher la tête à chaque instant.

Enfin, vendredi 12, répondant implicitement à la critique portant sur l'absence totale de charpente au débat, le président de la Cour a lâché cette affirmation, à méditer pour une affaire telle que celle du sang contaminé : « *Le procès est public, il n'est pas fait pour le public.* » A orienter sans attendre vers les débats feutrés de la Cour de cassation ?

Jean-Michel Dumay

Événements

Vous avez été 2.000.000 à partager la soirée des Restes du Cœur.

Merçi

Remerciez vos amis par des SMS
à 3000 F. France 2

2000000 personnes ont participé à la soirée

Le sang contaminé : une affaire d'État

Le sang contaminé : une affaire d'État

Le sang contaminé : une affaire d'État

صكرا من الامل

Jean Tiberi veut accélérer le remodelage de la ZAC Paris Rive-gauche

Le Conseil de Paris débat lundi du rapport alarmant de la chambre régionale des comptes sur le coût potentiel de l'opération. Soucieux de sauver son mandat, le maire RPR cherche un accord avec l'Etat et la SNCF avant de réviser les plans à la baisse. Quitte à affronter des débats houleux

LA MAIRIE de Paris n'échappera pas à une remise à plat publique de l'opération d'aménagement de la ZAC Paris-Rive gauche. La courte discussion prévue, lundi 15 février, au Conseil de Paris autour du récent rapport de la chambre régionale des comptes (*Le Monde* du 6 février) consacré à la société d'économie mixte responsable de l'opération ne fait que préfigurer un affrontement beaucoup plus important entre les élus. Alors que Bertrand Delanoë, président du groupe PS, accuse Jean Tiberi de « fuir le débat », Michel Bulté, adjoint (RPR) au maire, chargé de la construction, du logement et du logement urbain, a confirmé au *Monde* qu'il y aura un nouveau plan d'aménagement de zone (PAZ) de la ZAC Paris-Rive gauche.

La lettre d'observations définitives de la chambre régionale des comptes (CRC) sur la Société d'économie mixte d'aménagement de Paris (Semapa) confirme, en effet, l'ampleur du risque financier lié à ce gigantesque projet, qui devrait nécessiter 18 milliards de

francs (2,74 milliards d'euros) d'investissements pour aboutir. A l'inverse, la Semapa a présenté, fin janvier, un rapport d'expertise commandé au cabinet Arthur Andersen. Payé « plusieurs centaines de milliers de francs » par la SEM, toujours présidée par Jacques Toubon, député (RPR) du 13^e arrondissement et adversaire déclaré du maire, ce document analyse trois scénarios possibles pour le bilan final de l'opération. Un seul fait état d'un excédent de trésorerie, dans l'hypothèse d'une réalisation du projet initial. Les deux autres évoquent un déficit pouvant atteindre 1,35 milliard de francs (205 millions d'euros), en raison d'un prix de cession des droits à construire nettement inférieur au niveau nécessaire à l'équilibre de l'opération.

Cette étude fait dire à Jean-Marie Le Guen, député (PS) du 13^e arrondissement et administrateur de la Semapa, que l'opération va, de toute façon, « vers un collapsus financier ». Entre l'analyse du cabinet privé et celle des magistrats de la CRC, M. Tiberi ne semble pas

hésiter. L'ampleur du risque mis en avant par les magistrats a décidé le maire (RPR) de la capitale à reprendre en main, il y a déjà plusieurs mois, un dossier qui risquait de condamner la majorité municipale, et par là même ses chances d'être réélu maire en 2001, dès le 21 octobre 1998 (*Le Monde* du 22 octobre 1998). M. Bulté annonçait aux associations le virage stratégique du maire.

Un dossier qui risquait de condamner ses chances d'être réélu en 2001

La nouvelle version, révisée à la baisse, de la ZAC Paris-Rive gauche s'inscrit dans une volonté plus générale de M. Tiberi, qui veut revoir certaines orientations du plan d'urbanisme du sud de la

capitale. Le maire de Paris et son équipe vont tout faire pour que la discussion sur la révision du PAZ n'intervienne pas avant qu'aient pu être enregistrés les premiers bénéfices financiers, à la suite des inflexions apportées au projet. La Mairie de Paris tente donc d'accélérer le remodelage du projet, indispensable pour rétablir la confiance chez les investisseurs. Ainsi, un nouveau schéma d'aménagement des abords de la gare d'Austerlitz a été présenté par les responsables de l'urbanisme de la Ville, le 13 janvier, au cours de la dernière réunion du comité de concertation Ville-Semapa-associations. A la satisfaction de ces dernières, le contournement de l'édifice écartera les automobiles, en limitant dans un premier temps l'accès aux piétons. Une voie sera ensuite ouverte aux transports en commun, aux taxis et aux cyclistes si l'activité de la gare le nécessite.

A ce propos, MM. Tiberi et Bulté viennent de demander à Louis Gallois, le président de la SNCF, un « engagement formel » sur le planning prévu par l'entreprise

publique pour « redynamiser la gare ». « Nous voulons d'autant plus des réponses précises de la SNCF, rappelle Michel Bulté, qu'Austerlitz est la figure de proue, l'arrivée sur la ZAC, mais aussi un élément important de la vie du 5^e arrondissement. Pour l'instant, c'est un vaisseau fantôme. » Devant cette demande de la Ville en forme d'ultimatum, la SNCF accélère ses études et se dit prête à proposer une solution (lire ci-dessous).

La deuxième priorité de M. Tiberi, avant de lancer la révision du PAZ, est d'arriver rapidement à un accord avec l'Etat sur le transfert de plusieurs universités parisiennes sur la ZAC. Les négociations sont engagées entre la Ville et le ministre de l'Éducation nationale sur l'ampleur du plan, rendu nécessaire par le programme de modernisation Universités du 3^e millénaire (U3M). Le maire a annoncé, le 15 janvier, qu'il avait demandé aux services de la Ville d'étudier la localisation de 70 000 mètres carrés supplémentaires à Paris-Rive gauche : 130 000 mètres carrés étaient déjà

inscrits au PAZ de 1997. Les présidents des huit universités parisiennes estiment leurs besoins entre 150 et 200 000 mètres carrés (*Le Monde* du 30 janvier).

M. Tiberi se dit prêt à participer financièrement à ce plan, avec l'Etat et la région. Il n'est pas question, pour autant, que la Ville fasse le même cadeau au gouvernement que pour l'implantation de la Bibliothèque François-Mitterrand, alors que viennent justement d'être signés les derniers actes officiels de cession à titre gracieux à l'Etat des terrains qui ont permis l'implantation de la « Très Grande Bibliothèque », en bordure de la ZAC. En faisant pression, d'un côté, sur la SNCF, associée avec la Semapa pour la commercialisation d'une grande partie des terrains de la ZAC, de l'autre, sur l'Etat pour l'opération U3M, M. Tiberi tente de se mettre en configuration favorable pour aborder un dossier qui pourrait bien devenir l'enjeu majeur de son mandat.

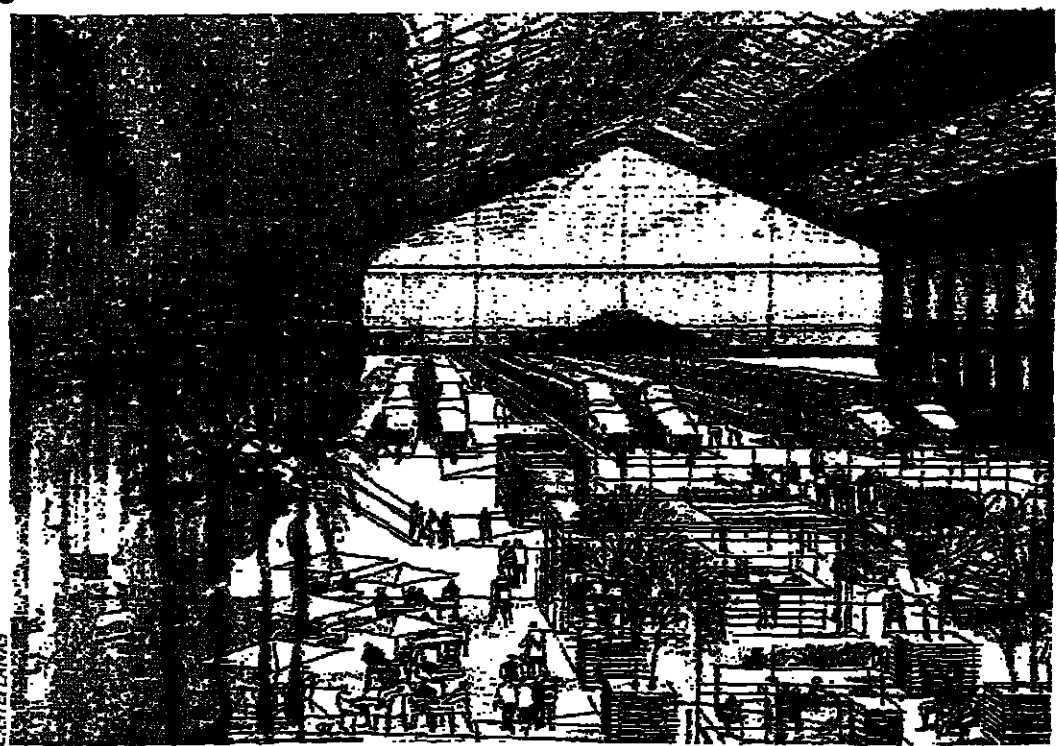
Christophe de Chenay

L'avenir de la gare d'Austerlitz est lié à la relance de son activité

QUE VA DEVENIR la gare d'Austerlitz ? C'est l'éternelle question posée à la SNCF, par les élus comme par les associations, depuis le début de la ZAC Paris-Rive gauche. L'urbanisme de ce nouveau quartier a été conditionné par le refus de l'entreprise publique de déplacer la gare. En maintenant un faisceau d'une vingtaine de voies, la SNCF a conduit les urbanistes à imaginer un quartier entièrement construit à la hauteur de la dalle sous laquelle doivent passer les trains.

La SNCF est devenue partie prenante du projet en signant, en 1991, un protocole avec la Ville de Paris. Actionnaire de la Semapa, la société d'économie mixte chargée de l'aménagement, elle s'est engagée à vendre les surfaces au-dessus des voies en fonction du prix des droits à construire négociés par l'aménageur. L'entreprise a voulu ainsi éviter de renouveler l'« erreur » de la dalle Montparnasse, qui l'avait vue passer à côté des considérables plus-values réalisées par un aménageur extérieur, pour l'urbanisation de la couverture des voies du TGV-Atlantique.

La gare d'Austerlitz donne, depuis le début de la ZAC, une fâcheuse impression d'abandon. L'ensemble, construit en 1869, dispose pourtant de la plus vaste halle (250 mètres de long sur 50 mètres de large) des gares parisiennes et comprend des bâtiments d'un grand intérêt architectural, comme l'immeuble Valhubert, face à l'entrée du Jardin



Ce document de la SNCF montre une gare d'Austerlitz rénovée. Les quais accueillent des TGV. La halle a été débarrassée de son parking et est transformée en gare d'interconnexion avec le métro et le RER. Des commerces animent l'intérieur de la plus belle verrière de Paris.

des plantes. Mais, depuis 1906, le metro aérien traverse la magnifique verrière, qui a échappé récemment au passage d'une voie routière en prolongement du pont Charles-de-Gaulle ; un sombre parking encombre la halle depuis 1950.

La moins active des six gares parisiennes a également vu son trafic chuter : le nombre de voyageurs est passé de plus de 16 millions en 1990 à 8 millions en 1997, en raison de la montée en puissance des TGV, qui partent des gares de Lyon et de Montparnasse, au détriment des lignes classiques desservies par Austerlitz. A la demande insistante de la Mairie de Paris, Louis Gallois, le président de la SNCF, vient de demander à ses services de présenter un projet global. Ce plan de rénovation complète pourrait être en partie financé par des investisseurs privés, intéressés par des emplacements sous l'immense verrière.

« La gare d'Austerlitz est la seule gare parisienne à offrir des capacités d'accroissement du trafic », rappelle-t-on à la SNCF. Son activité pourrait être donc relancée par l'arrivée d'un certain nombre de TGV venant du Sud-Est ou de l'Ouest. Il s'agirait, dans un premier temps, des trains supplémentaires des périodes de pointe. La SNCF pourrait également rapatrier vers Austerlitz des lignes en provenance du Massif Central. Il lui faudra pour cela convaincre Valéry Giscard d'Estaing, le très vigilant président (UDF) de la région Auvergne.

C. de C.

Le conseil régional pourrait s'installer dans l'Est parisien

L'institution cherche à regrouper ses services

ET SI une institution politique importante s'installait à l'est de Paris ? Le conseil régional d'Île-de-France étudie sérieusement la possibilité de s'installer dans la ZAC Paris-Rive gauche, où il a repéré un terrain susceptible d'accueillir l'ensemble des services, actuellement dispersés dans le 7^e arrondissement. Il ne s'agit que d'une hypothèse, souligne-t-on au cabinet du président, Jean-Paul Huchon (PS), qui a cependant procédé à une première évaluation des avantages et des inconvénients d'un tel déménagement.

Certes, la plus importante, par sa population, des collectivités territoriales quitterait le prestigieux quartier des ministères, où elle partage avec la préfecture de région, depuis plus de vingt ans, un hôtel particulier de la rue Barbet-de-Jouy. Un hémicycle a ensuite été construit en sous-sol d'un autre hôtel particulier, rue de Baylone, qui accueille en séance publique les deux cent neuf conseillers régionaux. Enfin, en 1995, le conseil régional, alors présidé par Michel Giraud (RPR), avait acquis, boulevard des Invalides, l'ancien siège social de Roussel-Uclaf pour y installer son administration.

Avec l'accroissement de ses compétences, de son budget (passé de 5 milliards de francs en 1986 à 14 milliards en 1998) et de son personnel (huit cent soixante-quatre agents contre environ trois cent cinquante il y a dix ans), l'institution régionale est aujourd'hui à l'étroit dans ses 35 000 mètres carrés dispersés : au moins 5 000 mètres carrés supplémentaires seraient bienvenus. Après avoir fait le tour des immeubles de bureaux disponibles dans Paris, le

conseil régional a successivement écarté une tour à la Villette (19^e arrondissement) et la tour Nikko, dans le 15^e : construire un hémicycle dans un immeuble existant impose de lourdes contraintes techniques et financières.

En croisant des critères de disponibilités foncières, de desserte en transports collectifs, et de rentabilité financière, le cabinet de M. Huchon a fini par s'adresser, « de façon informelle », à la Semapa, aménageur de la ZAC Paris-Rive gauche. Un terrain d'environ 60 000 mètres carrés, face à Bercy, semble pouvoir répondre aux besoins.

RÉÉQUILIBRAGE

Politiquement, une telle implantation, si elle était concrétisée – pas avant quatre ou cinq ans – permettrait au conseil régional, géré par la gauche depuis 1998, de faire valoir sa contribution au rééquilibrage en faveur de l'est de la capitale, réclamé par les élus socialistes, communistes et écologistes de la région. Elle favoriserait les relations, jusqu'à présent très distantes, avec la Ville, confrontée aux difficultés de rentabilisation du site.

Il reste à convaincre l'ensemble des forces politiques régionales de la pertinence d'une opération – blanche, voire rentable, sur le plan financier. « Si les présidents de groupe s'y montrent hostiles, nos projets s'arrêteront là », précise le cabinet de M. Huchon, qui attend les conclusions d'une mission de conseil sur la modernisation de l'institution régionale pour pousser plus avant ce projet.

Pascale Sauvage

LE NOUVEL Economiste STRAUSS KAHN MUSEE

La gauche et la droite alliées pour faire taire le ministre de l'économie et des finances

CGM RECIT D'UN NAUFRAGE

RPR LOBBY BANANIER, CLAN MARSEILLAIS... LE COMMANDO QUI A SABOTÉ LA COMPAGNIE GÉNÉRALE MARITIME

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

La tour Eiffel cherche une nouvelle tête

LA TOUR EIFFEL a perdu la tête ! Le 31 janvier, la plus grande dame de Paris a vu partir à la fois son directeur général, Christian Maresquier, et son secrétaire général, Jacques Malherbe, tous deux en fonctions depuis vingt ans. Si le second a simplement fait valoir ses droits à la retraite, le premier a claqué la porte du conseil d'administration de la société nouvelle d'exploitation de la tour Eiffel (SNTE). M. Maresquier s'est en effet senti trahi par les actionnaires qui, en juin 1998, avaient décidé de lui permettre de rester à ce poste jusqu'en mars 2002, bien qu'il eût atteint l'âge de la retraite. Six mois plus tard, les administrateurs sont revenus sur leur décision, invoquant une impossibilité juridique : ancien directeur général de la Société anonyme de gestion immobilière (SAGI), dont la Ville de Paris détient 40 % du capital, il en était resté le salarié, tout en dirigeant la tour Eiffel, dont la SAGI détient 70 % des parts, le reste du capital appartenant... à la Ville.

M. Maresquier devait faire valoir ses droits

à la retraite vis-à-vis de la SAGI, tout en gardant le même niveau de revenus... La SNTTE lui avait garanti cette possibilité, avant de se raviser, à l'initiative de la SAGI elle-même, dont un des actionnaires importants est le Crédit foncier de France (CFF). A ce titre, la banque dispose de deux sièges au conseil d'administration de la tour. L'un est occupé par Jérôme Meyssonnier, qui était gouverneur du CFF jusqu'à l'échéance de son mandat le 29 janvier.

Les participations croisées et la situation juridique complexe de la tour sont particulièrement propices aux luttes d'influence entre la Ville et ses partenaires privés. Le poste de directeur général, l'un des mieux payés de la Ville et de ses sociétés d'économie mixte, est très convoité... Autant dire que le départ de M. Maresquier était surveillé comme le lait sur le feu par plusieurs directeurs de l'administration parisienne. Les manœuvres sont en cours, la Ville cherchant à reprendre le contrôle total de la gestion de la tour Eiffel par la désigna-

tion d'un directeur issu de son administration.

Les candidats ne manquent pas : Jean-François Béraud, privé de son poste de secrétaire général adjoint depuis la dernière réforme de l'administration parisienne, en octobre 1998, trouverait une sortie honorable en s'installant au sommet de la tour. Il est concurrencé par Anne Cuillière, actuelle directrice du Crédit municipal. Juste avant de quitter le CFF, M. Meyssonnier, qui peut compter sur les représentants de la SAGI et du CFF (5 sur 9), a eu le temps de faire savoir qu'il ne s'attendait pas de cette oreille : il souhaite préserver la représentation des actionnaires privés et a finalement obtenu de la Ville qu'il soit fait appel à un cabinet de recrutement pour trouver un nouveau directeur. Le personnel de la tour s'est mis en grève à plusieurs reprises ces derniers mois et le monument a besoin d'une tête solide pour effectuer avec panache le passage au troisième millénaire.

P.S.

HORIZONS

ENQUÊTE



Paris Rive-gauche

A Romans, les 35 heures à contrecœur

Dans la capitale drômoise de la chaussure en proie à la crise, les salariés des entreprises vivent mal la perspective de la baisse du temps de travail, qui compromet un de leurs souhaits profonds : gagner plus

ROMANS, la capitale de la chaussure nichée au nord de la Drôme, plie sous le vent de la crise. Dans cette ville de quarante mille habitants, le chômage atteint un actif sur quatre. Lorsque, l'été dernier, se sont ouvertes les négociations sur les 35 heures prévues par la loi Aubry, la rue s'est étonnée, les « ver-nis » nantis d'un emploi se sont inquiétés : « Nous, on ne demande pas à travailler moins. On voudrait gagner plus », avoue une employée de Robert Clergerie, un des rares chausseurs prospères. L'idée généreuse du législateur de créer ainsi des emplois capotait sur le « réalisme » de ces légions de salariés victimes d'un chômage partiel récurrent, de plans de restructuration ayant eu pour effet de licencier et de faire baisser jusqu'au SMIC la plupart des paies ouvrières.

Romans et sa voisine, de l'autre côté de l'Isère, Bourg-de-Péage (15 000 habitants), n'ont pas attendu les dispositifs gouvernementaux pour se battre pour l'emploi. Une filiale de Framatome, la FBFC, installée dès 1965, est, avec 850 salariés, le principal employeur du privé. Le groupe Bourgoin (3 500 emplois), spécialisé dans la volaille, a ouvert ici un établissement de cinquante personnes. D'anciens artisans, comme la PME Courbis (élastomères), se développent. Fortes de leurs traditions anarcho-syndicalistes, les agglomérations romaines et péageoises résistent. Une nouvelle page sociale s'écrit sous l'horloge des 35 heures.

Première étape, aux Tanneries Roux. Dans le showroom brillant d'un écart raffiné les peaussières destinées à Hermès, Vuitton, Dior, Gucci, etc. Rachetée il y a quatre ans par Jean-Claude Ricomard, l'usine avait retrouvé une croissance de 40 % en trois ans. Depuis six mois, l'effondrement des exportations vers l'Asie a brutalement retourné la tendance. « Il nous faut retravailler nos manches », déclare l'élégant patron, qui nous reçoit avec Michel Maraninchi, vingt ans de production chez Roux, délégué de la CFDT, seul syndicat représenté, et Bruno Legac, délégué du personnel. Les trois hommes ont décidé « de s'expliquer ensemble, après avoir travaillé ensemble pour sortir de l'ornière ». Un accord vient d'être signé, pour tous à l'exception du PDG : le personnel va travailler 35 heures payées 39. L'entreprise évite par ailleurs de licencier sept personnes, sur son effectif de 101. En contrepartie, le personnel doit accepter des « sacrifices ». Le principal est l'annualisation du temps de travail, avec ses périodes hautes et basses, liées aux collections du luxe printemps-été et d'automne-hiver. L'horaire pourra baisser jusqu'à 27 heures et grim-

per jusqu'à 42 heures pour les pointes (qui ne dépasseront pas douze semaines par an). Un compteur gèrera ce volant d'heures. Les heures supplémentaires au-delà de 35 heures seront rémunérées à 120 % et les augmentations limitées sur cinq ans à 2 %. Les temps d'habillage et de pause-café ne rentrent plus dans l'horaire rémunéré (1 h 30 par semaine). « Nous en profitons pour réorganiser le travail, en espérant améliorer la productivité de 4 % », affirme M. Ricomard. Les deux délégués acquiescent. Polyvalence désormais, d'un atelier à l'autre. Le personnel a approuvé le tout à 85,5 %.

« C'est un bon accord, une version défensive de la loi Aubry, qui prévoit des aides de l'Etat en compensation des emplois préservés », dit-on à l'union locale CFDT. « C'est un bon accord, d'après ce que nous en savons, il n'y a pas de baisse de salaire », confirme Yves Domard, le secrétaire de l'union locale CGT, majoritaire dans l'agglomération. On pourrait s'étonner... L'annualisation du temps de travail, en clair le calcul d'une durée moyenne sur l'année, était jusqu'à ces derniers temps fermement refusée par la CGT.

Même paysage d'un « Aubry défensif » à la FBFC, qui fabrique des combustibles pour le nucléaire. Puisque les commandes baissent, le groupe a négocié, en même temps que la réduction du temps de travail, un plan social qui

Après deux jours de grève à la veille de Noël, pour obtenir une bonne gestion de l'annualisation, « amorcée d'importer comment dans le cadre Robien. Des ouvriers se trouvaient déshabillés d'un salaire négatif de 40 à 50 heures, parce que la modulation était mal conçue pour l'encadrement », explique Serge Millot, le délégué CFDT de Kélian. A l'union locale CGT, très active dans ces négociations où les confédérations gardent beaucoup d'influence, on fait la différence entre ces accords dont le rythme

« Le climat social est devenu détestable, à cause de cette loi », souligne la directrice des ressources humaines, qui nous reçoit avec Emile Mercier, le PDG pour l'Europe nommé par le groupe financier suisse qui a succédé au fondateur romain. La marque est désormais déposée en Suisse, la production quitte partiellement Romans pour l'Espagne et d'autres continents. « Vous savez, on ne licencie 49 personnes », a menacé Emile Mercier, après trois mois et demi de discussions, à la fois sur le plan social et sur la loi Aubry. Le personnel a été consulté deux fois. Un premier vote, négatif à 56 % ; un second positif de tesse, avec 51 %. Sur le bulletin rédigé par la direction, on avait le choix entre « oui, en évitant 49 licenciements » et « non, 49 licenciements seront notifiés ». « C'est du chantage, comme si le personnel était responsable ! En plus, il y a eu tricherie dans le vote », accuse le délégué CGT, Gérard Clément, secrétaire de l'union départementale FO, qui a dirigé la négociation sur le terrain, s'en défend. « Il fallait du courage pour signer. Le PDG aurait licencié. La liste et les lettres étaient prêtes. Est-ce qu'on a le droit de jouer avec la vie de 50 salariés ? Si on n'avait pas eu la précipitation de la loi Aubry, on aurait pu prendre le temps de faire quelque chose d'intelligent ! »

Dans le milieu syndical local, comme chez quelques patrons, ou à l'inspection du travail, on s'interroge sur « les difficultés de l'ourdant », de son siège romain aux « alourdi par des charges liées aux prototypes et au réseau de négoce du groupe, qui, lui, gagne de l'argent ». Le contrôle du temps de travail effectif « va devenir très difficile ». Certains soupçonnent l'actuel PDG d'avoir volontairement noirci la situation « pour ne pas s'engager sur l'emploi tout en cumulant diverses aides de l'Etat ». Découvrirait-on un effet pervers du dispositif Aubry ? Gilbert Giraud, secrétaire de l'union départe-

mentale CGT, se déclare « décidé à changer de stratégie. Dans son principe, le dispositif Aubry constitue un progrès sur celui de Robien. Mais nous devons refuser de négocier le passage aux 35 heures dans le cadre de licenciements. C'est un détournement de la loi. Il n'y a pas de raison de distribuer des aides à des groupes prospères qui délocalisent ».

JEAN-LUC SCHNEIDER, chargé à l'union locale CFDT des négociations sur les 35 heures dans les petites entreprises qui n'ont pas de représentation du personnel, est lui aussi aux aguets. « La loi Aubry facilite l'implantation syndicale. Mais j'ai vu des patrons payer les cotisations syndicales à un de leurs salariés afin que la CFDT accepte de le mandater pour ouvrir le droit aux aides ! » C'est un fait, à Romans et Bourg-de-Péage, ce sont les nombreuses PME en expansion, et à moins de 50 salariés, qui se lancent dans la création d'emplois, via la loi Aubry, en volet « offensif ». UGRM, un cabinet médical de 40 personnes, embauche un généraliste, un kinésithérapeute et une femme de ménage. Protector, qui fait de la sous-traitance commerciale, envisage d'embaucher un magasinier. La MJC de Romans va créer un poste.

Le seul accord « offensif » d'une grosse société enregistré sur la place à ce jour est celui du groupe Bourgoin, qui s'engage à créer 200 emplois, mais sur l'ensemble de ses établissements. La CGT a refusé de signer. Chez Manoukian (habillement), en pleine croissance, la CFDT s'apprête à parapher un accord « offensif » que FO refuse. Pour toute la Drôme, Alain Martimon, directeur départemental de l'emploi (DDTE), confirme « avoir signé 6 conventions, concernant à 80 % le maintien des emplois. Sur les 12 000 entreprises du département, dont 4 sur 5 ont moins de 8 salariés, 115 ont demandé un conseil et sont en phase de réflexion.

On sent une poussée dans le secteur social et sanitaire ».

« La plupart des chefs d'entreprise attendent l'accord de leur branche et son extension pour décider de ce qu'ils feront », réplique Daniel Courbis, qui préside le Cilec, un groupement de 30 patrons romains. Lui-même dirige son groupe de 148 salariés qui vend beaucoup à l'étranger. Dernière étape donc, chez Daniel Courbis, soixante-deux ans. L'homme a la verve volontiers provocante. « Cette loi ? Je l'ignore, tant qu'elle n'est pas obligatoire. Je n'ai pas besoin de ces aides, on est à 38 heures, on vient en 1998 de baisser d'une demi-heure. Et je continue d'embaucher en CDI, jamais en CDD : 4 recrutés en décembre. Ces heures sup' qu'on veut supprimer sont créatrices d'emplois. Ces aides fabriquent du chômage et sont des primes à la mauvaise gestion. Les 35 heures ? Cela va faire des vendredis de travail au noir ! Et qui paie ? Le contribuable, comme vous et moi. »

Les salariés du secteur public suivent toutes ces parties de bras de fer. « Avec nos horaires, plus réduits que dans le privé, murmure un délégué, on passe déjà pour des privilégiés. Toutes ces discussions risquent de renforcer ce sentiment. » Serait-ce un autre effet pervers des négociations Aubry ? A l'hôpital, l'accord national va s'appliquer. « C'est nous, raconte un infirmier, les contrats emploi-solidarité qui pullulent accentuent la précarisation et la sous-rémunération. L'Etat n'est pas un exemple. » A Romans, comme ailleurs, on ne se fait guère d'illusions. « L'accord EDF-GDF va nous aider dans la négociation, conclut, plus positif, Yves Domard, secrétaire de l'union locale CGT. Son effet d'annonce est déjà palpable. Mais nous ne sommes plus à l'époque où l'Etat donnait le ton, en innovant à Renault-Billancourt. »

Danielle Rouard
Dessin : Vincent Sardon

« Les 35 heures ? Cela va faire des vendredis de travail au noir ! Et qui paie ? Le contribuable, comme vous et moi »

devrait ramener les effectifs de 1 100 à 935 (au lieu de 852 sans passage aux 35 heures). Un accord a été signé, sauvegardant 83 emplois, dont 70 à Romans, et annulant le temps de travail, sans diminution de salaire. « Mais avec le pointage dans les ateliers, une modulation des augmentations pendant trois ans, et une variation des primes de poste. Nous avons dû faire grève neuf jours en juillet, quelquefois les patrons ont dû dormir à l'intérieur de l'usine. Il m'est arrivé de me faire secouer par des câgistes », se souvient Ernest Voron, le délégué CFDT, « trente ans de boîte ». La CGT, légèrement majoritaire, a finalement signé. « La difficulté, c'est que nous dépendons de la direction du groupe, qui est loin de Romans, poursuit calmement Ernest Voron. Et cet accord ne vaut que pour deux ans, notre avenir restant incertain. »

Chez le chausseur Stéphane Kélian, délocalisé à 60 % en Espagne, en Italie et au Portugal, on est déjà aux 35 heures depuis 1997, dans le cadre de la loi Robien. Pour ne pas licencier une fois de plus, le passage au dispositif Aubry vient d'être signé par la CGT et la CFDT.

s'accolait depuis le début janvier. « Le pire de tous est sans aucun doute celui de chez Charles Jourdan. Nous avons refusé de le signer, à l'inverse de Force ouvrière, très minoritaire, et de la CGC », raconte Francesco Sampino, le délégué cégétiste de l'usine produisant des célèbres chaussures. Quatrième étape donc, chez Jourdan...

LES 570 salariés du site vont passer à 35 heures payées 37 h 45, et non 39. Cela ne concernera que 203 d'entre eux, rémunérés à moins de 48 francs de l'heure. Pour les autres salariés, dont la rémunération reste toutefois modeste, ce sera 35 heures payées 37 h 30 : « C'est une baisse de pouvoir d'achat d'un mois de salaire, de 5 200 francs », reproche la CGT. Le treizième mois devrait être ramené à la portion congrue. Les salaires sont gelés sur deux ans. L'annualisation se fait avec, par jour, des creux de 0 heure à des pointes de 8 h 45, il n'y a plus de majoration pour les heures supplémentaires en dessous de 41 heures ni de repos compensateur. Les nouveaux embauchés ne bénéficieront pas de ce régime.

« La démocratie est le régime politique naturel de l'espèce humaine »

Ce disciple de Raymond Aron a défini de manière rigoureuse les conditions de possibilité des systèmes démocratiques. Il est optimiste pour leur avenir, même s'il considère que l'organisation actuelle des prises de décision n'est pas adaptée aux enjeux planétaires

« Vous affirmez que la planète entière sera capitaliste d'ici deux à trois générations. L'échéance n'est-elle pas encore plus rapprochée ?

— Lorsqu'on fait ce genre de prédictions, on part d'une observation appliquée au monde actuel et on extrapole. Or, si on peut l'observer dans le monde actuel, c'est que c'est déjà en cours et, par conséquent, le mouvement a de fortes chances d'être beaucoup plus rapide qu'on ne l'avait prévu, soit de déraper complètement. Pour ce qui est du capitalisme, cela ira en effet peut-être nettement plus vite.

— Vous dites aussi que la démocratie n'est pas une découverte moderne ni une invention grecque, qu'elle a été trouvée par personne et par tout le monde. Qu'entendez-vous par là ?

— La démocratie est un régime politique, c'est-à-dire une certaine manière d'organiser les relations de pouvoir entre individus et groupes appelés à vivre ensemble pour des raisons historiques variées. Je définis la démocratie comme le régime où toutes les relations de pouvoir sont enracinées dans ceux qui obéissent et qui acceptent de le faire parce qu'ils jugent de leur intérêt bien compris d'obéir aux ordres énoncés par des individus qu'ils estiment compétents pour conduire à leur terme des entreprises collectives. Autrement dit, toute position de pouvoir en démocratie résulte de délégations consenties par des « obéissants » à des « compétents », à titre temporaire, circonscrit et réversible.

— Si on accepte cette définition, on peut, je crois, démontrer, au sens fort du terme, que la démocratie est le régime politique naturel de l'espèce humaine, car c'est le régime qui correspond le mieux à la nature des problèmes que les humains réunis en société ont à affronter. Cela ne veut pas dire que ce soit le régime toujours réalisé

dans les histoires humaines. Il faut qu'un certain nombre de conditions soient réunies pour que ce régime naturel puisse devenir le régime réel. Si on prend en compte l'ensemble de l'aventure humaine, aussi haut qu'on puisse remonter, c'est-à-dire le paléolithique supérieur, on peut repérer la réunion des conditions de possibilité dans les contextes les plus variés. Dans les sociétés paléolithiques de prédateurs, de chasseurs et de cueilleurs, on a des régimes démocratiques. Les institutions n'ont évidemment rien à voir avec celles que nous connaissons aujourd'hui, mais les principaux critères retenus sont effectivement respectés. Il y a d'innombrables exemples de démocraties parfaitement conformées dans le monde primitif.

— Les conditions ont été à nouveau réunies dans un contexte radicalement différent, dans l'univers des cités grecques. De même dans les cités médiévales d'Europe, en Italie du Nord, dans la vallée du Rhin, les Pays-Bas, la Hanse, il y a des expériences démocratiques qui sont des réinventions, parce que le souvenir des cités grecques avait totalement disparu. A l'époque moderne, c'est-à-dire à partir de la seconde moitié du XVI^e siècle, des conditions sont à nouveau réunies pour des phases de démocratisation, qui commencent dans les Provinces unies lorsqu'elles échappent à la domination espagnole, puis en Angleterre, et dans d'autres parties de l'Europe. Personne n'a, en effet, inventé la démocratie, mais beaucoup de peuples l'ont réinventée.

— Vous renversez l'idée reçue, à propos de l'Angleterre et des Provinces unies, en affirmant que l'apparition des tendances démocratiques précède celle du capitalisme.

— Cela me paraît une évidence. Il est facile de montrer que l'économie ne peut se développer de façon capitaliste que si les principes



démocratiques sont d'abord posés. Il n'y a pas de régime capitaliste sans droit de propriété. Qu'est-ce qu'un droit de propriété ? C'est la garantie que ce qui est « propre » à chaque acteur social ne sera l'objet d'aucune injustice de la part des puissants. Autrement dit, cela suppose l'existence d'un Etat de droit, d'un appareil judiciaire qui fonctionne à peu près convenablement. Il faut ensuite des marchés « réglés », c'est-à-dire des espaces sur lesquels les acteurs sociaux, individus ou groupes, puissent se rencontrer pour échanger, partager, explorer les solutions de leurs problèmes économiques. « Réglés », cela veut dire soustraits à la violence et à la ruse. Il faut enfin que les acteurs économiques puissent prendre les initiatives qu'ils jugent efficaces pour satisfaire une demande virtuelle solvable et en retirer des profits. Il faut donc une liberté d'initiative.

— La prééminence du régime politique sur le régime économique me paraît fondée en théorie. Mais il faut aller vérifier dans les faits si, chaque fois que se met en place un régime démocratique, il en résulte une organisation des activités économiques où les trois premiers caractères du capitalisme soient représentés : droit de propriété, marchés réglés et liberté d'initiative. La réponse est positive. En ce qui concerne le capitalisme contemporain, il faut ajouter un quatrième caractère distinctif : l'injection perpétuelle d'innovation technique. Si l'on cherche le facteur ultime qui explique que l'économie soit en développement perpétuel, celui-ci est incontestablement la science.

— Vous affirmez que la démocratie est nécessaire à l'invention du capitalisme, mais pas à son adoption. Avez-vous en tête l'exemple de la Chine ?

— J'ai pensé à tous les cas de développement économique depuis la seconde moitié du XIX^e siècle qui se sont déroulés dans le cadre de sociétés non démocratiques. Ils sont majoritaires, à commencer par la France. Le décollage économique s'est effectué en France sous le Second Empire. En Amérique latine, cela a eu lieu, au Mexique, sous le régime de Porfirio Díaz. Sont en effet compatibles avec le capitalisme des régimes que l'on peut appeler « autoritaires ». C'est-à-dire des régimes où le pouvoir est monopolisé par une minorité, souvent l'armée, et où il est totalement interdit d'essayer de déloger ceux qui sont au pouvoir, ce qui est diamétralement contraire avec la démocratie. Mais cette minorité peut, dans certains cas, respecter les règles fondamentales du capitalisme, en garantissant le droit de propriété et, surtout, en faisant en sorte que les investissements sur lesquels l'effort sera concentré affrontent un

marché efficace, qui ne peut être que le marché international.

— J'ai toujours considéré que le miracle asiatique, qui ne s'est pas évanoui avec la crise actuelle, suppose l'existence des Etats-Unis et de l'Europe, et celle d'un marché international qui soit régi d'une manière à peu près convenable par la pression de ces pays capitalistes qui ont, eux, des régimes démocratiques.

— Une démocratie peut-elle exister sans vertus civiques ?

— Je retiens quatre conditions de possibilité pour la démocratie. La

été des contre-pouvoirs très efficaces à toute tentative d'expansion du pouvoir royal. Il faut enfin que les acteurs développent un certain nombre de qualités qui leur permettent de gérer d'une manière à peu près convenable une démocratie. On peut qualifier celles-ci, selon la terminologie philosophique classique, de dispositions permanentes acquises, c'est-à-dire de vertus.

— Que pensez-vous de la crainte d'une érosion des valeurs démocratiques, illustrée par l'absentéisme électoral, la perte d'adhésions des syndicats et des partis, bref de l'apparition d'une démocratie sans citoyens ?

— Il faut distinguer entre crise de la démocratie et crise dans la démocratie. Il s'agit dans le premier cas d'un effritement des conditions qui permettent aux régimes démocratiques d'exister, et je n'y crois pas beaucoup. Je demeure optimiste, à l'horizon d'une, deux ou trois générations, pour les chances de la démocratie dans le reste du monde. On peut en revanche parler d'une crise, au sens étymologique, dans la démocratie : le moment où l'on passe de ce qui disparaît à ce qui n'a pas encore émergé. Je prendrai en exemple la désaffection, que je crois incontestable en Europe, des citoyens à l'égard de la vie politique dans leurs pays respectifs.

On peut considérer que le découpage politique européen est totalement inadapté. Les décisions se prennent à un niveau supérieur, européen ou planétaire, et, par conséquent, les citoyens ont le

sentiment, parfaitement justifié, que leurs hommes politiques ne maîtrisent plus grand-chose. On peut estimer qu'un certain nombre de problèmes sont mieux gérés à un niveau infra-étatique, celui de la région, ou supra-étatique.

— Vous êtes donc favorable à la création, au XXI^e siècle, d'un exécutif européen fort et responsable devant un véritable Parlement fédéral ?

— Je suis pour les Etats-Unis d'Europe. Cela tient en partie au fait que je suis lorrain, né près des frontières allemande et luxembourgeoise. Mais je le crois surtout pour la raison suivante : les histoires humaines se déroulent dorénavant à l'échelle planétaire. Pour participer à l'histoire à l'échelle planétaire, il faut faire le poids.

Propos recueillis par Dominique Dhombres

Le goût des concepts abstraits

JEAN BAECHELER est historien de formation et enseigne la sociologie à la Sorbonne, mais son goût pour les concepts abstraits et les généralisations le ferait ranger plutôt du côté des philosophes. C'est en effet à la définition la plus rigoureuse et la plus générale possible des régimes démocratiques qu'il a consacré une grande partie de son œuvre, depuis *Démocraties* (Calmann-Lévy, 1985) jusqu'à *Précis de la démocratie* (Calmann-Lévy, 1994).

Né en 1937 à Thionville (Moselle), M. Baechler est agrégé d'histoire et docteur ès lettres avec une thèse sur les suicides, soutenue en 1975 sous la direction de Raymond Aron. Dans ce texte, il conteste deux idées reçues selon lesquelles le suicide serait le propre des civilisés et que l'on se suicide de plus en plus. Les récits publiés dans les journaux et les livres consacrés au suicide n'encouragent pas da-



JEAN BAECHELER

vantage, selon lui, la propension au suicide. Quelques-unes de ses phrases sur le processus suicidaire sont ainsi citées dans l'avant-dernière page du roman d'Antoine Blondin *Monseigneur Jadis*.

M. Baechler est également l'auteur de *Politique de Trotski* (Armand Colin, 1968), *Les Phénomènes révolutionnaires* (PUF, 1970), *Les Origines du capitalisme* (Gallimard, 1971), *Qu'est-ce que l'idéologie ?* (Gallimard 1976) et *Le Pouvoir pur* (Calmann-Lévy, 1985). Il a été au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) de 1966 à 1988, et au Centre euro-

péen de sociologie historique, dirigé par Raymond Aron, de 1969 à 1984. Jean Baechler est, depuis 1988, professeur de sociologie historique à l'université Paris-IV-Sorbonne.

D. D.

François Léotard, député (UDF) du Var, au « Grand Jury RTL-«Le Monde»-LCI »

« Il y a une responsabilité des médias dans la situation de la société française »

« Vous sortez d'une période de silence pour reprendre votre place dans le débat politique. Pourquoi maintenant ? Et dans quel état d'esprit ?

— Je suis comme tous les Français. Je bougonne, je râle, je rouspète quand je vois que ça ne marche pas. J'ai envie de faire des propositions. J'ai envie de dire : « Attention ! Là, on pourrait faire autrement. » On est le seul pays, en Europe, dans lequel on brûle un autobus toutes les semaines. Je comprends que les citoyens se disent : « Mais ça ne va pas, ça ne marche pas ! » J'ai envie de m'engager de nouveau pour être — comment dire ? — un acteur désintéressé des succès de la France.

— « Désintéressé » ?

— Non pas le désintéret, mais le désintéressement. Je ne cherche pas une place. Je suis un homme public, je suis élu, je suis parlementaire et conseiller régional, dans l'opposition ; je veux jouer le rôle d'un élu, représenter une population, exprimer ses doutes, ses inquiétudes, son scepticisme, mais

aussi ses volontés et ses espérances.

— Il y a treize ans, Gérard Longuet, Alain Madelin, vous-même, et d'autres, vous aviez le vent en poupe, vous étiez la coqueluche des médias. Comment êtes-vous arrivés là où vous en êtes aujourd'hui ? Quelles leçons tirez-vous de ces années ?

— D'abord, nous avons peut-être trop donné à l'image et pas assez à la réflexion de fond. Je crois aussi qu'en France « on achève bien les chevaux ». Il y a un goût de la société et de l'opinion publique françaises, des médias, peut-être, pour, dès que quelqu'un sort de la tranchée, faire en sorte qu'il ne puisse plus jamais sortir à nouveau. C'est un goût français pour le massacre des innocents.

— Puisque l'on cherche aujourd'hui, à tâtons, le sens de la responsabilité — responsabilité des parents, des élus, de l'Etat, des journalistes, des magistrats —, je souhaite qu'on étende cette réflexion à l'ensemble de la société. Je veux bien accepter la part qui est

la mienne, comme d'autres qui sont, aujourd'hui, en situation d'être jugés par l'opinion et par des magistrats. Je veux, simplement, que chacun s'interroge sur le sens de sa responsabilité. Je crois qu'il y a aussi une responsabilité des médias dans la situation de la société française. Il faut que chacun l'accepte.

— Vous avez été un de ceux qui annonçaient un renouveau de la droite. Or cette droite — vous en êtes un exemple — a connu des échecs graves dans ses rapports avec les Français, dans ses rapports avec ses électeurs, dans les rapports entre ses responsables... Aujourd'hui, vous êtes mis en examen — et, aussi, mis en cause par les dirigeants de Démocratie libérale, qui étaient vos amis — pour la manière dont vous avez assuré le financement de l'ex-Parti républicain.

— Je trouve tout à fait consternant que des personnes qui ont été associées à ces décisions se trouvent, ensuite, dans la situation de se porter partie civile. C'est

quelque chose qui déroute et le bon sens, et le sentiment légitime de dignité qu'on devrait avoir dans une famille politique ou dans une famille de pensée. Et vous voyez très bien ce que je pense de ceux qui ont eu ce genre de comportement.

— Indigne ?

— Quel autre mot conviendrait pour le fait de se désolidariser d'une décision prise ensemble ?

— Il y a dix ans, M. Madelin et vous, vous vous teniez par la main sur les affiches, sur les tribunes. Aujourd'hui, vous vous envoyez du papier bleu. N'avez-vous pas davantage à dire sur la manière dont vous en êtes arrivés là ?

— L'évolution des libéraux français, je suis prêt à vous en parler pendant plusieurs heures ! Le libéralisme français s'est fourvoyé en ne considérant, dans le principe des libertés de la personne, que son aspect économique. Je crois que c'est une erreur majeure et que nous devons retrouver nos grands ancêtres, de Montaigne à Tocque-

ville en passant par Montesquieu.

— Ce n'est quand même pas un désaccord idéologique qui explique le point où vous en êtes.

— Si j'ai fait une erreur, je la confesse volontiers, c'est d'avoir fait en sorte que la direction de ce mouvement soit aujourd'hui celle qui est exercée par Alain Madelin. C'est une erreur politique. Vous connaissez beaucoup d'hommes politiques qui disent cela ? Mais ce n'est pas l'essentiel de mon message, si vous le permettez. Et j'espère qu'on pourra, en France, juger les libéraux à l'aune de ce qu'ils sont vraiment. C'est-à-dire non pas une espèce de droite idéologique, comme celle que l'on voit aux Etats-Unis aujourd'hui, mais une réflexion mesurée, moderne, attentive, généreuse sur la personne humaine, sur l'évolution des sociétés de demain.

— La société qu'on est en train de construire en France est une société de blessés, une société malheureuse, et les libéraux ont une réponse sur ce sujet : respecter les individus, la famille, l'Etat de droit.

Tout cela n'est pas, en France, aussi respecté que nous le souhaiterions. C'est pour cette raison que je suis dans l'opposition et que je considère que la meilleure opposition aux socialistes français, ce sont les libéraux politiques.

— Y a-t-il une divergence entre M. Madelin et vous sur l'attitude à avoir à l'égard du Front national de Bruno Mégret ?

— J'imagine... Il y a aujourd'hui, dans l'opposition, une sorte de course pour essayer de capter les électeurs du Front national. J'ai une analyse un peu différente. Je crois que la coupure en deux du Front national, c'est un phénomène de prolifération au sens médical du terme. Il y a peut-être autre chose à dire que de courir derrière des propos, des propositions, des projets qui sont inconcevables ou insoutenables pour la société française.

Propos recueillis par Patrick Jarreau, Olivier Mazerolle et Pierre-Luc Séguillon

espèce humaine

Au-delà du PACS : pour l'égalité des sexualités

par Daniel Borrillo, Eric Fassin et Marcela Iacub

AUJOURD'HUI, la ligne de partage n'est plus à proprement parler entre ceux qui se déclarent favorables au PACS et ceux qui s'y montrent hostiles : tous en voient pareillement les incohérences. D'abord insatisfaisant, le projet est devenu, à force de négociations, insaisissable. Désormais, le choix politique qui nous est proposé est plutôt le suivant : encourager le mouvement, ou bien maintenir l'ordre. Se prononcer pour le PACS, dans l'espoir d'aller au-delà, ou bien contre le PACS, afin de rester en deça.

En France, dans les années 80, le législateur a eu le courage et la sagesse d'avancer vers l'égalité des sexualités, en effaçant de la loi toute discrimination homophobe à l'encontre des individus. Aujourd'hui, la question se pose en des termes nouveaux : pour avancer encore, il ne s'agit plus seulement des individus, mais égale-

ment des couples. Demain, n'en doutons point, c'est un autre pas qu'il nous faudra franchir : sur la route de l'égalité, comment s'arrêter à mi-chemin ? Au-delà de l'individu, il y a le couple ; mais, derrière le couple, c'est la famille qui se profile. Déjà, il est difficile de croire que le refus de reconnaissance opposé aux couples de même sexe soit sans rapport avec la discrimination ; bientôt, il deviendra absurde de prétendre que les familles homoparentales ne sont pas des familles. Autrement dit, nous n'en avons pas fini avec l'égalité.

N'allons pas dire que le mariage et la famille n'ont rien à voir avec la discrimination homophobe : n'apprenons-nous pas justement, dans et par le mariage et la famille, que seule l'hétérosexualité serait légitime, puisque seule elle y a sa place ? Tous, ou presque, nous affirmons respecter les droits des homosexuels et récuser la discrimination. Tous, ou presque, nous

reconnaissons l'importance fondamentale du mariage et de la famille dans notre société. Et tous, ou presque, nous nous accordons à refuser une place à l'homosexualité dans ces institutions qui sont au cœur de notre citoyenneté ? C'est donc, paradoxalement, parce que nous récusons l'homophobie que nous refusons de voir la discrimination là où elle se joue.

Il est vrai que toute différence devant la loi ne constitue pas une discrimination. Encore faut-il que de fortes raisons viennent la justifier. Aussi, pour légitimer l'exclusion de l'homosexualité hors de l'enceinte sacrée du mariage et de la famille, beaucoup invoquent-ils aujourd'hui la différence des sexes : l'identité sexuelle serait une valeur, même à gauche. Mais c'est une chose d'enrôler la différence au service de l'égalité, avec la parité ; c'en est une autre, à propos du PACS, d'en faire une arme contre l'égalité. Comment croire qu'une

politique identitaire hostile à l'égalité puisse nourrir un argumentaire de gauche ?

Faute d'arguments politiques solides, c'est donc trop souvent aux sciences humaines qu'on emprunte leurs raisons. Contre cet usage abusif, il nous faut dénoncer « l'illusion anthropologique ». La différence des sexes, on l'entend ici et là, serait le principe anthropologique qui fonde l'institution du couple, de la famille et de la parenté. En amont de la politique, ancrée dans un socle anthropologique qui ignore le changement, la différence des sexes s'imposerait à nous, non pas seulement comme une réalité biologique (qui le contesterait ?), mais bien plus comme une loi, de la nature ou de la culture, peu importe – une loi anthropologique, en surplomb de nos lois politiques.

Or les sciences sociales sont bien loin de nous proposer des lois intemporelles : comme les sociétés qu'elles étudient, elles sont traver-

sées par l'histoire. C'est pourquoi il est impossible de proposer, du couple, de la famille ou de la filiation, quelque définition anhistorique : dans le temps et dans l'espace, les sociétés remodelent les institutions qui les définissent. Ce qui nous apparaît impensable à présent, c'est ce que nous n'avons pas encore pensé. L'impensé a donc un pied dans le passé. Et, sur ce point, les sociétés bougent parfois plus vite que les savoirs. Pourtant, n'est-ce pas contre les préjugés que doit se construire la pensée rationnelle – et donc la science ?

Surtout, quand bien même les sciences de la société, à la manière des sciences de la nature, nous proposeraient de telles lois, il faut rappeler qu'en bonne démocratie les lois de la science ne sont pas les lois de la République : le savant, pas plus que le prêtre, ne peut substituer son autorité à celle du législateur, ni imposer une vérité révélée, par la science ou la religion, à la délibération démocratique. Hier encore, les lois de l'histoire nous empêchaient trop souvent d'appréhender la nature politique des phénomènes sociaux ; aujourd'hui, prenant le relais de « l'illusion historiciste », « l'illusion anthropologique » vient nous imposer, pour mieux échapper, une fois encore, au choix proprement politique qui est le nôtre, de prétendues lois de l'anthropologie ?

De l'histoire, faute de lois, nous pouvons du moins tirer des leçons. Il y a un siècle, les intellectuels nous ont appris que l'affaire Dreyfus n'était pas seulement l'affaire d'un juif, ni même des juifs : c'était l'affaire de tous. N'allons pas croire aujourd'hui que défendre le PACS, et au-delà l'ouverture du mariage et de la famille aux homosexuels, ce soit seulement leur affaire, leur problème. Bien au contraire, les groupes de pression homosexuels posent à tous des questions d'intérêt général : refuser de poser la différence des sexes au principe du couple et de la famille, c'est aussi

réfuser un modèle qui singe la reproduction biologique, en la confondant avec la filiation sociale.

Du mouvement américain des droits civiques, qui réunissait dans les années 60 des Noirs, mais aussi des Blancs, retenons la conviction qui les inspirait : tant que tous ne seraient pas libres, nul ne serait libre. A fortiori, aujourd'hui, tant que tous ne seront pas égaux, tous seront inégaux. Si nous prenons au sérieux ce truisme, il nous faut redéfinir la citoyenneté indépendamment de la sexualité, comme alors indépendamment de la couleur de la peau. Et c'est l'affaire de tous. Comment imaginer que seuls les Noirs ou les homosexuels prendraient au sérieux la liberté, ou l'égalité, valeurs universelles ? Autrement dit, que les autres ne se mobiliseraient que pour défendre leurs intérêts particuliers ?

Il y a plus de trente ans, en France, c'est de contraception que l'on débattait. Certains en étaient alors convaincus, c'était tout l'ordre des sexes et de la sexualité qui était menacé. Ils n'avaient pas tout à fait tort : la société s'est profondément transformée ; mais elle ne s'est pas effondrée. Dans un peu plus de trente ans, peut-être nos enfants, nés de couples hétérosexuels pour la plupart, mais aussi, hors de la différence des sexes, de mères célibataires ou adoptés par des personnes seules, et parfois par des couples homosexuels, auront-ils peine à imaginer qu'on ait pu se battre en France, à la fin du second millénaire, pour prolonger, quelques années encore, l'inégalité entre les sexualités, au nom de la différence des sexes. Ces enfants et leurs enfants nous demanderont demain des comptes de nos engagements d'aujourd'hui.

Daniel Borrillo et Marcela Iacub sont juristes, respectivement à Paris X et au CNRS. **Eric Fassin** est sociologue (ENS).

Du relativisme moral

par Chantal Delsol

VOTRE éditorial du 31 janvier à propos du PACS, « Un pacte civil », m'a beaucoup étonné. Il apparaît, à vous lire, que seule la foi religieuse s'opposerait au relativisme ambiant, qui réclame de légitimer également tout comportement et toute forme de famille. Je ne crois pas que nous demeurions cantonnés dans cette alternative désagréable. A vrai dire, les religions n'ont pas grand-chose à voir là-dedans. Si un certain nombre de Français réclament d'encourager davantage, par les lois, les familles qui engagent leur responsabilité sur le long terme, ce n'est pas pour respecter la Bible : c'est parce que les enfants y sont, d'évidence, plus heureux.

Il n'est pas question dans cette affaire des droits-libertés ni de la tolérance. Chacun peut à sa guise se mettre en ménage avec qui il souhaite, de l'un ou l'autre sexe ; et nul ne vient regretter cette liberté qui garantit l'expression démocratique. Les problèmes d'aménagement de la vie commune qui ont été avancés ne sont pas non plus en cause : chacun a bien compris que notre arsenal législatif suffit et que ces questions bien réelles ne justifient pas la création d'un statut juridique nouveau. Il s'agit, plus profondément, de droits-créances et de légitimité symbolique, les deux allant de pair.

Vouloir étendre les avantages du mariage aux couples pacés revient à signifier que l'engagement vis-à-vis des enfants et du conjoint n'a pas plus de sens que le non-engagement

Un couple pacé bénéficierait des avantages financiers du mariage, et surtout d'un statut, obtenu ainsi de la part de la société un sceau de légitimité, sans pour autant soumettre aux obligations de responsabilité sur le long terme auxquelles le mariage l'aspirent. C'est la seule différence entre le PACS et le mariage : la prise en charge de ses propres actes à long terme. Et si un certain nombre de couples hétérosexuels disent préférer le PACS, c'est parce qu'il les libère de l'engagement, sans pour autant leur priver des droits attendus.

Rappelons que, dans le cadre du mariage, les avantages financiers et fiscaux ne visent pas à conforter les comportements d'une morale traditionnelle, mais à rendre matériellement réalisable l'engagement sur le long terme à lui conférer des possibilités matérielles de réalisation. Vouloir étendre ces avantages aux couples pacés, donc libérés d'engagement sur le long terme, revient à signifier que l'engagement vis-à-vis des enfants et du conjoint n'a pas plus de sens que le non-engagement, qu'il est affaire de choix sub-

jectif et que la société n'a pas à préférer l'un à l'autre. C'est ce que je récusé. Dans l'aventure périlleuse et grave – que représente la constitution d'une famille, je soutiens que la société doit privilégier ceux qui s'engagent à répondre de leurs actes par rapport à ceux qui préfèrent conserver entière leur liberté de rompre, abandonner, répudier à tout moment. La religion n'est aucunement en cause : mais la morale élémentaire, corroborée par la simple expérience.

Nous savons, chiffres à l'appui, que la délinquance – devenue aujourd'hui un problème de société terrifiant – est largement liée à la destruction familiale, notamment à l'absence du père. Les enfants sont malheureux dans l'instabilité, leur équilibre passe par l'existence d'un engagement pris à leur égard et construit dans le temps. On a l'air ringard à le dire ? C'est la réalité, alors, qui est à garder, et les injures à son endroit n'y changeront rien. Une loi qui garantirait l'individu contre sa propre irresponsabilité garantirait en même temps le mal fait aux victimes de l'irresponsabilité. Chacun peut, s'il en a le désir, fonder une famille sans engagement d'aucune sorte, et personne ne cherchera à l'en empêcher. Mais la société n'a pas à subventionner ni à légitimer le refus d'engagement. Les lois seraient plus justes au contraire en légitimant, en aidant davantage les comportements qui permettent l'équilibre et le bonheur des enfants.

Comment comprendre une société où l'on développe sans discontinuer des discours sur l'éthique et sur le respect et où l'on passe sous silence le malheur avéré des enfants, parce que ce malheur est la contrepartie de l'agréable désinvolture des adultes ? Ne doit-on pas se demander s'il n'y a pas là quelque hypocrisie troublante ? A quoi sert de clamer partout le principe de responsabilité, face à la nature, à l'histoire, face aux plus démunis et aux peuples du tiers-monde, de réclamer partout des lois et des institutions pour le garantir, si ce principe ne vaut pas pour nos propres enfants ? Ce que veulent les défenseurs du PACS en réclamant un statut hors mariage, c'est que la société n'ait pas l'air, en privilégiant le mariage, de désigner une bonne vie, un comportement familial meilleur que d'autres. Je prétends que si l'équilibre des enfants est en cause, de façon si évidente, les enfants doivent passer avant le confort symbolique des adultes.

La question du relativisme moral est au cœur de ce débat. Dire que la société devrait ici tolérer sans légitimer, c'est proposer une hiérarchisation éthique des modes de vie, hiérarchisation qui serait assumée par la société. Celle-ci légitime, encourage et finance ce qui est meilleur pour elle. L'idée même qu'un comportement puisse être officiellement « meilleur », et non pas seulement « meilleur pour tel ou tel », révoque un certain nombre d'entre nous. Je comprendrais fort bien cette révolte si le critère de valeur était religieux : aucun esprit sensé ne saurait vouloir imposer l'application de préceptes religieux à des citoyens pour lesquels la religion ne signifie rien. Mais si le critère du « meilleur » provient de l'évidence du malheur des plus faibles, mal-

heur que chacun peut constater au gré de son honnêteté intellectuelle, alors je me demande si nous ne trouvons pas ici la limite du relativisme moral. Alors, dira-t-on, si les motifs des destructeurs ne sont pas religieux, pourquoi les catholiques se pressent-ils dans la manifestation contre le PACS ? Pourquoi les autres religions, protestante, musulmane, se liguent-elles dans ce combat ? Parce que, dans la plupart des cas et la plupart du temps, elles tentent d'ériger des morales qui reposent sur l'équilibre et le bonheur des humains. C'est pourquoi il arrive que l'expérience vienne corroborer leurs principes. C'est le cas ici.

Je m'étonne que le seul argument avancé pour la défense de cette loi soit celui du progrès constitué par un droit supplémentaire, sans considération de ses conséquences : la

loi, dit M^{re} Guigou, « apportera un plus à des gens qui, aujourd'hui, sont en dehors du mariage ». Certes. Et si ce droit supplémentaire concédé aux adultes apporte un moins considérable aux enfants ? Je m'étonne que la seule réponse apportée à notre argument soit l'invraisemblable : réacs, cathos coincés, intolérants... N'y a-t-il pas là, dans ces cris de haine, d'étranges silences ? Toujours, l'invraisemblable est le signe d'une faiblesse de l'argument. Ou plutôt le signe d'un argument inviolable : qui osera réclamer publiquement qu'une loi vienne médialiser un comportement clairement dangereux pour les plus faibles ?

Chantal Delsol est professeure de philosophie (université de Marne-la-Vallée).

Vous cherchiez une bonne raison de vous intéresser au Traité d'Amsterdam. En voici deux :

- Un guide d'information pour connaître et comprendre l'essentiel du traité d'Amsterdam. Recevez-le en écrivant à :
Sources d'Europe
Centre d'information sur l'Europe
Socle de la Grande Arche
92044 Paris-La Défense Cedex.



- Un site Internet, avec messagerie et forum, pour vous tenir informé et dialoguer.

www.amsterdam.info-europe.fr

Amsterdam
UN TRAITÉ QUI S'ENGAGE POUR L'AVENIR

MINISTÈRE CHARGE DES AFFAIRES EUROPÉENNES
AVEC LE SOUTIEN DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-71. Télfax : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Un fichier dangereux

DANS le dernier de ses films, le réalisateur Wim Wenders imagine *La Fin de la violence* dans une ville comme Los Angeles. Grâce à un formidable logiciel relié à un système de caméras, la police peut intervenir à tout moment et empêcher le plus petit acte de banditisme. La ville pourrait être ainsi délivrée de toute violence. Mais le créateur du système, un surdoué de l'informatique, a des remords. Il va torpiller le projet. Il comprend que la fin de la violence, ainsi organisée, est une forme de violence générale : la sécurité maximale, dans la logique policière, c'est l'insécurité pour tous.

On ne sait pas si les juristes du Conseil d'Etat ont vu *La Fin de la violence*. Mais ils viennent, à juste titre, d'émettre, non des remords, mais des réserves sur un projet du ministère de l'Intérieur datant du mandat de Charles Pasqua, en 1994, et qui fait dangereusement penser au film de Wenders : le STIC.

La barbarie du siècle cache un projet ambigu et dangereux : la création, par arrêté ministériel, d'un système de traitement des infractions constatées. En gros, il s'agit d'établir un gigantesque fichier informatique, une formidable mémoire électronique policière, qui recenserait pêle-mêle et conserverait vingt ans durant les noms de toutes les personnes mises en cause dans des procédures judiciaires - du crime au délit routier - et ceux de leurs victimes (que ces dernières le souhaitent ou non). L'ensemble serait dressé dès la rédaction du procès-verbal de police et mis ensuite à la disposition permanente

des policiers, sans que l'accès au fichier soit toujours soumis à l'autorisation d'un magistrat. Sans doute ne faut-il pas céder ici, à une sorte d'angélisme : les policiers disent qu'un tel fichier rendrait plus efficace la lutte pour la sécurité, qui intéresse au premier chef les plus défavorisés d'entre les Français ; des dispositifs similaires existent aux États-Unis, aux Pays-Bas ou en Grande-Bretagne, pays qui passent pour être au moins aussi soucieux des libertés publiques que la France. Mais à ces arguments, on objectera qu'il s'agit justement de la France, c'est-à-dire qu'il s'agit d'implanter partiellement dans un pays où, de trop longue date, le citoyen a rarement le dernier mot face à un Etat dont les déborderments sont moins contrôlés qu'ailleurs en Europe de l'Ouest. L'histoire du STIC le démontre elle-même.

Ce projet, à l'évidence, est dangereusement ficelé, dépourvu de certaines garanties élémentaires. Mais il n'en est pas moins reçu l'aval un peu trop empressé de l'organisme précisément institué pour protéger les citoyens des possibles dérives de l'informatique, la Commission nationale informatique et libertés (CNIL). La CNIL n'a rien trouvé à redire aux deux dispositions que vient de recaler l'extrême du Conseil d'Etat au motif qu'elles peuvent être gravement attentatoires aux libertés.

De pareille mésaventure, il n'y a qu'une conclusion à tirer : en France, les détails mêmes d'un projet comme le STIC doivent faire l'objet d'une loi, d'une discussion parlementaire et d'un large débat public. En l'état et dans l'immédiat, le projet doit être arrêté.

Directeur : Jean-Louis Le Monde
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombat
Directeur général : Dominique Reynaud
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeur adjoint : Thomas Pirelli, Pierre Georges, Jean-Yves Lhonnau
Directeur adjoint : Dominique Reynaud
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef : Alain Fichet, Erik Izraelovitch (Éditorial et analyses)
Laurent Gbaguidi (Éditorial) ; Laurent Gbaguidi (Éditorial) ; Laurent Gbaguidi (Éditorial)
Érik Le Bihan (Éditorial) ; Patrick Lemaire (France) ; Patrick Lemaire (France) ; Patrick Lemaire (France)
Jacques Bado (Lettres) ; Jacques Bado (Lettres) ; Jacques Bado (Lettres)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Paillasson ; directeur adjoint : Anne Chassebois
Conseiller de la rédaction : Alain Peltier ; directeur des relations internationales : Daniel Verrier ;
parlementaire : Bernard Le Goff
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Nédélecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Benoit (1946-1969) ; Jacques Faivre (1969-1982) ;
André Lacroix (1982-1993) ; André Fontaine (1993-1999) ; Jacques Lemaire (1999-1999)
Le Monde en ordre par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 99 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde.
Fonds commun de placement des personnes du Monde.
Associés : 10 auteurs : Jean-Marie Colombat, Société anonyme des lecteurs du Monde.
Le Monde Éditions, Le Monde Investisseurs.
Le Monde Presse, Mias Presse, Le Monde Prévisions, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS le Monde

Gloires périmées

IL Y A une querelle faite aux maîtres admirés avant l'autre guerre. On les a condamnés sans avoir instruit leur procès. Le plus grand péché est d'avoir pu hier, aux yeux de qui tout commence seulement d'aujourd'hui. D'où ce système de déboulonnage des statues qui n'attesteraient plus que des gloires périmées : on vous dit qu'elles n'intéressent plus. Voyez le silence total fait sur Mores, sur Régner. Voyez le mépris de Paul Bourget. Voyez comme sont traités Anatole France et Maurice Barrès. On ne fait pas le point avec eux. On ne cherche pas à savoir s'ils ont eu du talent, ce qui est tout de même l'essentiel pour un écrivain : on leur dénie brutalement toute valeur et toute raison d'être. Surtout les englobe d'un seul bloc dans sa condamnation la littérature de classe.

Pour les ultramontains de la

mystique comme pour les intoxiqués de surréalisme, Anatole France est l'ennemi public numéro un, car ces piédestaux détestent l'ironie et les rieurs. Barrès tient cependant un peu mieux. La Colline inspirée continue à paraître un grand livre aux spiritualistes ; et on a même vu, en dépit de l'affaire Dreyfus et du nationalisme, Louis Aragon prendre la défense de l'écrivain, sinon du penseur, pour le caractère historique et de témoignage des *Déracinés* ; ce en quoi Aragon a raison.

Il n'y a que le pauvre Loti qui reste tout entier sur le carreau. Mais, malgré tout ce dédain critique, Pierre Loti continue à être lu, et ses tirages réguliers attestent que ses meilleurs livres touchent toujours un vaste public.

Emile Henriot
(16 février 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 06-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Les « guerres politiques » d'Israël

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Qu'elle était belle la paix que savourait Israël en pleine guerre ! La menace extérieure unissait alors la nation dont les divergences, bien réelles, ne dépassaient jamais un seuil convenable d'expression. Mais aujourd'hui, alors qu'aucun de ses anciens adversaires ne doute sérieusement de sa pérennité, Israël, débarrassé de la pression de l'ennemi, se laisse aller avec délices à ses divisions. Cinq quante ans après la naissance de leur Etat, ses citoyens s'insultent, se prennent à partie, s'agressent ; leur pays paraît doucement glisser vers l'explosion, comme si tout ce qui faisait son exceptionnelle diversité jouait désormais contre lui. Séfarades contre ashkénazes, droite contre gauche, religieux contre laïques, natifs contre immigrants : jamais les conflits qui, de toujours, traversent la société israélienne n'avaient connu un tel degré d'exacerbation. « Le temps est à l'exaltation des différences qui éloignent et non à celles des ressemblances qui unissent », regretta, récemment, un éducateur lors d'un débat public consacré au racisme.

Le phénomène ne date pas d'hier, et, s'il fallait en marquer le point de départ, sans doute la date du 4 novembre 1995 servirait-elle de référence. Ce jour-là, « au nom de Dieu », Yigal Amir assassinait Yitzhak Rabin, décrété traître au peuple juif, accusation qui, dans la symbolique intégriste, équivalait à une peine de mort. Chaque Israélien, à l'époque, s'était effrayé d'un geste qu'il croyait jusqu'à impossible : le meurtre d'un dirigeant juif

par un assassin juif, au nom des valeurs supérieures du judaïsme ! Mais, depuis, la pulsion de mort et de violence qui habitait le jeune extrémiste a largement débordé les limites de son groupuscule. A la Knesset, dans la rue, dans les débats publics qu'organise la télévision, l'insulte de « nazi » est devenue banale, notamment dans les bouches religieuses qui l'utilisent contre quiconque critique la dérive ultra-orthodoxe dans laquelle les rabbins intégristes veulent corseter la société. L'inévitable injure aux lèvres, ils étaient ainsi des centaines, le 1^{er} février, à manifester contre la prétention de trente fidèles réformés à venir prier, hommes et femmes réunis, devant le mur des Lamentations. De solides renforts policiers ont seuls permis qu'ils n'en viennent pas aux mains. Dimanche 14 février, les ultra-orthodoxes étaient plus de 200 000 dans les rues de Jérusalem pour dénoncer la Cour suprême. Ce fut la plus grande manifestation religieuse jamais organisée depuis la création de l'Etat en 1948.

La campagne électorale est à peine commencée, mais, déjà, elle a pris un ton qui laisse mal augurer de son déroulement. En début d'année, le chef de la police avait publiquement redouté que l'épreuve soit la plus violente de toutes celles de l'histoire du pays. Il risque d'être entendu. La première sortie électorale du candidat centriste, Amnon Lipkin-Shahak, dans un marché populaire de Tel Aviv a été accompagnée de manifestations d'opposants venus menacer de mort et bombarder de tomates celui qui osait fouler le sol d'un fief réputé tout acquis au parti Likoud et

à son chef Benyamin Nétanyahou. L'affaire a été jugée suffisamment sérieuse pour que la justice engage des poursuites et que, de tous côtés, s'élevèrent les mises en garde contre ces dangereux dérapages. Mais si l'on en juge par les récents incidents au cours desquels une trentaine de partisans du Likoud disposés dans le public d'une émission de télévision ont brutalement empêché les adversaires de M. Nétanyahou de parler, la leçon n'a guère porté. Ce qu'une journaliste de la radio israélienne appelle, effrayée, la « culture du porte-faix » possède encore quelques beaux restes.

La violence et la division demeurent au cœur de cette bataille électorale. Non sans ironie pour quelqu'un forcé d'en appeler aux électeurs à cause des faiblesses chroniques de sa coalition gouvernementale, Benyamin Nétanyahou, prompt à saisir l'air du temps, a choisi la force pour thème central de sa campagne. « Un leader fort pour un peuple fort » : accompagné de la photo du premier ministre sortant, le slogan s'étale depuis quelques jours sur tous les murs d'Israël. Ehoud Barak et le Parti travailliste restent, eux, dans le registre de la division, proposant aux électeurs : « Un dirigeant pour un peuple uni », formule qui n'est pas, elle non plus, dénuée d'ambiguïté.

COMME CHAMPIGNONS APRÈS LA PLUIE

Le slogan du Likoud a provoqué aussitôt une forte polémique entre gauche et droite, la première reprochant à la seconde de flirter avec des concepts plus proches de l'idéologie mussolinienne que des idéaux démocratiques. M. Nétanyahou a contre-attaqué en accusant son adversaire d'utiliser un slogan « militariste » qui lui évoquait Adolf Hitler ! Abasourdis, les observateurs demeurent confondus devant la violence des propos et des références. Les Israéliens, si on en croit un récent sondage publié par le quotidien *Yediot Ahronoth*, demeurent, eux, majoritairement indifférents, soit qu'ils sont mitrilléés contre les discours les plus radicaux, soit qu'ils y adhèrent.

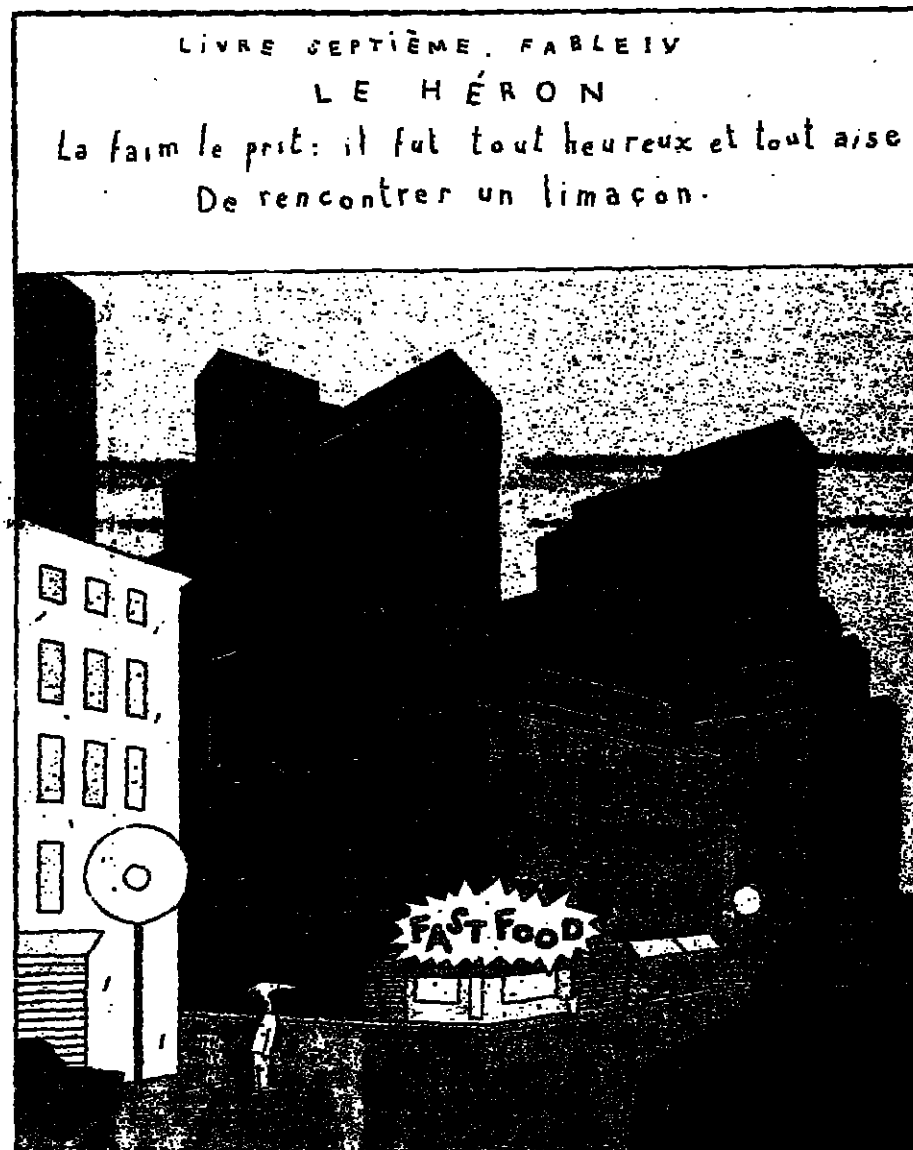
Pourquoi, d'ailleurs, devraient-ils s'émouvoir des divisions qui secouent la classe politique alors qu'ils sont les témoins passifs d'un système qui ne semble plus fonctionner que pour la satisfaction de ses politiciens. Sans pudeur aucune, et sans même faire semblant de défendre leurs convictions, ces derniers, quittes à censurer leurs habitudes critiques, sont en ce moment surtout préoccupés de négocier une place d'éligible sur la liste des candidats de leur parti. Ceux qui n'y parviennent pas rejoignent d'autres générations ou, en créant de nouvelles, incitent à le faire par un système électoral où le premier ministre est désigné comme le président français mais où les députés sont élus à la proportionnelle intégrale, sans autre obligation que de passer le seuil de 1,5 % des voix.

En quelques semaines, de nouveaux partis sont sortis de terre comme champignons après la pluie. Il y en a pour tous les goûts, chacun exprimant des préoccupations particulières étroites : un ex-mannequin sex-symbol qui prétend défendre la cause des femmes battues, un natif de Casablanca qui en appelle ouvertement au roi du Maroc pour le financement de sa campagne, un rêveur qui défend la méditation transcendante, un dirigeant syndicaliste membre de toujours du Parti travailliste mais qui fonde le Parti des travailleurs, un ex-directeur de cabinet de Benyamin Nétanyahou en mission commandée pour tasser le parti russe de Nathan Chichansky pour autant ministre du gouvernement sortant.

Selon toute probabilité, la prochaine Knesset devrait connaître un fort émiettement, ce qui, en tout état de cause, n'en facilitera guère le fonctionnement.

Georges Marion

Les « Fables » de La Fontaine par Lionel Kaechlin



La photo de presse en procès

Suite de la première page

Voulons-nous voir la réalité en face, quitte à ce que des images nous renvoient un univers de violence ? « Continuons comme cela et nous n'aurons plus que des photos mortes et non plus vivantes », dit le photographe Christian Du-

casse. La photo de Bob Kennedy est proche de celle du préfet de Corse, Claude Erignac - la couleur se substitue au noir et blanc - gisant dans une rue d'Alaccio, assassiné par balles, le 6 février 1998. La famille proche, choquée par la publication de l'image, a saisi la justice. Et a obtenu gain de cause. Comment ne pas comprendre son indignation, qui n'a rien à voir avec une quelconque motivation financière ? Mais comment ne pas entendre les reporters-photographes, qui rappellent que Claude Erignac était « le premier préfet assassiné depuis Jean Moulin » ? Ce document, il faut le regarder en face pour prendre la mesure de l'événement. Un juge, pourtant réputé sévère dans l'application stricte

du droit à l'image, ne dit pas autre chose : « Claude Erignac est un symbole de l'Etat qui dépasse les droits de la personne. »

« PRÉSUMPTION D'INNOCENCE »

Nombre d'observateurs affirment que cette décision Erignac n'aurait pas été rendue il y a à peine cinq ans. Toujours l'air du temps. On trouve une autre preuve de ce changement de climat à travers deux dispositions du projet de loi Guigou visant à « renforcer la présomption d'innocence » qui sera discuté en mars. Ce projet prévoit d'interdire la publication d'images d'un crime ou d'un délit qui « portent atteinte à la dignité de la victime » et d'images qui montreraient une personne « menottée ou entravée ».

A force de rejeter ainsi les images, ce sont les faits qui risquent d'être niés. Ne plus pouvoir représenter une victime d'un attentat, c'est indirectement gommer la réalité même de l'attentat. Et qu'est-ce qui est le plus choquant, publier le portrait d'un homme menotté ou le fait même de menotter un guide de montagne, déjà accablé par le drame et dont on a peine à croire à la dangerosité ? Étrange époque encore qui cherche à entraver celui qui montre plutôt que de s'inter-

roger sur ce que l'image montre, reflète, révèle. Autre exemple : le photographe Elie Kagan est mort quelques jours avant que s'ouvre à Paris le procès pour « complicité de diffamation » intenté par Maurice Papon contre l'historien Jean-Luc Einaudi. Ce dernier, dans un article publié par *Le Monde* du 20 mai 1998, écrivait à propos de la manifestation des Algériens de Paris du 17 octobre 1961 : « Il y eut un massacre perpétré par des forces de police agissant sous les ordres de Maurice Papon. » Elie Kagan était un témoin-clé de cette nuit sanglante. Ses documents parlent pour lui. Ils sont accablants. Il s'agit de photos violentes qui « portent atteinte à la dignité de la victime ». Maurice Papon les a rejetées : « Je n'y crois pas du tout, c'est du montage. » S'il ne s'agit pas de montage, la défense de l'ancien préfet de police de Paris en serait fragilisée.

RÉPUTATION DE VOYEURS

Les photographes de presse dérangent parce qu'ils sont les témoins, en première ligne, d'une société qui ne veut plus se regarder en face, et qui préfère, pour conserver sa cohésion, se voir dans le miroir d'images virtuelles. Ces dernières ne cessent de gagner du terrain. Au détriment de documents photographiques, qui

sont les seuls à donner une représentation non pas exacte, le terme est absurde, mais concrète, vivante, du monde. La fracture est en effet béante entre les mots que l'on peut lire, dans la presse ou les livres, sur la violence actuelle - banlieues et lycées au premier chef - et les photos correspondantes qui sont publiées. Que voit-on ? Des images factices, manipulées, truquées, aseptisées, stéréotypées, propres à façonner un monde rassurant et décoratif.

Les photographes sont une cible idéale, tant leur réputation est dégradée dans l'opinion : des voyeurs, des charognards qui se font des fortunes sur le dos des gens. La mort de Lady Di et le phénomène des paparazzi n'ont pas arrangé les choses. Des abus ont également été commis par des photographes, agences d'images et journaux, dans une quête du spectaculaire. Mais ceux qui dénoncent les photographes sont les mêmes qui s'enthousiasment devant une photo de Doisneau ou de Cartier-Bresson - comme si le temps écoulé entre la prise de vue et la diffusion gommait l'indignation - et qui ne trouvent rien à redire à la publication d'images sanglantes et insoutenables du Kosovo ou du Rwanda.

Michel Guerin

(Publicité)

iques » d'Israël

LE JURY A TRANCHÉ...



... le gagnant de
L'ALPH-ART DU MEILLEUR ALBUM 1999
est "Vivons heureux sans en avoir l'air"
de Dupuy & Berberian.

C'est leur héros. Monsieur Jean qui doit être content...

Monsieur Jean

ente des mercredi
tous les
centres E. Leclerc

PARTENAIRE DU FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA BANDE DESSINÉE D'ANGOULÊME. **E. LECLERC** 

AÉRONAUTIQUE Le décret de privatisation d'Aérospatiale, qui va permettre la fusion du groupe aéronautique français avec Matra hautes technologies, filiale du groupe privé

Lagardère, a été publié dimanche 14 février au Journal officiel. ● APRÈS DE DIFFICILES NÉGOCIATIONS, l'Etat et le groupe dirigé par Jean-Luc Lagardère sont parvenus à

un accord sur les modalités du rapprochement. Lagardère, écarté en 1998 de la privatisation de Thomson-CSF, obtiendra 33 % du capital d'Aérospatiale et apportera en contre-

partie ses activités dans l'industrie de la défense et une soule de 1 milliard de francs. ● EN FONCTION des performances économiques d'Aérospatiale-Matra, Lagardère pourrait

verser encore 1 milliard de francs entre 1999 et 2001. ● ENVIRON 20 % du capital d'Aérospatiale sera mis en Bourse au printemps ; la part de l'Etat passera sous la barre des 50 %.

L'Etat donne le coup d'envoi à la privatisation d'Aérospatiale

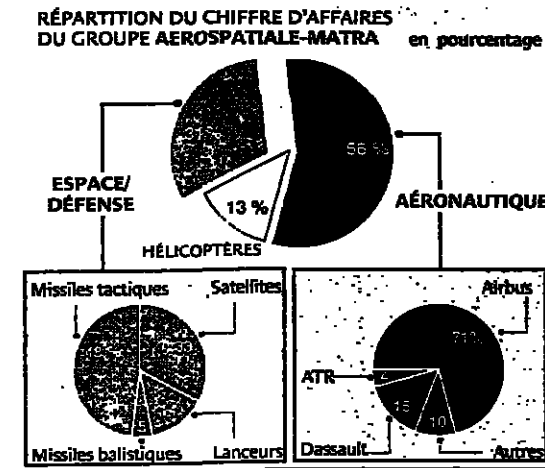
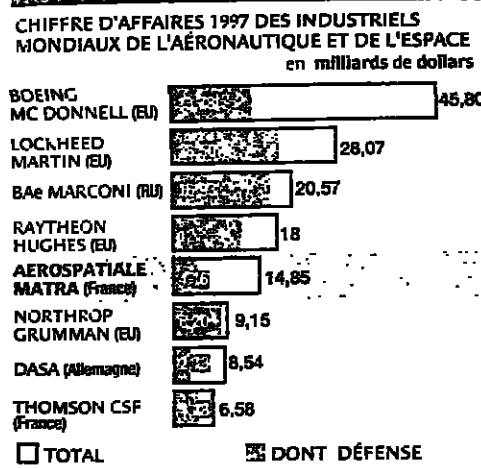
Le groupe public aéronautique va fusionner avec Matra hautes technologies. Cette étape française de la concentration mondiale dans l'industrie de la défense est le prélude à la constitution d'un ensemble européen, notamment en y associant l'allemand DASA

EN SIGNANT, samedi 13 février, le décret de privatisation d'Aérospatiale, paru le lendemain au Journal officiel, le premier ministre a donné le coup d'envoi à un processus qui a plusieurs fois paru s'annuler. Le « transfert du secteur public au secteur privé de la majorité du capital de la société Aérospatiale, société nationale industrielle » est annoncé dans le premier article de ce texte. Le second se contente de préciser que Lionel Jospin confie « l'exécution du présent décret » au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, Dominique Strauss-Kahn.

Quant aux modalités de cette opération, qui doit reposer sur un rapprochement avec Matra hautes technologies (groupe Lagardère), suivi d'une mise en Bourse du nouveau groupe, elles n'étaient pas encore publiques lundi matin. Les deux industriels semblaient même légèrement surpris de l'initiative du premier ministre, alors que le retard pris par les négociateurs était patent ces dernières semaines. Ni le groupe Lagardère ni Aérospatiale ne s'aventuraient à faire de commentaires.

Il ne restait plus que quelques détails à régler avant l'annonce des conditions définitives de la privatisation, négociée depuis six mois par le Trésor public, actionnaire à 100 % d'Aérospatiale, et le groupe Lagardère. L'organigramme d'Aérospatiale-Matra, notamment, de-

La naissance du numéro cinq mondial



vaît faire l'objet des derniers ajustements, avant la publication de l'accord, lundi dans la journée, ou au plus tard mardi.

Dès le 22 juillet 1998, le gouvernement avait rendu publics les contours de l'accord vers lequel il fallait tendre : Lagardère, actionnaire de référence d'Aérospatiale privatisée, lui apporterait Matra hautes technologies, sa branche spécialisée dans l'espace et la défense. A l'issue de cet apport, le groupe privé détiendrait entre 30 % et 33 % du nouvel ensemble, l'Etat conservant entre 45 % et 49 %, tandis que 2 % à 3 % seraient entre les

maines des salariés, le reste étant mis en Bourse.

Pour le gouvernement, il s'agissait de rattraper le retard français en matière de restructuration de l'industrie d'armement, partie des Etats-Unis il y a plus de cinq ans, et qui touche désormais l'industrie européenne. Après ce regroupement, Aérospatiale-Matra occuperait le cinquième rang mondial, tout en détenant des positions de numéro un dans les hélicoptères et les lanceurs commerciaux, et de numéro deux dans l'aviation commerciale, les satellites, les missiles tactiques. Et même dans les

avions d'affaires, puisque l'Etat a transféré, à la veille de Noël, les 45,76 % qu'il détenait dans Dassault Aviation à Aérospatiale. En Europe, le français sera le numéro deux derrière British Aerospace (BAE), qui vient de racheter son compatriote GEC-Marconi (Le Monde du 20 janvier).

Pour le groupe de Jean-Luc Lagardère, qui avait été évincé de la privatisation de Thomson-CSF, première étape de la restructuration nationale, le rapprochement avec Aérospatiale représentait un enjeu considérable. Acteur relativement petit mais connu pour avoir

un management dynamique, Lagardère avait posé ses conditions : il ne descendrait pas en-dessous d'une participation de 30 %, et détiendrait les commandes d'Aérospatiale-Matra. Une affirmation plus facile à énoncer qu'à traduire dans les faits : à l'issue des premières évaluations, il lui aurait fallu déboursier une soule de près de 5 milliards de francs pour parvenir à ses fins.

PAIEMENT ÉCHELONNÉ

Cette somme a été contestée, dès le départ, par l'entourage de Jean-Luc Lagardère, laissant entendre que la mariée avait utilisé quelques artifices pour se faire si belle. La soule sera finalement payable en plusieurs fois, à commencer par un premier versement de 1 milliard de francs lors de la fusion. Le montant du complément serait fixé ultérieurement, en fonction des résultats du nouveau groupe. L'annonce officielle de pertes pour Aérospatiale, en 1998, est venue à point nommé justifier cette révision du prix à la baisse, dont s'émeuvent, en fin de semaine dernière, les syndicalistes d'Aérospatiale.

Ces derniers, dénonçant le « cadeau » au groupe privé, redoutent par ailleurs que certains appellent une « lagardisation » du groupe public. D'où les complications de dernières minutes concernant la mise au point de l'organigramme d'Aérospatiale-Matra. Il a

été convenu, depuis déjà plusieurs semaines, que Jean-Luc Lagardère serait le président du conseil de surveillance, et que, à ce titre, il serait notamment chargé de négocier la participation du nouveau groupe à l'étape suivante de la restructuration, celle qui doit conduire à l'intégration de l'industrie européenne. Le partage des rôles entre Yves Michot, actuel PDG d'Aérospatiale, et Philippe Camus, cogérant du groupe Lagardère, était encore en question au moment de lancer le processus de privatisation. « Il faut tout de même que ça ressemble à un compromis », commentait un proche du dossier, évoquant la sensibilité des personnels d'Aérospatiale, dont certains sont franchement hostiles à la privatisation.

Les difficultés rencontrées dans la négociation, couplées à cette réticence d'une partie des salariés, risquaient de mener le rapprochement Aérospatiale-Matra dans l'impasse. Compte tenu, surtout, d'un calendrier de privatisations serré : après la mise en Bourse d'Air France, qui doit intervenir le 22 février, les privatisations du Crédit lyonnais et d'Aérospatiale doivent avoir lieu avant le mois de juin. Faute de quoi, elles seraient de nouveau reportées de plusieurs mois. Un retard de ce genre aurait risqué de marginaliser définitivement l'industrie française.

Anne-Marie Rocco

La plus belle victoire industrielle de Jean-Luc Lagardère

EN PRENANT la tête d'Aérospatiale-Matra, Jean-Luc Lagardère, soixante et onze ans depuis le 10 février, arrache peut-être la plus belle victoire de sa presque cinquantaine années de carrière. Victoire ambiguë toutefois, car, si elle hisse l'ancien ingénieur de Dassault à la tête de l'aéronautique nationale, elle déclenche aussi le processus de l'inéluctable dilution de Matra, sa société, dans de plus vastes constructions : française aujourd'hui, européenne demain.

Avec 33 % du nouvel ensemble, acquis de haute lutte face aux négociateurs du Trésor, le groupe Lagardère est voué à voir sa part réduite au fil des restructurations. Une situation que le patron assume pleinement, ses lieutenants ayant désormais l'habitude de gérer des ensembles qu'il ne contrôle pas mathématiquement.

Mais Jean-Luc Lagardère en fait à peine mystère : si, un jour, son groupe ne devait plus occuper la même position-clé au sein d'Aérospatiale-Matra, l'actionnaire Lagardère pourrait céder sa participation, et sortir de l'industrie de défense pour miser tout sur la presse et les médias, réunis au sein d'Hachette. C'est le pré carré de son fils Arnaud, trente-sept ans. Dauphin officiel, il a été nommé, en mars 1998, cogérant du groupe Lagardère, aux côtés de son père et

de Philippe Camus. Tourner la page de l'armement, ce n'est sûrement pas de gaieté de cœur que Jean-Luc Lagardère s'y résoudrait. S'il est vrai que le fils s'intéresse plus au multimédia qu'aux missiles, le père, en revanche, lui a consacré l'essentiel de sa vie : après dix ans passés dans l'entreprise de Marcel Dassault, à sa sortie de Supélec, il est recruté, en 1962, par Marcel Chassagny et Sylvain Floirat. Les deux actionnaires de Matra offrent sur un plateau la direction générale de l'entreprise à ce jeune Gascon de trente-cinq ans. La société n'emploie alors qu'un millier de personnes, fabrique des lance-roquettes et des missiles, et travaille sur les premiers programmes spatiaux français.

EUROPÉEN AVANT L'HEURE

Dès son arrivée, Jean-Luc Lagardère se met à parcourir le monde pour chercher des débouchés à l'exportation. Encore inconnu, il persuade l'américain TRW de le prendre pour partenaire dans les satellites, et fait son entrée sur un marché qui constitue aujourd'hui l'un de ses principaux foyers de commerce. Dans les missiles, il engage, déjà, des coopérations avec Hawker-Siddeley Dynamics, ancêtre de l'actuelle British Aerospace.

Européen avant l'heure - une des quali-

tés qui lui vaut aujourd'hui de se voir confier la conduite des futures négociations d'Aérospatiale-Matra avec ses grands partenaires - Jean-Luc Lagardère réussit ce qu'il entreprend et cultive ses amitiés politiques. Affichant un solide appétit pour la culture américaine et la technologie, il devient l'homme qui monte dans un paysage industriel français un peu poussiéreux. Les projets s'enchaînent. Il se lance dans l'automobile - l'Espace sera un de ses plus beaux succès - et, pour rendre son groupe populaire, propulse en 1967 des bolides sur le circuit des 24 Heures du Mans. En 1974, Marcel Chassagny lui confie la direction d'Europe 1. En 1977, le patron de Matra convainc Valéry Giscard d'Estaing de financer la fusée européenne Ariane.

A la fin des années 70, Jean-Luc Lagardère est incontournable : micro-informatique, transports, télécoms, équipement automobile, horlogerie, composants électroniques, football... Son empire s'étend jusqu'au déraisonnable, au gré de ses inspirations, ou des demandes pressantes des pouvoirs publics. Il sait renvoyer la balle, et, à quelques mois de l'élection présidentielle de 1981, recueille les fruits de sa persévérance : l'occasion lui est offerte de prendre le contrôle de Hachette, belle endormie qui deviendra l'un des joyaux de

son groupe. Après l'ascension spectaculaire vient le temps des échecs... toujours suivis de rebonds retentissants. La nationalisation de Matra, en 1981, le chagrine ? Jean-Luc Lagardère obtient qu'elle ne porte que sur 51 % du capital - comme Dassault - et conserve la présidence de la société. En 1987, alternance aidant, il joue son coup de maître et devient l'actionnaire de référence de Matra privatisée, alors qu'il en possède seulement quelque 5 % à 6 %. Cinq ans plus tard, il réussit même à donner son nom, Lagardère, à la holding qui contrôle Matra.

SORTIE DE GALÈRE

La ténacité gasconne et la fidélité de son entourage semblent avoir le pouvoir de venir à bout des pires galères. Après avoir révérend pendant des années d'audiovisuel, Jean-Luc Lagardère croit toucher le ciel en entrant à La Cinq. Un plaisir de courte durée. Début 1992, il se retrouve propriétaire d'une chaîne de télévision en faillite, et la survie même d'Hachette est menacée. C'est face au président du tribunal de commerce qu'il doit imaginer la parade : les bénéfices réalisés dans l'armement vont éponger les pertes du petit écran. Matra et Hachette vont fusionner, mécontentant au passage les actionnaires.

Finie la folie des grandeurs. Le groupe

A.-M. R.

Une logique qui pousse à la constitution de géants sans frontières

APRÈS Boeing-McDonnell Douglas, après Lockheed-Martin-Loral, après Raytheon-Hughes Aircraft-Texas Instrument, après Northrop-Grumman, après United Technolo-

ANALYSE

La multiplicité des rôles de l'Etat a retardé le mouvement en France

gic-Sikorsky, après Thomson-CSF-Alcatel-Dassault électronique, après British Aerospace-Marconi Electronic Systems, voici le mariage entre Aérospatiale, déjà détenteur de 46 % du capital de Dassault-Aviation, et Matra hautes technologies. Le monde industriel de l'aéronautique et de la défense s'inscrit une nouvelle étape dans la concentration de ses activités et de ses moyens. Aux Etats-Unis, nous aussi en Europe occidentale, l'Etat, le secteur n'y échappe pas. La Russie envisage une fusion entre VPK Mapo, le producteur des

célebres Mig, et AVPK Sukhoï, le créateur des avions de combat du même nom.

Où s'arrêtera-t-on ? Ou bien ne serait-ce pas plutôt l'annonce d'un mouvement plus large de regroupements avec, à la clé, des alliances industrielles presque hégémoniques de part et d'autre de l'Atlantique ?

L'absorption de McDonnell Douglas par Boeing a déclenché, dans le monde, des Meccano industriels, qui ont abouti, sous prétexte de rationalisation et d'économie de gestion, à instaurer ou à consolider des « forteresses » nationales. Au risque de créer des situations de monopole que ne contrôlent plus les gouvernements. Même aux Etats-Unis, où la priorité donnée à la satisfaction des actionnaires inspire la quasi totalité de ces concentrations, on en revient un peu aujourd'hui. Le Pentagone - dispensateur de crédits en hausse et très protectionniste - commence à s'émouvoir à la perspective de ne plus pouvoir mettre en compétition de telles méga-en-

treprises. Au point que les militaires américains ne sont plus persuadés que « *big is beautiful* » - tant il est difficile de maîtriser certaines fusions - et qu'ils retrouvent, pour des programmes de pointe, les vertus de groupes plus petits et homogènes.

Cela étant, le mouvement est lancé. En France, où la restructuration des industries de défense a été, avec la professionnalisation des forces armées, un acte de foi du chef de l'Etat en février 1996, l'affaire a pris du temps. Du fait de la résistance de la plupart des dirigeants d'entreprises, nationales ou privées, pour des raisons qui tiennent à des rivalités ancestrales tant le milieu vit recroquevillé sur lui-même. Mais aussi parce que l'Etat, en France plus qu'ailleurs, a confondu les casquettes en déléguant à la fois, le dispensateur de crédits, l'actionnaire majoritaire (voire exclusif), le donneur d'ordres, l'administrateur de tutelle, le régulateur et le client. C'est un mélange des fonctions qui complique la situation et que les

partenaires de la France, européens ou nord-américains, critiquent durement ou feignent de mal supporter.

On retrouve ce même état d'esprit quand les gouvernements français, de droite comme de gauche, tentent d'imposer au forceps des alliances ou des synergies à leurs industriels du secteur. L'Etat revendique son rôle de « pilote » des opérations de restructuration à mener, alors qu'une telle initiative, dans d'autres pays de développement équivalent, est laissée aux entrepreneurs concernés, même s'il existe quelques règles du jeu à observer. Plus que d'autres Etats, la France a longtemps affiché le principe selon lequel l'industrie de l'aéronautique et de la défense relève de la souveraineté nationale. Elle est apparue comme le pays européen qui s'est attaché, sans doute avec le plus de détermination, à faire respecter, par la Commission de Bruxelles, l'article 223 du traité de Rome, qui soustrait le domaine de la défense à une volonté d'harmonisation communautaire.

L'industrie française du secteur - avions militaires et civils, espace, hélicoptères, missiles et électronique de défense, à l'exception des moteurs qui relèvent d'une autre logique - s'est mise avec retard en ordre de bataille. A un moment où les marchés civils entament un cycle de développement plus ralenti et où le commerce des armes marque le pas.

NOUVELLE DONNE

C'est ce qui fait dire que ce mouvement de concentration et de fusion n'est sans doute pas arrivé à terme. Les clients vont devoir s'adapter eux aussi à la nouvelle donne et ouvrir davantage leurs appels d'offres, au motif qu'ils recherchent le meilleur rapport qualité-prix quelle que soit la nationalité du fournisseur. L'industrie américaine, qui s'appuie sur un marché intérieur rémunérateur et bénéficie d'un fort soutien public déguisé, fait dès lors figure de catalyseur, sous réserve que les Etats-Unis, en échange, ne se ferment pas aux produits non américains.

De cette évolution vers des mégagroupes sans frontières, on prendra plusieurs exemples. C'est d'abord British Aerospace avec Marconi pour répartir son potentiel de travail sur une centaine de sites industriels, dont une quarantaine aux Etats-Unis, en France, en Australie, en Allemagne, en Italie, en Suède et en Arabie saoudite. C'est aussi Dassault-Aviation, qui ne cache pas sa quête d'un partenaire nord-américain pour son Falcon d'affaires supersonique. C'est encore ce projet à trois (Etats-Unis, Allemagne et Italie) d'un bouclier antimissiles. Ce sont enfin ces contacts - discrets - entre Lockheed Martin et Airbus pour une coopération sur l'avion-cargo militaire A-400.

L'effulgence qui agite la « base » industrielle de défense n'est pas achevée. En France, il reste à régler l'avenir de deux secteurs protégés et lourds de crises sociales : les armements et l'armement terrestre.

Jacques Isnard

IG Metall accepte une ultime négociation avant de recourir à la grève

Un médiateur pourrait être désigné dans les prochaines heures

Tout en continuant à se préparer à une grève dure, les dirigeants du syndicat allemand IG Metall ont accepté le principe de la nomination

d'un conciliateur dans le conflit qui porte sur les augmentations de salaires. En cas de nouvel échec, le mouvement pourrait commencer dès le

1^{er} mars. Les négociations salariales de la métallurgie donnent le ton dans les autres branches de l'économie allemande.

IG METALL a soufflé le chaud et le froid, durant le week-end, dans le bras de fer qui l'oppose au patronat sur les négociations salariales de la métallurgie. Tout en poursuivant les préparatifs d'une grève d'envergure, qui pourrait débuter dès le 1^{er} mars, le syndicat allemand a confirmé son intérêt pour une tentative de médiation. La proposition avait été faite en fin de semaine dernière par les responsables patronaux de Gesamtmetall.

A l'issue d'une réunion décisive de sa direction, dimanche 14 février, Klaus Zwickel, le président d'IG Metall, a estimé qu'une « médiation de la dernière chance » devrait être menée avant mercredi 17 février minuit, dernier délai. Le nom de Hans-Jochen Vogel, président du Parti social-démocrate de 1987 à 1991 et ancien ministre de la justice du chancelier Helmut Schmidt, circule comme éventuelle personnalité susceptible de concilier, en un minimum de temps, des intérêts toujours divergents.

EN CAS D'ÉCHEC...

Tout en laissant entendre qu'il accepterait cette désignation, Gesamtmetall a voulu prévenir les réserves syndicales sur cette procédure exceptionnelle, en assurant, par la voix de son président Werner Stumpf, que « la suggestion de faire appel à un médiateur n'est pas une manœuvre tactique,

mais plutôt un premier pas vers un compromis que nous prenons très au sérieux ». Certains syndicalistes estiment que les patrons cherchent à gagner du temps pour affaiblir la détermination des salariés. Selon M. Zwickel, « les discussions pourraient aboutir si les employeurs (...) acceptent d'abor-

der enfin le fond du problème ». Une réunion pourrait se tenir mardi 16 février dans le Bade-Wurtemberg, haut lieu de la métallurgie, riche de grands noms de l'industrie automobile, comme Audi et Porsche, et d'un nombre important de petites et moyennes entreprises très dynamiques. La région compte 840 000 des quel-

les 3,4 millions de métallurgistes allemands, et joue donc un rôle pilote dans les négociations en cours.

En cas d'échec de cette ultime ouverture, une escalade du conflit serait inévitable. IG Metall se réserve la possibilité de consulter par référendum les métallurgistes

Menace sur le pacte pour l'emploi de M. Schröder

La perspective d'une grève inquiète le chancelier allemand, qui craint de voir son projet de pacte pour l'emploi remis en cause par un conflit social d'envergure. Alors que le gouvernement allemand n'intervient pas de coutume dans les négociations salariales entre partenaires sociaux, Gerhard Schröder a exhorté les deux parties à parvenir à un règlement à l'amiable. Dans une lettre rendue publique vendredi 12 février, M. Schröder « fait part de son inquiétude face à l'escalade » du conflit, dont il évoque les « conséquences sur la conjoncture ».

Il fait ainsi écho aux menaces des responsables patronaux, qui sont prêts à annuler une deuxième rencontre concernant le pacte pour l'emploi prévue pour le 25 février. Werner Stumpf, le président de Gesamtmetall, a été clair, dimanche 14 février : « On ne doit pas s'attendre à ce que le 25 février soit le coup d'envoi d'un conflit social redoutable et que nous nous retrouvions souriants le 25 autour du chancelier pour réfléchir à sortir de l'ornière » causée par le chômage.

der enfin le fond du problème

de chaque Land sur l'opportunité d'une grève, entre le 22 et 24 février. Là encore, c'est le Bade-Wurtemberg qui pourrait donner le coup d'envoi. « La grève pourrait commencer le lundi suivant [1^{er} mars] », a indiqué Klaus Zwickel. La dernière grève remonte à 1995 dans le Land de Bavière, berceau de BMW et de Siemens.

Philippe Ricard

Les indices boursiers rivalisent pour imposer le baromètre européen

De multiples candidats pour deux ou trois élus

LA BOURSE DE PARIS a le CAC 40 ; celle de New York, l'indice Dow Jones ; la place japonaise, le Nikkei ; mais quel indice deviendra le baromètre des marchés européens ? Les candidats se bousculent pour obtenir les faveurs des investisseurs.

Il y a peu de temps encore, les investisseurs s'intéressaient essentiellement aux variations de leur Bourse nationale. Les investissements hors des frontières de chacun des pays de la zone euro étaient modestes. En 1993, les investissements en actions européennes des institutionnels français s'élevaient ainsi à environ 60 milliards de francs (9,15 milliards d'euros), « l'équivalent de ce que détenait une grande société de gestion britannique comme Mercury ou Prudential », se souvient Serge Alvarès, responsable des ventes d'actions françaises de la Société générale. Aujourd'hui, avec la mise en place de l'euro, les caisses de retraite, les fonds de pension ou les grands investisseurs comme les assureurs commencent à élargir leur horizon de placement et s'intéressent aux actions européennes car ils ne courent plus aucun risque de change.

UNE LONGUEUR D'AVANCE

Dans la bataille pour devenir le baromètre de référence de l'Europe boursière, les indices Stoxx semblent avoir pris une longueur d'avance. Lancés en février 1998 par l'américain Dow Jones en partenariat avec les Bourses de Paris, de Francfort et de Zurich, ils remportent déjà les suffrages de nombreuses sociétés de Bourses et de médias. Le Monde ayant d'ailleurs choisi, pour sa nouvelle cote boursière, le DJ Stoxx, qui retrace l'évolution de 653 valeurs européennes. Mais d'autres espèrent que leur indice se fera une place au soleil.

Historiquement, c'est MSCI, une société détenue par la banque d'affaires américaine Morgan Stanley Dean Witter, qui a été la première à calculer une batterie d'indices retraçant l'évolution des actions du Vieux Continent. Mais, aujourd'hui, elle apparaît en retard par rapport à ses concurrents. Ce n'est que fin janvier qu'elle a annoncé le lancement de deux indices boursiers européens, l'indice MSCI Euro et l'indice MSCI pan-Euro. « Cette société américaine était moins focalisée que d'autres sur l'émergence de la devise unique. Ils n'ont pas pris conscience de la demande », juge un professionnel. Elle souffre également d'un handicap : elle fait payer chèrement l'utilisation de ses indices, dont elle défend jalousement la large diffusion. Mais s'ils sont très peu diffusés dans le grand public, ils bénéficient d'un avantage de taille : leur antériorité. Les données statistiques remontent jusqu'au début des années 70, alors que, chez ses concurrents, l'historique ne commence qu'au milieu des années 80, voire au début de cette décennie.

Autre candidat, les indices Footsie (FTSE), poussés par les Bourses de Londres et d'Amsterdam, n'ont, pour le moment, réussi à s'implanter sur le continent. Le choix de privilégier le poids des capitalisations boursières dans le calcul des indices favorise les entreprises bri-

tanniques, ce qui n'est guère du goût des géants français ou allemands. Des sociétés récemment mises sur le marché comme France Télécom ne figurent pas dans ces indices. Du côté du FTSE, on indique que la composition de l'indice obéit à des règles strictes et qu'elles ne peuvent pas être changées sans arrêt. Toutefois, les modalités d'admission d'une valeur devraient être assouplies rapidement pour permettre notamment aux sociétés récemment introduites en Bourse d'apparaître dans les indices.

Le dernier à se lancer dans la bataille est Standard and Poor's. L'agence financière veut, comme Dow Jones, profiter de la célébrité de son indice américain. Le S&P 500, pour s'imposer en Europe, elle mise également sur des règles de calcul originales pour séduire les boursiers et les investisseurs. Standard and Poor's tient compte ainsi du flottant, c'est-à-dire du nombre de titres que l'on peut réellement acheter, pour calculer ses indices. Cela permet notamment de relativiser l'importance de France Télécom, dont moins de 40 % du capital est accessible aux investisseurs. Mais il est loin d'être certain que ces arguments techniques suffisent à eux seuls à convaincre.

Chaque indicateur donne un reflet plus ou moins déformé de la réalité boursière. Ainsi l'indice étroit Eurotop ou Eurobleu ne comprend que sept pays alors les autres retracent l'évolution de valeurs appartenant à dix pays différents. Les indices n'accroissent pas non plus le même poids aux secteurs économiques, dont ils n'ont pas d'ailleurs toujours la même détermination. « L'indice Dow Jones, qui est loin d'être parfait, a réussi à s'imposer. Faut-il être parfait ou représentatif ? », s'interroge M. Alvarès.

Les géants de place ou de Fonds communs de placement (FCP) français semblent, en tout cas, avoir déjà tranché. Ils ont largement adopté les indices DJ Stoxx, ce qui donne à ces références une sérieuse longueur d'avance sur ses concurrents. « Il devient de plus en plus difficile pour un gérant de prendre le risque de choisir un indice de référence qui n'est pas choisi par ses confrères. Cela peut le pénaliser », juge Serge Alvarès.

« Aux États-Unis, près de 50 % de la gestion est indexée ; en Grande-Bretagne, ce chiffre est de 30 % ; mais, dans la zone euro, il est beaucoup plus faible », constate Graham Colbourne, directeur des opérations chez FTSE International. Pour le moment, le seul indicateur qui permettrait de départager les prétendants au titre d'indice des Bourses européennes serait de connaître le volume des contrats et d'optionnels négociés sur chacun de ces indicateurs. Mais les observateurs ne disposent pas suffisamment de recul pour analyser ce chiffre délicat à interpréter. Uniquement à terme, seuls deux ou trois indicateurs devraient prendre le pas sur les autres : un indice étroit qui retrace l'évolution d'un nombre limité de titres, un indice plus large et enfin un indice qui rende compte du parcours des valeurs moyennes.

Joël Morio

Lourde amende pour le syndicat des pilotes d'American Airlines

ENTAMÉE le 6 février, la grève des pilotes d'American Airlines (AMR) semble avoir trouvé sa conclusion une semaine plus tard, samedi 13 février. Le syndicat des pilotes, Allied Pilots Association, demandait à ce que les 300 navigants de la compagnie régionale Reno Air, acquise par American Airlines en décembre 1998, soient payés selon la même grille de salaire que leurs homologues d'AMR. Afin de détourner l'interdiction de faire grève, nombre de pilotes s'étaient déclarés en congé maladie.

Après la décision du juge Kendall, le 10 février, ordonnant au syndicat d'appeler ses membres à reprendre le travail, le mouvement s'était durci. Les pilotes étaient plus de 2 400 (sur 9 400) à soutenir la grève non officielle, entraînant l'annulation de près de la moitié des vols prévus vendredi 12 février. Le juge a estimé que l'attitude du syndicat était digne de pratiques mafieuses et l'a condamné à verser une avance de 10 millions de dollars (8,85 millions d'euros) en attendant l'audience de mercredi 17 février.

Frédéric Lemaître

Les cheminots sont encore loin des 35 heures

QUELLE EST la durée réelle du travail des cheminots ? Dans son édition du 15 février, Le Figaro publie une étude réalisée par l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact) sur le sujet. Ce rapport, réalisé à l'initiative de la direction, révèle que la durée du travail serait, dans certains établissements, inférieure de 25 % à 30 % aux horaires affichés. C'est ainsi que le temps de travail effectif des « roulants » se situe autour de 29,1 heures par semaine en intégrant pour activité d'absence pour maladie, sept jours pour activité syndicale et 1,3 jour pour visite médicale.

Ce rapport est rendu public à l'heure même où la direction a engagé les premières réunions bilatérales avec les différentes organisations syndicales ainsi que la première table ronde sur la réduction du temps de travail. Actuellement, la durée annuelle du travail des agents sédentaires assujettis aux 39 heures est officiellement de 1 582 heures pour une année comportant pas un dimanche et 10 jours fériés ne tombant pas un dimanche. La durée de travail des autres agents est fixée à 1 568 heures pour une année identique et comprend la compensation du temps de travail de nuit qui prend un caractère forfaitaire.

Dans son rapport, l'Anact relève que les cadres travaillent en moyenne entre 45 et 50 heures par semaine contre moins de 35 heures pour le reste des salariés. Le rapport précise, en outre, que la minoration du temps de travail est souvent la conséquence des nombreux conflits sociaux que connaît l'entreprise qui, au fil des grèves, a installé des usages locaux et autres accords tacites. L'autre révélation faite par l'Anact est celle de la perception du temps de travail par les cheminots. Ces derniers estiment prendre leur service dix heures plus tôt que leur domicile. Or, la gratuité du transport a fait qu'un grand nombre des salariés habitent loin de leur lieu de travail. Deux à trois heures de transport quotidien ne sont pas quelque chose d'extraordinaire...

SECRET DE POLICHINELLE

Les conclusions de l'enquête de l'Anact sont un secret de Polichinelle pour les cheminots mais pour eux seuls. Depuis plusieurs semaines, syndicats et direction en disposaient, jusqu'à présent, personne n'a jugé bon s'en servir. Ni les organisations syndicales lors du conflit déclenché par les contrôleurs au mois

de décembre, ni la direction lors du même conflit. En revanche, en prêtant à la direction l'intention de révéler les résultats de cette enquête en cas d'échec des négociations sur les 35 heures, Louis Gallois, président de la SNCF, interrogé sur LCI lundi 15 février a jugé l'article du Figaro « partiel et partiel » mais ne juge pas utile de rendre le rapport public.

Alors que l'aide de l'Etat à DF pour passer aux 35 heures a déjà suscité nombre de réactions défavorables, la publication de ce rapport risque de rendre plus difficile, aux yeux de l'opinion publique, un accord sur les 35 heures à la SNCF. D'entrée de jeu, la direction de la SNCF, souhaitant un avis positif des syndicats, n'avait pas hésité à accorder, ce le début des négociations, 18 jours supplémentaires de repos, ce qui s'ajoutaient aux 10 existants pour les agents travaillant 1 568 heures par an. Les personnels roulants devraient bénéficier de 17 jours supplémentaires auxquels pourraient s'ajouter plus tard, suivant certaines conditions, 10 jours de repos supplémentaires.

François Bostravarnon

Les juges limitent le recours aux conventions de forfait pour les cadres

L'UN DES PRINCIPAUX effets de la loi sur les 35 heures a paradoxalement été de mettre en évidence que les cadres travaillaient bien plus que 39 heures et qu'il était illusoire de penser qu'ils allaient pouvoir, du jour au lendemain, passer aux 35 heures hebdomadaires.

Depuis l'été 1998, la plupart des accords de branche ou d'entreprise reconnaissent cette situation. Comme dans la métallurgie, nombre d'entre eux définissent trois types de cadres : les cadres dirigeants, les cadres commerciaux ou techniques, et les cadres qui, en fait, n'exercent pas d'activité d'encadrement. C'est ainsi que l'accord conclu dans le BTP prévoit que les « personnels d'encadrement assumant une fonction de management élargi » ne sont pas « soumis à un horaire de travail précis » et leur « rémunération forfaitaire est indépendante du nombre d'heures de travail effectif accomplies pendant la période de paie considérée ». A plusieurs reprises, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a laissé entendre que la deuxième loi sur les 35 heures permettrait de calculer le temps de tra-

vail des cadres en jours et non en heures.

Pourtant, trois récents arrêts de la chambre sociale de la Cour de cassation remettent en question les « conventions de forfait » telles qu'elles se pratiquent. Dans le premier arrêt (n° 4 907 du 25 novembre 1998), la Cour accepte qu'un cadre reçoive une rémunération « forfaitaire et sans référence horaire » car, dans cette entreprise spécialisée dans le commerce en gros de céramiques, « la forfaitisation n'est pas ici prévue en raison de la pratique régulière dans l'entreprise d'un horaire supérieur à l'horaire légal mais en raison de la nature particulière de l'activité », qui dépend des récoltes. Mais, première précision, « la rémunération forfaitaire n'est licite que pour autant qu'elle permet au salarié de percevoir, y compris les heures supplémentaires ; que sa licéité suppose donc nécessairement une comparaison entre le forfait convenu et le salaire minimum conventionnel augmenté des heures supplémentaires ».

CALCUL NECESSAIRE

Le 20 janvier 1999 (arrêt n° 363), la Cour de cassation reprend presque mot pour mot cet arrêt : « Le salaire forfaitaire versé au salarié doit être au moins égal à celui au-

quel il pouvait prétendre... » Or, un troisième arrêt (19 janvier 1999, arrêt n° 299) précise que « la seule fixation d'une rémunération forfaitaire, sans que soit déterminé le nombre d'heures supplémentaires inclus dans cette rémunération, ne permet pas de caractériser une convention de forfait ».

Cela signifie qu'une convention de forfait ne dispense nullement l'employeur de calculer le temps de travail du salarié forfaitaire, contrairement à ce que prévoient de nombreux accords de branche ou d'entreprise.

Ainsi, l'accord signé dans la métallurgie le 28 juillet 1998 précise, dans son article 14, que « le contrat de travail peut prévoir que le salarié est libre et indépendant dans l'organisation et la gestion de son temps de travail pour remplir la mission qui lui a été confiée. Le contrat de travail ou son avenant contenant une convention de forfait sans référence horaire doit définir la fonction ou la mission qui justifie l'autonomie dont dispose le salarié pour l'exécution de cette fonction ou de cette mission. Le salaire n'est pas soumis à un horaire de travail ».

Rien n'indique que la jurisprudence actuelle de la Cour de cassation permette de telles dispositions. Pour les juges, une convention de forfait permet uniquement de forfaitiser les heures comprises entre la 39^e heure et l'horaire indiqué sur le

contrat de travail. Absolument pas de se dispenser de calculer les horaires effectués ou le ne pas indiquer d'horaires dans la convention puisque la compensation doit être possible avec le salaire conventionnel majoré des heures supplémentaires. Peut-on au moins exonérer les employeurs de cette obligation lorsqu'il s'agit de conventions signées avec des cadres supérieurs ? Contrairement à ce que l'idée reçue, rien, dans la jurisprudence, ne permet de l'affirmer. Suls les mandataires sociaux peuvent être exclus d'une telle obligation.

DIFFICILE ÉVALUATION

Ces rappels à l'ordre de la Cour de cassation ont le mérite de rappeler la jurisprudence de la chambre sociale sur le temps de travail des cadres. Ils ne font évidemment pas plaisir aux employeurs et relanceront le débat sur la notion de travail de cette catégorie de salariés. Est-il vraiment réaliste de calculer les horaires de travail de cadres qui passent une grande partie de leur temps en voyages d'affaires à la même aune que ceux de salariés sédentaires ? Beaucoup en doutent. Le gouvernement n'en tout cas de voir être extrêmement précis dans sa seconde loi sur un sujet qu'il avait préféré ne pas aborder dans la première.

L'Europe entre dans l'ère de la télévision interactive

Après les expériences menées par les groupes audiovisuels publics allemand ARD et anglais BBC, ainsi que par les bouquets numériques français, une première génération d'émissions grand public combinant l'ordinateur personnel et le téléviseur est annoncée avant l'été

CANNES
de notre envoyé spécial
Choisir la tenue vestimentaire, influencer les répliques ou orienter la série télévisée préférée... voilà ce que propose « On-Line Caroline », une fiction télévisée interactive dans laquelle le téléspectateur devient scénariste ou acteur. Dans un premier temps, il faut envoyer des messages électroniques depuis un micro-ordinateur connecté à Internet pour se présenter. Ensuite, on peut jouer avec l'héroïne et participer à ses mésaventures quotidiennes depuis son clavier. Chacun, pour peu qu'il ait un accès au site Web de l'émission, peut participer à la construction de l'intrigue.

C'est dans un deuxième temps seulement que l'internaute devient téléspectateur. Désormais face à son écran de télévision, il regarde les images de l'épisode filmé avec une « webcam » et écoute le narrateur qui commente l'intrigue telle qu'elle a évolué sur le Web au fil des interventions des uns et des autres téléspectateurs. Cette série, qui se construit entre un ordinateur personnel et un poste de télévision, a été développée par la société anglaise KPT.

Il s'agit encore d'une expérimentation, mais les trente épisodes d'une demi-heure chacun

devraient être prochainement diffusés sur la chaîne anglaise Channel 4 à un rythme hebdomadaire et à une heure tardive. On-Line Caroline est l'un des programmes télévisés interactifs présentés aux 800 professionnels venus de cinquante-quatre pays, du 9 au 12 février au Milla (marché du multimédia), à Cannes. Une journée entière a été consacrée aux récents développements de la télévision interactive.

Les producteurs multimédias et de télévision pionniers de l'interactivité audiovisuelle estiment déjà dépassés les conflits de plateformes (câble, satellite, hertzien,

TV ou Internet). Contraints d'élaborer des productions pour tous les types de réception numérique existants – et attendant, comme le prévoit Petr Ohnemus, le président de la société suisse The Fantastic Corporation, le décodeur numérique multi-plateformes gratuit intégré au poste de télévision –, ils travaillent d'arrache-pied. Depuis novembre 1998, aux contenus qui sollicitent une participation active du téléspectateur.

« Les émissions qui divertissent le téléspectateur en le faisant participer ont une audience qui augmente de 30 % et le temps passé devant la

télévision est multiplié par deux », a constaté Marjorie Curtis, de 2Way TV, une filiale de Cable & Wireless, qui teste depuis 1997 des jeux interactifs télévisés fondés sur les connaissances et le sport. L'un des programmes développés par 2Way TV permet, par exemple, à plusieurs téléspectateurs d'un même foyer qui regardent un match de football de parier, pendant les phases de jeu, sur le nombre de corners ou de se substituer à l'entraîneur en suivant les performances des joueurs qu'ils ont sélectionnés parmi ceux qui évoluent sur le terrain pour constituer leur propre équipe.

Les Français ont dominé en 1997-1998 la première étape de l'interactivité en proposant aux abonnés des bouquets satellitaires des services périphériques aux programmes : sur TPS, par exemple, on peut commander un produit présenté dans une émission de télé-achat, cliquer sur une publicité pour avoir davantage d'informations, suivre les prévisions météorologiques, obtenir un résultat sportif ou consulter une petite annonce. Le modèle français a inspiré les Anglais et les Allemands qui l'ont adapté et poussé plus avant.

La BBC diffuse depuis novembre 1998, sur On-Digital, 700 pages d'informations géné-

rales ou sportives couplées à une vidéo petit format. La BBC lance son premier programme interactif en juin à l'occasion du tournoi de tennis de Wimbledon. Le téléspectateur pourra suivre quatre matches simultanément au format quart d'écran et accéder à des informations statistiques. « Il n'est plus question, et c'est le plus difficile, de juxtaposer des placards de textes qui cachent l'image ou même de les mettre l'un à côté de l'autre sur l'écran », affirme John Holland, responsable de l'interactivité à la BBC.

DEUX HEURES PAR JOUR

En Allemagne, l'ARD, qui coiffe seize chaînes de télévision et cinquante-deux radios, a mis au point un guide de programmes qui permet au téléspectateur de composer sa chaîne personnelle autour d'un mot-clé : « Si vous voyez une image sur la mort de Diana au journal télévisé, vous cliquez dessus et la liste des programmes diffusés ce jour sur ce thème apparaît, vous la mettez dans un signal et vous composez comme ça votre chaîne personnelle », explique Andreas Weiss, de l'ARD.

Plus ambitieuse, la chaîne américaine PBS a testé, fin 1998, auprès de quarante foyers, un documentaire interactif consa-

cré à l'architecte Frank Lloyd Wright. Après avoir regardé le portrait télévisé, les téléspectateurs ont visité le musée Guggenheim et la maison Falling Water, en manœuvrant une « webcam » via leur télécommande de télévision. Celle-ci était reliée à un PC et connectée à une parabole. Certes, l'équipement est lourd, mais « nous avons offert une expérience complémentaire au téléspectateur », raconte John Hollai, vice-président de PBS Learning Ventures.

Tous estiment que le téléspectateur consacrerait aux programmes interactifs en moyenne deux heures par jour, d'ici à cinq ans, contre cinquante-cinq minutes par mois actuellement pour un site portail sur le Net. Dans ce contexte, l'Europe devrait occuper une position dominante. Plus de 43 millions de foyers recevront du haut débit en 2003, contre 2,5 millions en 1998. Et la réunion des industries d'Internet, des télécommunications et des médias – des sociétés principalement européennes à ce jour – « pèsera 1 300 milliards de dollars de chiffre d'affaires (1 150 milliards d'euros), soit plus que le secteur de la grande consommation aujourd'hui », affirme M. Ohnemus.

Florence Amalou

Ventes records de téléviseurs en 1998

1998 a été l'année du décollage des téléviseurs 16/9 sur le marché français, a indiqué Michel-Bernard Brossard, le président du Syndicat des industries de matériels audiovisuels électroniques (Simavelec), vendredi 12 février. Les ventes de ces appareils au format « cinéma » ont progressé de 60 % en un an, à 300 000 unités. L'ensemble du secteur de l'électronique grand public, qui recouvre le marché des téléviseurs, magnétoscopes, chaînes hi-fi et Caméscope, a bénéficié d'une conjonction favorable, avec une progression de son chiffre d'affaires de 8 %.

« Les ventes de produits électroniques ont atteint 40 milliards de francs (6,1 milliards d'euros) en 1998 contre 37 milliards en 1997 », a précisé M. Brossard. Le secteur a largement bénéficié de deux éléments moteurs. Le premier est lié à l'effet Coupe du monde, qui a permis la vente record de 4 millions de téléviseurs dans l'année (+ 12 %), et le second est dû au haut niveau de consommation des ménages. »

Reportages trompeurs : TF1 sanctionne, France 3 explique

EXCUSES RAPIDES sur l'écran et menace de licenciement à TF1. Longues explications de la médiatrice des programmes de la chaîne publique, nommée il y a plus de neuf mois, à fait sa première apparition à l'écran. Elle avait invité Patrick de Carolis et Patrick Charles, les deux responsables du magazine « Des racines et des ailes ». Ceux-ci ont expliqué dans quelles conditions ils avaient accepté les propositions d'une agence de presse pour un sujet sur les dangers de la montagne et dans quelles conditions s'était déroulé le reportage.

Ils ont notamment raconté comment, lorsqu'il s'est agi de tourner les scènes de sauvetage, les CRS ont refusé, pour des raisons de sécurité, qu'un journaliste monte dans l'hélicoptère et

ont proposé de filmer eux-mêmes ces moments. Dans la vingtaine d'assettés qu'ils ont ensuite remis aux journalistes, la majorité des scènes n'étaient pas de vrais sauvetages, mais des films de séquences d'entraînement dans des conditions réelles, destinés à la formation des CRS et des autres sauveteurs. « Le CRS cameraman nous a assurés que ces images étaient celles de sauvetages réels », assurent les responsables de l'émission.

Dans sa conclusion, Geneviève Guichenev, estimée que « la bonne foi des équipes de France 3 avait été abusée », face au risque que « le spectacle prenne le dessus » et de « l'urgence », elle a souligné la nécessité, pour le service public, d'être « vigilant ».

Françoise Chirot

Rupert Murdoch est contraint de renoncer à l'Italie

ROME

de notre correspondant
Par un communiqué laconique d'une ligne et demie, Telecom Italia a annoncé, samedi 13 février, l'« interruption des négociations » avec News Corp. Europe – la nouvelle société créée par Rupert Murdoch – dont l'objectif était la prise de contrôle de Stream, plate-forme numérique filiale à 100 % de Telecom Italia. Le 26 décembre 1998, un accord de principe avait été conclu pour la cession de 80 % des actions de Stream. Le prix de la transaction avait été fixé à 1 350 dollars par action (1 195 €), dont le nombre est d'environ 135 000 selon les chiffres fournis par la société.

A l'époque, il avait été précisé que les négociations continueraient afin que d'autres partenaires italiens et européens participent à

ce bouquet numérique qui devait donc devenir le concurrent direct de Telepiù, contrôlée à 90 % par Canal Plus. Il était enfin indiqué que les deux parties avaient l'intention d'acquiescer les droits de retransmission des matches du championnat italien sans autre forme de précision alors que Telepiù détiendait déjà les droits de sept équipes parmi les plus importantes. Le magnat australo-américain avait clairement manifesté le désir d'acheter les droits des deux divisions, la série A et la série B, pour une durée de six ans et un montant de 4 200 milliards de lire (2 milliards d'euros).

C'est cette question – capitale pour le succès d'une plate-forme numérique – qui a fait capoter tout le projet. Entre-temps, le gouvernement italien a en effet décidé de limiter à 60 % pour un

seul opérateur les droits de retransmission du calcio afin de freiner les appétits jugés démesurés de Rupert Murdoch. Prétextant cet obstacle devenu difficilement franchissable, ce dernier a essayé de renégocier l'accord intervenu le lendemain de Noël, mais Telecom Italia a refusé catégoriquement. La rupture est désormais consommée après deux mois et demi d'une bagarre à trois bandes contre Canal Plus et les autorités italiennes.

CHAMP LIBRE POUR TELEPIÙ

Une fois de plus, Rupert Murdoch échoue dans sa tentative de prendre pied en Europe continentale après les nombreux autres échecs qu'il a eu à subir par le passé (Le Monde du 5 décembre 1998). Il est officiellement précisé que cet échec « n'altère pas l'intérêt pour l'Italie » de News Corp. et qu'il existe encore une possibilité à travers TF1 qui devait prendre 10 % du capital de Stream.

Dans le jeu des nouvelles alliances actuellement en cours de négociations en Europe, il n'est pas exclu, comme la rumeur en a couru, que des accords soient intervenus entre Canal Plus et Rupert Murdoch afin de se partager le marché européen. Le lâchage de l'Italie ne serait donc qu'une pièce du nouveau puzzle en train de se mettre en place.

La question est désormais de savoir comment Telecom Italia peut se débarrasser de Stream? Franco Bernabè, le nouvel administrateur délégué de Telecom Italia, a clairement manifesté l'intention de céder la majorité de la chaîne cryptée en raison de ses pertes importantes (700 milliards de lire en cinq années d'existence, soit 350 milliards d'euros). Il est urgent de trouver de nouveaux actionnaires ou de fermer la porte, ce qui laisserait le champ libre à Telepiù.

Michel Bôle-Richard

Le fonds de modernisation de la presse est en ordre de marche

LA MINISTRE de la culture et de la communication, Catherine Trautmann, a installé, vendredi 12 février à Paris, le comité d'orientation du nouveau Fonds de modernisation de la presse quotidienne et assimilée (Le Monde du 24 septembre 1998). Le comité comprend six représentants de l'Etat et cinq représentants des différents syndicats de la presse quotidienne et des agences de presse, nommés pour trois ans. Cette composition, selon M^{me} Trautmann, devrait permettre à cette nouvelle instance de fonctionner « dans le respect du pluralisme ».

La ministre a rappelé que le fonds aura « la possibilité d'intervenir en soutien à des projets de nature industrielle, rédactionnelle ou commerciale, destinés à accroître la productivité des entreprises, mais visant également à favoriser l'amélioration de leur contenu rédactionnel, à accélérer leur diversification vers de nouveaux supports, ou en-

core à aider à développer de nouveaux modes de distribution ».

Le président du comité, Bruno Lasserre, a rappelé trois « principes » de fonctionnement : « la transparence car il s'agit d'argent public, « l'équilibre entre tous les intérêts en présence » et la « rapidité » dans le traitement des dossiers. Les dossiers seront examinés par le service juridique et technique de l'information (SITI, dé-

pendant du premier ministre), puis soumis au comité d'orientation qui se réunira trois fois par an.

« Je n'ai pas souhaité qu'une définition purement comptable de la notion d'investissement limite de manière trop stricte le périmètre des projets éligibles », a précisé Catherine Trautmann. Le niveau des aides est destiné à éviter le saupoudrage. Il devrait, selon la mi-

nistre, « générer un réel effet de levier ».

Le fonds sera alimenté par le produit d'une taxe de 1 % sur le hors-média, qui a rapporté 139 millions de francs en 1998 (21 millions d'euros) et doit rapporter environ 200 millions (30 millions d'euros) en 1999. Le fonds financera les projets retenus sous forme d'avances remboursables et de subventions. Le montant total de l'aide ne pourra excéder 40 % de l'investissement projeté.

Le président du Syndicat de la presse parisienne (SPP), Yves de Chaisemartin, s'est félicité de la création du fonds, estimant qu'il « fallait inventer un nouveau système d'aide structurelle aux entreprises ». Pour sa part, le président du Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR), Jean-Louis Prevost, a souligné qu'il ne fallait pas « confondre le fonds avec les aides directes à la presse, qui sont en constante diminution ».

Une mission de réflexion sur la déontologie

Catherine Trautmann a confié à Jean-Marie Charon, chercheur au CNRS et ancien conseiller technique de la ministre, une « mission d'exploration et de réflexion » en vue de la création d'une « référence commune » en matière de déontologie des journalistes. Cette mission, dont les conclusions devront être rendues avant la mi-avril, vise à préciser le cadre qui pourrait revêtir une concertation.

« Si la multiplication des codes ou chartes déontologiques rédigés à l'initiative de syndicats de journalistes, des fédérations d'éditeurs ou de certaines entreprises doit être appréciée positivement, poursuit le communiqué, elle ne permet pas qu'une référence commune soit proposée au public et à l'ensemble des professionnels. »

BIEN CHOISIR SON BTS OU SON IUT

Vous trouverez dans ce supplément : ● Les meilleurs résultats aux BTS et aux DUT dans les principales spécialités

Résultats complets sur Minitel :
(3615 LEMONDE - 2,23 F-min)

toutes les spécialités, tous les établissements

● Une enquête exclusive sur le marché de l'emploi des bac + 2 par secteur
● Quel avenir pour les bac + 2 face à la réforme Allègre ?

Et sur Internet :
(http://www.lemonde.fr)

100 IUT et 266 formations post-DUT en fiches

Un cahier spécial de 16 pages à lire mercredi 17 daté jeudi 18 février dans **Le Monde**

TABLEAU DE BORD

AGENDA

MARDI 16 FÉVRIER

■ **FRANCE**: examen du projet de loi de transposition de la directive européenne sur l'électricité, qui ouvre le marché à la concurrence. La CGT organise le même jour une manifestation.

■ **Table ronde** entre les syndicats et la direction de Renault sur les 35 heures.

MERCREDI 17 FÉVRIER

■ **FRANCE**: déclaration du gouvernement à l'Assemblée nationale sur l'avenir du secteur bancaire et financier français, suivie d'un débat.

■ **Signature** de l'accord sur l'aménagement et la réduction du temps de travail à La Poste par FO, la CFTD, la CFE-CGC et la CFTC.

■ **BRUXELLES**: publication d'une étude sur « les incidences sur l'emploi » de la suppression du « duty free ».

JEUDI 18 FÉVRIER

■ **ALLEMAGNE**: publication du baromètre des affaires de l'Institut IFO pour janvier.

■ **FRANCFORT**: réunion bimensuelle du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne.

■ **ÉTATS-UNIS**: rencontre entre Jacques Chirac, Bill Clinton, James Wolfensohn (Banque mondiale) et Michel Camdessus (FMI).

VENDREDI 19 FÉVRIER

■ **EUROPE**: ouverture du marché européen de l'électricité.

■ **FRANCE**: publication de l'enquête de l'INSEE sur les investissements dans l'industrie en 1998 et 1999.

SAMEDI 20 FÉVRIER

■ **ALLEMAGNE**: réunion à Bonn des ministres des finances et des gouverneurs de banques centrales des pays du G7.

AFFAIRES

INDUSTRIE

■ **AÉROSPATIALE**: le décret de privatisation du groupe aéronautique a été publié dimanche 14 février au *Journal officiel*. (Lire p. 20).

■ **GIANFRANCO FERRÉ**: l'investisseur italien Franco Mattioli a vendu 49 % de sa participation dans le capital de la maison de couture Gianfranco Ferré à la banque d'affaires

Rothschild, selon des révélations de M. Mattioli au magazine américain *Women's Wear Daily*.

SERVICES

■ **MICROSOFT**: des manifestants de plusieurs pays (États-Unis, France et Nouvelle-Zélande) utilisateurs du système d'exploitation Linux devaient demander, lundi 15 février, au numéro mondial des fabricants de logiciels le remboursement du système d'exploitation Windows, installé automatiquement sur leurs micro-ordinateurs alors qu'ils ne l'utilisent pas.

■ **LA POSTE**: le Conseil d'Etat a annulé une directive sur la notation des agents, à la demande de trois d'entre eux, considérant que cette entreprise a « édicté de nouvelles règles qui ne relevaient pas de sa compétence ».

FINANCES

■ **AGF**: l'assureur a lancé, vendredi 12 février, un nouveau service, appelé « AGF Santé Conseil », visant à favoriser la maîtrise des dépenses de santé en optique et en dentaire.

RÉSULTATS

■ **LLOYDS TSB**: affecté par une provision pour couvrir des plans de retraite mal vendus, le résultat net de la banque britannique est en hausse de 7 % pour 1998, à 2,292 milliards de livres (3,3 milliards €), soit un rendement sur fonds propres de 33 %.

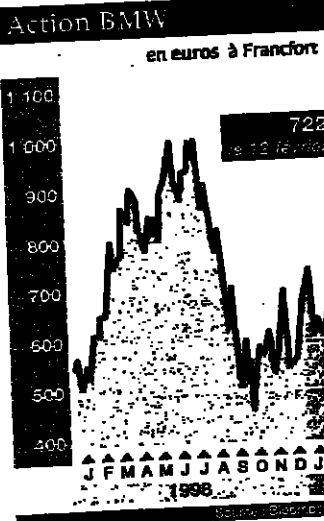
■ **SG PARIBAS**: dans la note d'information lancée l'ouverture de l'offre publique d'échange de la Société générale sur Paribas, les deux banques annoncent leurs résultats pour 1998: le bénéfice global s'élève à 13,6 milliards de francs (2,07 milliards €), traduisant une hausse de 15 % du résultat de la SG à 7 milliards de francs, malgré une perte de 197 millions dans la banque d'investissement, et une progression de 25 % pour Paribas (avant activités cédées), à 6,5 milliards de francs.

■ **FRANCE TELECOM**: l'opérateur de télécommunications a annoncé, lundi, un chiffre d'affaires en hausse de 5,2 % en 1998, à 161,7 milliards de francs (24,6 milliards €). Michel Bon, le président du groupe a estimé, dimanche, dans un entretien à *La Croix*, que « le pari stratégique qui était de stimuler le marché pour compenser les baisses de tarifs et la perte de la concurrence a bien fonctionné ».

VALEUR DU JOUR

BMW suscite les convoitises

LE NOUVEAU président de BMW, Joachim Milberg, et l'actionnaire de référence, la famille Quandt, qui détient 46 % des titres, ont beau multiplier les déclarations sur la « volonté claire d'être indépendante », la presse allemande et les analystes spéculent sur le contraire. Dans son édition du samedi 13 février, le quotidien *Die Welt* indique que le numéro mondial de l'automobile, General Motors, s'apprêterait à faire une offre « dans les prochains jours ». De son côté, le magazine *Der Spiegel* avance que Volkswagen étudierait une proposition concurrente. Ces spéculations ont soutenu le cours de Bourse de BMW, qui a gagné 20 % depuis le début du mois, à 722 €. Pourtant, les dernières statistiques sur les immatriculations en Europe ont démontré que, en janvier 1999, les ventes de l'ensemble BMW-Rover ont reculé de 9,5 % par rapport à janvier 1998, pendant que le marché augmentait de 0,2 %. En Europe, BMW contrôle désormais 5 % du marché européen. Le britannique Rover, acquis en 1994, est responsable de la débâcle. Ses ventes se sont effondrées et ses pertes se sont creusées (entre 500 et 900 millions € attendus pour 1998). Trois prétendants sont sur les rangs pour acquérir BMW. Ford, qui contrôle 9,9 % du marché automobile européen depuis le rachat de Volvo, est toujours à la recherche d'opportunités de croissance. General Motors (12,7 %

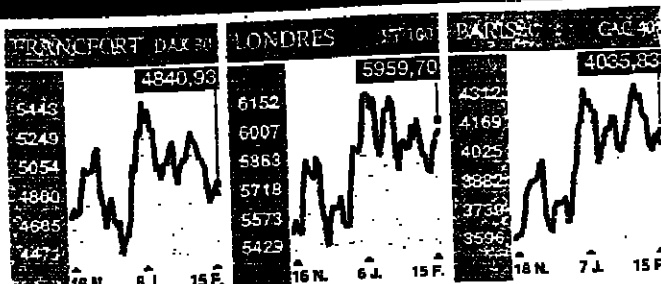


du marché européen), serait intéressé par le positionnement de BMW sur les voitures de luxe. Enfin, Volkswagen, leader européen avec 20,1 % du marché, ne peut se permettre de voir ses concurrents contester sa suprématie. Selon le magazine *Der Spiegel*, Volkswagen aurait concocté une offre combinant un paiement en liquidités et une prise de participation croisée. Ainsi, VW prendrait 24,9 % de BMW en échange d'une participation de 24,9 % de BMW dans Audi AG, la filiale de voitures de luxe de VW. BMW pèse 17,2 milliards € en Bourse (12,8 milliards de francs). Un éventuel rachat serait une opération relativement modique au regard de celle lancée par Daimler sur Chrysler: 32 milliards €.

Enguerrand Renault

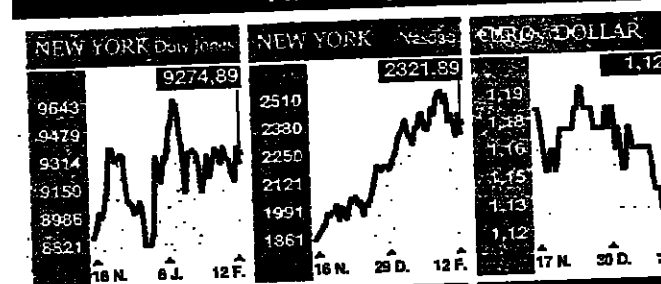
Jeudi 15/02

EUROPE



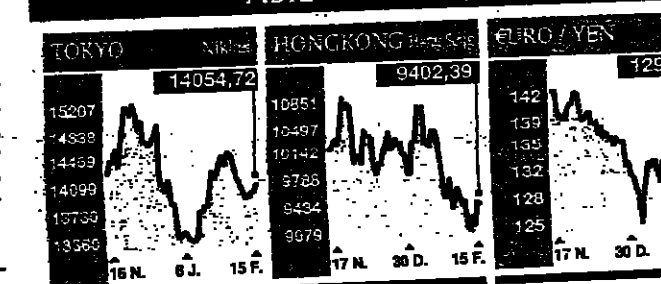
Indice	15/02	Var. %	15/02	Var. %
EUROPE 12h30	1502	1202	3172	
EUROPE	3374,95	-0,80	0,98	
STOXX 50	3343,74	-0,41	0,77	
EUROPE	287,46	-0,77	-0,53	
STOXX 600	282,71	-0,37	1,28	
PARIS	4035,88	-0,66	2,36	
PARIS	1899,89	-0,66	2,36	
PARIS	2714,82	-0,66	2,36	
PARIS	2544,59	-0,78	1,78	
PARIS	1980,04	0,08	-5,57	
PARIS	521,22	-0,40	-2,18	
AMSTERDAM	3373,17	-0,47	-4,02	
BRUXELLES	4840,53	-0,98	-3,23	
FRANCFORT	5869,70	0,15	1,31	
LONDRES	5758,20	0,19	-0,82	
MADRID	3377,00	-0,34	-4,02	
MILAN	8864,40	-0,12	-2,38	
ZURICH				

AMÉRIQUES



Indice	15/02	Var. %	15/02	Var. %
AMÉRIQUE 10h15	1202	1202	3172	
ÉTATS-UNIS	9274,89	-0,85	1,02	
ÉTATS-UNIS	1230,13	-1,91	0,07	
ÉTATS-UNIS	2331,89	-0,48	5,89	
TORONTO	6433,69	-0,88	-0,81	
SÃO PAULO	8950,00	-0,48	31,98	
MEXICO	238,43	-0,06	2,56	
BUENOS AIRES	387,28	-1,08	-9,52	
SANTIAGO	110,89	-0,77	-3,56	
CARACAS	4008,12	-1,81	-14,48	

ASIE - PACIFIQUE



Indice	15/02	Var. %	15/02	Var. %
ASIE 10h15	1202	1202	3172	
TOKYO	14054,72	-0,24	-6,43	
HONGKONG	9402,39	-0,24	-2,27	
SINGAPOUR	60,00	5,40	-2,49	
SEUL	65,32	-0,40	2,29	
SYDNEY	2677,90	-1,19	-2,30	
BANGKOK	24,86	0,25	9,50	
BOMBAY	2147,18	-1,01	3,97	
WELLINGTON				

SUR LES MARCHÉS

PARIS

LUNDI 15 FÉVRIER, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris s'inscrivait en baisse de 0,71 %, à 4 035,88 points en fin de matinée. Il avait ouvert en repli de 0,76 %. Vendredi 12 février, l'indice de la Bourse de Paris avait déjà abandonné 0,29 % à 4 060,36 points malgré une ouverture en forte hausse. Prudents, les investisseurs avaient calculé leur attitude sur l'évolution de la Bourse de New York.

FRANCFORT

L'INDICE DAX 30 a débuté la séance du lundi 15 février sur une baisse de 1,34 %, à 4 831,27 points. Le marché a réagi avec retard à la baisse de Wall Street, vendredi 12 février. Ce jour-là, l'indice Dax avait terminé la séance sur un gain de 0,56 %, à 4 896,74 points.

LONDRES

L'INDICE FT 100 a progressé de 1,06 %, à 5 950,70 points, vendredi 12 février. La Bourse britannique a été soutenue par la forte hausse des valeurs bancaires qui ont publié des résultats annuels meilleurs que prévu.

TOKYO

L'INDICE NIKKEI a terminé la séance du lundi 15 février sur une hausse de 0,58 %, à 14 054,72 points. Les investisseurs ont bien accueilli la baisse du taux de l'argent au jour le jour annoncée vendredi 12 février par la Banque du Japon après la clôture de la séance.

NEW YORK

LA BOURSE de New York avait terminé la séance du vendredi 12 février en baisse. L'indice Dow Jones des principales valeurs avait perdu 88,57 points (-0,95 %), à 9 274,88 points, et l'indice du Nasdaq avait chuté de 83,61 points (-3,48 %), à 2 321,94 points. Les marchés financiers avaient ignoré le résultat du vote d'acquiescement du président Bill Clinton au Sénat américain. Une nouvelle fois, un important mouvement de ventes des valeurs de la haute technologie et de l'internet avait précédé et pesé sur l'ensemble du marché des actions, avec notamment un plongeon du fabricant d'ordinateurs Dell après un avis négatif du courtier Salomon Smith Barney.

MONNAIES

L'EURO restait faible, lundi matin 15 février, face au billet vert. Il cotait 1,1275 dollar. Le yen, en revanche, faisait preuve de fermeté, à 114,06 yens pour un dollar.

TAUX

LES MARCHÉS obligataires européens ont ouvert en nette baisse, lundi 15 février. Après une demi-heure de transactions, le contrat notional du Matif perdait 38 centimes, à 111,31 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 3,98 %. Vendredi, les emprunts d'Etat américain avaient terminé la séance en très net recul, le taux du titre à 30 ans remontant à 5,43 %.

ÉCONOMIE

Excédent courant record au Japon

L'EXCÉDENT COURANT japonais a progressé de 38,7 % en 1998, pour atteindre 15 860,8 milliards de yens (122 milliards d'euros), soit son niveau le plus élevé de l'histoire, selon les données provisoires communiquées, lundi 15 février, par le ministère japonais des finances (MOF). Le précédent record avait été établi au titre de l'année calendaire 1993, a précisé le ministère. La balance des comptes courants recouvre les échanges de marchandises et de services (tourisme, fret, assurances...), le produit des placements à l'étranger et certains transferts financiers. L'excédent nippon s'explique par les seules performances de son commerce extérieur, qui a dégagé l'an dernier un surplus de 15 993,2 milliards de yens (+29,9 % sur l'année précédente). Cette hausse n'est toutefois pas la manifestation d'une économie en bonne santé, bien au contraire: tant les exportations (-1,3 %, à 48 866,6 milliards de yens) que les importations (-11,7 %, à 32 973,4 milliards de yens) du Japon ont reculé au cours de l'année écoulée.

Le nombre des défaillances d'entreprises au Japon a baissé en janvier pour le troisième mois consécutif, avec 1 003 cas, soit 33,2 % de moins que lors du même mois de 1998, a annoncé lundi la société privée d'analyse-crédit Teikoku Databank dans un communiqué. Les faillites sont en recul régulier depuis fin 1998 grâce à la mise en place par le gouvernement d'un système d'aide à la trésorerie pour les PME: elles avaient déjà baissé de 4,6 % en novembre et de 26,6 % en décembre.

CHINE: après une légère reprise en décembre, les exportations de la Chine ont recommencé à chuter en janvier, confirmant la tendance amorcée au milieu de 1998 du fait de la crise asiatique, a annoncé lundi la presse officielle. Les ventes de la Chine à l'étranger ont reculé de 10,8 % en janvier par rapport au même mois de 1998, a indiqué le *China Daily*.

La Chine a corrigé lundi en forte baisse la hausse de la production industrielle pour janvier, affirmant qu'elle n'avait atteint que 8 %, et non 17,9 % comme annoncé la semaine dernière.

La presse officielle chinoise a reconnu dimanche des « exagérations » dans le calcul de la croissance économique de la Chine en 1998, toutes les provinces sauf une ayant annoncé un taux de croissance supérieur ou égal à celui réalisé par l'ensemble du pays.

MALAYSIE: le premier ministre de Malaisie, Mahathir Mohamad, a affirmé samedi, à l'issue d'un entretien de deux heures avec le président Jacques Chirac, que son pays allait bien et avait réussi à « se préserver de la spéculation qui a déstabilisé beaucoup d'autres pays » asiatiques.

ÉQUATEUR: la banque centrale de l'Équateur a modifié vendredi le système de change de la monnaie nationale, le sucre, la laissant flotter librement face au dollar, ce qui a entraîné une dévaluation de 7 % le même jour.

MEXIQUE: le gouvernement mexicain négocierait une nouvelle ligne de crédit auprès du Fonds monétaire international, qui pourrait atteindre la somme de 8 milliards de dollars (7,14 milliards d'euros), a indiqué dimanche le *Journal La Jornada*.

IRAN: le taux de change officiel restera gelé durant l'année iranienne 1378 (de mars 1999 à mars 2000), a annoncé samedi le gouverneur de la banque centrale, Mohsen Nourbakhsh. Le taux de change est gelé en Iran depuis mai 1995, à 3 000 rials pour 1 dollar.

G7: Bonn va proposer lors du G7 finances du 20 février la création d'un conseil comprenant les ministres des finances et les présidents des banques centrales du G7, pour analyser la situation des marchés financiers internationaux, selon un haut responsable du ministère des finances allemand.

RUSSIE: le Fonds monétaire international est sur le point d'approuver le plan de réforme des impôts proposé par le gouvernement russe, a déclaré vendredi le directeur des services fiscaux russes, Georgi Boos.

ALLEMAGNE: l'industrie allemande s'attend à une baisse de son chiffre d'affaires à moyen terme, selon une enquête de l'Institut de conjoncture de Munich, publiée dimanche. A peine la moitié des entreprises interrogées par l'Institut ont estimé être sur des marchés en croissance entre 55 % fin 1997.

Le patron des patrons allemands, Dieter Hunds, a mis en garde le syndicat des métallurgistes, IG Metall, contre les effets négatifs sur la croissance et l'emploi d'une grève dure. « Qui encourage la grève pénalise l'économie allemande », a déclaré le président de la Confédération patronale (BDA) dans une interview au quotidien *Tagesspiegel* publiée lundi (lire aussi page 21).

Taux de change fixe zone Euro

Euro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANCE	6,5596	DEUTSCHEMARK	3,3636
ALLEMAGNE	1,9363	LIRE ITALIENNE (1000)	3,3637
ESPAGNE	1,6664	PESETA ESPAG. (100)	3,3637
PORTUGAL	2,0048	ESCUDO PORT. (100)	3,3637
IRLANDE	0,7875	SCHILLING AUTR. (100)	4,7670
FINLANDE	2,0048	MARKKA FINLAND.	5,9457
GRÈCE	1,9363	DRACME GRECQUE	321,80
IRLANDE	0,7875	FLORIN NÉERLANDAIS	2,0048
FINLANDE	2,0048	FRANC BELGE (100)	1,3603
GRÈCE	1,9363	MARKKA FINLAND.	5,9457

Hors zone Euro

Euro contre	Taux	contre franc	Taux
YEN	114,06	YEN	114,06
YEN	114,06	YEN	114,06
YEN	114,06	YEN	114,06
YEN	114,06	YEN	114,06

Cours de change croisés

Cours	Cours	Cours	Cours
1502 12h30	1202	1202	3172
DOLLAR	114,0600	114,0600	114,0600
YEN	0,88814	0,88814	0,88814
FRANC	6,55967	6,55967	6,55967
LIVRE	0,01390	0,01390	0,01390
FRANC SUISSE	1,1775	1,1775	1,1775

Taux d'intérêt (%)

Taux	Taux	Taux	Taux
12h30	12h30	12h30	12h30
FRANCE	3,08	3,08	3,08
ALLEMAGNE	3,12	3,12	3,12
ESPAGNE	5,19	5,19	5,19
ITALIE	3,02	3,02	3,02
JAPON	0,18	0,18	0,18
ÉTATS-UNIS	4,88	4,88	4,88
SUISSE	0,91	0,91	0,91
PAYS-BAS	3,08	3,08	3,08

Matif

Cours	Cours	Cours	Cours
12h30	12h30	12h30	12h30
FRANCE	10470	10470	10470
ALLEMAGNE	10470	10470	10470
ESPAGNE	10470	10470	10470
ITALIE	10470	10470	10470

Pétrole

Cours	Cours	Cours	Cours
12h30	12h30	12h30	12h30
FRANCE	10470	10470	10470
ALLEMAGNE	10470	10470	10470
ESPAGNE	10470	10470	10470
ITALIE	10470	10470	10470

Or

Cours	Cours	Cours	Cours
12h30	12h30	12h30	12h30
FRANCE	10470	10470	10470
ALLEMAGNE	10470	10470	10470
ESPAGNE	10470	10470	10470
ITALIE	10470	10470	10470

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du Monde

www.lemonde.fr/bourse

VALEURS EUROPÉENNES

● L'action de la banque italienne Banca Intesa a progressé de 2,67 % à Milan, vendredi 12 février, à la suite d'une rumeur selon laquelle la banque pourrait prendre une participation dans le capital du Crédit lyonnais.

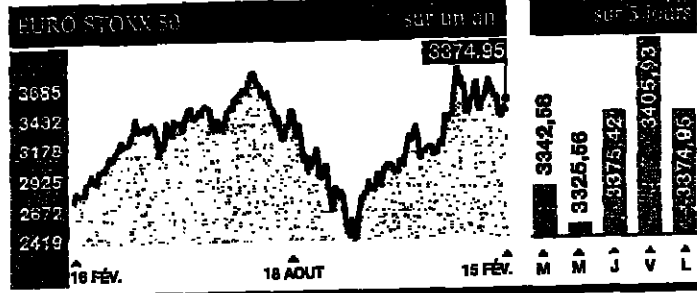
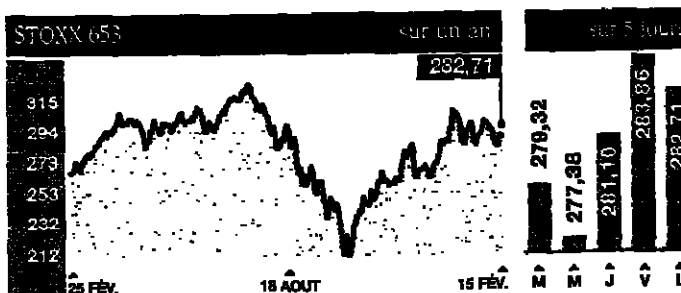
● Le titre allemand Viag a gagné 1,04 % à Francfort, vendredi. Le groupe de services aux collectivités a publié un résultat opérationnel pour 1998 en hausse de 10,3 %.

● L'action Adidas a gagné 3,11 %, vendredi 12 février. Le titre est toujours très entouré, bénéficiant de recommandations positives de plusieurs sociétés de Bourse.

● Le titre de British Airways a terminé la séance du vendredi 12 février sur un modeste gain de 0,51 %. La compagnie aérienne britannique a acquis 9 % du capital de la compagnie espagnole Iberia. Dans le même temps, American Airways a pris 1 % du capital.

● Le titre DaimlerChrysler est resté stable, vendredi 12 février, à Francfort. Une étude publiée par le quotidien Handelsblatt vient de démontrer que les investisseurs américains ont réduit leur participation au capital du nouvel ensemble de 44 % à 33 % depuis la fusion.

● L'action BMW a gagné 3,51 %, vendredi 12 février, soutenue par les rumeurs d'acquisition de la part de General Motors, Ford ou Volkswagen.



15/02 12h32

Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AUTOMOBILE		
AUTOLUX SDR	SE 86,05	-0,83
BMW	DE 289,5	-0,52
CONTINENTAL AG	DE 26,5	-2,11
DAIMLERCHRYSLER	DE 82,8	-1,49
FIAT	IT 1,48	-0,35
LABINAL	FR 165	
LUCAS VARTY	GB 4,03	
MAGNETI MARELLI	IT 1,24	-1,49
NICHOLIN - R.M.	FR 24	+0,84
PEUGEOT R.M.	FR 128,4	-0,47
PIRELLI	IT 2,68	-1,48
RENAULT	FR 44,7	+0,45
SCHNEIDER ALIBERT	FR 74	+0,84
VALEO R.M.	FR 78	-3,58
VOLVO R.M.	SE 86,5	+0,77
VOLVO - A	SE 26,07	-0,23
VOLVO - B	SE 26,07	-0,23
VOLVO STONX AUTO P	SE 26,07	-0,23

BANQUES

ABN AMRO	GB 17,08	-2
ALIBERT	DE 15,2	-1,08
ALIBERT DSH BA	GB 15,2	-1,08
ALIBERT CREDIT BA	GB 15,2	-1,08
ARGENTARIA R.S.	ES 22,25	+0,04
BANCA INTESA	IT 1,18	
BANCA INTESA - A	IT 1,18	
BANCA INTESA - B	IT 1,18	
BANCA INTESA - C	IT 1,18	
BANCA INTESA - D	IT 1,18	
BANCA INTESA - E	IT 1,18	
BANCA INTESA - F	IT 1,18	
BANCA INTESA - G	IT 1,18	
BANCA INTESA - H	IT 1,18	
BANCA INTESA - I	IT 1,18	
BANCA INTESA - J	IT 1,18	
BANCA INTESA - K	IT 1,18	
BANCA INTESA - L	IT 1,18	
BANCA INTESA - M	IT 1,18	
BANCA INTESA - N	IT 1,18	
BANCA INTESA - O	IT 1,18	
BANCA INTESA - P	IT 1,18	
BANCA INTESA - Q	IT 1,18	
BANCA INTESA - R	IT 1,18	
BANCA INTESA - S	IT 1,18	
BANCA INTESA - T	IT 1,18	
BANCA INTESA - U	IT 1,18	
BANCA INTESA - V	IT 1,18	
BANCA INTESA - W	IT 1,18	
BANCA INTESA - X	IT 1,18	
BANCA INTESA - Y	IT 1,18	
BANCA INTESA - Z	IT 1,18	

TELECOMMUNICATIONS

BRITISH TELECOM	GB 15,17	+1,94
CABLE & WIRELESS	GB 11,71	-2,06
DEUTSCHE TELEKOM	DE 38	-1,04
EUROPEAN TELECOM	DE 38	-1,04
FRANCE TELECOM	FR 75,3	-1,26
HELLINIC TELECOM	GR 55,47	-1,26
KONINKRIJKE KPN	NL 44,85	+2,53
PORTUGAL TELECOM	PT 46,2	
SWEDISH TELECOM	SE 38,15	-0,36
TELE DANMARK	DK 105,28	-0,36
TELECOM ITALIA	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - A	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - B	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - C	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - D	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - E	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - F	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - G	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - H	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - I	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - J	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - K	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - L	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - M	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - N	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - O	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - P	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - Q	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - R	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - S	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - T	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - U	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - V	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - W	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - X	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - Y	IT 5,2	-2,15
TELECOM ITALIA - Z	IT 5,2	-2,15

CONSTRUCTION

AULBORG PORTLAND	DK 18,81	-3,95
ACCIAIO	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - A	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - B	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - C	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - D	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - E	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - F	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - G	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - H	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - I	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - J	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - K	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - L	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - M	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - N	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - O	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - P	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - Q	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - R	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - S	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - T	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - U	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - V	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - W	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - X	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - Y	ES 55,5	-0,09
ACCIAIO REG - Z	ES 55,5	-0,09

PRODUITS DE BASE

ALUMINUM REG	SE 8,97	
ALUMINUM REG - A	SE 8,97	
ALUMINUM REG - B	SE 8,97	
ALUMINUM REG - C	SE 8,97	
ALUMINUM REG - D	SE 8,97	
ALUMINUM REG - E	SE 8,97	
ALUMINUM REG - F	SE 8,97	
ALUMINUM REG - G	SE 8,97	
ALUMINUM REG - H	SE 8,97	
ALUMINUM REG - I	SE 8,97	
ALUMINUM REG - J	SE 8,97	
ALUMINUM REG - K	SE 8,97	
ALUMINUM REG - L	SE 8,97	
ALUMINUM REG - M	SE 8,97	
ALUMINUM REG - N	SE 8,97	
ALUMINUM REG - O	SE 8,97	
ALUMINUM REG - P	SE 8,97	
ALUMINUM REG - Q	SE 8,97	
ALUMINUM REG - R	SE 8,97	
ALUMINUM REG - S	SE 8,97	
ALUMINUM REG - T	SE 8,97	
ALUMINUM REG - U	SE 8,97	
ALUMINUM REG - V	SE 8,97	
ALUMINUM REG - W	SE 8,97	
ALUMINUM REG - X	SE 8,97	
ALUMINUM REG - Y	SE 8,97	
ALUMINUM REG - Z	SE 8,97	

ALIMENTATION ET BOISSON

ALIBERT	DE 15,2	-1,08
ALIBERT DSH BA	GB 15,2	-1,08
ALIBERT CREDIT BA	GB 15,2	-1,08
ARGENTARIA R.S.	ES 22,25	+0,04
BANCA INTESA	IT 1,18	
BANCA INTESA - A	IT 1,18	
BANCA INTESA - B	IT 1,18	
BANCA INTESA - C	IT 1,18	
BANCA INTESA - D	IT 1,18	
BANCA INTESA - E	IT 1,18	
BANCA INTESA - F	IT 1,18	
BANCA INTESA - G	IT 1,18	
BANCA INTESA - H	IT 1,18	
BANCA INTESA - I	IT 1,18	
BANCA INTESA - J	IT 1,18	
BANCA INTESA - K	IT 1,18	
BANCA INTESA - L	IT 1,18	
BANCA INTESA - M	IT 1,18	
BANCA INTESA - N	IT 1,18	
BANCA INTESA - O	IT 1,18	
BANCA INTESA - P	IT 1,18	
BANCA INTESA - Q	IT 1,18	
BANCA INTESA - R	IT 1,18	
BANCA INTESA - S	IT 1,18	
BANCA INTESA - T	IT 1,18	
BANCA INTESA - U	IT 1,18	
BANCA INTESA - V	IT 1,18	
BANCA INTESA - W	IT 1,18	
BANCA INTESA - X	IT 1,18	
BANCA INTESA - Y	IT 1,18	
BANCA INTESA - Z	IT 1,18	

ASSURANCES

ALIBERT	DE 15,2	-1,08
ALIBERT DSH BA	GB 15,2	-1,08
ALIBERT CREDIT BA	GB 15,2	-1,08
ARGENTARIA R.S.	ES 22,25	+0,04
BANCA INTESA	IT 1,18	
BANCA INTESA - A	IT 1,18	
BANCA INTESA - B	IT 1,18	
BANCA INTESA - C	IT 1,18	
BANCA INTESA - D	IT 1,18	
BANCA INTESA - E	IT 1,18	
BANCA INTESA - F	IT 1,18	
BANCA INTESA - G	IT 1,18	
BANCA INTESA - H	IT 1,18	
BANCA INTESA - I	IT 1,18	
BANCA INTESA - J	IT 1,18	
BANCA INTESA - K	IT 1,18	
BANCA INTESA - L	IT 1,18	
BANCA INTESA - M	IT 1,18	
BANCA INTESA - N	IT 1,18	
BANCA INTESA - O	IT 1,18	
BANCA INTESA - P	IT 1,18	
BANCA INTESA - Q	IT 1,18	
BANCA INTESA - R	IT 1,18	
BANCA INTESA - S	IT 1,18	
BANCA INTESA - T	IT 1,18	
BANCA INTESA - U	IT 1,18	
BANCA INTESA - V	IT 1,18	
BANCA INTESA - W	IT 1,18	
BANCA INTESA - X	IT 1,18	
BANCA INTESA - Y	IT 1,18	
BANCA INTESA - Z	IT 1,18	

PHARMACIE

ALIBERT	DE 15,2	-1,08
ALIBERT DSH BA	GB 15,2	-1,08
ALIBERT CREDIT BA	GB 15,2	-1,08
ARGENTARIA R.S.	ES 22,25	+0,04
BANCA INTESA	IT 1,18	
BANCA INTESA - A	IT 1,18	
BANCA INTESA - B	IT 1,18	
BANCA INTESA - C	IT 1,18	
BANCA INTESA - D	IT 1,18	
BANCA INTESA - E	IT 1,18	
BANCA INTESA - F	IT 1,18	
BANCA INTESA - G	IT 1,18	
BANCA INTESA - H	IT 1,18	
BANCA INTESA - I	IT 1,18	
BANCA INTESA - J	IT 1,18	
BANCA INTESA - K	IT 1,18	
BANCA INTESA - L	IT 1,18	
BANCA INTESA - M	IT 1,18	
BANCA INTESA - N	IT 1,18	
BANCA INTESA - O	IT 1,18	
BANCA INTESA - P	IT 1,18	
BANCA INTESA - Q	IT 1,18	
BANCA INTESA - R	IT 1,18	
BANCA INTESA - S	IT 1,18	
BANCA INTESA - T	IT 1,18	
BANCA INTESA - U	IT 1,18	
BANCA INTESA - V	IT 1,18	
BANCA INTESA - W	IT 1,18	
BANCA INTESA - X	IT 1,18	
BANCA INTESA - Y	IT 1,18	
BANCA INTESA - Z	IT 1,18	

0 803 800 100

PLACEMENTS FINANCIERS

AXA INVESTMENT MANAGERS

ENERGIE

ALIBERT	DE 15,2	-1,08
ALIBERT DSH BA	GB 15,2	-1,08
ALIBERT CREDIT BA	GB 15,2	-1,08
ARGENTARIA R.S.	ES 22,25	+0,04
BANCA INTESA	IT 1,18	
BANCA INTESA - A	IT 1,18	
BANCA INTESA - B	IT 1,18	
BANCA INTESA - C	IT 1,18	
BANCA INTESA - D	IT 1,18	
BANCA INTESA - E	IT 1,18	
BANCA INTESA - F	IT 1,18	
BANCA INTESA - G	IT 1,18	
BANCA INTESA - H	IT 1,18	
BANCA INTESA - I	IT 1,18	
BANCA INTESA - J	IT 1,18	
BANCA INTESA - K	IT 1,18	
BANCA INTESA - L	IT 1,18	
BANCA INTESA - M	IT 1,18	
BANCA INTESA - N	IT 1,18	
BANCA INTESA - O	IT 1,18	
BANCA INTESA - P	IT 1,18	
BANCA INTESA - Q	IT 1,18	
BANCA INTESA - R	IT 1,18	
BANCA INTESA - S	IT 1,18	
BANCA INTESA - T	IT 1,18	
BANCA INTESA - U	IT 1,18	
BANCA INTESA - V	IT 1,18	
BANCA INTESA - W	IT 1,18	
BANCA INTESA - X	IT 1,18	
BANCA INTESA - Y	IT 1,18	
BANCA INTESA - Z	IT 1,18	

SERVICES FINANCIERS

ALIBERT	DE 15,2	-1,08
ALIBERT DSH BA	GB 15,2	-1,08
ALIBERT CREDIT BA	GB 15,2	-1,08
ARGENTARIA R.S.	ES 22,25	+0,04
BANCA INTESA	IT 1,18	
BANCA INTESA - A	IT 1,18	
BANCA INTESA - B	IT 1,18	
BANCA INTESA - C	IT 1,18	
BANCA INTESA - D	IT 1,18	
BANCA INTESA - E	IT 1,18	
BANCA INTESA - F	IT 1,18	
BANCA INTESA - G	IT 1,18	
BANCA INTESA - H	IT 1,18	
BANCA INTESA - I	IT 1,18	
BANCA INTESA - J	IT 1,18	
BANCA INTESA - K	IT 1,18	
BANCA INTESA - L	IT 1,18	
BANCA INTESA - M	IT 1,18	
BANCA INTESA - N	IT 1,18	
BANCA INTESA - O	IT 1,18	
BANCA INTESA - P	IT 1,18	
BANCA INTESA - Q	IT 1,18	
BANCA INTESA - R	IT 1,18	
BANCA INTESA - S	IT 1,18	
BANCA INTESA - T	IT 1,18	
BANCA INTESA - U	IT 1,18	
BANCA INTESA - V	IT 1,18	
BANCA INTESA - W	IT 1,18	
BANCA INTESA - X	IT 1,18	
BANCA INTESA - Y	IT 1,18	
BANCA INTESA - Z	IT 1,18	

BIENS D'EQUIPEMENT

ALIBERT	DE 15,2	-1,08
ALIBERT DSH BA	GB 15,2	-1,08
ALIBERT CREDIT BA	GB 15,2	-1,08
ARGENTARIA R.S.	ES 22,25	+0,04
BANCA INTESA	IT 1,18	
BANCA INTESA - A	IT 1,18	
BANCA INTESA - B	IT 1,18	
BANCA INTESA - C	IT 1,18	
BANCA INTESA - D	IT 1,18	
BANCA INTESA - E	IT 1,18	
BANCA INTESA - F	IT 1,18	
BANCA INTESA - G	IT 1,18	
BANCA INTESA - H	IT 1,18	
BANCA INTESA - I	IT 1,18	
BANCA INTESA - J	IT 1,18	
BANCA INTESA - K	IT 1,18	
BANCA INTESA - L	IT 1,18	
BANCA INTESA - M	IT 1,18	
BANCA INTESA - N	IT 1,18	
BANCA INTESA - O	IT 1,18	
BANCA INTESA - P	IT 1,18	
BANCA INTESA - Q	IT 1,18	
BANCA INTESA - R	IT 1,18	
BANCA INTESA - S	IT 1,18	
BANCA INTESA - T	IT 1,18	
BANCA INTESA - U	IT 1,18	
BANCA INTESA - V	IT 1,18	
BANCA INTESA - W	IT 1,18	
BANCA INTESA - X	IT 1,18	
BANCA INTESA - Y	IT 1,18	
BANCA INTESA - Z	IT 1,18	

ASSURANCES			SAP AG			DE			28,96			+0,7				
ACF FR	FR	80,05	-0,87	SAP VZ	DE	8	877	+2,2	SEBENS GROUP	GB	9,48	-0,4	SEBENS AG	GB	9,48	-0,4
ALLIANZ AG	IT	9,08	-0,20	SEBENS AG	GB	9,48	-0,4	SEBENS AG	GB	9,48	-0,4	SEBENS AG	GB	9,48	-0,4	
ALLIANZ AG	DE	288	-1,03	SIRTI	IT	5,02	-1,9	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
ALLIANCE	GB	12,67	-0,78	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
ASSIS PRONIA CE	GR	13,95	-	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
AXA FR	FR	119,8	-0,08	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
CGU	GB	18,08	+0,06	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
COMPTONARIE REC	GB	18,08	-0,14	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
ETHNIK GR INS	DE	124,5	+1,22	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
FONDAIRIA ASS	IT	4,61	-	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
FORBORGING CODA	DR	90,19	+1,49	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	73,1	-	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	AT	193	-	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	
GENEAL HLD V	IT	2,04	-0,87	SMITHS INT PLC	GB	18,73	-1,0	SMITHS INT PLC	GB	18,73						

VALEURS FRANÇAISES

● Le titre France Télécom a perdu 1,87 % à l'ouverture des transactions, lundi 15 février, après la publication d'une hausse de 5,2 % de son chiffre d'affaires consolidé pour 1998, à 24,64 milliards €.

● L'action Lagardère a plongé de 3,51 % en début de matinée, lundi 15 février. En échange de l'apport de sa division hautes technologies et d'une soule en espèces, le groupe Lagardère prendra 33 % du capital du nouvel ensemble Aérospatiale.

● Le titre Thomson-CSF a reculé de 0,78 %, lundi 15 février au matin. Le groupe d'électronique de défense a racheté Aérospatiale la participation de 50 % détenue par ce dernier dans le capital de Sextant Avionique.

● L'action Dassault Aviation a reculé de 0,12 % à l'ouverture de la séance du 15 février. Le groupe est indirectement concerné par cet accord puisque Aérospatiale contrôle 45,76 % de son capital.

● L'action Hermès a chuté de 5,2 %, lundi 15 février au matin après la publication d'une hausse de 6 % de ses ventes pour 1998. Si les activités cuir, parfums et arts de la table se sont bien comportées, les ventes de carreaux de sol, produit vedette, ont reculé de 13,5 %.

● Le titre Eramet a poursuivi sa progression dans les premières minutes de transactions, lundi 15 février. Il s'est adjugé un gain de 6,2 % après un bond de 10,34 %, vendredi 12 février.

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 15 FÉVRIER

Cours relevés à 12 h 30

Liquidation : 19 février

France	Précédent	Cours	Cours	% Var.	% Var.
	en francs	en francs	en francs	sur 100	sur 100
B.N.P. (P.)	140	140,00	138,70	-0,93	-0,93
CRÉDIT COMMERCIAL	140,40	140,40	139,20	-0,85	-0,85
RENAULT (P.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
SAINT-GOBAIN (P.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
THOMSON SA (P.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ACCOR	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGF LIQUIDE	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALCANTER	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALSTOM	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALTRON TECH. S.	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ATOS C.A.	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AXA	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
BAI INVESTIS	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
BAZAR HOT. VILLE	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
BERNARDINI	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
BERTRAND PAURE	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
BIC	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93

NOUVEAU MARCHÉ

LUNDI 15 FÉVRIER

Cours relevés à 12 h 30

Valeurs	Précédent	Cours	Cours	% Var.	% Var.
	en francs	en francs	en francs	sur 100	sur 100
ADPARTNER	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93

SICAV

LUNDI 15 FÉVRIER

Cours relevés à 12 h 30

Valeurs	Précédent	Cours	Cours	% Var.	% Var.
	en francs	en francs	en francs	sur 100	sur 100
AGIPI	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93

BANQUE POPULAIRE

LUNDI 15 FÉVRIER

Cours relevés à 12 h 30

Valeurs	Précédent	Cours	Cours	% Var.	% Var.
	en francs	en francs	en francs	sur 100	sur 100
AGIPI	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93

B.N.P. (P.)	140,00	138,70	-0,93
CRÉDIT COMMERCIAL	140,00	138,70	-0,93
RENAULT (P.)	140,00	138,70	-0,93
SAINT-GOBAIN (P.)	140,00	138,70	-0,93
THOMSON SA (P.)	140,00	138,70	-0,93
ACCOR	140,00	138,70	-0,93
AGF LIQUIDE	140,00	138,70	-0,93
ALCANTER	140,00	138,70	-0,93
ALSTOM	140,00	138,70	-0,93
ALTRON TECH. S.	140,00	138,70	-0,93
ATOS C.A.	140,00	138,70	-0,93
AXA	140,00	138,70	-0,93
BAI INVESTIS	140,00	138,70	-0,93
BAZAR HOT. VILLE	140,00	138,70	-0,93
BERNARDINI	140,00	138,70	-0,93
BERTRAND PAURE	140,00	138,70	-0,93
BIC	140,00	138,70	-0,93

SECOND MARCHÉ

LUNDI 15 FÉVRIER

Cours relevés à 12 h 30

Valeurs	Précédent	Cours	Cours	% Var.	% Var.
	en francs	en francs	en francs	sur 100	sur 100
ADPARTNER	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93

SICAV

LUNDI 15 FÉVRIER

Cours relevés à 12 h 30

Valeurs	Précédent	Cours	Cours	% Var.	% Var.
	en francs	en francs	en francs	sur 100	sur 100
AGIPI	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93

BANQUE POPULAIRE

LUNDI 15 FÉVRIER

Cours relevés à 12 h 30

Valeurs	Précédent	Cours	Cours	% Var.	% Var.
	en francs	en francs	en francs	sur 100	sur 100
AGIPI	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93

B.N.P. (P.)	140,00	138,70	-0,93
CRÉDIT COMMERCIAL	140,00	138,70	-0,93
RENAULT (P.)	140,00	138,70	-0,93
SAINT-GOBAIN (P.)	140,00	138,70	-0,93
THOMSON SA (P.)	140,00	138,70	-0,93
ACCOR	140,00	138,70	-0,93
AGF LIQUIDE	140,00	138,70	-0,93
ALCANTER	140,00	138,70	-0,93
ALSTOM	140,00	138,70	-0,93
ALTRON TECH. S.	140,00	138,70	-0,93
ATOS C.A.	140,00	138,70	-0,93
AXA	140,00	138,70	-0,93
BAI INVESTIS	140,00	138,70	-0,93
BAZAR HOT. VILLE	140,00	138,70	-0,93
BERNARDINI	140,00	138,70	-0,93
BERTRAND PAURE	140,00	138,70	-0,93
BIC	140,00	138,70	-0,93

INTERNATIONAL

LUNDI 15 FÉVRIER

Cours relevés à 12 h 30

Valeurs	Précédent	Cours	Cours	% Var.	% Var.
	en francs	en francs	en francs	sur 100	sur 100
ADPARTNER	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
ALFA ROMEO	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93

SICAV

LUNDI 15 FÉVRIER

Cours relevés à 12 h 30

Valeurs	Précédent	Cours	Cours	% Var.	% Var.
	en francs	en francs	en francs	sur 100	sur 100
AGIPI	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93

BANQUE POPULAIRE

LUNDI 15 FÉVRIER

Cours relevés à 12 h 30

Valeurs	Précédent	Cours	Cours	% Var.	% Var.
	en francs	en francs	en francs	sur 100	sur 100
AGIPI	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93
AGIPI ACTIONS (A.A.)	140,00	140,00	138,70	-0,93	-0,93

B.N.P. (P.)	140,00	138,70	-0,93
CRÉDIT COMMERCIAL	140,00	138,70	-0,93
RENAULT (P.)	140,00	138,70	-0,93
SAINT-GOBAIN (P.)	140,00	138,70	-0,93
THOMSON SA (P.)	1		

DISPARITIONS

Michel Seuphor

Un historien de l'art abstrait

MICHEL SEUPHOR est mort à Paris dans la nuit du jeudi 11 au vendredi 12 février, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans (Le Monde du 13 février).

Michel Seuphor est connu comme exégète et défenseur de ses tendances les plus rigoureuses, comme un inconditionnel de Mondrian, qu'il a beaucoup fréquenté à Paris dans les années 20, et auquel il a consacré une monographie incontournable (1956), dans laquelle son adhésion à l'œuvre du peintre prend une belle tournure. Il écrit par exemple : « Lorsque je regarde une peinture néoplatonicienne de Mondrian, mon esprit s'arrête, les multiples affirmations de la vie quotidienne tombent de moi comme des écailles, ma pensée enfle calmement dans un jardin nouveau où tout est noblesse, vérité, évidence. Pour tout esprit contemplatif cet art est un merveilleux royaume de transcendance. » Seuphor était d'abord écrivain, mais on le sait moins. Son œuvre purement littéraire est abondante et variée dans sa forme : poèmes, romans autobiographiques, essais, aphorismes, chroniques, pamphlets, Mémoires enfin... L'homme était un intellectuel voyageur, actif et remuant, à la façon des champions des avant-gardes qu'il fréquentait dans les années 20. C'était aussi un artiste, un dessinateur dont l'œuvre d'ailleurs est plus d'une fois exposée dans les musées.

Fernand-Louis Berckeleers, le futur Michel Seuphor (anagramme d'Orpheus) est né en 1901 à Anvers, où il passe une jeunesse d'abord rêveuse, puis militante, pour la cause flamande. Il y fonde en 1921 une revue d'action politique et culturelle, *Het Overzicht* (Le Panorama), qui paraîtra jusqu'en 1925 et deviendra toujours plus internationale et avant-gardiste. Michel Seuphor découvre la poésie d'André Breton et le mouvement du surréalisme hollandais De Stijl. Pour la revue, il commence à voyager à Berlin, à Paris, et à nouer des relations avec Tzara, Marinetti, Kandinsky, les cubistes, Fernand Léger, Ozenfant, les Delaunay, et beaucoup d'autres poètes et plasticiens. Anvers devient trop petit. En 1925, Michel Seuphor s'installe à Paris. Il devient alors un familier

de Mondrian qu'il voit presque tous les jours à la terrasse du Dôme, de Arp et Sophie Taeuber, et du photographe André Kertész, fraîchement arrivé de Budapest. Rencontres, débats, mais aussi échappées dans la poésie (*Lecture élémentaire*, 1928), avant d'entreprendre la défense de l'art abstrait. Contre l'empire grandissant du surréalisme, il fonde le groupe Cercle et Carré, à Vanves, en 1930.

UNE PÉRIODE TROUBLÉE

En 1934, de sérieux problèmes de santé incitent Michel Seuphor à quitter la capitale. Il s'installe à Anduze, dans le Gard, et se fait oublier pendant de longues années. Des années de crise (mystique), d'écriture et de dessin, puis de militantisme local et de pamphlets. Une période troublée mais fertile en écrits : poèmes, articles, chroniques, essais, romans, aphorismes, pas forcément retenus par le monde littéraire. De retour à Paris en 1948, incité par le marchand Aimé Maeght, il se lance dans un ouvrage sur l'art abstrait : *L'Art abstrait, ses origines, ses premiers maîtres*, avec lequel il s'impose comme historien, critique et

philosophe de l'art. Il écrit ensuite un *Dictionnaire de la peinture abstraite* (1957), *La Peinture abstraite, sa genèse, son expansion* (1962), et *Art abstrait* en quatre volumes dont les troisième et quatrième sont réalisés en collaboration avec Michel Ragon (1971-1974).

Avec *Le Style et le Cri* et *Le Commerce de l'art* (1965), l'écrivain conçoit poésie, jugements et réflexions sur l'art. L'artiste prend aussi le relais. Depuis 1952, Seuphor pratique ce qu'il appelle « le dessin à lacunes » : des figures blanches nées de l'interruption de lignes parallèles tracées à la main. Depuis les années 80, Michel Seuphor vivait non loin du pont Mirabeau, au sixième étage d'un immeuble où il continuait d'écrire, et de publier, romans, essais, contes, et à l'occasion régalait quelques comptes avec ses adversaires, d'hier et d'aujourd'hui, à propos notamment de l'affaire des trois Mondrian acquis en 1978 par le Musée national d'art moderne. Consulté, Michel Seuphor les avait authentifiés. Il se trompait, mais avait du mal à le reconnaître.

Geneviève Breerette

Marguerite Puhl-Demange

La patronne du « Républicain lorrain »

MARGUERITE PUHL-DEMANGE, PDG du quotidien *Le Républicain lorrain*, est morte, jeudi 11 février, à l'âge de soixante-cinq ans au centre hospitalier Alexis-Vautrin de Nancy (Meurthe-et-Moselle).

Née le 25 mars 1933 à Metz (Moselle), elle était la fille de Victor Demange, fondateur du quotidien en juin 1919. Très tôt, elle a hérité de la passion de son père pour la presse. Dès quatorze ans, elle écrit des chroniques hebdomadaires sous le pseudonyme de Claude Fleury. Considérée comme une « forte personnalité », dans le monde de la presse, et dans sa région, elle était appréciée de sa rédaction, car elle conservait sa fibre journalistique. Une journaliste avoue aujourd'hui que « le journal a le sentiment d'être orphelin ». On l'appelait aussi « la fille de son père », dont elle a maintenu l'héritage, rédactionnel

et capitaliste. A la suite de son père, elle a défendu la Lorraine, plaçant pour la sidérurgie ou pour l'implantation d'une université à Metz. Elle a publié un livre d'entretiens avec Jean-Marie Pelt et Georges Siffert, *La Lorraine au quotidien* (Le Centurion, 1986).

FIBRE JOURNALISTIQUE

Dans le journal, on l'appelle « la Patronne » et elle affiche sa fierté d'être aussi directrice de la rédaction. Elle publiait régulièrement des chroniques hebdomadaires sous le pseudonyme de Claude Fleury. Considérée comme une « forte personnalité », dans le monde de la presse, et dans sa région, elle était appréciée de sa rédaction, car elle conservait sa fibre journalistique. Une journaliste avoue aujourd'hui que « le journal a le sentiment d'être orphelin ». On l'appelait aussi « la fille de son père », dont elle a maintenu l'héritage, rédactionnel

Karin Waehner

Une pionnière de la danse contemporaine

KARIN WAEHNER, chorégraphe, pédagogue, est décédée dans la nuit de mercredi 10 février des suites d'un cancer du cerveau. Elle était âgée de soixante-douze ans.

Aussi haute de stature que de verbe, Karin Waehner, en France, où elle s'était établie en 1953, perpétuait avec conviction l'enseignement expressionniste de Mary Wigman qu'elle avait suivi de 1946 à 1949 à Leipzig. Jeune danseuse, originaire de Haute-Silésie, elle choisit alors de quitter l'ex-RDA pour l'Allemagne, où une rencontre avec le mime Marceau la détermina à venir à Paris. Forte personnalité, elle participa aux premiers développements de la danse contemporaine, en compagnie de ceux, qui comme elle, ont été formés aux courants allemands, soit par Mary Wigman - telle Jacqueline Robinson - soit par Jean Weidt, dit le Danseur rouge - tels Dominique et Françoise Dupuy.

Précurseuse, Karin Waehner est de toutes les aventures. Elle danse avec Jerome Andrews, les Dupuy, crée sa propre compagnie, les Ballets Karin Waehner. En 1960, elle crée et dirige l'enseignement du

contemporain à la Schola Cantorum, un poste qu'elle occupait jusqu'à ses derniers jours. Jean Masse, qui fut son danseur, considéré comme son héritier spirituel, témoigne : « Ses cours ont vu défiler plusieurs générations d'interprètes très différents les uns des autres, de Susan Linke à Angelin Preljocaj, de Jean Pomares à Pierre Doussaint. »

« C'est une des dernières tenantes d'une certaine philosophie du mouvement qui disparaît », dit Odile Cougoule, jadis dans sa compagnie, aujourd'hui journaliste à la revue *Danser*. Elle formait des humains plus que des danseurs, attentive à ne pas dissocier la technique de la créativité. L'œuvre de Karin Waehner mêle des soli qu'elle composait pour elle-même (*L'oiseau qui n'existe pas*, Poème, avec Daniel Gelin) et des chorégraphies de groupe. On se rappelle les pièces des années 80 : *Les Marches*, *Seins*, *La Femme aux trois objets*...

En 1986, elle organise conférences et tournées à l'occasion du centenaire de la naissance de Mary Wigman, dont elle défend la mémoire envers et contre tout, et notamment contre ceux qui accusent celle qu'elle vénère de collusion avec le régime nazi (ce qui est un fait avéré)...

En novembre 1998, on pouvait voir Karin Waehner dans *L'Eloge de l'ombre*, mis en scène par Jacques Rebottier. Surprise par une maladie découverte tardivement, elle prit la décision d'attendre sa fin certaine, en stoïcisme. Une cérémonie aura lieu le mardi 16 février, à 11 h 15, en l'église Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux, à Paris. Un hommage lui sera rendu en mars à la Schola Cantorum.

Dominique Frérot

Loïc Chotard

Un fervent du XIX^e siècle

LOÏC CHOTARD, ingénieur de recherche auprès de Paris-IV, spécialiste du XIX^e siècle, est mort lundi 8 février à la Salpêtrière d'un lymphome.

Né en 1960, il avait fait sa carrière en marge de l'Université à partir d'immenses lectures dominées par le sens des rapports entre l'histoire et la société. Amateur fervent et curieux de ce qui, du XIX^e siècle, détient les clés du nôtre, il avait commencé par republier quelques romans plus ou moins oubliés de l'époque, aux éditions France-Empire dirigées par son père, Yvon Chotard, décédé en novembre 1998. Attentif aux images aussi bien qu'aux faits et aux textes, il avait consacré sa thèse au photographe Nadar. Il fut aussi la cheville ouvrière de la publication des *Correspondances romantiques*, le décrypteur des codes intimes de Vigny (PUP), pointant les erreurs d'Herni Guillemain.

Directeur de collection chez Flammarion, balzaïen et nervalien invétéré, il avait décidé de s'attaquer à la littérature d'aujourd'hui, aux hommes et aux femmes de jadis, comme à sa propre vie - sans arrogance ni provocation, dans le respect consciencieux des faits et des faits. Son premier roman publié, *Tiers-Monde* (Stock, « Le Monde des livres » du 25 novembre 1994), s'inscrit, avec une nouveauté aigüe, dans la tradition de la description des déviances qui fait de l'homosexualité, par exemple, cette intrusion tierce propre à dégonfler les baudouilles manichéennes. Ce jeune mot nous laisse sa soif ardente de l'amitié, de la joie, de la justice, l'envol suspendu d'une œuvre à poursuivre et un second roman prêt à publication.

Jacques Seebacher

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

M. et M^{me} Mich et Grandjean sont heureux d'annoncer la naissance de leur petite-fille.

Camille, Michèle, Olivia GRANDJEAN.

Sue Krause et Olivier Grandjean, 9, chemin de l'Aqueduc, 78430 Louveciennes, 3742 North Magnolia, Chicago, IL 60613.

Frédéric DÉVÉ et Benedetta CALABRULO ont la joie d'annoncer la naissance de

Lorenzo.

le 20 janvier 1999 à Rome.

Via Annia Faustina, 15, 00153 Rome (Italie).

Anniversaires de naissance

- 16 février 1999.

Filisa,

tu as dix-huit ans aujourd'hui et nous t'aimons tous. Très fort.

Philippe, Marie-Louise, Caroline, Charles, Louis. Ta famille et tous tes amis.

- le 16 février 1999.

Nordya,

il y a trente ans, tu venais au monde. Il me fallait ce su-pé-rieur de choix pour te souhaiter un joyeux anniversaire !

Ta femme.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions (du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Décès

- M^{me} Jan Denys Bakker, née Marcelle Ruff, son épouse, Marie-Claude et Richard Boisson, ses enfants, Et Cécile, son petit-fils, Les familles Stuis, Bakker et Ruff, ont la peine de faire part du décès de

Jan Denys BAKKER,

survenu le 7 février 1999, à l'âge de soixante-neuf ans.

- René Bruckner, son mari, Pascal Bruckner, son fils, Et Caroline Thompson, Eric et Anna Bruckner, ses petits-enfants, ont la grande douleur de faire part du décès de

Monique BRUCKNER, ancien professeur au collège Notre-Dame-de-Sion à Perpetuis (Brésil).

endormie dans la paix du Seigneur le 11 février 1999, munie des sacrements de l'Eglise.

« Aussi longtemps que nous vivrons, elle continuera de vivre dans nos cœurs et notre mémoire. »

De la part, Des familles Bruckner, Collin, Cortese, Demongroz, Fourcane, Francon, Gallet, Robin.

De leurs enfants et petits-enfants, De tous ses amis, en particulier ceux du CIRPA, qui l'ont soutenue de leur amitié chère.

La messe de funérailles a été célébrée le lundi 15 février en l'église Saint-Etienne-du-Mont à Paris-5^e.

Monique Bruckner reposera dans la sépulture familiale à Hauteville-Lompnes (Ain).

38, rue Cabanis, 75014 Paris.

[Monique Bruckner était la mère de Pascal Bruckner, écrivain et philosophe, que *Le Monde* accueille dans ses colonnes.]

- Les présidents des syndicats départementaux Sams. Le conseil d'administration de la Fransa. Le personnel de la Fransa. Cécile et Robert Ferguson, ses enfants, Martin, Marianne, Ariane, Angus, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert DUGAST,

président d'honneur de la Fédération nationale des agriculteurs multiplicateurs de semences.

survenu vendredi 12 février 1999.

Les obsèques auront lieu mardi 16 février à 16 h 30, en l'église de Vauvillain, près de Condom (Gers).

M^{me} Robert Dugast, 93, rue Michel-Ange, 75016 Paris. Le Minil, 32100 Beaumont.

- M^{me} Pierre Laroque, sa mère, Nicole et Pierre-Louis Laroque-Gras et Maxime. Michel et Marie-France Laroque, Gail, Anne et Christine, Anne et Jacques Cosmes, Marianne et Cécile, Jean-Louis et Gloria Rie et leurs enfants, Catherine et Philippe Gaudier et leurs enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part de la mort de

MARTINE LAROQUE,

conseillère d'Etat, président de sous-section

survenue le 11 février 1999, à l'âge de cinquante-six ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Vendredi 12 février.

Xavier PAGÈS

nous a quittés pour entreprendre sa grande traversée.

Tous ceux qui l'aiment se réuniront et prient avec lui au cours de la cérémonie qui aura lieu mercredi 17 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice à Paris.

Alzira Elsie Pagès, Frédéric, Alzira Pagès, et ses petits-enfants.

- Josette Michelot, son épouse, Vincent et Barbara Michelot, Cécile et Robert Ferguson, ses enfants, Martin, Marianne, Ariane, Angus, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Philippe MICHELOT,

maître de conférences à l'université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand, vice-président du Conseil national des Universités, ancienne section,

survenu le 11 février 1999.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 15 février en l'église de Saint-Saturnin (Puy-de-Dôme).

L'inhumation aura lieu le mardi 15 février à 14 heures, au cimetière de Saint-Seine-sur-Vingeanne (Côte-d'Or), où l'on se réunira.

17 bis, avenue du Général-de-Gaulle, 63670 La Roche-Blanche.

- Le président de l'université Blaise-Pascal, Le directeur de l'UFPR lettres, langues et sciences humaines, Les enseignants, chercheurs, personnels et étudiants de l'université Blaise-Pascal, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Philippe MICHELOT,

maître de conférences.

- M^{me} Robert Weiss, Les docteurs Jacques et Nadine Temkine et leurs enfants, M^{me} Hélène Weiss, son fils et son petit-fils, M^{me} Stéphanie de Lapierre,

font part du décès, survenu le 3 février 1999, du

Docteur Robert WEISS.

L'inhumation a eu lieu le 5 février 1999 à Cuers (Var).

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue Victor-Duruy, 75015 Paris.

- M^{me} Annie Mazeaud, son épouse.

Jean-François Mazeaud, Anne Mazeaud, Pierre-François et Fanny Mazeaud, Christophe et Christine Mazeaud, ses enfants.

Pierre Mazeaud, son frère.

Ses petits-enfants, Sa famille, ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès du

docteur François MAZEAUD,

survenu le 11 février 1999, dans sa soixante-et-onzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 17 février 1999 à 14 heures, en l'église d'Héricy (Seine-et-Marne) et sera suivie de l'inhumation.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Bas de la Courbe, 61150 Ecouché-Argentan, 26, rue de Champagne, 77850 Héricy.

Anniversaires de décès

Richard ROUD

13.2.89

Nîmes

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

● Séminaire Hégel : « L'essence de l'Être » - Vues sur l'essence du monde à voir II : la chaine du monde » 20 février, 6 et 20 mars, 3 et 10 avril, 9 h 30-15 h 30, USIC, 18, rue de Varenne, Paris.

Bruce Begout, Natalie Deprez, Francisco Varela et Pierre Vermersch : « Exploration de l'expérience et pratique de la description phénoménologique » 18 février, amph. A, 18 mars, amph. B, 13 avril, amph. A, 18 heures-20 heures, 20 mai et 17 juin, 19 h 30-21 h 30, amph. A, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Sidi Mohammed Barkat : « Les fondements de la violence politique I » 17 février, amph. B, 31 mars, amph. A, 14 avril, 5 et 19 mai, 2 juin, amph. B, 18 heures-20 heures, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Bernardo Correa, Stéphane Douailler, Georges Navet et Patrice Vermeren : « Les dialogues philosophiques » 23 février : F. Nalbat « Principes de la philosophie de l'action », et M. Heidegger « Le recours à la réflexion éthique dans l'activité scientifique », 10 mai : U. Moulines « L'incubation dialogique de la relativité culturelle », 25 mai : A. M. Garcia Raggio « La philosophie sociale de la première génération positiviste », 18 h 30-20 h 30, Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, Paris.

Yves Michaud : « Identités et démodé » 17 février, 10 et 31 mars, 14 avril, 5 mai, 18 h 30-20 h 30, amph. Stourdez, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Marilia Aisenstein, Sylvie Dreyfus et François Villa : « Comment des théories peuvent-elles se confronter dans le champ de la psychanalyse ? » 17 février, 17 et 31 mars, 14 avril, 20 h 30-22 h 30, amph. A, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Marjolaine Hutzfeld : « Lacan dans le parti de Pascal » 18 février, 11 mars, 1^{er} avril, 6 et 27 mai, 20 heures-22 heures, amph. A, 17 juin, 20 h 30-22 h 30, amph. B, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

L'accès à toutes les activités du Collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles). Renseignements sur salles, répondeur : 01-44-41-46-85. - Autres renseignements : 01-44-41-46-80

CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Téléphone :

01-42-17-39-80

01-42-17-38-42

01-42-17-29-96

SPORTS Elève à l'institut national du football de Clairefontaine (Yvelines), Jérémie Aliadière, quinze ans, a donné son accord pour rejoindre, lors de la saison 1999-2000, le club

anglais d'Arsenal dans lequel figurent plusieurs internationaux français. ● LA FÉDÉRATION française de football (FFF) a diligencé une enquête pour faire la lumière sur ce dé-

part, estimant que l'entraîneur français d'Arsenal, Arsène Wenger, a bénéficié d'une « complicité » sur place. ● CETTE AFFAIRE ne doit pas faire oublier les négociations finan-

cières, souvent occultes, auxquelles les clubs français se livrent avec les familles de jeunes issus des centres de préformation. ● MARIE-GEORGE BUFFET, ministre de la jeunesse et de

sports, confie, dans un entretien au Monde, que « ce commerce est une atteinte à l'éthique sportive » et annonce que sa future loi d'orientation abordera le problème.

Le football français veut prévenir le départ de ses jeunes espoirs

Le club anglais d'Arsenal, dirigé par le Français Arsène Wenger, a recruté, pour la saison 1999-2000, Jérémie Aliadière, âgé de quinze ans, issu de l'Institut national du football (INF). Ce transfert pas comme les autres porte un nouveau coup au système de formation « à la française »

IL S'APPELLE Jérémie Aliadière, il n'a pas encore seize ans et son nom est associé au dernier « scandale » en date du football professionnel. Que lui reproche-t-on ? Pas grand-chose au regard du chemin emprunté par ses illustres aînés. Footballeur en herbe originaire de Rambouillet (Yvelines), Jérémie Aliadière vient de donner son accord pour rejoindre, pour sept ans, Arsenal, le club entraîné par Arsène Wenger et au sein duquel évoluent notamment Emmanuel Petit, Nicolas Anelka et Patrick Vieira. Au mois de juillet, accompagné de ses grands-parents, le jeune attaquant s'installera dans une maison située non loin de London Colney, le centre d'entraînement des célèbres « canonniers ».

Sitôt rendu public, ce transfert pas comme les autres a provoqué une levée de boucliers au pays des champions du monde. Jérémie Aliadière est actuellement en troisième et dernière année à l'Institut national du football (INF) de Clairefontaine (Yvelines). Appelés à passer professionnels, les 62 pensionnaires de ce centre de préformation sont régulièrement courtisés par les équipes de division 1 et de division 2 de l'Hexagone. A la fin de leur cursus, ils sont en droit de s'engager pour le club de leur choix. Dans un passé récent, des joueurs comme Thierry Henry et Nicolas Anelka sont sortis de cette antichambre classée au rang d'institution.

C'est la première fois qu'un club étranger s'approprie un élève de l'INF. « Ses parents ont clairement attendu qu'Arsenal s'intéresse à lui. Si Arsenal présente des arguments sportifs non négligeables, il a égale-

ment de solides arguments financiers », accuse Claude Dusseau, le directeur de l'établissement. « Si Jérémie a choisi Arsenal, c'est uniquement parce qu'il a toujours rêvé de porter le maillot de cette équipe. A aucun moment, il n'y a eu marchandage », se défend Bertrand Sonet, l'agent qui veille sur sa carrière depuis maintenant un an. Le club s'est engagé à déboursier 1,3 million de livres (198 000 €) pour engager l'adolescent : une somme qui englobe les différents

à un ripou quelque part. Tout le monde sait qu'il existe des gens dans l'entourage de jeunes footballeurs qui portent une double casquette : éducateur d'un côté et intermédiaire de l'autre, en échange d'une petite commission », confie l'un des membres du conseil fédéral. Dans un premier temps, les regards se sont tournés vers les salariés de l'INF, Claude Dusseau et ses adjoints, André Mérélie et Joachim Francisco Filho. Les trois techniciens ont reçu, depuis, le soutien

L'Angleterre recherche un nouveau Michael Owen

Le recrutement, par Arsenal, du Français Jérémie Aliadière s'inscrit dans un contexte particulier : les principaux clubs anglais sont tous en quête, en effet, du « nouveau Michael Owen », du nom de l'attaquant international de dix-neuf ans qui fait les beaux jours de Liverpool. A la mi-janvier, Arsenal a incorporé dans ses rangs un autre adolescent, Jermaine Pennant, âgé de quinze ans. Son club d'origine, Notts County (D9), aurait touché 2 millions de livres (près de 3 millions d'euros) à titre de compensation. Aujourd'hui, les ténors du championnat anglais longent sur un autre surdoué : Cherno Samba, quatorze ans, actuellement à Millwall (D3), a reçu des propositions financières de quatre clubs de division 1. Il a marqué 122 buts en 32 matches la saison dernière. En Italie, enfin, un petit Napolitain de dix ans, Vincenzo Sarno, a défrayé la chronique : le club de Torino a offert 400 000 francs (61 000 €) à sa famille pour obtenir la garantie de lui faire signer son premier contrat quand il aura quatorze ans.

frais engagés (logement, billets d'avion...) mais aussi et surtout ses futurs premiers salaires de footballeur professionnel.

Indignée par cette affaire, la Fédération française de football (FFF) a souhaité ne pas en rester là. Une commission d'enquête, composée de quatre membres, a été créée le 29 janvier lors d'un conseil fédéral pour le moins houleux au cours duquel des soupçons de « trahison » ont été lancés. « Il y

de plusieurs élus fédéraux ainsi que de la Ligue nationale de football (LNF) pourtant virulente lors du dernier conseil fédéral. « Il est primordial de savoir ce qui s'est passé. L'INF est financé par l'Etat, par la FFF et par la ligue. On ne peut accepter que les fruits de notre investissement soient récoltés par des clubs non français », s'indigne Jacques Tébaut, le directeur général de la LNF.

L'enquête pourrait, aujourd'hui,



Jérémie Aliadière joue déjà en bleu dans la sélection cadets.

se diriger vers l'AS Saint-Etienne. Le club du Forez a signé un contrat de partenariat avec Arsenal en juillet 1998 à une époque où il connaissait de sérieuses difficultés financières. L'accord permet notamment à Arsène Wenger d'être prioritaire en matière de transfert

sur les élèves du centre de formation stéphanois. « Arsenal avait l'intention de nous confier Jérémie pendant deux ans. Au-delà de cette période, nous l'aurions effectivement laissé partir en Angleterre. Mais comme l'enfant et sa famille ne voulaient pas venir chez nous, Arse-

nal a préféré le recruter tout de suite, de peur de se le faire prendre par quelqu'un d'autre », explique Gérard Soler, le directeur sportif des Verts.

RECOURS DIFFICILES

Si l'enquête n'en est qu'à ses débuts, la FFF réfléchit parallèlement à la suite à donner pour que ce genre d'événement ne se reproduise pas. Une plainte auprès de la Commission européenne a été évoquée, mais elle n'a guère de chances d'aboutir vu qu'aucune infraction n'a été commise par la famille Aliadière ni par Arsenal. Un recours auprès de l'Union européenne de football (UEFA) est également envisageable, une clause ayant été votée il y a deux ans afin d'interdire les transferts de joueurs amateurs d'un pays à l'autre. Mais cette mesure est en contradiction avec les articles du traité de Rome relatifs à la liberté de circulation ; de cette contradiction était né, il y a trois ans, l'arrêt Bosman (pour les sportifs professionnels uniquement).

Reste le volet légal. Marie-George Buffet, la ministre de la jeunesse et des sports, a l'intention de présenter devant le Parlement quatre mesures d'urgence, en perspective de la nouvelle loi d'orientation sur le sport ; l'une de ces dispositions concernera la protection des apprentis footballeurs. Le texte pourrait être voté avant l'été, ce qui le rendrait applicable dès le début de la saison prochaine. Il sera, quoi qu'il en soit, trop tard pour Jérémie Aliadière : à la rentrée prochaine, l'adolescent sera déjà en Angleterre.

F. P.

Dans la course aux prodiges, les clubs français ne traînent pas

SI LE DÉPART du jeune Jérémie Aliadière en Angleterre met en émoi jusqu'aux plus hautes autorités du sport, il ne doit pas occulter les méthodes parfois controversées des clubs français de division 1 pour acquiescer tel ou tel espoir du ballon rond. Faute de garde-fous, le système laisse une grande marge de manœuvre aux pratiques de recrutement. Cadeaux à la famille, promesses de salaires, primes à la signature... La course au prodige ne s'embarrasse guère de moralité.

Il y a aujourd'hui environ 250 jeunes footballeurs de très bon niveau, âgés de 13 à 16 ans, répartis dans 7 centres de préformation, dont celui de Clairefontaine. Les clubs professionnels français - qui financent ces équipements via la Ligue nationale de football (LNF) - se livrent à une lutte sans merci pour attirer les meilleurs vers leurs propres centres de formation dans lesquels l'âge minimum autorisé est de 15 ans. Priorité est donnée aux arguments « classiques ».

LA MAIN AU PORTEFEUILLE Il en va, tout d'abord, de la réputation du centre de formation : Nantes, Auxerre, Lyon, se taillent la part du roi. Il convient, également, de mettre en avant la qualité de l'enseignement scolaire proposé. Certains clubs proposent ainsi des cours à la carte. D'autres ne manquent pas de rappeler leur taux de réussite au bac, comme le PSG qui reste sur un brillant 100 % obtenu en 1998.

Afin de faire visiter ses installations, l'AS Monaco invite enfants et parents pendant plusieurs jours dans des hôtels luxueux de la principauté. L'entraîneur de l'AJ Auxerre, Guy Roux, n'hésite pas à se déplacer lui-même à la rencontre des familles. « Je n'y vais pas pour faire du cinéma », assure le Bourguignon, qui se souvient avoir rendu visite à six reprises aux parents de Patrice Loko. Cela n'empêche pas ce dernier de signer au FC Nantes.

Mais les clubs doivent aussi mettre la main au portefeuille. On promet de prendre en charge des billets de train ou d'avion, des polices d'assurance personnelle en cas de blessure, des meubles, des vêtements... « Il arrive que le club trouve un emploi au père du garçon qui est au chômage », indique Dominique Bijotat, le responsable du centre de préformation de Châteauroux. « Une fois, nous avons donné 65 000 francs (9 893 €) aux parents d'un jeune joueur qui nous intéressait parce que le pavillon familial allait être saisi », raconte Guy Roux.

Le principe est celui de l'offre et de la demande : « S'il y a dix clubs sur un même garçon, on peut assister à de véritables enchères », se désole André Mérélie, l'un des éducateurs du centre de Clairefontaine. Les parents se voient ainsi proposer de signer des « conven-

tions » avec les clubs : y sont précisés les futurs salaires que touchera leur enfant au cours de sa formation et lors de son premier contrat professionnel. Si cela n'est pas suffisant, des « primes à la signature » sont alors gracieusement proposées. Il y a deux ans, pour enrôler un jeune talent originaire des Lilas (Seine-Saint-Denis), le PSG a offert « moins de 100 000 francs (15 220 €) à sa famille », raconte Marc Collat, le responsable de la formation. On peut penser que les parents qui ont amené leurs enfants sur les stades tous les week-ends pendant des années méritent une compensation. Ces indemnités de transfert qui n'en portent pas le nom peuvent atteindre et même dépasser, dit-on, le demi-million de francs.

F. P.

TROIS QUESTIONS À...

MARIE-GEORGE BUFFET

1 Que pense la ministre de la jeunesse et des sports du départ d'un jeune footballeur français dans un club anglais ?

« Qu'un jeune de quinze ans soit acheté par un club professionnel me touche profondément. Ce commerce est une atteinte à l'éthique sportive. C'est d'autant plus inquiétant qu'il ne s'agit pas d'un cas isolé. Nous savons que dans la périphérie du football, des gens repèrent des jeunes talents et se livrent à un véritable trafic.

2 Dans votre future loi d'orientation sur le sport, y aura-t-il un ou plusieurs articles visant à protéger la formation des footballeurs français ?

« Oui. Je proposerai au Parlement deux dispositions essentielles. La pre-

mière consiste à interdire toute transaction commerciale sur un jeune sportif mineur. Deuxième mesure : un jeune sportif issu d'un centre de formation devra signer son premier contrat professionnel avec le club qui l'a formé. Cette disposition va donner un fondement juridique aux règles qui s'appliquent dans le sport français. Il s'agit là d'une sorte d'obligation de retour envers la collectivité qui consacre d'importants moyens financiers et humains à la formation. Notre objectif est de préserver l'originalité d'une formation sportive unique au monde. De cette manière, nous maintenons un lien structurel entre une mission d'intérêt général et le sport professionnel. En clair, le gouvernement refuse de livrer le sport professionnel aux seuls appétits financiers.

3 Ne risque-t-on pas de se heurter à la législation européenne, notamment au traité de Rome ?

« Nous avons eu le même type de

débat à propos de la loi sur le dopage. Certains me disaient d'attendre, craignant qu'en se montrant aussi déterminée, la France ne se retrouve isolée en Europe. C'est exactement l'inverse qui s'est produit. Si nous ne voulons pas laisser s'instaurer un commerce d'enfants et voir nos centres de formation devenir des marchés d'approvisionnement des clubs les plus riches, il faut légiférer sans tarder. Jusqu'à une période récente, la logique qui prévalait en Europe était de considérer le sport comme une marchandise, les clubs comme des entreprises, et la loi de la libre concurrence au-dessus des règlements sportifs. Aujourd'hui, cette vision a nettement reculé. Le contexte est favorable à une reconnaissance du sport comme élément constitutif d'une culture, d'une identité, d'une citoyenneté.

Propos recueillis par Frédéric Potet

Marseille, surpris par Toulouse, abandonne la tête

LES GIRONDINS de Bordeaux ont repris la tête du championnat de France de division 1. Grâce à un doublé de leur attaquant nouvellement international, Sylvain Wiltord, les joueurs d'Elie Baup ont battu Bastia (2-0), samedi 13 février, pour le compte de la 24^e journée. Privés de leur meneur de jeu Ali Benmoussa, altéré, les Bordelais ont tranquillement attendu la deuxième mi-temps pour imposer leur puissance. Avec dix-sept réalisations personnelles depuis le début du championnat, Sylvain Wiltord a accru son avance au classement des buteurs.

Les Girondins ont profité, parallèlement, du faux pas de l'Olympique de Marseille chez l'un des mal classés, le Toulouse FC. Dominés pratiquement toute la rencontre, les Phocéens se sont inclinés sur un penalty du vétéran portugais Oceano, trente-six ans, à un quart d'heure de la fin. Il s'agit de la quatrième victoire consécutive pour l'entraîneur Alain Giresse, revenu en France après

avoir été fait licencié du Paris-Saint-Germain. Cette perte de pouvoir de l'OM n'a pas été du goût de ses supporters : trois stadistes de la surveillance du Stadium ont été blessés à la suite d'incidents provoqués par des Marseillais à la fin de la rencontre.

OPTION POUR LYON Derrière les deux leaders, l'Olympique lyonnais a pris une option sur la troisième place, synonyme de qualification aux tours préliminaires de la Ligue des champions. Le club rhodanien, qui devait annoncer, lundi 15 février, un accord de partenariat économique avec le groupe de communication Pathé, a pris le dessus sur le FC Nantes (2-1) grâce à deux buts de son capitaine, Alain Cavaglia.

Éliminé des deux coupes, l'OL devra désormais se méfier de l'AS Monaco. Dans l'autre match au sommet du week-end, les joueurs de la principauté ont enregistré leur troisième succès de suite en champion-

nat en battant le Stade Rennais (4-2). Le Nigérien Victor Ikpeba a inscrit deux buts. Successeur de Jean Tigana à la tête de l'équipe monégasque, Claude Puel avait aligné quatre joueurs de moins de vingt-deux ans en défense : Philippe Christenval, Jérôme Rodriguez, David Di Tommaso et Willy Sagnol.

En raison du froid et de la neige, trois matches ont dû être reportés, samedi : Strasbourg-Auxerre, Sochaux-Le Havre et Nancy-Metz. En déplacement à Lens, les joueurs du Paris-Saint-Germain ont demandé à l'arbitre d'annuler la rencontre en raison du mauvais état de la pelouse du stade Félix-Bollaert, mais le match a été joué tout de même et les Parisiens l'ont perdu. Ironie du sort, le but de la victoire lensoise (2-1) a été inscrit par Nicolas Lasपाल, qui portait le maillot du PSG il y a encore quelques semaines. Blessé suite à un choc, le capitaine parisien Francis Llacer souffre d'un décollement de la pègre et sera indisponible pendant six semaines.

Le championnat de France de football de D1										
Cl.	Équipe	Pts	V	N	D	Buts	Diff.	Cl.	Équipe	Pts
1	Auxerre	39	12	4	4	31	+11	16	Bordeaux	20
2	Nantes	33	10	3	7	22	+5	17	Marseille	20
3	Lorient	31	9	4	7	22	+5	18	Strasbourg	17
4	Montpellier	29	8	5	7	22	+5	19	Le Havre	17
5	Paris SG	28	7	7	7	22	+5	20	Nantes	17
6	Toulouse	27	7	6	7	22	+5	21	Amiens	17
7	Stade Rennais	26	6	8	7	22	+5	22	Metz	17
8	Sochaux	25	6	7	7	22	+5	23	Strasbourg	17
9	Angers	24	6	6	8	22	+5	24	Le Mans	17
10	Reims	23	5	8	7	22	+5	25	Amiens	17
11	Nice	22	5	7	8	22	+5	26	Le Mans	17
12	Stade Rennais	21	4	9	7	22	+5	27	Amiens	17
13	Montpellier	20	4	8	8	22	+5	28	Le Mans	17
14	Strasbourg	19	4	7	9	22	+5	29	Amiens	17
15	Le Havre	18	4	6	10	22	+5	30	Le Mans	17
16	Bordeaux	17	3	8	11	22	+5	31	Amiens	17
17	Marseille	16	3	7	12	22	+5	32	Le Mans	17
18	Amiens	15	3	6	13	22	+5	33	Amiens	17
19	Metz	14	2	8	14	22	+5	34	Le Mans	17
20	Strasbourg	13	2	7	15	22	+5	35	Amiens	17
21	Le Havre	12	2	6	16	22	+5	36	Le Mans	17
22	Nantes	11	1	8	16	22	+5	37	Amiens	17
23	Angers	10	1	7	17	22	+5	38	Le Mans	17
24	Reims	9	1	6	18	22	+5	39	Amiens	17
25	Nice	8	1	5	19	22	+5	40	Le Mans	17
26	Stade Rennais	7	1	4	20	22	+5	41	Amiens	17
27	Montpellier	6	1	3	21	22	+5	42	Le Mans	17
28	Strasbourg	5	1	2	22	22	+5	43	Amiens	17
29	Le Havre	4	1	1	23	22	+5	44	Le Mans	17
30	Bordeaux	3	1	0	24	22	+5	45	Amiens	17

1 Bordeaux 51 buts • 2 Marseille 42 buts • 3 Montpellier 41 buts.
1 Wiltord (Bordeaux) 17 buts • 2 Lasपाल (Bordeaux) 14 buts
• 3 Meunier (Marseille) 11 buts.
25^e Journée : Jeudi 25 février : Montpellier-Monaco, Nantes-Bordeaux, Marseille-Strasbourg, Paris SG-Lyon. Vendredi 26 février : Bastia-Toulouse, Auxerre-Lens, Le Havre-Lorient, Rennes-Nancy, Metz-Sochaux.

Aux championnats du monde, le bob à quatre français est atteint par la grâce

Premier titre devant les Suisses et les Canadiens

UNE SECONDE et vingt centimes : sur une piste de bobleigh, c'est énorme. Enorme comme la victoire de l'équipe française dimanche à Cortina d'Ampezzo (Italie) dans le championnat du monde de bob à quatre. Pour son premier titre mondial dans cette discipline, le premier aussi à échapper aux Allemands et aux Suisses depuis trois décennies, le bob français piloté par Bruno Mingeon n'a pas fait les choses à moitié : vainqueur des quatre manches, il a avalé la piste italienne d'une trajectoire souple et glissée, là où ses adversaires se faisaient chahuter et passaient en force.

Bruno Mingeon, considéré depuis plusieurs années comme l'un des meilleurs pilotes du monde et déjà médaillé de bronze avec les mêmes coéquipiers (Max Robert, Emmanuel Hostache et Eric Le Chanony, tous formés à l'école de l'athlétisme) lors des Jeux olympiques de Nagano (1998), a pu exprimer toute la palette de son talent sur une piste qui lui convenait à merveille.

Cette victoire française a tout pour faire sensation. Elle couronne une démarche totalement atypique. Le bobleigh est en France un sport sans racines : peu de pratiquants, une seule et unique piste, à La Plagne, construite en 1992 à l'occasion des JO d'Albertville, un intérêt quasi nul du public, des médias et des sponsors. Rien ne le prédestinait à sortir un jour des rôles de figurant.

Mais, en 1994, à l'occasion des JO de Lillehammer, la Fédération française des sports de glace (FFSG) manifeste un intérêt soudain pour cette discipline pratiquée par un nombre réduit de nations et où les médailles sont donc sans doute plus abor-

dables qu'ailleurs. « Nano » Pourtier, pionnier du ski acrobatique et mentor du champion olympique Edgar Grosjean, vient d'être congédié par la FFSG pour une mission d'observation auprès du bob français.

En juin 1994, il prend la direction des équipes de France de bob, un sport qu'il avoue ne pas connaître. Ses qualités de meneur d'hommes vont faire merveille. Il recrute un entraîneur italien, Ivo Feriari, instaure une concurrence sans pitié parmi les athlètes, engage des opérations de détection, lance des partenariats technologiques... « Notre progression ne relève pas du miracle, assure-t-il. C'est le résultat d'une méthode, à base de rigueur et de travail, une méthode que la FFSG m'a laissée la totale liberté d'appliquer comme je l'entendais. J'ai pu m'entourer de techniciens expérimentés et me consacrer à la gestion des hommes et de l'équipe. » Une équipe renforcée, au début de la saison 1998, par un kinésithérapeute et un préparateur physique italien.

« Le budget annuel de l'équipe de France se situe entre 1,2 et 1,4 million de francs, l'équivalent du budget de fonctionnement d'un seul des bobs suisses », souligne « Nano » Pourtier avec un soupçon de fierté. C'est l'opération commando par excellence : des moyens concentrés sur un effectif réduit et un ratio podiums/dépenses très supérieur à la moyenne. L'équipe de France détient il est vrai une source de plus-value non négligeable : en Bruno Mingeon, elle possède en son sein un homme dont les doigts sont capables de faire jaillir de l'or de la glace.

Gilles Van Kote

Aux Mondiaux de Vail, Lasse Kjus a remis la polyvalence au goût du jour

Dans la station du Colorado, le Norvégien a gagné cinq médailles en cinq épreuves

Il est le vrai héros des championnats du monde ski combiné, Lasse Kjus, vingt-huit ans, a montré que n'en est pas moins adepte des méthodes « multi-sport ». Médaille d'or en super-G et en géant, médaille d'argent en slalom et au combiné, le Norvégien a été contrôlé positif lors de la saison 1998-1999.



VAIL (Etats-Unis) de nos envoyés spéciaux. Pour une fois, il a vraiment souri. Lui qui doit être un supporter inconditionnel de Buster Keaton a même manifesté sa joie avec une exubérance presque latine. En devenant champion du monde de slalom géant, Lasse Kjus, vingt-huit ans, n'a pas seulement empoché, vendredi 12 février, son deuxième titre de la quinzaine et sa quatrième médaille d'affilée, il a emporté « la plus belle victoire de sa carrière ». Dimanche 14 février, il a laissé filer le slalom pour 11 centimes de seconde au profit de l'Autrichien Kalle Palander. Son butin de cinq médailles (deux d'or et trois d'argent) en cinq épreuves est unique dans les annales du ski alpin. Il place le Norvégien au même niveau que Jean-Claude Killy et l'Autrichien Toni Sailer, qui ne disputaient toutefois que trois épreuves à leur époque (le classement du combiné se faisant par addition des temps de la descente et du slalom).

Lasse Kjus est né plutôt timide. C'est skis aux pieds qu'il préfère exprimer sa puissance, extérioriser son tempérament et afficher sa volonté. Il est l'actuel meilleur produit d'exportation du système de formation des champions norvégiens mis au point au milieu des années 80. Sa philosophie repose sur ce qu'on pourrait appeler la « périodisation de l'entraînement » sur un cycle de quatre années : dominante polyvalence sportive la première année, endurance ensuite,

puissance et individualisation plus poussée enfin. Selon le Slovène Ales Gartner, l'un des entraîneurs-clés de l'organisation norvégienne, « le but de la préparation physique est de faire des athlètes capables de tenir toute la saison et sur tous les fronts, le travail technique et spécifique sur neige peut ensuite être individualisé ».

Lasse Kjus a été en quelque sorte « programmé » et « formaté » pour être un champion tout temps, toute neige, tout-terrain, toute discipline. Que ce Norvégien introverti, monolithique et sans effervescence soit l'athlète de référence des championnats du monde est conforme à l'évolution du ski alpin de compétition. Et que ses exceptionnelles performances et sa stature impressionnante éveillent des soupçons de dopage colle malheureusement aussi à l'époque.

Le président de la Fédération internationale de ski (FIS), Gian-Franco Kasper, n'hésite pas à la question : « Certes, Lasse Kjus a été contrôlé positif à Kitzbühel mais il a fourni un certificat médical le disculpant. Les rumeurs de dopage qui ont suivi ont fait le tour de la presse mondiale. Elles proviennent d'un article autrichien destiné à déstabiliser l'équipe norvégienne. Jusqu'à preuve

du contraire, pour moi, il n'y a pas d'affaire Lasse Kjus. »

Les organisateurs, dont l'objectif était de proposer « la dernière grande fête du siècle », ont pu tranquillement privilégier la qualité technique des épreuves et le choix de terrains suffisamment sélectifs pour qu'émergent les meilleurs. Objectif atteint : Lasse Kjus, bien sûr, mais aussi son compatriote Kjetil-André Aamodt, les Autrichiens Hermann Maier, Hans Knauss, Christian Mayer, Alexandra Meissnitzer, Anita Wachter, Renate Götschl, ou encore la Suédoise Pernilla Wiberg, figurent au palmarès, dans la plus pure logique sportive.

PEU DE SURPRISES

Le public américain, si jovial et bruyant, aurait sûrement aimé plus de sensations à l'image des victoires en slalom de l'Australienne Zali Steggall et du Finlandais Kalle Palander. Mais les skieurs de haut niveau, pour peu qu'on leur offre des préparations et des profils de pistes sélectifs, démontrent alors un savoir-faire tout à fait impressionnant, qui laisse peu de place aux surprises. Les duels Kjus-Maier, la domination des descendues autrichiennes, les deux slaloms géant et la descente messieurs res-

Treize médailles pour l'Autriche

Avec les cinq médailles de Lasse Kjus, la Norvège est deuxième au classement des médailles (trois d'or, quatre d'argent, cinq de bronze) mais la première place revient à l'Autriche (cinq d'or, trois d'argent et cinq de bronze). Dans deux épreuves féminines, le super-G et la descente, les Autrichiennes ont réussi le triplé. Autrichiens et Norvégiens se partagent vingt-deux des trente médailles mises en jeu. La Suède avec deux médailles, dont une d'or, finit troisième. La France, pour sa part, enregistre un résultat décevant et doit se contenter de la seule médaille en bronze obtenue par Florence Masnada dans le combiné.

teront les morceaux de choix du bon millésime 1999.

A l'heure de la spécialisation à outrance, il est amusant de constater que la polyvalence, cette vertu originelle du ski alpin, s'impose à nouveau comme une tendance à suivre. Une vérité que devront prendre en compte les dirigeants, entraîneurs et skieurs français qui présentent un bilan plus que décevant : une médaille de bronze avec Florence Masnada en combiné, la 6^e place avec Mélanie Suchet en descente, la 8^e d'Yves Dimier au combiné, la 9^e pour Lella Piccard en géant et la 10^e pour Raphaël Burtin dans le géant.

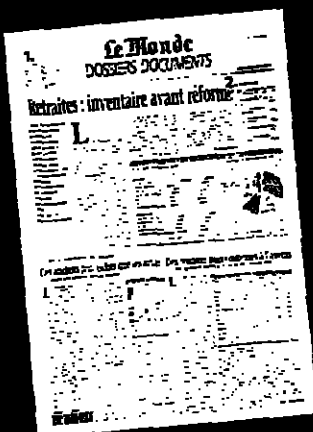
Les absences, entre autres, de Régine Cavagnoud, Jean-Luc Crérier et Nicolas Burtin ne peuvent suffire à expliquer le manque de présence des coureurs français dans l'impitoyable bagarre du haut niveau. Manque de fond technique ? Insuffisance de puissance physique ? Faiblesse psychologique ? Absence de moyens financiers ? Malchance ? Effectif réduit en qualité et quantité ? Désintérêt national pour le ski ? Ces questions, toutes légitimes, et leurs réponses embryonnaires se retrouvent plus ou moins dans la bouche des responsables fédéraux.

« Nos athlètes s'entraînent bien mais ils n'ont pas la carrure du haut niveau, constate, désempé, Jean-François Saurin, directeur technique national, qui se console comme il peut avec un brin de dérision. C'est l'année de tous les changements : l'Italie, l'Allemagne et les Etats-Unis reviennent bredouilles. La France a au moins le privilège de figurer au tableau d'honneur. »

Gilles Chappaz et Paul Miquel

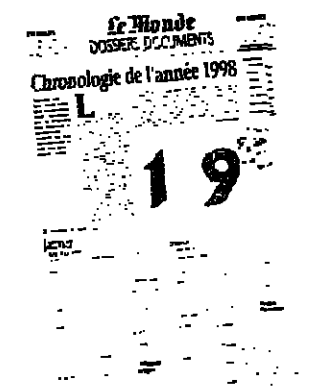
Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS

au sommaire du numéro de février



Retraites

L'année 1999 marquera-t-elle le dernier inventaire sur les retraites avant d'inéluctables réformes ? Après Rocard, Balladur et Juppé, Jospin s'est attelé à la tâche.



Chronologie de l'année 1998

Revivez mois après mois les principaux événements de l'année passée.

Plus : Les Clés de l'info
4 pages pour décoder l'actualité

TROIS QUESTIONS À...

BERNARD CHEVALIER

1 L'équipe de France revient des championnats du monde avec une médaille de bronze, gagnée par Florence Masnada dans le combiné. En tant que président de la Fédération française de ski, que vous inspire ce bilan ?

Je suis d'abord très déçu, notamment à cause des revers de nos slalomeurs car nous étions persuadés que Pierrick Bourgeat ou Sébastien Amiez ramèneraient une médaille. Mais, d'une manière générale, je crois qu'il faut prendre en compte notre manque de chance. Aucune équipe ne peut se permettre de perdre trois de ses leaders comme nous l'avons fait. Les blessures de Régine Cavagnoud, Jean-Luc Crérier et Nicolas Burtin nous ont été fatales.

2 Comment expliquez-vous, justement, le nombre invraisemblable de blessures dont les skieurs français ont été victimes ?

Difficile de savoir mais, au risque de me répéter, je crois que la part de malchance a été déterminante. Peut-être que les Français sont plus « fragiles » que les autres compétiteurs. Il faudra affiner l'analyse, mais on peut d'ores et déjà penser que la préparation physique n'a pas été suffisamment adaptée à chaque individualité. Il faudra sérieusement réfléchir à ce problème dans un proche avenir.

3 Pierrick Bourgeat et Raphaël Burtin incarnent désormais la relève du ski alpin français. Où sont les autres ?

Nos équipes en juniors en Coupe d'Europe marchent relativement bien, mais on arrive cer-

tainement à un changement de générations. C'est assez clair à la fois chez les filles et chez les garçons. On doit maintenant accepter cette situation et assimiler ce phénomène pour continuer à être pointilleux dans les sélections nationales. Pour cela, il ne fallait piocher que dans les quinze premiers mondiaux pour constituer l'équipe de France des championnats du monde. C'est ce que nous avons fait. Je pense que nous avons eu raison. Cela n'aurait servi à rien d'envoyer des jeunes au casse-pipe. Cette politique est une volonté fédérale qui va petit à petit se mettre en place pour les juniors, car, hélas, nous ne disposons jamais d'un vivier de jeunes skieurs talentueux, comme c'est le cas en Autriche.

Propos recueillis par Paul Miquel

L'or des slaloms échappe aux grandes puissances

VAIL (Etats-Unis)

de notre envoyé spécial

Sur les pistes de Vail, les skieurs le répétaient à l'envi : pendant les championnats du monde, tout est possible. Contrairement à la Coupe du monde où chaque épreuve compte pour le classement final, les résultats des Mondiaux sont parfois imprévisibles car ils se jouent sur « une course d'un jour ». Pourtant à Vail, jusqu'aux ultimes épreuves, le duel austro-norvégien a plus ou moins travesti les statistiques habituelles. Mais, dans les deux slaloms qui ont clôturé les épreuves, le Finlandais Kalle Palander et l'Australienne Zali Steggall ont finalement créé la surprise en prouvant qu'ils avaient un sens aigu de l'actualité historique.

Dimanche 14 février, l'entréide Kalle Palander a donc imposé l'extrême agressivité de son style pour ravir la médaille d'or au Norvégien Lasse Kjus. « Pendant la première manche, je pensais finir dans les cinq premiers », a-t-il remarqué. Quand je me suis élancé pour la seconde manche, je pensais que je pouvais finir sur le podium. Et, juste avant l'arrivée, j'ai enfin cru à la médaille d'or. »

EFFORTS SUR LE SKI ALPIN

Grâce à cette couronne mondiale, Kalle Palander devient le premier Finlandais à remporter un titre majeur dans une discipline alpine alors que son pays est plus habitué aux médailles en ski nordique. Influencée par sa voisine norvégienne, la Fédération finlandaise de ski - comme celle de Suède, d'ailleurs - semble avoir décidé de porter ses efforts vers l'alpin.

Chez les dames, samedi 13 février, la surprise a été offerte par la victoire de l'Australienne Zali Steggall. Le marsupial skieur qui orne le sympa-

thique écusson de l'équipe de ski australienne a gagné un nouveau titre après la médaille de bronze déjà acquise aux Jeux olympiques de Nagano l'an passé par la même skieuse. Au terme d'une seconde manche d'anthologie, l'Australienne, âgée de vingt-quatre ans, a joliment coiffé toutes ses adversaires.

La blonde Zali Steggall a su profiter du tracé réalisé par son entraîneur autrichien, Helmut Spiegel, pour déployer un ski à la fois fluide et offensif. « Zali Steggall est une slalomeuse du vertige qui possède un sens extrême de l'équilibre et une incroyable capacité de concentration sur des longues distances, explique son entraîneur. En plus, elle aime la neige dure et les pentes raides. C'est la raison pour laquelle j'ai utilisé à fond la verticalité du mur final... là où plusieurs autres skieuses ont échoué. »

Zali Steggall devient la première Australienne à décrocher une médaille d'or aux championnats du monde. Grâce à des parents nomades, la jeune femme a passé dix années de son enfance à Morzine, où elle a découvert la neige et surtout l'amour du ski de compétition. « Avant de m'aligner à Vail, j'ai tout fait pour arriver au meilleur niveau, a-t-elle expliqué. Dans la cabane, avant de m'élancer, j'ai entendu le public qui applaudissait Pernilla Wiberg. J'ai alors compris qu'elle était en tête et qu'il fallait que je réussisse une course parfaite. »

En toute simplicité, elle a effectué le meilleur parcours, devançant de 8 dixièmes de seconde la Suédoise Pernilla Wiberg (argent) et la jeune Norvégienne Trine Bakke (bronze), alors que la première Française, Florence Masnada, ne pointe qu'à la quatorzième place.

Pa. M.



Beaucoup de grisaille

MARDI, l'air froid et sec qui recouvrait le pays ces derniers jours est remplacé par des masses d'air humides et plus douces. Le risque de neige ou de verglas, encore présent en tout début de journée dans l'Est, disparaît rapidement en plaine.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Près de la Manche, après une matinée compromise par le crachin, l'après-midi laisse entrevoir de belles éclaircies. Les températures sont de l'ordre de 7 à 10 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Quelques pluies vont passer du nord au sud, surtout sur les régions situées au nord de la Seine. Après la pluie matinale, le Nord-Picardie profite de bons rayons de soleil. Il fait de 6 à 9 degrés.

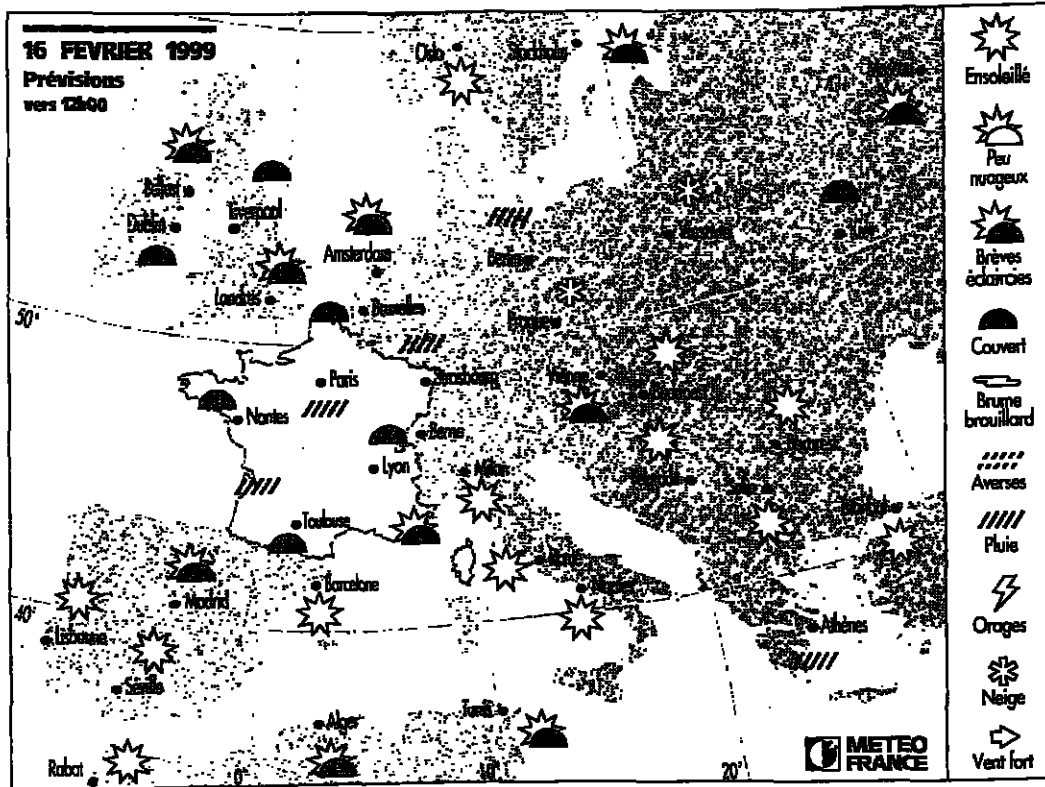
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Du val de Saône à l'Alsace, risque de verglas en début de journée, avec quelques flocons ou pluies vergla-

cantes. Les régions de plaine retrouvent de petites pluies et des températures positives, de 4 à 7 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Quelques flocons possibles à l'aube dans le Rouergue et toute la journée dans les Pyrénées au-dessus de 1 000 mètres. Les nuages occupent le devant de la scène mais se contentent de donner quelques brumes éparpillées. Il fait de 8 à 11 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Les nuages s'étendent à l'ensemble des régions, gagnant les Alpes en fin de matinée. Un peu de neige en montagne, quelques pluies en plaine, verglas possible au petit matin à Lyon. Le mercure atteindra 4 à 8 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Le soleil s'impose rapidement. Le vent d'ouest d'abord anodin se renforce sensiblement en cours de journée pour atteindre 70 kilomètres/heure en rafales. Il fait de 8 à 12 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

AÉRIEN. La compagnie autrichienne Lauda Air doit ouvrir cet été de nouvelles destinations, l'accent étant mis sur la Floride, les Caraïbes et Bali. A compter du dimanche 11 avril, elle porte de quatre à cinq par semaine ses vols entre Paris et Miami via Munich et, à partir du lundi 10 mai, elle dessertira Orlando une fois par semaine avec une extension vers Puerto Plata, en République dominicaine. Également à partir du 10 mai, Cancun, au Mexique, sera desservie chaque lundi par un vol non-stop de Vienne, la liaison vers Mexico étant, en revanche, suspendue. Enfin, une deuxième rotation hebdomadaire sera proposée entre Vienne et Denpasar via Bangkok. Renseignements au 8002-825-825.

ÉTATS-UNIS. A l'automne, la compagnie américaine Amtrak proposera une nouvelle liaison ferroviaire rapide (2 h 45) entre les villes de Boston et de New York.

PRÉVISIONS POUR LE 16 FÉVRIER 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE	température	température
PARIS	4/10	10/15
LYON	3/10	9/14
MARSEILLE	10/17	17/23
NANTES	4/10	10/15
STRASBOURG	0/7	7/13
BRETAGNE	5/10	10/15
ALPES	0/7	7/13
PROVENCE	8/15	15/22
CORSE	10/17	17/23

EUROPE	température	température
AMSTERDAM	1/5	5/10
BERLIN	0/5	5/10
MOSCOU	-1/3	3/8
ST-PETERSBURG	-1/3	3/8
VARSOVIE	-1/3	3/8
ATLANTA	1/5	5/10
CHICAGO	-1/3	3/8
NEW YORK	-1/3	3/8
SAN FRANCISCO	-1/3	3/8
TOKYO	1/5	5/10

AFRIQUE	température	température
CAIRO	10/17	17/23
JOHANNESBURG	10/17	17/23
PRÉTORIA	10/17	17/23
ALGER	10/17	17/23
DAKAR	10/17	17/23
NUOUA	10/17	17/23

ASIE	température	température
BANGKOK	22/32	32/38
HONGKONG	17/24	24/30
SINGAPOUR	24/30	30/36
TOKYO	10/17	17/23

Océanie	température	température
SYDNEY	10/17	17/23
MELBOURNE	10/17	17/23
PERTH	10/17	17/23

ASTRONOMIE

Des fontaines de particules jaillissent des deux pôles du Soleil

LA PARTIE SUPÉRIEURE de l'atmosphère solaire, la couronne, émet dans l'espace un flot continu de particules électriquement chargées. Propulsées à des vitesses comprises entre 400 à 800 kilomètres par seconde, ces particules constituent le vent solaire qui étend son influence jusqu'aux confins du système solaire.

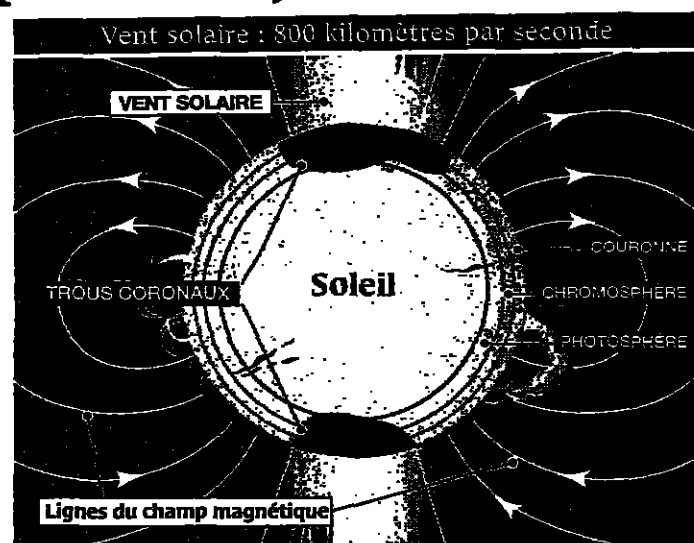
Pressentie par la théorie, l'existence de ce vent a été mise en évidence par l'étude des comètes et confirmée par les satellites. Des mesures plus récentes effectuées par la sonde américaine européenne Ulyssée en 1994 ont précisé que le vent rapide (800 km/s) prenait sa source dans les trous coronaux situés aux pôles nord et sud de notre étoile. Des zones où les lignes du champ magnétique solaire sont ouvertes et ne se referment qu'à des distances infinies.

Des observations plus fines réalisées sur les pôles solaires par le satellite américain-européen SOHO (Solar and Heliospheric Observatory) ont permis à Donald Hassler, du Southwest Research Institute de Boulder (Colorado) aux États-Unis, aidé dans sa tâche par une équipe de chercheurs allemands, britanniques, français et

norvégiens, de décrire plus précisément ce processus dans la revue *Science* du 5 février. « On sait maintenant que le vent solaire prend sa source en dessous de la couronne, à quelques milliers de kilomètres de la surface du Soleil, dans les mailles du réseau magnétique de la chromosphère », explique Jean-Claude Vial, de l'Institut d'astrophysique spatiale (CNRS-université Paris-X), Orsay, un des cosignataires de l'article.

COMME L'HERBE POUSSÉ

Dans la chromosphère, le champ magnétique solaire est organisé en un réseau rappelant celui des nids d'abeilles. « Si l'on compare ces cellules aux carreaux posés sur le sol d'un patio, le vent solaire s'échappe à la manière de l'herbe qui pousse entre les carreaux », précise Helen Mason, de l'université de Cambridge (Grande-Bretagne). Ainsi, de véritables « fontaines » de gaz électriquement chargé se déversent autour des régions magnétiques du Soleil, avant de se jeter dans l'es-



Les particules ionisées forment le vent solaire rapide (800 km/s) qui sort des trous coronaux du Soleil, dans les profondeurs de son atmosphère. Il leur faut un peu plus de deux jours pour arriver au niveau de la Terre.

SOLEIL ET LUNE DE LA SEMAINE - vendredi 19 février 1999 - (à Paris)

7h 54	Lever	Coucher	18h 16
9h 40	Lever	Coucher	22h 17

pace à la vitesse de 3 millions de kilomètres à l'heure. Cette mesure a été obtenue grâce à l'utilisation du spectromètre Sumer (Solar Ultraviolet Measurements of Emitted Radiation) embarqué à bord de SOHO. Mis au point à l'Institut d'astrophysique spatiale par Philippe Lemaire et fabriqué par le Max-Planck-Institut für Aeronomie de Lindau, en Allemagne, cet instrument, doté d'une grande résolution spectrale et spatiale, a pu étudier de « petites » régions de 1 000 kilomètres de diamètre et évaluer la vitesse d'expulsion des particules. Il a aussi établi que la température des trous coronaux était inférieure à celle (2 millions de degrés) régnant dans la zone équatoriale de la couronne.

Malgré ces résultats, « on ne connaît toujours pas le mécanisme précis qui produit le vent solaire. C'est un sujet épouvantablement compliqué, sur lequel il y a beaucoup d'idées mais pas de certitude », regrette Jean-Claude Vial. Dans les années 50, l'Américain Eugene Newman Parker a proposé un mécanisme d'émission du vent solaire fondé sur l'agitation thermique. Soumis à une tempé-

rature supérieure à 1 million de degrés, les électrons du plasma solaire échappent au champ de gravité de l'astre et sont propulsés dans l'espace à des vitesses supersoniques. Mais, dit Jean-Claude Vial, ce modèle « ne marche pas » avec ce vent rapide qui prend naissance dans des zones « froides ».

DES IMPACTS SUR TERRE

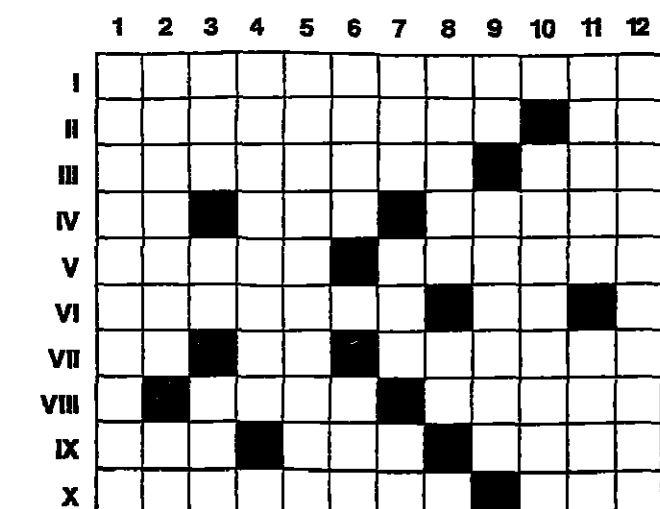
Le satellite SOHO, à nouveau en ordre de marche malgré une série de problèmes techniques, permettra peut-être d'apporter des éléments nouveaux sur un sujet qui débordait la simple curiosité scientifique. Les particules émises par le Soleil bousculent en effet l'environnement terrestre en créant de superbes aurores boréales dans l'atmosphère terrestre mais aussi parfois, lors des grandes périodes d'activité de notre étoile, des perturbations importantes dans les télécommunications et les réseaux de distribution du courant électrique. Le 13 mars 1989, une telle bouffée de particules a privé d'électricité six millions de Canadiens pendant neuf heures.

Christiane Galus

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99040

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTELEMENT

1. Pénitence ou plaisir... selon ses goûts. - 2. Passe son temps à recouvrer. C'est son métier. - 3. Apport des modifications des qu'on les joint. Celui de l'an 2000 fait peur aux PC. - 4. Croqué sur le vif. Vient d'avoir. Il se réveille. - 5. Homme politique et philosophe italien. Tenterai ma chance. - 6. Plein de menaces. Mises en garde. - 7. Prises de décision. Prises de décision. Ses graines croissent. - 8. Grandes ouvertures. Espace protecteur. - 9. Aux Pays-

Bas ou au Nigeria. Cuisine asiatique. Interrompt la partie. - 10. Font de jolis revers. Zone de libre-échange.

VERTICALEMENT

1. Ouvrir sa marque au marché. - 2. Donner des formes aux mèches. Bas de gamme. - 3. Point gagnant sur le court. Conjonction. Protégeait les futures mamans sur les bords du Nil. - 4. Extermination. - 5. Fugitif en apparence. - 6. Qui a tendance à prendre son temps. Dans la partie. - 7. Résiste

dans le foyer. Trois points. Personnel. - 8. Voltaire lui fit dire « A moi, Auvergne ». Lettres de regrets. - 9. Dans les règles. Salit la réputation. - 10. Petite exploitation au Sud. - 11. Prépara la graine. Joli coup à la table. - 12. Laisse aller.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99039

HORIZONTELEMENT

I. Statisticien. - II. Argutier. Odra. - III. Coïncidences. - IV. R. Amiante. - V. Iso. Silésie. - VI. Shunt. Is. Os. - VII. Tuoyées. - VIII. At. Er. Cécité. - IX. Ite. Aphérèse. - X. Sinuosités.

VERTICALEMENT

1. Sacristain. - 2. Trois-huit. - 3. Age. Out. Es. - 4. Tula. Noé. - 5. Item. Tyrant. - 6. Smisée. Pu. - 7. Tétal. Echo. - 8. Enfilées. - 9. Cortès. Cr. - 10. Idées. Niet. - 11. Ers. Io. Tsé. - 12. Na. Fessées.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

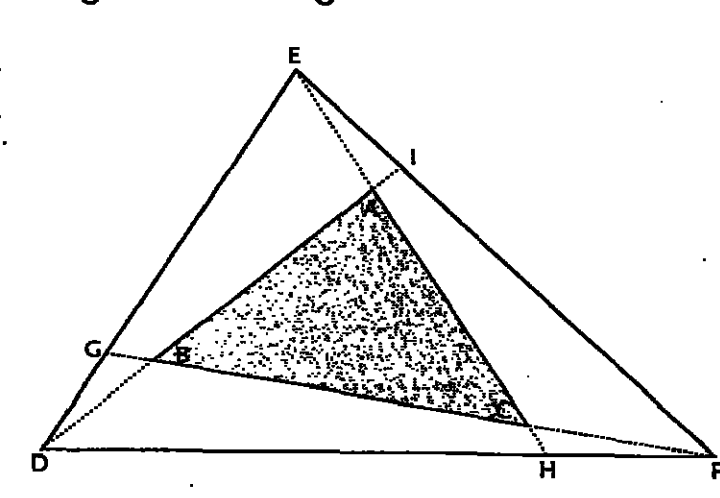
Imprimé au Monde 12, rue M. Gursburg 94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 109

Le grand triangle



Solution du problème n° 108 paru dans Le Monde du 9 février.

La roue D tournera de 14 tours. La rotation complète de la roue A, qui a 36 dents, entraînera la rotation de la roue B de 3,6 tours (puisque elle a 10 dents) et donc la rotation d'autant de la roue C. Or, cette dernière ayant 35 dents, entraînera $35 \times 3,6 = 126$ dents de la roue D. Il ne reste plus qu'à constater que cela entraîne une rotation de cette

dernière de 14 tours, puisque $14 \times 9 = 126$. Pour obtenir 15 tours de la roue D sans changer les roues A et B, il faut transformer les 3,6 tours de la roue B (et donc C) en 15 tours. Le nombre de dents de la roue C doit être plus important que celui des dents de la roue D dans le rapport $15/3,6 = 25/6$. Il suffit donc que les roues C et D aient respectivement 25 et 6 dents (ou des nombres proportionnels de dents).

Elisabeth Busser et Gilles Cohen

POLE 1999

Solution du problème dans Le Monde du mardi 23 février.

Le Monde

Président-directeur général : Dominique Alday

Vice-président : Gérard Moriz

Directeur général : Stéphane Corré

21915, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05

Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

MUSIQUE Cuba est à la mode. Alors que les touristes affluent vers l'île, les bacs des disquaires sont submergés de productions locales. Le succès du vétéran Compay Segundo

ou celui de l'album *Buena Vista Social Club* encouragent les maisons de disques à exploiter le filon. Musisoft a ainsi signé un accord avec Egrem, la firme d'Etat cubaine d'enregistre-

ments et d'éditions musicales. D'autres labels, Naïve, Last Call ou Lusafrika, participent à une production pléthorique. ● **BOLIVIEN** d'origine, Carlos Arguedas est un inter-

locuteur en or pour les maisons de disques. Souvent avec des moyens de fortune, cet archiviste a enregistré sur place une centaine d'heures de bandes et soixante-dix groupes.

● **EN FRANCE**, P 18, Sergent Garcia et Manu Chao, l'ancien chanteur de La Mano Negra, ont scellé des alliances fructueuses entre la musique cubaine et les sons d'ici.

L'industrie du disque alimente la fièvre cubaine

Nouvelles signatures, collections, pluie de rééditions... Depuis l'ouverture de l'île au tourisme, les bacs des disquaires sont submergés de titres de salsa ou de « son ». Les éditeurs se défendent de céder à un effet de mode

L'ATTRACTION cubaine continue. Tandis que les touristes affluent toujours plus nombreux vers l'île, celle-ci n'en finit pas d'exporter ses musiques. La France, qui depuis les années 30 a régulièrement des poussées de fièvre pour les rythmes cubains, traverse en ce moment une phase de ferveur aiguë. Après avoir redonné une seconde jeunesse au nonagénaire Compay Segundo, venu y chanter la première fois en 1995, puis à d'autres vétérans du son cubain arrivés dans son sillage, elle accueille avec gourmandise tous les musiciens de Cuba. Soirées, concerts, bals et cours de danses siglés « Cuba » s'y multiplient.

Conséquence de cet engouement : les bacs des disquaires sont submergés de productions cubaines. Sans doute alléchées par les succès de Compay Segundo (soixante mille exemplaires vendus en France, deux cent cinquante mille en Europe pour *La Mejor de la Vida*, chez East West) et de *Buena Vista Social Club*, l'album réunissant des stars de Cuba autour du guitariste américain Ry Cooder (un million dans le monde, primé par un Grammy Award américain en 1998), les maisons de disques jouent la carte cubaine. Dès sa création, Musisoft, la société fondée par Henri de Bodinat (*Le Monde* du 8 juillet 1998), s'est positionnée d'emblée sur le créneau. Elle a signé un accord avec Egrem, la firme d'Etat cubaine d'enregistrements et d'éditions musicales, notamment en vue de l'exploitation de son fonds de catalogue, riche d'environ six mille titres.

NOMS SUKKRÉSSENTÉS
« Nous avons acheté pour quelque 900 000 F (environ 135 000 €) les droits de distribution en Europe, sauf l'Espagne et les Pays-Bas, de vingt-cinq albums », dit Jean Karakos, directeur général de Musisoft. Les premières sorties sont prévues



Chepin-Choven, une des nombreuses formations enregistrées dans l'île par Carlos Arguedas.

pour mars : Septeto Turquino, Septeto Habanero, Compay Segundo et Carlos Puebla. Des valeurs sûres certes, mais aussi des noms déjà surréprésentés. Ces albums se distinguent par leur packaging, promet Jean Karakos, qui se défend de « prendre la musique cubaine comme un truc de mode ». « J'ai toujours aimé ça, insiste-t-il. D'ailleurs, le premier disque que j'ai sorti en 1960, c'était *La Pachanga*, un 45-tours de musiciens cubains qui venaient d'arriver à Paris, Los Churembetes ». L'idée

du bel objet, du travail d'édition soigné permettant de repérer un disque au milieu des autres est aussi celle de Patrick Zelnik, directeur de Naïve, dont la première production, *Te di la vida entera*, la bande originale du livre de Zoé Valdés, *La Douleur du dollar*, est également inspirée par Cuba.

Ce disque réunit une douzaine de titres cubains des années 50 et 60, réinterprétés pour la plupart par l'orchestre du Café Nostalgie, un bar de Miami où se retrouvent les exilés de Cuba. Naïve s'apprête à sortir un disque de ce groupe, en attendant d'autres projets cubains. « Parce qu'on s'intéresse à tous les pays musicaux, ceux où la musique fait partie de la vie des gens, précise Patrick Zelnik. Cuba est un pays musical, au même titre que le Brésil par exemple. Le patron de Naïve se réjouit du succès actuel des musiques cubaines. « C'est quelque chose qui va durer, à condition qu'on ne presse pas trop le citron. D'autre part, il ne faut pas que la notion de musique cubaine soit plus forte que la notion d'artiste. » Il est nécessaire d'individualiser les projets. D'où l'erreur de faire

des compilations et des collections. Un point de vue auquel Patrick Mathé, directeur du label Last Call, appartenant au sous-label Debut 1999, il ouvre un axe cubain dans son catalogue, en créant la collection « Lo Mejor de la Musica Cubana ». D'ici au mois de juin, Last Call aura mis cinq albums en circulation (Alliamen, Maravilla de Florida, Chepin-Choven, Son del Cauto, Son Caliente). D'autres suivront : des groupes pas encore connus ici et enregistrés à Cuba, avec un studio mobile, par Carlos

Arguedas (lire ci-dessous). Comme ses collègues, Patrick Mathé se défend d'avoir voulu « surfer sur la vague cubaine ». « Au départ, c'est l'histoire d'une rencontre. J'ai aimé la façon de travailler de Carlos, avec une association locale, en contact direct avec les musiciens, en dehors des institutions gouvernementales, qui, il faut bien le dire, ont tendance à voler un peu les gens. Ce qui m'a plu également dans cette histoire, c'est que pour une fois, là-bas, les musiciens ont gagné tout de suite un peu d'argent. Ils ont eu chacun un

cachet de 1 500 F (environ 230 €), ce qui dans les standards cubains est une somme raisonnable. »

Egalement nourri par la récolte de Carlos Arguedas, Indigo -branche musiques du monde Label Bleu, label de jazz de la Maison de la culture d'Amiens - commence à se positionner sur le terrain. Sans encair. Pas question pour Christian Mousset, directeur artistique, de trop se disperser. « Ce n'est pas la musique cubaine qu'il faut défendre, ce sont ses créateurs, souligne-t-il, rejoignant la position défendue chez Naïve. Nous voulons développer leur carrière, les faire tourner dans les festivals européens. » Asere, un groupe de jeunes de La Havane mordu de son, Estrella de la Charanga, un orchestre dans la tradition du mythe Orquesta Aragón, et la délicieuse chanteuse Magaly Bernal, les Cubains de la maison Indigo, seront à l'affiche cette année du festival Musiques Métisses d'Angoulême (du 20 au 24 mai).

LE PUBLIC FERA LE TRI

Pour François Post, directeur des éditions et de la promotion à Lusafrika, le concert est primordial pour les artistes cubains. « Puisqu'on n'a pratiquement pas accès aux radios et à la télévision pour ces musiques ». Que Lusafrika, où émerge Cesaria Evora, pioche également des musiques cubaines (Orquesta Aragón, Septeto Habanero, Afro Cuban Jazz Project...) n'est somme toute pas surprenant. D'origine cap-verdienne, José Da Silva, créateur du label, a grandi à Dakar, où la musique cubaine était très en vogue ; il adore depuis toujours l'Orquesta Aragón. « Et puis, entre Cuba et Le Cap-Vert, ajoute François Post, il y a des cousins certains, pour ce qui concerne l'atmosphère, la manière d'appréhender la musique, les approches musicales, qui sont identiques, et aussi la façon de jouer de la guitare par exemple. »

Qu'il y ait une production pléthorique de disques cubains n'est pas vraiment alarmant. C'est même logique, souligne-t-il, depuis que Cuba s'est ouvert, car « ce pays a un potentiel immense, avec des artistes qui sont formés depuis la plus petite enfance ». Il faut faire confiance au public. Petit à petit, celui-ci s'éduque aux musiques cubaines, comme il s'est éduqué aux musiques africaines dans les années 80. Il saura au final faire le tri. « Abondance de biens ne nuit pas », dit le proverbe.

Patrick Labesse

P 18, Sergent Garcia, les Cubano-Urbains de Paris

EN 1992, La Mano Negra, alors groupe symbole du rock alternatif, traversait l'Atlantique sur le *Melquiades*, un cargo armé par la Ville de Nantes. Sortant des entrailles du navire à chaque escale latino-américaine, la troupe de théâtre Royal de luxe, les compagnies de Philippe Decouflé et de Philippe Genty menaient la sarabande, assez fort pour rappeler que la France, malgré les apparences, a les pieds plantés au nord et la tête au sud. La Mano Negra, enracinée dans la deuxième génération d'émigrés espagnols, n'en était pas à son coup d'essai en matière de latinité : les bistrots de La Havane, les pentes du Machu-Pichu, les favelas de Bogota ou de Rio de Janeiro ressoudaient l'entente de ce rock explosif.

La Mano Negra dissoute, Manu Chao, le chanteur de tête, est parti en voyage bohémien en Amérique du Sud, glissant paresseusement l'album *Clamdestino*, produit artisanal de haute volée, dans les meilleures ventes françaises de 1998. Pendant ce temps, Tom Darnal scellait une alliance transatlantique avec Barbaro Teunton, trompettiste du groupe cubain Sierra Maestra, rencontré à La Havane en 1992. Il mettait dans son sac un groupe cubain très afro, Ire Ire, deux violonistes de l'Orquesta Aragón et les mariats des Parisiens échantillonneurs, des MC bavards et des manipulateurs de machines électroniques (DJ Sree). La salsa et le son, les tambours et le trompette prennent au passage un méchant coup de démultiplication rythmique et de bouclages synthétiques, avec extraits de discours du « Che », la voix de mé-

cedita Valdés, la petite mère de la négritude cubaine, etc. Ces allers-retours Paris-La Havane sont réjouissants. Ils s'écoulent dans un album enregistré aux studios Icaic de La Havane, *Urban Cuban* (Tabata Tour-Virgin). Ils vont se découvrir sur scène aux Méditerranéennes, un festival « latin » qui tient sa version estivale en septembre à Céret (Pyrénées-Orientales) et sa version hivernale à Paris en février.

RAGAMUFFIN ET SALSA
Sergent Garcia, un ancien membre du groupe de rock provo Ludwig Von 88, a endossé le costume de Mano Negra avec davantage de rigueur. Le mariage de ragamuffin et de salsa donne envie de sauter en rythme. Sur son album (*Un Poquito quemado*, à paraître le 23 février chez Labels-Virgin), Sergent (Bruno) Garcia a même organisé l'occupation pacifique et ragga d'*El Manisero*. Il y a tracé des parallèles avec le salsero cubain Isaac Delgado, avec le rappeur américain-dominicain Mangy, autant qu'avec les mélodies politiquement aguerries, néanmoins naïves, de Manu Chao.

Véronique Mortaigne

★ Les Méditerranéennes : le 15, Ska R, La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18°. M° Pigalle. 19 h 30. Tél. : 01-49-25-69-99. 710 F. Nouvelles scène espagnole : Amparanoia le 16, Oscar & Co le 17, Scène latino-française : le 17, P18, le 18, Flor del Fango, le 20, Sergent Garcia. L'Européen, 3, rue Biot, Paris 17°. M° Place-de-Cléry. 20 h 30. Tél. : 01-43-87-97-13. 110 F.

PALMA SORIANO (Santiago de Cuba) de notre envoyé spécial
Le soir tombe sur Palma Soriano. Carlos Arguedas va pouvoir se

PORTRAIT
Cet archiviste a enregistré soixante-dix groupes, avec les moyens du bord

mettre au travail. « C'est la nuit qu'on peut le mieux avancer. La ville est calme, il n'y a pas de bruits de ciments qui viennent perturber l'enregistrement. » Le studio où les prises ont lieu n'est pas un modèle d'échelle au niveau sonore, mais il faut faire avec les moyens du bord. Ici, à 100 kilomètres de Santiago de Cuba, c'est dans le cinéma *Liberacion* qu'il a installé son studio mobile en janvier, pour la troisième année consécutive.

Originaire de Bolivie, Carlos Arguedas vit en France depuis de nombreuses années. Il y participe à la formation du groupe Belivita Manta en 1977, puis se consacre à la production discographique à partir

Discographie

- Afro Cuban Jazz Project, *Descarga Uno*, 1 CD Lusafrika-Musisoft.
- *Te di la vida entera* (musique du roman de Zoé Valdés, *La Douleur du dollar*), 1 CD Naïve-Auvivids.
- *Estrella de la Charanga*, *Sones y Danzones*, 1 CD Indigo-Harmonia Mundi.
- *Buena Vista Social Club* (avec Ry Cooder, Compay Segundo, Ibrahim Ferrer, Ruben Gonzalez...), 1 CD World

- Circuit-Night & Day.
- Asere, *Cuban Soul*, 1 CD Indigo-Harmonia Mundi.
- Orquesta Aragón, *Quien Sabe Sabe*, 1 CD Lusafrika-BMG.
- Son del Cauto, *El amor es libre*, 1 CD Last Call-Wagram.
- Orchestre Yakaré, 1 CD Playasound/Auvivids.
- La Banda municipal de Santiago de Cuba, 1 CD Buda-Adès.
- Compay Segundo, *Cien Anos de Son* (Best of), 1 CD East West-Warner.

Carlos Arguedas, chasseur de « son »

de 1985, lançant le label Aspic, consacré à la musique latino-américaine. Deux ans plus tard, il négocie un contrat avec la société d'Etat cubaine Egrem, en vue de ressortir quelques perles qui sommeillent dans les archives. « Mais je me suis rendu compte qu'ils vendaient les mêmes bandes à plusieurs partenaires. » Des bandes que l'on retrouve parfois bradées en CD « mid-price » dans les grandes surfaces. Après trois rééditions (une compilation de son, un album de Mercedes Valdés, un autre de Celeste Mendoza), Carlos Arguedas met fin à cette collaboration hasardeuse, gardant toujours une oreille tendue vers Cuba.

En 1995, lors d'un festival de musiques hispano-américaines à Cayenne, en Guyane, il rencontre les responsables de l'association cubaine Anoch. L'Association nationale d'orchestres charangas de Cuba organise chaque année depuis 1985, à Palma Soriano, une rencontre de charangas, ces orchestres avec flûte et violons qui commencent à régner sur l'île à partir des années 20, et dont le prototype est l'Orquesta Aragón (actuellement en train d'enregistrer l'album de ses

soixante ans de carrière à La Havane). En 1996, Carlos Arguedas signe un accord avec Anoch en vue de la constitution d'un fonds d'archives sonores des musiques populaires de l'île, notamment celles de l'Est. « Un travail qu'Egrem ne peut pas faire », précise le chasseur de sons investi de la mission d'archiviste.

COUPURES DE COURANT

Les habitants de Palma Soriano sont désormais habitués à voir débarquer chaque année, avec ses machines, son enthousiasme et ses longs cheveux tressés, cet amateur éclairé de musique cubaine. Ils lui pardonnent de leur voler pendant quelques jours leur cinéma pour y enregistrer des groupes. En trois ans, Carlos a mis en boîte cent heures de bandes, soit soixante-dix groupes, à Palma Soriano, mais aussi à Santiago et dans d'autres villes de l'Est. Il doit composer avec les coupures de courant. Un groupe électrogène est ici un luxe. En cas de pépin, « on a une heure devant soi pour sauver la dernière prise, grâce à la batterie du studio mobile ». Chaque groupe est enregistré en trois jours.

Le soir du 18 janvier, c'est au tour de Son del Cauto de s'engouffrer derrière la façade bleue et blanche du cinéma *Liberacion*. Fondé en 1962 à Palma Soriano, Son del Cauto est l'un des groupes les plus populaires de la région. Il a une émission quotidienne sur une radio locale de la ville et se produit régulièrement à la Casa de la Trova, située à deux pas du cinéma, interprétant un son à la saveur paysanne qui fait le bonheur des habitants du quartier.

A l'intérieur du cinéma, Carlos Arguedas a disposé entre les fauteuils une vingtaine de panneaux de contreplaqué, pour « isoler » micros et musiciens. La climatisation, trop bruyante, est coupée.

L'enregistrement commence. Dehors la nuit s'installe, les rues se vident. Depuis le discours de Fidel Castro à La Havane, au début du mois, à l'occasion du congrès de la police nationale, et l'annonce de peines aggravées pour les infractions (drogue, prostitution, location clandestine de chambres ou de taxis...), les contrôles se sont multipliés, et l'ambiance n'incite pas à traîner en ville le soir.

P. La.

John Mellencamp, héros des anonymes du Midwest

A quarante-sept ans, le chantre de l'Amérique rurale et grand pourfendeur du reaganisme signe son quinzième album

BELMONT et BLOOMINGTON
(Indiana)

de notre envoyé spécial
États-Unis sur l'Indiana. A la mi-décembre 1998, des étudiants flânaient en T-shirt dans Bloomington. D'un snack-bar s'échappait le refrain de Jack and Diane, le tube qui a lancé la carrière du héros local. John Mellencamp habite aux environs de la ville universitaire, dans une propriété verdoyante, avec dépendances, atelier de peinture, forêt, lac. Un confortable pied-à-terre que 30 millions d'albums écoulés dans le monde (25 millions aux États-Unis) lui permettent d'entretenir.

La route qui mène de sa maison à son studio de Belmont correspond bien à celle décrite dans les notes de pochette de *Scarecrow*, l'un des grands disques de *basic rock* des années 80 : l'herbe est grasse, les champs de la Corn Belt abritent quelques fermes isolées. Pourquoi Mellencamp est-il resté attaché à cette terre quand tant de ses collègues s'agglomèrent à Los Angeles ou à New York ? « Précisément parce qu'ils vivent là-bas ! Si vous voulez voir quelque chose d'un peu authentique aux États-Unis, c'est ici. » T-shirt noir recouvrant partiellement un tatouage, biceps saillants, jean noir, bottes noires : à quarante-sept ans, Mellencamp a conservé son allure de petite frappe.

John Mellencamp est son quinzième album. Ses débuts, en 1976, ne pouvaient laisser présager pareille longévité. Il est pris sous l'aile de Tony Defries, le « manager terrible » de David Bowie - caricaturé récemment dans le film *Velvet Goldmine* -, qui le rebaptisa Johnny Cougar. Le jeune rebelle, père à dix-sept ans, n'allie sur microsilicon que des reprises indigestes sous influence stonienne. Les rock-critics se

déchaînent : sous-Springsteen, clone de Bob Seger... Mellencamp, lui-même, n'est pas tendre avec ces années : « Cela m'a énervé qu'on me lapide et donne la ténacité pour continuer. Quand j'ai commencé à enregistrer, j'avais vingt et un ans et j'étais épouvantablement immature. Tout ce qui m'intéressait alors, c'était avoir suffisamment de fric pour draguer. Je ne comprenais pas un type comme Costello. Au même âge, il considérait la musique avec beaucoup de sérieux. Il a d'ailleurs enregistré de grandes choses. »

■ **SHOWMAN** ■ **TEIGNEUX**

Avec l'album *American Fool* (1992), le « petit salaud » prend son envol, avant de décrocher la lune grâce à sa trilogie *U2-1987/Scarecrow/The Lonesome Jubilee*. Sur disque, une collection d'hymnes éclot, sauvagement joués par un groupe soudé et sudatoire comprenant le batteur Kenny Aronoff, l'un des meilleurs du rock selon ses pairs. Sur scène, le loubard des petites surfaces se transforme en showman teigneux. « Aux États-Unis, je jouais devant

20 000 personnes. A Paris, devant 3 000. Cela n'a jamais eu d'importance. Dans le registre du pur rock'n'roll, qui donne du bon temps et le sentiment, pour un soir, d'appartenir à une communauté, on reconnaît que nous avons été un des meilleurs groupes scéniques de l'époque. Je ne sais pas qui nous dépasse : les Rolling Stones ? Prince ? » On lui souflette les rivaux du E Street Band. « Ils étaient bons, mais j'ai toujours pensé que nous avions plus d'énergie, de gaieté, de légèreté. » Springsteen magnifie la civilisation automobile du New Jersey. Mellencamp se fait le porte-voix des ruraux anonymes du Midwest, chronique ce « Heartland » de l'Amérique dont les mégapoles se gaussent. La chanson *Small Town* vante un provincialisme paisible et des valeurs qui, en France, seraient sans doute taxées de réactionnaires : bon sens terrien, respect des anciens.

En même temps, *Rain on the Scarecrow*, un de ses meilleurs titres, donne la parole aux fermiers ruinés pendant le reaganisme triomphant. Pour les soutenir, Mellencamp

La peinture comme antidote au rock

Une attaque cardiaque en 1994 a appris à John Mellencamp à prendre soin de lui et de la distance par rapport à la vie de rockstar. Envahissante, la musique doit alors composer avec une autre muse, la peinture. « En fait, depuis l'album *Big Daddy* (1989), j'en avais assez. Ma vie privée était un champ de ruines. Peindre a un avantage : je suis seul, sans groupe, maison de disques, public. »

Mellencamp a découvert les impressionnistes dans les musées parisiens, pendant les escaliers de ses tournées. Il passe progressivement à l'expressionnisme, exécute de sombres autoportraits, fait poser ses proches. Dans son panthéon, Beckmann et Soutine rejoignent Woody Guthrie et Sam Cooke. Ses toiles ont fait l'objet d'une première exposition importante en 1989, aux côtés de celles de Miles Davis, à la Triangle Gallery de Los Angeles.

■ **Un recueil présentant soixante-quinze de ses peintures, Mellencamp, paintings and reflections, a été publié, en anglais, chez HarperPerennial (1998).**



Le musicien de l'Indiana a vendu près de 25 millions de disques aux États-Unis, mais reste méconnu en Europe.

fonde en 1985, avec Neil Young et Willie Nelson, l'organisation Farm Aid, en refusant d'appartenir à la grande kermesse médiatico-humanitaire de Band Aid. Son action s'est poursuivie : « La situation dans les campagnes s'est améliorée avec Clinton, mais des problèmes demeurent. Je suis en contact avec les fermiers noirs du Sud qui souffrent de la discrimination et ne peuvent obtenir de prêts. Ce pays est toujours raciste. »

The Lonesome Jubilee (1987), porté par le violon de Lisa Germano et une instrumentation puisant dans la tradition appalachienne, permet à sa popularité de traverser enfin l'Atlantique, même s'il considère n'avoir jamais obtenu de succès en Europe. « En France, les gens croient que je suis un chanteur de country ! » Ses disques suivants répètent des formules éprouvées, à l'exception de l'avant-dernier, *Mr. Happy Go Lucky*, tentative périlleuse de renouvellement à coups d'échantillonneurs et de beats.

■ **RÉSONANCE BIBLIQUE**

L'album *John Mellencamp* entend marquer « la troisième phase de [sa] carrière ». Sa musique recherche une synthèse entre son style classique et les innovations technologiques. Enflammée par un tube en or, *Your Life Is Now*, la première partie du disque renoue avec le meilleur de son inspiration. La seconde, hybride, éclatée, déconcertera sans doute ses fans.

Ses textes, eux, ont une résonance biblique nouvelle. Les héros romantiques de ses débuts, Jack et Diane, réapparaissent dans un pa-

radis définitivement perdu (*Eden Is Burning*). *Fruit Trader* revisite l'histoire de Caïn et Abel. On pense à Dylan, à raison. « Bob est le seul artiste dans ce métier. Nous autres ne sommes que membres d'une communauté, celle du pop-rock », s'incline John Mellencamp, devant la statue du Commandeur.

Bruno Lesprit

■ **John Mellencamp, 1 CD Columbia. Une compilation de quatorze titres, *The Best That I Could Do* (1978-1988), a paru en 1998, chez Mercury.**

Les propos malheureux du commissaire français de l'Arco

NICOLAS BOURRIAUD, le commissaire responsable de la sélection des galeries françaises à la foire d'art contemporain de Madrid, l'Arco (Le Monde daté 14-15 février), a déclenché en Espagne une embarrassante polémique. Alors que la France est l'invitée d'honneur de la foire, le supplément culturel du journal ABC daté du 4 février a publié un entretien dans lequel Nicolas Bourriaud tient des propos très négatifs sur l'art espagnol, affirmant notamment : « On ne voit ni les artistes ni les critiques dans les circuits internationaux. (...) L'Espagne est absente du débat international. (...) Je ne connaisais à Madrid un critique espagnol important que je ne voyais jamais dans aucune exposition en Allemagne ou dans d'autres pays et je lui demandais la raison de cela. Il me répondit qu'il voyageait uniquement aux États-Unis. Ça me paraît incroyable, surtout à ces moments où l'Europe commence à être une réalité. Avant, dans les années 80, les Espagnols voyageaient toujours en Allemagne, ils étaient obsédés par elle. (...) A un moment où, dans le monde de l'art en Europe, les frontières tombent, en Espagne, elles se construisent. »

Interrogé par Le Monde, Nicolas Bourriaud a accusé ABC d'avoir déformé ses propos. La rédaction d'ABC confirme avoir retranscrit fidèlement l'entretien, dont elle possède un enregistrement.

Où pêcher les architectes du futur ?

Trois initiatives pour présenter les jeunes talents

LES ÉCOLES sont en crise, la profession est elle-même sérieusement confrontée à la baisse de la commande, mais aussi, ce qui n'arrange pas le moral général, à la disparition des bons vieux modèles et des repères doctrinaux. Où chercher, dans ce contexte, la jeune architecture, les talents naissants, les idées neuves ? Surtout, comment repérer dès à présent la relève, après la génération des constructeurs qui s'est imposée depuis un quart de siècle et a pu confirmer son savoir-faire à la faveur des grands travaux ? Ce sont les questions que vont poser, en y répondant chacune à sa manière, deux institutions dans les semaines à venir.

Le concours Européen d'abord, qui organise du 18 au 20 février un Forum des villes et des jurys à la Manufacture des Glaces (Ivry) avec la participation de 65 villes de toute l'Europe. Délaisé par Didier Rebois, qui fut l'un de ses initiateurs - il reste secrétaire général - Européen est le successeur du Programme architecture nouvelle (PAN), un concours français qui permettait à l'état de mettre le pied à l'étrier aux plus doués des jeunes diplômés. Le PAN a disparu dans la spirale européenne. Comme ont d'ailleurs disparu les *Albums de la jeune architecture* (en 1994), autre formule qui pendant quinze ans a permis aux maîtres d'ouvrage de faire leurs emplettes à la sortie des écoles. Les *Albums* devraient renaitre dans la foulée du nouvel Institut français d'architecture (IFA).

La nouvelle échelle d'Européen et sa structure, à peu près aussi simple que la Commission de Bruxelles, ne facilitent pas la compréhension de cet outil pourtant précieux. C'est en effet une démarche d'échange et de repérage de l'excellence communau-

taire qui conduit les jeunes architectes à mieux appréhender non seulement leur futur territoire professionnel, mais aussi la diversité des situations urbaines. Pour les têtes chercheuses qui participent à ce concours, il y a 120 places à prendre et, surtout, 120 projets à construire pour de bon. Le forum d'Ivry, sur le thème des nouveaux paysages de l'habitat, apportera aux amateurs les éclaircissements nécessaires sur cet Européen, cinquième du genre.

■ **ÉCLATEMENT DES TENDANCES**

La relève des *Albums de la jeune architecture*, quant à elle, a été opportunément, mais occasionnellement, prise par la revue d'Architecture, dans son numéro d'octobre 1998. Reprenant le principe de l'exposition « Quarante architectes de moins de quarante ans », organisée naguère par l'IFA, cette revue d'actualité qui, dans son numéro de janvier, entreprend de redonner couleur aux cheveux gris de la construction française, a commencé une collection de trente architectes de moins de trente ans. Heureuse initiative qui a montré la fertilité des écoles, l'éclatement des tendances, le côté « touche-à-tout » de cette génération qui n'a plus d'idéal, ni moderne, ni postmoderne, ni rationaliste ni déconstructiviste, et qui butine allégrement les mille fleurs cultivées une à une par leurs aînés.

Le Fonds régional d'art contemporain (FRAC) du Centre a d'ailleurs décidé de vérifier cette hypothèse à l'occasion des premières rencontres internationales d'architecture, qui auront lieu en avril et mai à Orléans. La manifestation s'appellera Archi Lab. Lab pour laboratoire, bien sûr. Marie-Ange Brayer et Frédéric Migayrou, maîtres d'œuvre de cette ex-

position, ont exploré le vaste monde pour trouver 30 équipes - sans véritable condition d'âge, hormis la fraîcheur de l'esprit. L'exposition aura d'ailleurs lieu sur l'ancien site des subsistances militaires, en plein cœur d'Orléans, la ville de Jean-Pierre Suer (PS). Huit jeunes agences françaises, seulement, participeront au festival, confrontées aux plus remuantes de leurs homologues américaines, japonaises, hollandaises, britanniques ou allemandes. Plus un Croate, un Espagnol, un Autrichien et deux Australiens.

Hormis les habitués des Salons français (Roche et Cle, Seraji, Decq et Comette, du Besset et Lyon, Jakob et MacFarlane), la plupart des participants sont inconnus du public. Migayrou, qui est le machiavélique penseur de cette réunion de brûleurs d'idées, va pêcher ses noms et ses images dans quelques revues toniques (il présente un bel échantillon de ces publications dans le dernier numéro de d'A, janvier-février), et dans une passion irrépressible pour l'avant-garde la plus plasticienne du métier d'architecte.

Frédéric Edelmann

■ **Européen 5, Forum des villes et des jurys, du 18 au 20 février, Manufacture des Glaces, Ivry-sur-Seine.**

■ **Archi Lab, premières rencontres internationales d'architecture. Rencontres et débats du 14 au 16 avril. Exposition du 14 avril au 30 mai. Renseignements : FRAC Centre : 02-38-62-47-67. e-mail : archilab.orleans@wanadoo.fr**

■ **Magazine d'A, en vente dans les kiosques et les librairies spécialisées (44 F) : 25, rue du Petit-Musc, 75004 Paris. Tel. : 01-53-01-97-00.**

Mfm. La radio des tubes

Attendez-vous à aimer

100.0 100.5 101.0 101.5 102.0 102.5 103.0 103.5 104.0 104.5 105.0 105.5 106.0 106.5 107.0 107.5 108.0 108.5 109.0 109.5 110.0 110.5 111.0 111.5 112.0 112.5 113.0 113.5 114.0 114.5 115.0 115.5 116.0 116.5 117.0 117.5 118.0 118.5 119.0 119.5 120.0 120.5 121.0 121.5 122.0 122.5 123.0 123.5 124.0 124.5 125.0 125.5 126.0 126.5 127.0 127.5 128.0 128.5 129.0 129.5 130.0 130.5 131.0 131.5 132.0 132.5 133.0 133.5 134.0 134.5 135.0 135.5 136.0 136.5 137.0 137.5 138.0 138.5 139.0 139.5 140.0 140.5 141.0 141.5 142.0 142.5 143.0 143.5 144.0 144.5 145.0 145.5 146.0 146.5 147.0 147.5 148.0 148.5 149.0 149.5 150.0 150.5 151.0 151.5 152.0 152.5 153.0 153.5 154.0 154.5 155.0 155.5 156.0 156.5 157.0 157.5 158.0 158.5 159.0 159.5 160.0 160.5 161.0 161.5 162.0 162.5 163.0 163.5 164.0 164.5 165.0 165.5 166.0 166.5 167.0 167.5 168.0 168.5 169.0 169.5 170.0 170.5 171.0 171.5 172.0 172.5 173.0 173.5 174.0 174.5 175.0 175.5 176.0 176.5 177.0 177.5 178.0 178.5 179.0 179.5 180.0 180.5 181.0 181.5 182.0 182.5 183.0 183.5 184.0 184.5 185.0 185.5 186.0 186.5 187.0 187.5 188.0 188.5 189.0 189.5 190.0 190.5 191.0 191.5 192.0 192.5 193.0 193.5 194.0 194.5 195.0 195.5 196.0 196.5 197.0 197.5 198.0 198.5 199.0 199.5 200.0 200.5 201.0 201.5 202.0 202.5 203.0 203.5 204.0 204.5 205.0 205.5 206.0 206.5 207.0 207.5 208.0 208.5 209.0 209.5 210.0 210.5 211.0 211.5 212.0 212.5 213.0 213.5 214.0 214.5 215.0 215.5 216.0 216.5 217.0 217.5 218.0 218.5 219.0 219.5 220.0 220.5 221.0 221.5 222.0 222.5 223.0 223.5 224.0 224.5 225.0 225.5 226.0 226.5 227.0 227.5 228.0 228.5 229.0 229.5 230.0 230.5 231.0 231.5 232.0 232.5 233.0 233.5 234.0 234.5 235.0 235.5 236.0 236.5 237.0 237.5 238.0 238.5 239.0 239.5 240.0 240.5 241.0 241.5 242.0 242.5 243.0 243.5 244.0 244.5 245.0 245.5 246.0 246.5 247.0 247.5 248.0 248.5 249.0 249.5 250.0 250.5 251.0 251.5 252.0 252.5 253.0 253.5 254.0 254.5 255.0 255.5 256.0 256.5 257.0 257.5 258.0 258.5 259.0 259.5 260.0 260.5 261.0 261.5 262.0 262.5 263.0 263.5 264.0 264.5 265.0 265.5 266.0 266.5 267.0 267.5 268.0 268.5 269.0 269.5 270.0 270.5 271.0 271.5 272.0 272.5 273.0 273.5 274.0 274.5 275.0 275.5 276.0 276.5 277.0 277.5 278.0 278.5 279.0 279.5 280.0 280.5 281.0 281.5 282.0 282.5 283.0 283.5 284.0 284.5 285.0 285.5 286.0 286.5 287.0 287.5 288.0 288.5 289.0 289.5 290.0 290.5 291.0 291.5 292.0 292.5 293.0 293.5 294.0 294.5 295.0 295.5 296.0 296.5 297.0 297.5 298.0 298.5 299.0 299.5 300.0 300.5 301.0 301.5 302.0 302.5 303.0 303.5 304.0 304.5 305.0 305.5 306.0 306.5 307.0 307.5 308.0 308.5 309.0 309.5 310.0 310.5 311.0 311.5 312.0 312.5 313.0 313.5 314.0 314.5 315.0 315.5 316.0 316.5 317.0 317.5 318.0 318.5 319.0 319.5 320.0 320.5 321.0 321.5 322.0 322.5 323.0 323.5 324.0 324.5 325.0 325.5 326.0 326.5 327.0 327.5 328.0 328.5 329.0 329.5 330.0 330.5 331.0 331.5 332.0 332.5 333.0 333.5 334.0 334.5 335.0 335.5 336.0 336.5 337.0 337.5 338.0 338.5 339.0 339.5 340.0 340.5 341.0 341.5 342.0 342.5 343.0 343.5 344.0 344.5 345.0 345.5 346.0 346.5 347.0 347.5 348.0 348.5 349.0 349.5 350.0 350.5 351.0 351.5 352.0 352.5 353.0 353.5 354.0 354.5 355.0 355.5 356.0 356.5 357.0 357.5 358.0 358.5 359.0 359.5 360.0 360.5 361.0 361.5 362.0 362.5 363.0 363.5 364.0 364.5 365.0 365.5 366.0 366.5 367.0 367.5 368.0 368.5 369.0 369.5 370.0 370.5 371.0 371.5 372.0 372.5 373.0 373.5 374.0 374.5 375.0 375.5 376.0 376.5 377.0 377.5 378.0 378.5 379.0 379.5 380.0 380.5 381.0 381.5 382.0 382.5 383.0 383.5 384.0 384.5 385.0 385.5 386.0 386.5 387.0 387.5 388.0 388.5 389.0 389.5 390.0 390.5 391.0 391.5 392.0 392.5 393.0 393.5 394.0 394.5 395.0 395.5 396.0 396.5 397.0 397.5 398.0 398.5 399.0 399.5 400.0 400.5 401.0 401.5 402.0 402.5 403.0 403.5 404.0 404.5 405.0 405.5 406.0 406.5 407.0 407.5 408.0 408.5 409.0 409.5 410.0 410.5 411.0 411.5 412.0 412.5 413.0 413.5 414.0 414.5 415.0 415.5 416.0 416.5 417.0 417.5 418.0 418.5 419.0 419.5 420.0 420.5 421.0 421.5 422.0 422.5 423.0 423.5 424.0 424.5 425.0 425.5 426.0 426.5 427.0 427.5 428.0 428.5 429.0 429.5 430.0 430.5 431.0 431.5 432.0 432.5 433.0 433.5 434.0 434.5 435.0 435.5 436.0 436.5 437.0 437.5 438.0 438.5 439.0 439.5 440.0 440.5 441.0 441.5 442.0 442.5 443.0 443.5 444.0 444.5 445.0 445.5 446.0 446.5 447.0 447.5 448.0 448.5 449.0 449.5 450.0 450.5 451.0 451.5 452.0 452.5 453.0 453.5 454.0 454.5 455.0 455.5 456.0 456.5 457.0 457.5 458.0 458.5 459.0 459.5 460.0 460.5 461.0 461.5 462.0 462.5 463.0 463.5 464.0 464.5 465.0 465.5 466.0 466.5 467.0 467.5 468.0 468.5 469.0 469.5 470.0 470.5 471.0 471.5 472.0 472.5 473.0 473.5 474.0 474.5 475.0 475.5 476.0 476.5 477.0 477.5 478.0 478.5 479.0 479.5 480.0 480.5 481.0 481.5 482.0 482.5 483.0 483.5 484.0 484.5 485.0 485.5 486.0 486.5 487.0 487.5 488.0 488.5 489.0 489.5 490.0 490.5 491.0 491.5 492.0 492.5 493.0 493.5 494.0 494.5 495.0 495.5 496.0 496.5 497.0 497.5 498.0 498.5 499.0 499.5 500.0 500.5 501.0 501.5 502.0 502.5 503.0 503.5 504.0 504.5 505.0 505.5 506.0 506.5 507.0 507.5 508.0 508.5 509.0 509.5 510.0 510.5 511.0 511.5 512.0 512.5 513.0 513.5 514.0 514.5 515.0 515.5 516.0 516.5 517.0 517.5 518.0 518.5 519.0 519.5 520.0 520.5 521.0 521.5 522.0 522.5 523.0 523.5 524.0 524.5 525.0 525.5 526.0 526.5 527.0 527.5 528.0 528.5 529.0 529.5 530.0 530.5 531.0 531.5 532.0 532.5 533.0 533.5 534.0 534.5 535.0 535.5 536.0 536.5 537.0 537.5 538.0 538.5 539.0 539.5 540.0 540.5 541.0 541.5 542.0 542.5 543.0 543.5 544.0 544.5 545.0 545.5 546.0 546.5 547.0 547.5 548.0 548.5 549.0 549.5 550.0 550.5 551.0 551.5 552.0 552.5 553.0 553.5 554.0 554.5 555.0 555.5 556.0 556.5 557.0 557.5 558.0 558.5 559.0 559.5 560.0 560.5 561.0 561.5 562.0 562.5 563.0 563.5 564.0 564.5 565.0 565.5 566.0 566.5 567.0 567.5 568.0 568.5 569.0 569.5 570.0 570.5 571.0 571.5 572.0 572.5 573.0 573.5 574.0 574.5 575.0 575.5 576.0 576.5 577.0 577.5 578.0 578.5 579.0 579.5 580.0 580.5 581.0 581.5 582.0 582.5 583.0 583.5 584.0 584.5 585.0 585.5 586.0 586.5 587.0 587.5 588.0 588.5 589.0 589.5 590.0 590.5 591.0 591.5 592.0 592.5 593.0 593.5 594.0 594.5 595.0 595.5 596.0 596.5 597.0 597.5 598.0 598.5 599.0 599.5 600.0 600.5 601.0 601.5 602.0 602.5 603.0 603.5 604.0 604.5 605.0 605.5 606.0 606.5 607.0 607.5 608.0 608.5 609.0 609.5 610.0 610.5 611.0 611.5 612.0 612.5 613.0 613.5 614.0 614.5 615.0 615.5 616.0 616.5 617.0 617.5 618.0 618.5 619.0 619.5 620.0 620.5 621.0 621.5 622.0 622.5 623.0 623.5 624.0 624.5 625.0 625.5 626.0 626.5 627.0 627.5 628.0 628.5 629.0 629.5 630.0 630.5 631.0 631.5 632.0 632.5 633.0 633.5 634.0 634.5 635.0 635.5 636.0 636.5 637.0 637.5 638.0 638.5 639.0 639.5 640.0 640.5 641.0 641.5 642.0 642.5 643.0 643.5 644.0 644.5 645.0 645.5 646.0 646.5 647.0 647.5 648.0 648.5 649.0 649.5 650.0 650.5 651.0 651.5 652.0 652.5 653.0 653.5 654.0 654.5 655.0 655.5 656.0 656.5 657.0 657.5 658.0 658.5 659.0 659.5 660.0 660.5 661.0 661.5 662.0 662.5 663.0 663.5 664.0 664.5 665.0 665.5 666.0 666.5 667.0 667.5 668.0 668.5 669.0 669.5 670.0 670.5 671.0 671.5 672.0 672.5 673.0 673.5 674.0 674.5 675.0 675.5 676.0 676.5 677.0 677.5 678.0 678.5 679.0 679.5 680.0 680.5 681.0 681.5 682.0 682.5 683.0 683.5 684.0 684.5 685.0 685.5 686.0 686.5 687.0 687.5 688.0 688.5 689.0 689.5 690.0 690.5 691.0 691.5 692.0

Le petit peuple du début du siècle dans la voix de Marcel Maréchal

La pièce de Louis Guilloux mise en scène au Théâtre du Rond-Point

La Maison du peuple est le premier récit, écrit en 1920, de l'écrivain Louis Guilloux, fils d'un cordonnier de Saint-Brieuc épris de socialisme. Sous

la direction de François Bourgeat, Marcel Maréchal sert une nouvelle fois l'un de ses auteurs de prédilection, qu'il connaît mieux que tout autre.

Avec des moyens rudimentaires, il livre son texte avec une foi, une conviction qui emportent l'adhésion des spectateurs.

LA MAISON DU PEUPLE, de Louis Guilloux. Adaptation et mise en scène : François Bourgeat. Avec Marcel Maréchal. **THÉÂTRE DU ROND-POINT**, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8. M. Franklin-Roosevelt. Tél. : 01-44-95-98-10. Du mercredi au samedi, à 18 h 30. Durée : 1 h 10. 50 F (7,6 €). Jusqu'au 20 février.

« Un train venait d'arriver. Des voyageurs tâchaient de s'ouvrir un chemin. Et brusquement, la nouvelle courut : on a assassiné Jaurès. » C'est un enfant, Louis Guilloux, qui raconte les premières années du siècle. Il se bat pour fonder une section socialiste. Ce qui lui demande du mal. « Les camarades se plaignaient d'être délaissés par le Parti, qu'ils accusaient de réserver ses efforts à la région parisienne et

aux départements avancés, comme le Nord. » Le père Guilloux se présente en 1909 aux élections municipales. « Une ville doit être administrée pour le bien de tous, et non pour le profit de quelques-uns. Il n'est pas juste que l'argent des contribuables de notre ville ne serve qu'à faire des travaux dont l'armateur Le Den a besoin au port. » Il milite pour la rénovation des quartiers pauvres, il répète que l'iniquité commence par ce partage entre les boulevards des villas, des beaux immeubles, et les maisons en ruine des faubourgs. Les parents, les grands-parents de Louis Guilloux, vivent dans le noir et le froid. Mais quand le docteur Rébal, qui conduisait la liste socialiste, est élu, il prend un virage en épingle à cheveux, conduit une politique de droite, sous des dehors de centre droit.

La Maison du peuple, le premier récit de Louis Guilloux (il l'a écrit en 1920), est l'un des grands livres de

notre temps. Albert Camus a dit qu'il le reprenait sans cesse. Il rappelle que Guilloux montrait là, mieux qu'aucun autre, comment la pauvreté détruit les différentes forces de vivre. Relisant La Maison du peuple, Camus écrivait : « Un excès de pauvreté raccourcit la mémoire, déteint l'élan des amitiés et des amours. Quinze mille francs par mois, la vie d'atelier, et Tristan n'a plus rien à dire à Yseult. L'amour aussi est un luxe, voilà la condamnation. »

L'INSURRECTION DES PAGES

L'écriture de La Maison du peuple est d'une pureté et d'un calme inouïs, comme une lumière patiente qui suscite, peu à peu, un miracle d'énergie. Difficile de ne pas penser à ces lignes d'Antonin Araud : « Il ne me faut qu'un seul mot parfait. Un simple petit mot important, pour être grand, pour parler sur le ton des prophètes, un mot-matin, un mot précis, un mot bien mûri dans mes moelles, sorti de moi,

qui se tiendrait à l'extrême bout de mon être. »

Marcel Maréchal a, toute sa vie, lui aussi, lu et relu Louis Guilloux, et l'a fait entendre, dans ses théâtres. Deux chaises, une longue table, un cache-nez tricoté rouge, l'image floue d'un navire à quai à Saint-Brieuc, et une poignée de feuilles manuscrites. C'est là tout le théâtre utile à Marcel Maréchal pour lever tout l'orage, toute l'insurrection des pages de Louis Guilloux. Le public retient son souffle. Ce qui est poignant c'est à quel point Maréchal est déstabilisé par l'anneau miraculeux du texte. Il tâte. Il fait comme s'il ne se rappelait pas. Il se part en douceur, il s'affermir. Il sombre dans un silence, il guette... Vous diriez une bête sauvage, à la limite de la forêt. « Mes yeux sont éblouis du jour que je revois... Il ne faut pas manquer la rencontre Guilloux-Maréchal ; c'est immense.

Michèle Cournot

La musique trouble de Bernard Cavanna ovationnée à Radio-France

PRÉSENCES 99. Œuvres de John Cage, Bernard Cavanna, Michel Longtin et Pascal Dusapin, par Noël Schindler (violin) et l'Orchestre philharmonique de Radio-France, Dominique My (direction). Maison de Radio-France, le 13 février.

Le dernier concert d'orchestre inscrit au programme de Présences 99 s'est imposé comme une étonnante synthèse du festival. Nullement hasardeuse d'un point de vue théorique, la croisière musicale entreprise entre les trois capitales a pris l'allure d'une délicate excursion au sein d'une sorte de triangle des Bermudes de l'indépendance esthétique. Les Français ont globalement donné l'impression de s'y aventurer par souci d'émancipation, les Québécois de s'y perdre avec plaisir et les Américains d'y régner en fustiers. Ainsi John Cage s'est-il embarqué dès 1947 avec *The Seasons* pour écumer les mers du pittoresque orchestral. A peine chez Cunniffingham qui en fut le destinataire, cette douteuse pastorale se complait dans la navigation entre deux eaux, lyrique et épique, sereine et mouvementée, candide et cérébrale, balançant entre le faux angélisme de Charles Ives et l'authentique mièvrerie de Frederick Delius.

L'expression recherchée par Bernard Cavanna dans son *Concerto pour violon* (en création mondiale) n'est pas moins trouble. Cependant, si Cage intrigue par une succession d'éclats brisés (mélodiques et harmoniques), Cavanna fascine par une très prenante dérive (chromatique jusque dans les micro-intervalles). L'œuvre s'ouvre sur une course-poursuite entre l'orchestre et l'instrument soliste mais ne sacrifie pas aux conventions de l'animation haletante. Accessible au premier degré d'une lutte désespérée, la musique n'en est pas pour autant simpliste. Sa lisibilité immédiate se double d'une profondeur émotionnelle particulièrement foudroyante, comme en témoigne, par exemple, le travail effectué par le compositeur sur un fond orchestral toujours mouvant afin d'engloutir le violon mais aussi de le fuir dans une même poussée pathétique.

UNE VOIX HUMAINE SANS ÊTRE POPULAIRE

Noël Schindler confère à cette page expansive un caractère bergien. Gageons qu'avec une telle sensibilité (rare dans l'Hexagone mais très répandue chez les compositeurs de l'Europe de l'Est avec toutefois moins de « tenue »), le concerto de Cavanna aurait été hué à Paris il y a pas si longtemps. Le 13 février, il a été ovationné par un public ravi d'avoir découvert une voix

d'aujourd'hui, humaine sans être populiste. En glissant plusieurs séquences de type hollywoodien (pastiches de musiques de films signés John Barry, John Williams ou Jerry Goldsmith) dans un habile mais vain patchwork intitulé *La Route des pèlerins réchus*, le Québécois Michel Longtin a lui-même en revanche, assez démagogique et n'est jamais parvenu à faire entendre une voix personnelle. Tout au plus quelques accents qui ont provoqué des sourires chez la clairvoyante Dominique My placée à la tête du Philharmonique de Radio-France parmi lesquels on aura reconnu ceux de l'élegie sibyllienne.

Sibelius compte aussi parmi les références de Pascal Dusapin, mais pas de manière ostentatoire. *Extensio* pourrait, par exemple, être au compositeur français honorié par Présences 99 ce que *Topiologia* fut au maître finlandais : la trace symphonique de la mutation permanente d'une seule et unique figure. Celle modifiée par Dusapin joue à tourner sur elle-même selon un dégradé à la fois stylisé et énergique. Puisqu'il s'agit d'extension, osons rapprocher *Extensio* de ce qu'aurait pu être la mise en mouvement pictural par Francis Bacon d'une sculpture d'Alberto Giacometti.

Pierre Gervasoni

Peindre, une question vitale pour Alix Le Méléder

ALIX LE MÉLÉDER. Maison d'art contemporain Chailloux, 5, rue Julien-Chailloux, 94 Fresnes. Tél. : 01-46-68-58-31. Du mardi au vendredi de 14 heures à 19 heures ; le samedi, de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures ; le dimanche de 10 heures à 13 heures. Entrée libre. Jusqu'au 21 mars.

A Fresnes, il y a tout ce qui fait une banlieue. Et la prison. A Fresnes, il y a aussi les restes d'un village, avec une église qui sonne les heures. Au bout de la rue qui glisse vers l'église, il y a la maison Chailloux. Le mot maison est juste, parce que ce n'est pas plus que cela, un bâtiment ordinaire, deux étages, des pièces de taille modeste, qui abrite un centre d'art contemporain et ses expositions. On se doute que le budget - DRAC Ile-de-France, conseil général du Val-de-Marne et municipalité de Fresnes - n'a rien de vertigineux. Trois personnes et peu d'argent maintenant, ici, l'art en vie.

On expose ici, pour la première fois, des toiles d'Alix Le Méléder, toiles récentes d'une artiste née en 1955 qui ne se montre que fort peu. Elles n'ont pas de titre. Elles sont de format carré. Elles sont, comme on dit, abstraites. Entendez par là que la peinture n'imité ni objet ni figure. Pour autant, on pourrait parfaitement soutenir que les œuvres ont un sujet, la présence. Chacune semble échappée à la disparition. Il s'en est fallu de peu qu'il n'y ait rien et que le carré blanc le reste, vide. Des

touches et des couleurs se sont déposées, plus ou moins nombreuses et serrées, se recouvrant ou se séparant, se confondant ou se refusant.

Quand elles prolifèrent, elles tissent un voile de couleurs, si mince, si déchiré et effiloché qu'il ne cache pas le vide en avant duquel il flotte. Quand les taches se raréfient, elles s'accrochent aux quatre bords, comme pour résister à l'expansion d'une force venue du centre de la toile, force qui les rejette. La couleur devient plus intense, la répartition des accents chromatiques plus régulière, comme pour opposer au vertige une harmonie. Sérénité crispée.

Une telle peinture a une histoire. Elle passe par Jackson Pollock et Sam Francis. Ils peignaient au sol et Le Méléder peint contre le mur de l'atelier, à la verticale, mais elle fait tourner la toile, de sorte que les couleurs glissent dans quatre directions opposées et que la fluidité du geste qui éclabousse saute aux yeux, dans ses toiles comme dans celles de ses grands prédécesseurs. Le Méléder ne cherche pas à organiser un système critique et à mettre à nu méthodiquement les composantes de la peinture - beaucoup l'ont fait depuis une quarantaine d'années et certains continuent obstinément à le faire, au risque de s'enfermer dans la répétition. Elle ne produit pas des tableaux d'après un discours. Elle peint parce que c'est pour elle une question vitale. La plus remarquable est que cela se voit si nettement, si violemment.

Philippe Dagen

SORTIR

PARIS

R. L. Burnside
Découvert sur le tard par le monde du rock alors qu'il était depuis des lustres un mythe bien actif pour celui du blues, le chanteur et guitariste R. L. Burnside, soixante-douze ans, natif de l'Etat du Tennessee, où il réside toujours, balance sa musique telle quelle, sans les ornements et les clin d'œil à la modernité dont se pare parfois le genre. Ce blues-là est celui des fondations, aride et âpre, avec le grain de l'authenticité.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, 10.
M. Château-d'Eau, 21 heures, le 15.
Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 150 F.

Dave Weld
and The Imperial Flames
Guitariste, chanteur et co-leader du groupe Little Ed and Blues Imperial, Dave Weld, spécialiste de la slide guitar, cette six-cordes à la sonorité miaulante, mène dorénavant sa propre formation. Elle sera présente pour la première fois à Paris, au jazz-club de l'Hotel Méditerranée-Etoile. Le groupe compte quelques pointures, de celles qui ont appris leur métier patiemment, en accompagnant des stars. Avec Dave Weld, le blues se sert de grandes goulées de soul music.
Jazz Club Lionel-Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 17.
M. Porte-Maillot, Les 15, 16, 17, 18, 19 et 20, 22 h 30. Tél. : 01-40-68-30-42. 130 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

A tout jamais, une histoire de Candillon d'Andy Tennant (France-Etats-Unis, 2 h 01). Disparu de Gilles Bourdos (France-Suisse, 1 h 50). Le fils adoptif d'Alkan Abdylalykhov (France-Kirghizistan, 1 h 21). Fin août, début septembre d'Olivier Assayas (France, 1 h 52). Fragments sur la misère de Christophe Ozzenberger (France, 1 h 30). Happiness (*) de Todd Solondz (Etats-Unis, 2 h 14). Ma meilleure ennemie de Chris Columbus (Etats-Unis, 2 h 05). 1001 pates de John Lasseter et Andrew Stanton (Etats-Unis, dessin animé, 1 h 35). Le Père de Maud Madjidji (Iran, 1 h 36). Pi de Darren Aronofsky (Etats-Unis, 1 h 25). Teatro di guerra de Mario Martone (Italie, 1 h 50). (*) Film interdit aux moins de 12 ans.

TRouver SON FILM

Tous les films Paris ont été réalisés sur le thème du 3615 LEMONDE ou tel : 06-36-68-03-78 (2,23 Fmn).

FESTIVALS

Littérature et cinéma
Le Christ interdit, de Curzio Malaparte (1950), mardi 16 février à 14 heures, 16 heures, 18 heures, 20 heures et 22 heures ; Les Nus et les Morts, de Raoul Walsh (1958), d'après Norman Mailer, mercredi 17 à 14 heures, 16 h 30, 18 heures et 21 h 30 ; Le Journal d'une femme de chambre, de Jean Renoir (1946), d'après Octave Mirbeau, jeudi 18 à 14 heures, 16 heures, 18 heures, 20 heures et 22 heures ; Plus fort que le diable, de John Huston (1953), d'après Truman Capote, vendredi 19 à 14 heures, 16 heures, 18 heures, 20 heures et 22 heures (copie annoncée en mauvais état) ; En quatrième vitesse, de Robert Aldrich (1955), d'après Mickey Spillane, samedi 20 à 14 heures, 16 heures, 18 heures et 20 heures ; Quand la ville dort, de John Huston (1950), d'après William Burnett, dimanche 21 à 14 heures, 16 heures, 18 heures, 20 heures et 22 heures ; Le moins à charge, de Billy Wilder (1957), d'après Agatha Christie, lundi 22 à 14 heures, 16 h 30, 19 heures et 21 h 30. Films en version originale sous-titrée. Grand Action, 5, rue des Ecoles, 5. M. Jussey, Maubert-Mutualité. Tél. : 01-43-29-44-40.

EXPOSITIONS

Les Monuments d'éternité de Ramon B. Musée du Louvre, aile Richelieu, entrée par la Pyramide, 1^{re}, M. Palais-Royal, Louvre. Tél. : 01-40-20-51-51. De 9 heures à 17 h 45. Ferme mardi. Jusqu'au 10 mai. Billet d'accès au musée : 45 F de 9 heures à 15 heures, 26 F après 15 heures et dimanche, gratuit pour les moins de 18 ans, pour tous le 1^{er} dimanche de chaque mois. Archéologie du Grand Louvre : les fouilles du Carrousel (1989-1990). Musée du Louvre, aile Sully, fossés du Louvre médiéval, entrée par la Pyramide, 1^{re}, M. Palais-Royal. Tél. : 01-40-20-51-51. De 9 heures à 17 h 45. Ferme lundi et mercredi jusqu'à 21 h 45. Ferme mardi. Jusqu'au 28 juin. Billet d'accès au musée : 45 F de 9 heures à 15 heures.

26 F après 15 heures et dimanche, gratuit pour les moins de 18 ans et pour tous les premiers dimanches de chaque mois.

Rosemarie Trockel, Carsten Hölter, Peter Fischli et David Weiss
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, 16^e. M. Alma-Marceau. Tél. : 01-53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche jusqu'à 18 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 28 mars. De 19 F à 27 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (à 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. Têtes raides
Lavoir moderne parisien, 35, rue Léon, 18^e. M. Château-Rouge. Les 15 et 16, jusqu'au 20, 20 heures. Tél. : 08-03-00-88-03. 100 F.
Les Négropolitains
chanteur Boby Lapointe
Théâtre d'Edgar, 58, boulevard Edgar-Quinet, 14^e. M. Edgar-Quinet. Montparnasse-Bienvenue. Les 15 et 16, jusqu'au 28, 20 h 15. Tél. : 01-42-79-97-97. De 70 F à 90 F.

RÉSERVATIONS

The Winter's Tale
(en anglais)
de William Shakespeare, mise en scène de William Shakespeare, Théâtre, avec Agnieszka Bihel, Christophe Bihel, Paddy Fletcher, Rod Goodall, Paddy Hayter, Harry Holtzman, Shaji Karyat Velayudhan, Heinz Lorenzen, Clémence Massart et Messouda Sekkal.
Sous chapiteau, 47, quai d'Austerlitz, 13^e. M. Chapiteau. Les 16 et 17, jusqu'au 23, 20 heures ; Du mercredi 17 au samedi 20, 20 heures ; le dimanche 21, 16 heures. Tél. : 01-53-05-19-19. 90 F à 140 F.
Richard Galliano Trio
avec Jean-Marie Ecay et Rémi Vignolo
Suzette, 60, rue des Lombards, 1^{re}. Les 17, 18, 19, 20, 23, 24, 25, 26 et 27, 20 heures et 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. De 80 F à 120 F.
Michel Grallier
Pest Oportunit, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, 1^{re}. Les 17 et 24, 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.

DERNIERS JOURS

16 février :
Ils des morts : le Gardien de tombeau d'August Strindberg et Franz Kafka, mise en scène de Frédéric Fabach, avec Gérard Cherauf, Jean-Charles Dumay, Yves-Noël Genod, Christian Montout, Benoit Rissolot et Margaret Zenou.
Studio-Théâtre, 18, avenue de l'Insurrection, 94 Vitry. Jusqu'au samedi 20, 20 h 45. Tél. : 01-46-82-40-17. De 50 F à 120 F.
Lorenzaccio
d'Alfred de Musset, mise en scène de Gérard Gelas, avec Marie-Noëlle de Witte, Gérard Amalric, Guillaume Lanson, Christelle Martin, David Nevels, Michel Paume, Hervé Pezère, Jean-Charles Raymona, Damien Rouzet, André Rousselet, Annie Rousset, Henri Talau et Marjorie Alachi.
Théâtre de l'Est parisien, 159, avenue Gambetta, 20^e. M. Pelleport, Saint-Pierre, 20 h 30 ; les mercredi 17 et jeudi 18, à 19 heures. Tél. : 01-43-64-90-80. Durée : 3 h 10. 90 F et 140 F.
Les Oranges
d'Aziz Chouaki, mise en scène de Laurent Vacher, avec Jean-Claude Lequay et Gilles Andrieu (musicien). Cité internationale (Théâtre), 21, boulevard Jourdan, 13^e. RER Cité-Universitaire, 20 heures. Jusqu'au jeudi 18 (15 heures). Tél. : 01-43-15-50-50. Durée : 1 h 30. De 55 F à 110 F.

Shakespeare, l'universel un dossier déjà paru dans

Le Monde
DOSSIERS DOCUMENTS littéraires
POUR VOUS LE PROCURER

Envoyez votre commande accompagnée d'un chèque de 15 F à Boutique Le Monde, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75012 Paris Cexex 05

CONCERTS

Auditorium du Louvre

Sarah Bittloch, violon
Miguel Angel Clares, violoncelle
Benjamin Hochman, piano
Haydn, Brahms, Prado
LOC : 01 40 20 84 00

ORCHESTRE DE PARIS

Christoph
ESCHENBACH
direction
Salle Pleyel - 20 h
Brahms - Schoenberg

Mardi 24 et jeudi 25 février
Tzimon Barto, piano

Mardi 3 et jeudi 4 mars
Gil Shaham, violon

80 à 280 F - Tél. 01 45 81 66 69
Tarif jeunes : 50 F
www.orchestreparis.com

CAVEAU
Tél. rés. : 01-49-53-05-07
8 et 9 mars 1999 - 20 h 30
Ivo
POGORELICH
Réginal Chopin
Polonais-Mazurkas-Sonates

musique
musée, concerts,
centre d'information

24 février
rendez-vous avec
David Robertson et
l'Ensemble
Intercontemporain

19h30 - atelier
création de Unsuk Chin
20h15 - entracte
21h - concert
Stravinsky, Fernyough
nouveau

musiques à danser
musiques à écouter
27 et 28 février

Brahms-Schönberg
œuvres de musique
de chambre
Christoph Eschenbach,
direction, piano
Gil Shaham, violon
Solistes de
l'Orchestre de Paris
27 et 28 février
M. Porte du Panthéon
144 84 44 84

NEUF ET RÉSIDENTIEL

PARIS

14, rue de l'Arcade
75008 Paris

DERNIÈRES OPPORTUNITÉS PERISSOL

Realisation : **BOUYGUES IMMOBILIER**
150, rue de la Reine
92100 Boulogne

Tout le charme de l'ancien allié au confort du neuf, dans le quartier de la Madeleine.
Dans une rénovation de prestige un superbe appartement de 4 pièces avec un local de caractère de 91 m² en sous-sol transformable en salle de jeux ou en studio d'entreprise.
Idéal profession libérale.
Métro, RER, commerces à proximité.
Prix nous consulter.

Appelée dès maintenant le 01 55 38 25 38, de 9 h à 19 h, du lundi au vendredi.

41 rue Crozatier
75012 Paris

Realisation : **PREMIER**
Une réalisation originale
LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS
Tel : 01 53 33 89 32

CONJUGUEZ CALME AVEC MODERNITÉ, ET LUMIÈRE AVEC CONFORT

• Immeuble d'angle, deux dénivelés. • Largeurs hautes vitres, verres légers. • Noblesse des matériaux en façade, allées de pierre, escaliers et portails métalliques. • Prestations de très grande qualité. • Chauffage au gaz. • Livraison 2000. • Amortissement Perissol.

Du studio au 4 pièces
Exemple de prix pour un 4 pièces de 81 m² : 1 095 000 F
Renseignements : **PREMIER** Une réalisation originale
LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS
Bureau de vente : Angle rue Crozatier et rue de Cîteaux
75012 Paris. Tel : 01 53 33 89 32

Villa Régier
75015 Paris
Métro Voltaire

Realisation : **BOUYGUES IMMOBILIER**
150, rue de la Reine
92100 Boulogne

DERNIÈRES OPPORTUNITÉS PERISSOL

PRIX DE LANCEMENT

Proche du métro Voltaire et de Vaugrassat, une résidence pleine de charme de 11 appartements dans une rue calme et maitrisable.
Venez découvrir les 6 derniers appartements disponibles.

Renseignements et vente :
01 55 38 25 38

Les jardins d'Amadeus
3 et 7 rue Henri Heine
75016 Paris

Realisation : **GEORGE V PROMOTION**
Commercialisation : **PERISSOL**
Tel : 01 55 21 07 21
Fax : 01 55 21 07 22

En lisière de l'avenue Mozart, sur 2600 m² de jardins privés et protégés.

George V Promotion réalise 2 petits immeubles aux façades en pierre de taille provençales.
Du studio au 5 pièces, des appartements avec balcons ou terrasses et, pour la plupart, une vue exceptionnelle sur les jardins.
Prestations luxueuses - Parkings en sous-sol - Amortissement Perissol.
Renseignements : 01 55 21 07 21
Livraison 1er septembre 2000.

Les allées Cantates
Parc des Musiciens
Rue Adolphe Milla
75019 Paris
A 200 m du métro Porte de Pantin

Realisation : **SOFERIM**
Commercialisation : **ANSTEAM CONSEIL**
Tel : 01 42 45 17 57

DU STUDIO AU 5 PIÈCES - A PARTIR DE 17 500 F/m² HORS PARKING, AMORTISSEMENT PERISSOL

Au cœur du Parc des Musiciens, la nouvelle résidence des Allées Cantates s'inscrit dans un environnement prestigieux : entre Parc et jardins. L'architecture provençale, en pierre, briques et zinc, les jardins privés entourés de grilles, les larges balcons orientés au sud, concourent à la qualité de cette réalisation. 54 appartements disponibles.
Prestations de standing : parquet chêne dans tous les appartements, cuisine équipée, salle de bains, chauffage central, climatisation.
Bureau de vente sur place : rue Adolphe Milla - 75019 Paris, ouvert tous les jours de 14h à 19h et le samedi de 10h à 13h.

Les Allées
Buissonnières
Parc des Musiciens
Rue Adolphe Milla - 75019 Paris
NOUVEAU PROGRAMME

Realisation : **SOFERIM**
Commercialisation : **ANSTEAM CONSEIL**

A 200 m du métro Porte de Pantin

Face à 55 ha de Parc au Bord de l'eau, à l'orée de la Cité de la Musique, 2 immeubles de charme aux prestations luxueuses : parquet, chauffage gaz, terrasses et balcons, GAZ ET QUALITÉ.
Du studio au 5 pièces, 12 appartements disponibles.
A partir de 17 500 F le m² hors parking.
Amortissement Perissol.
Bureau de vente sur place ouvert 7 jours sur 7 de 14h à 19h et le samedi de 10h à 13h. Rue Adolphe Milla, 75019 Paris.
Tel : 01 42 45 17 57.

Les Académies
des Buttes Chaumont
75019 Paris
Métro Buzarets

Realisation : **BOUYGUES IMMOBILIER**
150, rue de la Reine
92100 Boulogne

IDÉAL INVESTISSEURS
Une nouvelle résidence pour étudiants avec services gardien, culture, lavoir, etc.

NOMBREUX AVANTAGES FINANCIERS :
• rentabilité élevée
• récupération de la TVA
• déduction PERISSOL
garantie de revenu pendant 9 ans.
Livraison dès septembre 1999.

Prix à partir de 110 000 F TTC hors parking.
Renseignements et vente : 01 55 38 25 38

L'Orée de la Nation
bd de Charonne
75020 Paris

Realisation : **HDI**
Commercialisation : **HDI**

DU STUDIO AU 5 PIÈCES LANCEMENT

Au point de rencontre des 3^{es}, 11^{es} et 12^{es} arrondissements, à deux pas de la Nation, le boulevard de Charonne offre l'avantage d'une offre pré-achetée et calme. Dans cet environnement arboré, HDI vous propose en sous-promesse une réalisation composée de 2 bâtiments de 10 et 12 étages, dotés de prestations de grande qualité.
Ouvrez bureau de vente sur place : 34, bd de Charonne, ouvert tous les jours, sauf mardi et mercredi, de 14h à 19h.
Tel : 01 43 73 83 85

Les jardins d'Amadeus

Paris XVI^e, le calme et le charme en lisière de l'avenue Mozart

George V Promotion réalise dans de prestige de très beaux appartements du 3^e au 5^e étage, l'ensemble dominant sur l'avenue.
Prestations luxueuses, Parkings.

**3 et 7, rue Henri Heine
26, rue de la Source**
(Amortissement Perissol)

Bureau de vente
3-7, rue Henri Heine
Tel : 33 (0) 1 55 21 07 21

GEORGE V
promotion

N°1 Ven 0 800 08 10 12

RÉGION PARISIENNE

Résidence "La Vallière"
4549, route de Chailly
78100 Saint-Germain-en-Laye

Realisation : **FRANIM**

Livraison immédiate. Superbes appartements du 2^e au 4^e F. A partir de 14 000 F/m².

Construction traditionnelle - prestations de qualité exceptionnelle.
Calme total dans un cadre de verdure au bord de Seine.
6 km de la Défense - Labels QUALITE et PROMOTELEC PAS et prêt à taux 0%.

APARTEMENT MODÈLE sur place, du jeudi au dimanche de 15 h à 19 h (sauf jours sur rendez-vous)
Tel : 01 39 57 26 10

Les Jardins de Montrouge
59 Avenue Henri Groussier
92130 Montrouge
A 500 m de Paris XIV^e

Realisation : **LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS**
Tel : 01 49 92 00 00

BALCON/TERRASSE PLEIN SUD, AU CALME SUR JARDIN INTÉRIEUR

• A proximité des commerces, des écoles et des transports.
• Façade de pierre, corniches...
• Parquet de chêne dans toutes les pièces.
• Chauffage individuel au gaz.
• Livraison de 2000.
• Amortissement Perissol.

Exemple de prix pour un 4 pièces de 78 m² : 1 540 000 F
Renseignements : **LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS**
Tel : 01 49 92 00 00

Les Terrasses d'Issy
78-80, bd Rodin
Issy-les-Moulineaux

Realisation : **BOUYGUES IMMOBILIER**
150, rue de la Reine
92100 Boulogne
http : www.sitabest.fr

DOMINEZ PARIS

A 250 mètres du RER C, des appartements avec vue sur Paris et sur la forêt, dans un parc privé de 2 000 m². Prestations de qualité.
46 appartements 33 de disponibilités, du studio au 5 pièces, balcons, terrasses.
Prix moyen : 16 600 F/m².
Renseignements et vente : 01 55 38 25 38
Bureau de vente : ouvert sur place 7-80, bd Rodin à Issy-les-Moulineaux (métro de 14h à 19h, jeudi et vendredi 10h00 à 12h30 et de 14h à 19h, samedi et dimanche de 10h à 12h30 et de 14h à 19h).
Tel : 01 45 25 09 49

Jardins de Saint-Cloud
92 Saint-Cloud

Realisation : **BOUYGUES IMMOBILIER**
150, rue de la Reine
92100 Boulogne
http : www.sitabest.fr

PRIX DE LANCEMENT

INVESTISSEZ maintenant pour vous constituer un patrimoine de qualité du studio au 4 pièces, dans une résidence de standing à deux pas du Parc de Saint-Cloud.

DERNIÈRES OPPORTUNITÉS PERISSOL
Informations et vente :
01 55 38 25 38
du lundi au vendredi

Neuilly Marine
Angle rue de la Marine
et bd Scurat, 92 Neuilly/Seine

Realisation : **BOUYGUES IMMOBILIER**
150, rue de la Reine
92100 Boulogne

DERNIÈRES OPPORTUNITÉS PERISSOL

Profitez des dernières disponibilités : un studio, un 4 pièces et une maison de 5 pièces.

Superbe résidence de 3 étages située dans la partie résidentielle de l'île de la Grande Jatte, caractérisée par sa tranquillité et la multiplicité des espaces verts. Architecture raffinée et prestations de très grande qualité. Les appartements ont été conçus pour vous assurer confort et qualité de vie.
Livraison : septembre 99.

Prix : Nous consulter
Renseignements et vente : 01 55 38 25 38
http : www.francconstruction.fr

NOUVEAU PROGRAMME !

LES HAUTS DE SAINT-FARDEAU

A vendre à Paris 20^e

112 logts. du studio au 5 pièces, parkings en sous sol

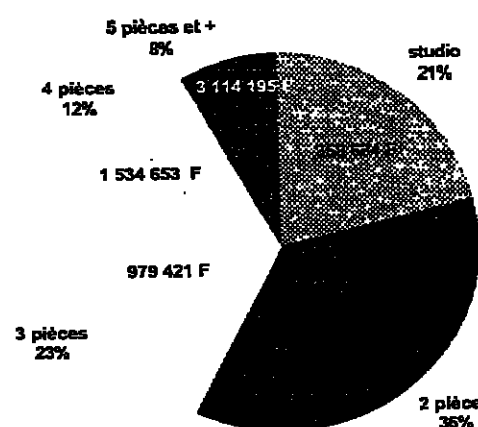
Prix exceptionnels, à partir de

12 500 F le m²

RIVP Tél : 01 40 51 27 93
2 rue St Thomas d'Aquin 75007 Paris

LE BAROMETRE DE L'IMMOBILIER PAR LES NOTAIRES

CHAMBRE DES NOTAIRES DE PARIS



Répartition des ventes d'appartements anciens vendus libres à Paris à usage d'habitation en 1998

Les appartements de 4 pièces et plus, appartements familiaux classiques, ont enregistré une augmentation des montants moyens de transaction de 5% environ.

Les appartements de plus petite taille restent toutefois relativement stables.

Ce mouvement marque une rupture avec ce que nous avons connu depuis 1990. Le marché est globalement entré dans un contexte de stabilité des prix mais leur pouvoir d'achat ayant augmenté les acquéreurs se positionnent sur des appartements de plus grande taille.

Il est à noter que 80% des acquisitions se réalisent sur des biens de moins de 3 pièces ou moins avec un budget financier inférieur à 1 million de francs.

Pour plus d'information : www.paris-notaires.fr

VENTES

PARIS 3^e

MARAS
5/6 P. à rénover
4^e ét. asc.
Imm. ravalé. 2 850 000 F
Agence Beautemps -
01-42-71-87-98
et 01-44-61-94-40

PARIS 5^e

NOTRE-DAME, rare vue,
solaire, duplex
gd séjour + chbr, asc. park.
ss-sol aménagé 4 200 000 F
SERGE KAYSER
01-43-26-43-43

JARDIN DES PLANTES
3 P. 58 m², 3^e ét., asc.,
calme, 1 200 000 F
01-40-51-06-07

PARIS 7^e

AVENUE SUFFREN
Rare 5 P. 126 m², grande
allure, à rafraîchir, 4^e ét.
superbe, pierre de taille,
4 200 000 F
VALMONT 01-44-94-04-40

PARIS 9^e

RUE J.-B. PIGALLE,
récent 60 m², 2 chbrs,
parfait état, calme, soleil.
RUE DE LA ROCHEFOUCAULD
pierre de taille, 115 m²,
3 chbrs, charme,
belles réceptions, balcon.
01-42-27-85-00

TRUDAINE
Studio 32 m², 6^e asc., vue,
670 000 F
X'IMMO 01-40-25-07-05

MARTYRS-TRUDAINE
beau 7 P. 186 m², dble expo.
pierre de taille, balcon,
4 450 000 F
X'IMMO 01-40-25-07-05

RUE DES MARTYRS
6 PCES 160 m²
3^e asc. + 2 chbrs serv. avec
douche + box 3 150 000 F
VALMONT 01-44-94-04-40

TRUDAINE
Ancien, asc., dble liv.
5 chbrs 180 m², à revoir,
cheminée, 2 serv. box, urg.
01-43-35-18-36

PARIS 10^e

RUE DE CHABROL
2 P. 34 m², balcon, 5^e étage,
sans asc. Plein sud.
420 000 F 01-44-94-04-40.

PARIS 11^e

LOFT 200 m²
autour d'un patio 3 700 000 F
S. KAYSER 01-43-26-43-43

PARIS 13^e

CORVISART 4/5 P.
standing, 2 bns, dble
expos. box
CENTURY 21 - TGA
01-44-08-61-21

PORT ROYAL
Vue dégagée, 3 pièces
parquet, cheminée,
1 150 000 F - 01-43-26-43-43

Pres parc Montsouris
récent 1875, sej. 3 chbrs,
gde cuis., 2 bns, 92 m²,
à rafraîchir, park.
01-43-35-18-36

GÉRER

LE NOUVEAU MONDE

69, RUE DUNOIS

- 3 P. à partir de 900 000 F
- 4 P. à partir de 1 000 000 F
Bur. de vente s/placa
28^e étage, mercredi 11 h
à 12 h 30 et de 15 h à 18 h
et le vendredi, de 15 h à 18 h
GÉRER 01-60-82-05-67
ou 06-07-62-63-00.

PARIS 14^e

ALÉSIA, Imm. 1930, asc. ét.
élevé 4 P., 95 m², parfait état
sans vis-à-vis, calme.
01-43-35-18-36.

100 m² STANDING
4^e ét., balcon, sud
2 ch., sej., dble, soleil, park.
Exclusivité J.-P. MAURIN
01-43-37-50-50

PARIS 15^e

ALLERAY
Maison 5/6 niv. 64, 3 chbr.
gde cuis., 2 bns, 150 m²,
chem., poutres, bon état,
calme, 01-43-35-18-36.

90 m² 4 P. PDT

LEFEVRE, Soleil, vue,
2 chbrs, sej., dble, 32 m²
4^e ét., ch. sous 8 m²
J.-P. MAURIN Globaline Immo.
01-43-37-50-50

PARIS 17^e

SQUARE DES MUSICIENS
Beau 3 P. parfait
état, 2^e étg. asc.
1 580 000 F - 01-44-94-04-40

VILLIERS
BEAU 2 P., 43 m²,
5^e étg., asc.
750 000 F - 01-44-94-04-40

92

HAUTS-DE-SEINE
LEVALLOIS contig.
NEUILLY
Part. à part. appart. 2 pièces
Ent. NEUF GRAND
STANDING
51,35 m², 3^e étage.
Park. assés.
Frais notaire réduits/Périsol
Prix : 1,22 MF
Tél. : 01-45-34-38-57
ou 01-47-57-58-22

● ENCHÈRE ●

BOURG-LA-REINE
5, rue André-Theriot
studio + parking, 3^e ét. Loué
24 000 F/an 3 658,78 €
MAP 150 000 F, 22 867,35 €
Visites 22 et 25/2 :
10 h à 12 h,
6/3 : 14 h à 16 h.

FONTENAY-AUX-ROSES
19, rue Joseph-Bouille
studio, 3^e étage.
Loué 25 584 F/an 3 900,26 €
MAP 150 000 F, 22 867,35 €
Visites 18/2 et 5/3 : 15 h
à 17 h, 27/2 : 11 h à 13 h.

● ENCHÈRE ●

BOURG-LA-REINE
5, rue André-Theriot
studio + parking, 3^e ét. Loué
24 000 F/an 3 658,78 €
MAP 150 000 F, 22 867,35 €
Visites 22 et 25/2 :
10 h à 12 h,
6/3 : 14 h à 16 h.

FONTENAY-AUX-ROSES
19, rue Joseph-Bouille
studio, 3^e étage.
Loué 25 584 F/an 3 900,26 €
MAP 150 000 F, 22 867,35 €
Visites 18/2 et 5/3 : 15 h
à 17 h, 27/2 : 11 h à 13 h.

● ENCHÈRE ●

BOURG-LA-REINE
5, rue André-Theriot
studio + parking, 3^e ét. Loué
24 000 F/an 3 658,78 €
MAP 150 000 F, 22 867,35 €
Visites 22 et 25/2 :
10 h à 12 h,
6/3 : 14 h à 16 h.

FONTENAY-AUX-ROSES
19, rue Joseph-Bouille
studio, 3^e étage.
Loué 25 584 F/an 3 900,26 €
MAP 150 000 F, 22 867,35 €
Visites 18/2 et 5/3 : 15 h
à 17 h, 27/2 : 11 h à 13 h.

● ENCHÈRE ●

BOURG-LA-REINE
5, rue André-Theriot
studio + parking, 3^e ét. Loué
24 000 F/an 3 658,78 €
MAP 150 000 F, 22 867,35 €
Visites 22 et 25/2 :
10 h à 12 h,
6/3 : 14 h à 16 h.

FONTENAY-AUX-ROSES
19, rue Joseph-Bouille
studio, 3^e étage.
Loué 25 584 F/an 3 900,26 €
MAP 150 000 F, 22 867,35 €
Visites 18/2 et 5/3 : 15 h
à 17 h, 27/2 : 11 h à 13 h.

BOULOGNE
Prop. vd stud. 34 m²,
standing, calme, ensol.,
parfait état. Px : 650 000 F.
Tél. : 06-10-01-57-16

● ENCHÈRE ●

NOTAIRE 01-48-99-77-61
BOULOGNE
60, rue de la République
2 P. 42,28 m², 3^e ét.
MAP 320 000 F
48 783,69 €

Visites 19/2 : 11 h à 13 h
24/2 et 3/3 : 15 h à 17 h.
Neuilly/Victor-Hugo, Imm.
stand., 1^e ét. s/jard. iv. clair,
calme, refait neuf, lux. dble
sej. + 2 ch., 93 m²+10 m² balc.
2 WC + 2 S.d.B., cave + park.
2,370 MF. - 01-48-26-94-11

VAL-DE-MARNE
CHARENTON, 300 m Paris
face au bois de Vincennes,
beau 3 P. r-d-o, 103 m².
Très belles prestations
2 000 000 F
I.P. 01-48-83-32-88.

SAINT-MANDÉ
Beau 3 pos avec 1 séj., 2 chbrs,
1 cuisine, salle de bains, wc, cave,
... 4^e étage, 1.150 000 F.
AG. DU LAC : 01-48-08-58-59.

SAINT-MANDÉ
Beau 3 pos avec 1 séj., 2 chbrs,
1 cuisine, salle de bains, wc, cave,
... 4^e étage, 1.150 000 F.
AG. DU LAC : 01-48-08-58-59.

SAINT-MANDÉ
Beau 3 pos avec 1 séj., 2 chbrs,
1 cuisine, salle de bains, wc, cave,
... 4^e étage, 1.150 000 F.
AG. DU LAC : 01-48-08-58-59.

SAINT-MANDÉ
Beau 3 pos avec 1 séj., 2 chbrs,
1 cuisine, salle de bains, wc, cave,
... 4^e étage, 1.150 000 F.
AG. DU LAC : 01-48-08-58-59.

SAINT-MANDÉ
Beau 3 pos avec 1 séj., 2 chbrs,
1 cuisine, salle de bains, wc, cave,
... 4^e étage, 1.150 000 F.
AG. DU LAC : 01-48-08-58-59.

SAINT-MANDÉ
Beau 3 pos avec 1 séj., 2 chbrs,
1 cuisine, salle de bains, wc, cave,
... 4^e étage, 1.150 000 F.
AG. DU LAC : 01-48-08-58-59.

SAINT-MANDÉ
Beau 3 pos avec 1 séj., 2 chbrs,
1 cuisine, salle de bains, wc, cave,
... 4^e étage, 1.150 000 F.
AG. DU LAC : 01-48-08-58-59.

SAINT-MANDÉ
Beau 3 pos avec 1 séj., 2 chbrs,
1 cuisine, salle de bains, wc, cave,
... 4^e étage, 1.150 000 F.
AG. DU LAC : 01-48-08-58-59.

SAINT-MANDÉ
Beau 3 pos avec 1 séj., 2 chbrs,
1 cuisine, salle de bains, wc, cave,
... 4^e étage, 1.150 000 F.
AG. DU LAC : 01-48-08-58-59.

SAINT-MANDÉ
Beau 3 pos avec 1 séj., 2 chbrs,
1 cuisine, salle de bains, wc, cave,
... 4^e étage, 1.150 000 F.
AG. DU LAC : 01-48-08-58-59.

SAINT-MANDÉ
Beau 3 pos avec 1 séj., 2 chbrs,
1 cuisine, salle de bains, wc, cave,
... 4^e étage, 1.150 000 F.
AG. DU LAC : 01-48-08-58-59.

SAINT-MANDÉ
Beau 3 pos avec 1 séj., 2 chbrs,
1 cuisine, salle de bains, wc, cave,
... 4^e étage, 1.150 000 F.
AG. DU LAC : 01-48-08-58-59.

SAINT-MANDÉ
Beau 3 pos avec 1 séj., 2 chbrs,
1 cuisine, salle de bains, wc, cave,
... 4^e étage, 1.150 000 F.
AG. DU LAC : 01-48-08-58-59.

SAINT-MANDÉ
Beau 3 pos avec 1 séj., 2 chbrs,
1 cuisine, salle de bains, wc, cave,
... 4^e étage, 1.150 000 F.
AG. DU LAC : 01-48-08-58-59.

SAINT-MANDÉ
Beau 3 pos avec 1 séj., 2 chbrs,
1 cuisine, salle de bains, wc, cave,
... 4^e étage, 1.150 000 F.
AG. DU LAC : 01-48-08-58-59.

SAINT-MANDÉ
Beau 3 pos avec 1 séj., 2 chbrs,
1 cuisine, salle de bains, wc, cave,
... 4^e étage, 1.150 000 F.
AG. DU LAC : 01-48-08-58-59.

SAINT-MANDÉ
Beau 3 pos avec 1 séj., 2 chbrs,
1 cuisine, salle de bains, wc, cave,
... 4^e étage, 1.150 000 F.
AG. DU LAC : 01-48-08-58-59.

SAINT-MANDÉ
Beau 3 pos avec 1 séj., 2 chbrs,
1 cuisine, salle de bains, wc, cave,
... 4^e étage, 1.150 000 F.
AG. DU LAC : 01-48-08-58-59.

SAINT-MANDÉ
Beau 3 pos avec 1 séj., 2 chbrs,
1 cuisine, salle de bains, wc, cave,
... 4^e étage, 1.150 000 F.
AG. DU LAC : 01-48-08-58-59.

SAINT-MANDÉ
Beau 3 pos avec 1 séj., 2 chbrs,
1 cuisine, salle de bains, wc, cave,
... 4^e étage, 1.150 000 F.
AG. DU LAC : 01-48-08-58-59.

SAINT-MANDÉ
Beau 3 pos avec 1 séj., 2 chbrs,
1 cuisine, salle de bains, wc, cave,
... 4^e étage, 1.150 000 F.
AG. DU LAC : 01-48-08-58-59.

SAINT-MANDÉ
Beau 3 pos avec 1 séj., 2 chbrs,
1 cuisine, salle de bains, wc, cave,
... 4^e étage, 1.150 000 F.
AG. DU LAC : 01-48-08-58-59.

SAINT-MANDÉ
Beau 3 pos avec 1 séj., 2 chbrs,
1 cuisine, salle de bains, wc, cave,
... 4^e étage, 1.150 000 F.
AG. DU LAC : 01-48-08-58-59.

SAINT-MANDÉ
Beau 3 pos avec 1 séj., 2 chbrs,
1 cuisine, salle de bains, wc, cave,
... 4^e étage, 1.150 000 F.
AG. DU LAC : 01-48-08-58-59.

VILLIERS/MARNE

4 PCES, 80 m², état neuf
construction récente,
centre ville
prox. gare RER, SNCF
Prix : 980 000 F
Tél. : 01-49-30-63-65
06-10-68-65-99

ÉTRANGER

QUÉBEC/
SAINT-SAUVÉUR
App. 3 or. E.S.O., meublé,
cuis. équipée, CAC,
sa/san, sdb, mezz. Foyer
face pistes ski. Pav. lois.
sauna, tour., pisc. int.
Poss. loc. si abs. 70 000
dollars can.
Tél. : 001-450-227-4100.
Fax : 001-450-227-7324.

SAINT-SAUVÉUR
App. 3 or. E.S.O., meublé,
cuis. équipée, CAC,
sa/san, sdb, mezz. Foyer
face pistes ski. Pav. lois.
sauna, tour., pisc. int.
Poss. loc. si abs. 70 000
dollars can.
Tél. : 001-450-227-4100.
Fax : 001-450-227-7324.

SAINT-SAUVÉUR
App. 3 or. E.S.O., meublé,
cuis. équipée, CAC,
sa/san, sdb, mezz. Foyer
face pistes ski. Pav. lois.
sauna, tour., pisc. int.
Poss. loc. si abs. 70 000
dollars can.
Tél. : 001-450-227-4100.
Fax : 001-450-227-7324.

SAINT-SAUVÉUR
App. 3 or. E.S.O., meublé,
cuis. équipée, CAC,
sa/san, sdb, mezz. Foyer
face pistes ski. Pav. lois.
sauna, tour., pisc. int.
Poss. loc. si abs. 70 000
dollars can.
Tél. : 001-450-227-4100.
Fax : 001-450-227-7324.

SAINT-SAUVÉUR
App. 3 or. E.S.O., meublé,
cuis. équipée, CAC,
sa/san, sdb, mezz. Foyer
face pistes ski. Pav. lois.
sauna, tour., pisc. int.
Poss. loc. si abs. 70 000
dollars can.
Tél. : 001-450-227-4100.
Fax : 001-450-227-7324.

SAINT-SAUVÉUR
App. 3 or. E.S.O., meublé,
cuis. équipée, CAC,
sa/san, sdb, mezz. Foyer
face pistes ski. Pav. lois.
sauna, tour., pisc. int.
Poss. loc. si abs. 70 000
dollars can.
Tél. : 001-450-227-4100.
Fax : 001-450-227-7324.

SAINT-SAUVÉUR
App. 3 or. E.S.O., meublé,
cuis. équipée, CAC,
sa/san, sdb, mezz. Foyer
face pistes ski. Pav. lois.
sauna, tour., pisc. int.
Poss. loc. si abs. 70 000
dollars can.
Tél. : 001-450-227-4100.
Fax : 001-450-227-7324.

SAINT-SAUVÉUR
App. 3 or. E.S.O., meublé,
cuis. équipée, CAC,
sa/san, sdb, mezz. Foyer
face pistes ski. Pav. lois.
sauna, tour., pisc. int.
Poss. loc. si abs. 70 000
dollars can.
Tél. : 001-450-227-4100.
Fax : 001-450-227-7324.

SAINT-SAUVÉUR
App. 3 or. E.S.O., meublé,
cuis. équipée, CAC,
sa/san, sdb, mezz. Foyer
face pistes ski. Pav. lois.
sauna, tour., pisc. int.
Poss. loc. si abs. 70 000
dollars can.
Tél. : 001-450-227-4100.
Fax : 001-450-227-7324.

SAINT-SAUVÉUR
App. 3 or. E.S.O., meublé,
cuis. équipée, CAC,
sa/san, sdb, mezz. Foyer
face pistes ski. Pav. lois.
sauna, tour., pisc. int.
Poss. loc. si abs. 70 000
dollars can.
Tél. : 001-450-227-4100.
Fax : 001-450-227-7324.

SAINT-SAUVÉUR
App. 3 or. E.S.O., meublé,
cuis. équipée, CAC,
sa/san, sdb, mezz. Foyer
face pistes ski. Pav. lois.
sauna, tour., pisc. int.
Poss. loc. si abs. 70 000
dollars can.
Tél. : 001-450-227-4100.
Fax : 001-450-227-7324.

SAINT-SAUVÉUR
App. 3 or. E.S.O., meublé,
cuis. équipée, CAC,
sa/san, sdb, mezz. Foyer
face pistes ski. Pav. lois.
sauna, tour., pisc. int.
Poss. loc. si abs. 70 000
dollars can.
Tél. : 001-450-227-4100.
Fax : 001-450-227-7324.

SAINT-SAUVÉUR
App. 3 or. E.S.O., meublé,
cuis. équipée, CAC,
sa/san, sdb, mezz. Foyer
face pistes ski. Pav. lois.
sauna, tour., pisc. int.
Poss. loc. si abs. 70 000
dollars can.
Tél. : 001-450-227-4100.
Fax : 001-450-227-7324.

SAINT-SAUVÉUR
App. 3 or. E.S.O., meublé,
cuis. équipée, CAC,
sa/san, sdb, mezz. Foyer
face pistes ski. Pav. lois.
sauna, tour., pisc. int.
Poss. loc. si abs. 70 000
dollars can.
Tél. : 001-450-227-4100.
Fax : 001-450-227-7324.

SAINT-SAUVÉUR
App. 3 or. E.S.O., meublé,
cuis. équipée, CAC,
sa/san, sdb, mezz. Foyer
face pistes ski. Pav. lois.
sauna, tour., pisc. int.
Poss. loc. si abs. 70 000
dollars can.
Tél. : 001-450-227-4100.
Fax : 001-450-227-7324.

SAINT-SAUVÉUR
App. 3 or. E.S.O., meublé,
cuis. équipée, CAC,
sa/san, sdb, mezz. Foyer
face pistes ski. Pav. lois.
sauna, tour., pisc. int.
Poss. loc. si abs. 70 000
dollars can.
Tél. : 001-450-227-4100.
Fax : 001-450-227-7324.

SAINT-SAUVÉUR
App. 3 or. E.S.O., meublé,
cuis. équipée, CAC,
sa/san, sdb, mezz. Foyer
face pistes ski. Pav. lois.
sa

صلى الله عليه وسلم

EN VUE

■ Un fleuriste de Villeneuve-la-Garenne (Hauts-de-Seine) s'est fait voler trois roses par trois individus armés, samedi 13 février, veille de la Saint-Valentin.

■ « Au lieu d'envoyer des fleurs, SVR faites parvenir une lettre au ministre de la Santé pour qu'il améliore nos services hospitaliers », informait l'avis de décès de Carmelita Trachy rédigé par son neveu Enrol, indigné que sa tante, quatre-vingt-trois ans, soit restée pendant quarante-huit heures sur une civière dans un couloir de l'hôpital Royal Victoria, à Montréal, avant d'être opérée.

■ Mercredi 10 février, Mel Lastman, maire de Toronto, souffrant de palpitations cardiaques, passait encore neuf heures dans le corridor des urgences d'un hôpital sans obtenir un lit.

■ L'hôpital numéro 10 d'Irkoutsk, en Sibirie, manquant d'appareils d'aspiration médicale, s'est fait livrer, faute de moyen, une trousse à vache électrique capable de traiter simultanément dix patients.

■ Les douaniers de l'aéroport du Caïro ont extrait, samedi 13 février, cent soixante-sept téléphones portables des quarante poches du gilet d'un Égyptien en provenance de Paris.

■ Le livre *Cinq mille ans de Chine* contenant 984 coquilles, Wang Zinshang, lecteur de la province du Zhejiang, vient de porter plainte contre Drapeau rouge, l'éditeur.

■ Afin de récupérer le permis de conduire qu'on lui avait retiré pour myopie l'an dernier, Elie Berthoud, ancien gendarme, alerte centenaire, suppliait depuis, menaçait, mettait en émoi le canton de Genève. Parcour, le service suisse des autos et de la navigation vient de le lui rendre sous-verne et frappé du tampon « annulé ».

■ Un paraplégiq, accidenté de la route, a été récemment condamné, par le tribunal correctionnel de Bourges, à huit mois de prison ferme pour avoir causé la mort d'une femme en conduisant en état d'ivresse.

■ Les autorités sanitaires d'Afrique du Sud qui ont distribué gratuitement, au cours d'une campagne contre le sida, des milliers de préservatifs percés, agrafés à leur mode d'emploi, lancent un appel à la vigilance du public.

■ Mercredi 10 février, une habitante de Montesilvano, en Italie, qui ne pouvait plus payer son loyer, chassée de son appartement après avoir perdu son mari, arpentait le bord de mer par gros temps, hésite, avance, recule, se jette à l'eau. Une vague roule la désemparée sur une plage de Pescara, puis se retire, la laissant à pieds secs.

Christian Colombani

La revue de Sartre rend hommage à Georges Bataille

Le numéro spécial des « Temps modernes » consacré à l'auteur du « Bleu du ciel » permet de revenir sur deux aventures qui ont marqué le monde culturel français de l'après-guerre

GEORGES BATAILLE aurait-il récusé, pour lui, l'appellation d'« homme de revues », comme le fait Claude Lanzmann en tête du beau numéro des *Temps modernes* (décembre-janvier-février, n° 602) consacré à l'auteur du *Bleu du ciel* ? Peut-être, mais alors par goût du paradoxe. Car, de la fin des années 20 à l'après-guerre, Bataille n'a cessé de fonder et de diriger des revues, et, dans les temps intermédiaires, il collaborait, donnait des articles à une foule de publications, refusant de concevoir l'activité intellectuelle comme un confortable quant-à-soi, un simple lieu de rassemblement et d'enrichissement.

Cette fragmentation généralisée

du travail de l'esprit n'est pas occasionnelle ou aléatoire chez Bataille. Elle est, au contraire, conforme à son projet, existentiel plus encore que littéraire ou politique : projet marqué, construit - c'est là aussi un paradoxe - sur le désir sans frein et la volonté de dépense. On peut imaginer qu'un jour, jeune encore, Bataille décida de ne plus compter et de ne s'épargner qu'en vue de la dissipation. Soulignons combien cette décision, la place dans une position singulière. A l'exception de Maurice Blanchot, peu d'écrivains et d'intellectuels ont opté, optent encore, pour ce choix si coûteux. Choix qui fit de Bataille - et, dans un ordre dif-

Les Temps Modernes

Georges Bataille

férent, de Blanchot - une sorte de « journaliste » brûlé, consumé à sa tâche.

Deux axes logiques dominent ce numéro spécial des *Temps modernes*. D'une part, le rapport Bataille-Sartre, superbement analysé, dans son aporie même, par Jean-François Louette, 1945-1946 : tandis que l'auteur de *La Nausée* crée *Les Temps modernes*, Bataille fonde *Critique*. S'inaugurent ainsi deux aventures centrales dans le monde culturel français de l'après-guerre. On sait que Sartre, en 1943, consacra une lumineuse critique à Bataille, ce « nouveau mystique » qui venait de publier *L'Expérience intérieure*. En 1952, comme une lointaine réponse à Sartre, Bataille publie une étude sur le *Saint Genet*. Sur ces parallèles qui ne se rencontrent jamais, sur ces deux

conceptions du monde, et singulièrement de la communauté - pathétique chez Bataille, raisonnée et vivante chez Sartre -, Jean-François Louette jette un regard pénétrant.

Le deuxième axe est celui de l'histoire, retracée par Francis Marmande, et détaillée dans les autres contributions. Histoire qui est, d'abord, celle de toutes ces revues - de *Documents* (1929-1930) à *Critique* (1946), en passant par *La Critique sociale* (1931-1934), la revue de Souvarine, et *Acéphale* (1936-1939) - auxquelles Bataille, jamais seul, apporta son énergie vitale. De l'anthropologie à la littérature, de l'économie à la politique, le champ embrassé est vaste, à la mesure des convulsions du monde, avec l'urgence d'en saisir les constantes et les ruptures.

Cette histoire ne s'arrête pas à la mort de Bataille (1962). Elle s'étend, prospère, continue, comme *Critique* (avec, après Jean Piel, Philippe Roger) et *Les Temps modernes* (avec Claude Lanzmann). Tel Quel (Philippe Sollers rappelle sa dette à l'égard de Bataille), *TEXT* (Christian Prigent analyse le sens de cette « haine de la poésie » qui fonda une certaine idée de l'avant-garde), *Aléa* (Jean-Christophe Bailly), furent les moments de cette extension du domaine de la réflexion et du combat. Domaine que *Lignes* (Michel Surya) et *La Revue de littérature générale* (Olivier Cadot et Pierre Alféry) n'ont pas fini d'étendre.

Patrick Kéchichian

DANS LA PRESSE

EUROPE 1

Alain Duhamel

■ Philippe Séguin a choisi d'apparaître durant les quatre mois qui viennent comme le dépositaire de la légitimité présidentielle, comme le porte-étendard de Jacques Chirac. Le président est populaire et sa fonction est rassembleuse. Philippe Séguin tente de se placer dans son sillage. De surcroît, Jacques Chirac rassemble naturellement les eurosceptiques - c'est son tempérament instinctif - et les euroséalistes dont il est devenu à l'Elysée l'exemple le plus frappant. Encore Philippe Séguin aura-t-il à gérer le numéro deux de sa liste, Alain Madelin, plus européen que lui et

tout aussi imprévisible, qui tentera d'imposer lui aussi sa marque sur la campagne. Encore devra-t-il prendre garde à ne pas affaiblir Jacques Chirac en portant ses couleurs. La pire des choses serait, pour le président de la République, d'être réduit au score de la liste Séguin.

LE TEMPS

Maria-Pia Mascaro

■ L'acquiescement de Bill Clinton répond en définitive à une logique politique. Non tant pour absoudre l'homme, que pour sauvegarder le système. Le renvoi pur et simple de Bill Clinton en Arkansas par la seule volonté d'une majorité républicaine hargneuse aurait signifié la fin de l'équilibre entre l'exécutif et le lé-

gislatif. Les Pères Fondateurs en créant l'outil de la destitution pour se débarrasser d'un président incapable de gouverner ou abusant de son pouvoir lui avaient prévu des garde-fous. En requérant la majorité des deux tiers du Sénat, ils mettaient le système à l'abri des coups d'Etat parlementaires et des vendettas politiques. Le Parti républicain vient de l'apprendre à ses dépens.

THE ECONOMIST

■ Il était clair, sinon dès le début, du moins peu après, que le procès en destitution du président n'aurait jamais dû avoir lieu. Cette machine lourde et énorme, dont les travaux paralysent l'exercice normal du pouvoir, ne devrait être mise en marche que pour éli-

miner un président dont les deux partis politiques et le peuple estiment qu'il constitue une menace pour le pays. Les délits commis par Bill Clinton, le parjure et l'obstruction de justice - et non, faut-il le répéter, le fait qu'il ait eu une aventure torride - étaient, à notre avis, graves et honteux. M. Clinton a dissimulé ses erreurs de conduite privées en mentant au public, ce qui a eu pour conséquence de détruire la confiance que le public avait en lui. A cela, la bonne réponse d'un homme d'honneur aurait été de donner sa démission. Mais la majorité des Américains ne l'a pas entendu ainsi ; et il s'est trouvé encore moins d'Américains pour estimer que ces délits justifiaient le renvoi du président.

www.place-publique.fr

Un webmagazine et une base de données pour soutenir les actions d'entraide en France

■ **NOTRE BUT** est de soutenir les initiatives en faveur d'une société plus solidaire et plus citoyenne : Philippe Meriant, spécialiste en communication d'entreprise, anime le site Web Place publique avec l'aide d'une douzaine de journalistes indépendants réunis au sein d'une association à but non lucratif. Place publique est d'abord une base de données recensant une centaine d'actions d'entraide dans toute la France, classées par thèmes ou par régions, allant du soutien scolaire dans les banlieues défavorisées à la réinsertion des femmes RMistes ou à l'aide à domicile en milieu rural. L'internaute désireux de créer sa propre association y trouvera aussi des renseignements sur la marche à suivre, ainsi que quelques conseils : « Nous voulons inciter les gens à participer plus activement à la vie de la cité, et Internet nous aide à faire bouger les choses. »

Cette ambition avait failli tourner court. En avril 1997, un an après son lancement, le site doit être mis en sommeil faute de fi-



nancement : « Nous avons alors pris notre bâton de pèlerin pour démarcher les mécènes. Finalement, une dizaine d'entreprises ont accepté de mettre la main à la poche », raconte Anne Dibouquois, rédactrice en chef du site. Depuis le 19 janvier 1999, date de sa résurrection, Place pu-

blique publie un webmagazine mensuel rédigé par l'ensemble de l'équipe sous la direction de Philippe et Anne. Les reportages racontent la vie et l'action de citoyens anonymes qui s'engagent au quotidien, comme les beurs d'une cité de Meurthe-et-Moselle

créant un journal de quartier ou les « écolo-cantonniers » du Val-de-Marne.

Place publique publie également des dossiers sur les 35 heures, le PACS ou la régularisation des sans-papiers, accompagnés de rubriques d'informations pratiques baptisées : « Pour en savoir plus et agir » : « Nous livrons toutes nos sources, y compris les coordonnées des personnes rencontrées sur le terrain, afin que le lecteur puisse les contacter et se joindre à leur combat. »

Par ailleurs, la rubrique « Au Web citoyen » rend compte des campagnes d'opinion menées sur Internet, comme le mouvement de soutien aux chômeurs en lutte, la pétition pour l'arrêt des reconduites vers l'Algérie ou le comité d'action pour le jugement de Pinochet. Enfin, les habitués de Place publique pourront bientôt débattre de tous ces sujets dans le forum de discussion qui devrait ouvrir prochainement.

Christophe Labbé et Olivia Recasens

SUR LA TOILE

INTERNET À MATIGNON

■ Lionel Jospin a annoncé que, dans le cadre de la Fête de l'Internet, il réunirait à l'hôtel Matignon le 17 mars prochain « les acteurs les plus impliqués du développement de la société de l'information en France : élus, animateurs d'associations, responsables d'entreprises, agents de l'Etat ».

PLAYBOY CONTRE NETSCAPE

■ Le groupe d'édition Playboy a porté plainte pour détournement de marque contre le moteur de recherche Excite et la société Netscape, propriétaire du site-portal NetCenter. Il reproche à NetCenter d'envoyer en temps réel des bandes publicitaires pour d'autres sites érotiques à tous les visiteurs faisant une recherche sur les mots Playboy et Playmate. De plus, les résultats de la recherche les orientent vers un annuaire de sites pour adultes liés à Netscape par des accords publicitaires. - (AFR)

BILLETS D'AVION

■ Air France a annoncé l'ouverture prochaine de son service de vente de billets sur Internet, d'abord pour les Etats-Unis dès le mois d'avril, puis pour la France avant la fin de l'année. - (AFR)

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à 360 F d'économie soit 7 semaines de lecture GRATUITE

ABONNEZ-VOUS ET DEVEZ LECTEUR PRIVILÉGIÉ DU MONDE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

3 MOIS - 562 F 6 MOIS - 1086 F 1 AN - 1980 F

* Prix de vente au numéro (tous en France métropolitaine uniquement) au lieu de 585 F au lieu de 1170 F au lieu de 2340 F

je joins mon règlement soit : F 901 MC 001

□ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

□ par carte bancaire N° _____

Date de validité : _____ Signature : _____

□ M. □ Mme Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

TARIFS HORS FRANCE	
Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Suisse	Autres pays de l'Union européenne
1 AN	2190 F
3 mois	598 F
USA - CANADA	
1 AN	2990 F
3 mois	790 F

■ Pour tout renseignement concernant : le portage à domicile, le prépaiement automatique, les tarifs d'abonnement etc. Téléphones au 01-42-17-30-40 de 9h30 à 18 heures du lundi au vendredi.

■ Pour un changement d'adresse, un transfert ou une suspension vacances un numéro exclusif : 0 800 022 021 (C. 22 F. H. 2000)

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 34, avenue du Général-Leclerc 93046 Chantilly Cedex.

Arrêt sur textes

par Alain Rollat

ON NE JETTE PAS la pierre à un confrère sans prendre le risque qu'elle vous revienne à la figure. Loin de nous l'idée de faire la leçon aux journalistes qui, en 1985, étaient chargés d'éclairer notre lanterne sur les risques d'attraper le sida par transfusion sanguine. Ils essayaient d'y voir clair sur un terrain où le cheminement de la vérité était déjà sapé par le mensonge.

On ne saurait leur reprocher d'avoir mis du temps à faire le tri entre les demi-vérités qu'ils ne pouvaient pas voir, celles qu'ils ne voulaient pas voir, celles qu'ils entrevoyaient sans pouvoir, ou vouloir, les dire, et celles qu'ils disaient parfois à des gens qui ne voulaient pas les entendre. Justice leur a déjà été rendue, puisque chacun sait que le rôle des médias a été déterminant dans la découverte des dysfonctionnements dont toutes les

conséquences criminelles ne sont pas encore jugées.

On ne jettera donc pas la pierre à cette conscience, figure de proue de l'information médicale, qui avait accepté, dimanche, sur La Cinquième, de soumettre ses écrits de l'époque au crible d'« Arrêt sur images ». Elle honorerait sa profession en consentant à rendre des comptes après en avoir demandé. Il n'est pas facile d'avoir à expliquer pourquoi, à la une du *Matin*, on titre un jour « Sida : état d'urgence » et, le lendemain, « Sida : pas de panique ». Cela l'est encore moins quand il s'agit d'expliquer pourquoi il se passe deux ans entre le moment où l'on assure, à la « une » du *Matin*, en 1985, que « les risques d'être contaminé par le sida, après une transfusion sanguine, s'effondrent » et celui où l'on révèle, dans *L'Express*, en 1987, « la tragédie des hémophiles ».

L'exercice est d'autant plus pé-

ruleux que si la télévision se prête bien à l'arrêt sur images, le moindre de ses arrêts sur textes dénature l'écrit. A trop vouloir se justifier, sans avoir le temps de le faire, surtout quand on le fait sous le regard contradictoire d'un juriste rigoureux, comme c'était le cas dimanche, on prend alors le risque de verser dans la suffisance du rubricard solitaire, porté par la qualité incomparable de ses connaissances spécifiques à traiter avec condescendance le jugement d'autrui. C'est classique.

Cette éminente conscience était tellement habitée par ses certitudes successives, il y avait tant d'assurance dans sa façon de répondre aux remarques, « ce n'est pas vrai », « ce n'est pas le problème », « vous vous trompez complètement... », qu'elle finissait par donner à l'expression de sa vérité univoque une prétention à l'absolu qui lui donnait un profil péremptoire. C'est dommage.

Les bidonneurs

par Pierre Georges

FAUDRA-T-IL inventer le Pandore d'or ? Ou le CRS-César du plus grand bidonneur ? Ou le Navarro du meilleur vrai-faux figurant ? C'est tout de même assez époustouflant et très inquiétant. En quelques semaines, trois magnifiques flagrants délits de « bidonnage » ont été découverts à la télévision française.

Le bidonnage, nom explicite, est en matière de presse, l'art douteux de truquer un reportage écrit, parlé ou filmé. Soit pour faire le récit minutieux et héroïque d'événements auxquels l'auteur n'a pas assisté. Soit pour truquer en simulacres des événements qui ne correspondent à aucune réalité de terrain. Soit enfin pour reconstituer, reconstruire l'actualité au prix de quelques tours de passe-passe qui permettent de donner à un reportage fabriqué l'allure du plus vrai que la vérité, et du plus sensationnel que la sensation.

Les bidonneurs sont les faux-monnayeurs du journalisme. Et ils sévissent bien avant la télévision, en presse écrite notamment. Dans le secret de la corporation ouverte à tous les vents, c'est peu dire que des réputations ont été parfaitement établies d'as du reportage en chambre d'hôtel capables de vous raconter un événement comme s'ils y avaient assisté. Le genre avait, et a encore toujours ses maîtres puisque aussi bien la profession de journaliste n'est pas impénétrable aux frippouilles et aux faussaires, voire aux Tartarin de plume ou de micro.

Et ces mêmes bidonneurs, ou leurs cousins, ont trouvé un formidable champ d'exploitation dans le reportage télévisuel. Comme l'écrit peut se nourrir du romanesque et le parlé du bruitage, le filmé peut se parer de la fiction. Faux et usage

de faux reportage, le goût du sensationnel, du scoop, du fric aussi, chavire les déontologies élastiques.

Donc trois affaires révélées en quelques semaines, grâce notamment à l'équipe d'Arrêt sur Images, qui, sur la Cinquième, passe les dites images au tamis de l'expertise en falsifications. Les trois flagrants délits procèdent tous du même système : des reportages-vérité, dans le genre vérité reconstituée et interprétée par des figurants. Premier cas : un document réalisé par Philippe Buffon, de la société de production privée AVP News, et diffusé, le 5 décembre, par l'émission Reportages de TF 1. Sujet : l'arrestation en live d'une bande de dealers à Lille. Images-choc. Les gendarmes y jouaient aux gendarmes comme aux dealers. Bidonnage. Deuxième cas : un reportage sur des sauvetages en montagne réalisé par un réalisateur indépendant, Tony Comiti et diffusé par France 3. Sauveteurs et sauvés étaient des CRS. Bidonnage. Troisième cas : Philippe Buffon encore, TF 1 et Reportages toujours, le 27 juin dernier, une arrestation musclée sur l'autoroute, à Orange, d'un voleur de voiture par une patrouille de gendarmerie. Le voleur était bien évidemment un gendarme en plein rôle de composition. Bidonnage.

Bref, scandale, enquêtes dans les chaînes, sanctions internes, sanctions du CSA, la machine répressive est en route. Et tant mieux, le ménage doit être fait et les vraies responsabilités établies dans ces entreprises répétées de tromperie sur l'image. Mais tout de même une remarque : avant que d'accuser le marché, l'audimat, qui transformeraient le journaliste naturellement bon en faussaire malgré lui, convenons qu'il y a de sacrés fibustiers dans ce métier !

Le meurtre des « fiancés de Fontainebleau » semble avoir été élucidé

Trois hommes appartenant au milieu du braconnage ont été arrêtés

DIX ANS d'enquête auront donc été nécessaires pour obtenir les premiers éléments sérieux dans l'affaire des « Fiancés de Fontainebleau » découverts morts, le 10 janvier 1989, deux mois et demi après avoir été tués par balles lors d'une promenade en forêt. Un étudiant de vingt-huit ans, Cédric Mabillet, son père et un ami de la famille ont été mis en examen pour « homicide volontaire » et incarcérés, samedi 13 février, par François Méry-Dufard, juge d'instruction au tribunal d'Evry (Essonne). Interpellé à son domicile de Montpellier (Hérault), jeudi 11 février, où il suivait des études de droit, le jeune étudiant a, semble-t-il, reconnu sa participation au meurtre qui coûta la vie à Anne-Sophie Vandamme et Gilles Naudet, respectivement âgés de vingt-quatre et vingt-cinq ans. Les deux autres personnes arrêtées n'ont pas confirmé les faits. Les trois suspects ont été incarcérés dans des maisons d'arrêt différentes.

Le 31 octobre 1988, le jeune couple stationne sa Peugeot 304 beige sur le parking des Feuillères, dans une partie très touristique de la forêt domaniale de Fontainebleau, et entame une promenade, en compagnie de leur berger des Pyrénées, Dundee, en direction du massif de Coqubus. Parvenus près de la Mare-aux-Joncs, ils aperçoivent un cerf et se préparent à le photographier. Un homme, vêtu d'un manteau de chasse, se présente à eux et leur propose de les accompagner pour leur faire voir un cerf. Ils acceptent et se dirigent vers la Mare-aux-Joncs, où ils aperçoivent un cerf. Les trois suspects ont été incarcérés dans des maisons d'arrêt différentes.

UNE ENQUÊTE DIFFICILE L'étudiant en droit, qui pourrait permettre, aujourd'hui, de relancer l'affaire, est originaire de la ville de Gironville (Essonne). Passionné d'armes à feu, il était connu pour son goût prononcé pour la chasse sauvage en forêt de Fontainebleau, habitude de vétérans militaires et armé de son fusil et d'un couteau. Son père, divorcé depuis lors, ancien pilote de ligne, a été arrêté à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). Le

troisième suspect, connu des services de gendarmes comme un habitué du braconnage, réside toujours dans le département de l'Essonne.

L'enquête dans le milieu très fermé du braconnage est apparue particulièrement difficile. Il aura fallu plusieurs centaines d'auditions, de nombreuses fausses pistes, notamment celles de groupes paramilitaires d'extrême droite ou d'un jardinier portugais, pour cerner les probables auteurs de ces meurtres. Mais les éléments décisifs paraissent avoir été réunis lors d'arrestations de braconniers au mois de janvier 1998 et 1999. Relâchés après leurs auditions, ils auraient conduit les gendarmes sur les traces des trois hommes en livrant certains détails sur les habitudes du massif de Coqubus. Ce lieu est connu par les braconniers pour être un lieu de rendez-vous discret pour l'exercice du tir. La légende affirme même que Jacques Mesrine venait s'y entraîner. Les gendarmes forestiers dressent régulièrement des procès-verbaux contre les amateurs d'armes. Des caches d'explosifs attribués à des mouvements terroristes ont même été retrouvés sur la Mare-aux-Joncs. Ce plateau de la forêt de Fontainebleau a d'ailleurs dû être source d'inspiration puisque les cartes y indiquent la présence de la Gorge aux loups, la Gorge aux fauves et la Gorge aux frissons.

Jacques Follorou

Les Verts, cibles de l'« extrême chasse » réunie à Auch

AUCH

de notre correspondant Ils sont venus des quatre coins du Gers et des départements voisins, de Midi-Pyrénées et d'Aquitaine, symboles, disent-ils, de « cette France profonde en mouvement, rétive à tous ceux qui veulent les empêcher de chasser en rond ». Auch, préfecture du Gers, premier département rural de France, est devenue pour une après-midi, samedi 13 février, le « cœur de cible » de tous ceux qui portent un fusil dans la région, renforcés par les élus de tous bords, parlementaires en tête, souvent ceints de leur écharpe tricolore. « Une seule chasse reste ouverte toute l'année, c'est la chasse aux voix », notera un écologiste.

Les Auscitains sont restés chez eux et les commerçants, grognons, n'ont pas fait leur chiffre d'affaires du samedi. Dans les rues escarpées, les chasseurs sont 7 000 selon la police, 9 000 selon les organisateurs. « Nous sommes dans un des départements où le tribunal a cassé la décision du préfet de fermer la forêt de la chasse au 28 février. On ne peut plus chasser les oiseaux migrateurs depuis le 31 janvier alors que les départements voisins continuent. Une vraie cacophonie juridique. Est-ce que le Gers est encore en France ? », interroge Roland Sentis, président des chasseurs gersois. Le ton est déterminé mais la manifestation sera calme, sans incident. Il faut dire que les organisateurs ont donné des consignes strictes : pas question de venir avec des fusils (et comment aurait-il pu en être question ?) ; éviter de revêtir les tenues paramilitaires de chasseurs d'opérette ; refus des « écrits politico-injurieux ». Recommandations observées dans le long cortège, sauf en ce qui concerne les banderoles, moins nombreuses qu'à l'accoutumée, mais qui n'en trahissent pas moins une haine envers ceux que le très virulent Pierre Fuzies, président régional, ap-

pelle les « ayatollahs de la verdure ».

En tête du cortège, à côté du sobre « Vive la chasse plurielle », on peut lire de subtils « Vive la chasse plurielle », ou « Cor-bardit, tu vas prendre une avinée ». Sans compter le « baiser du vampire » - Saint-Valentin oblige ? - au-dessus d'une photo du premier ministre en train d'embrasser la ministre verte. Une affiche très politique que les élus socialistes gersois associés à la manifestation s'efforcent d'ignorer.

EXTRÊME GÈNE

Mais comment ne pas entendre les salves tirées contre le gouvernement du haut de la tribune ? « Les chasseurs ne sont pas tous à droite, c'est leur représentation politique qui l'est », plaide, volontaire sous l'avalanche, un responsable du PS gersois. Il n'empêche : à l'heure des discours, certains dérapages verbaux de la chasse aux Verts, sport préféré de l'« extrême chasse », suscitent une extrême gêne chez les socialistes présents.

Le président socialiste du conseil général, Philippe Martin, est cependant accueilli poliment au micro. Il est vrai qu'il vient annoncer le soutien unanime des élus du département aux chasseurs en colère. Un moment plus tôt, le président régional, Pierre Fuzies, a pourtant reçu l'ovation du jour en mettant une nouvelle fois, avec virulence, la pression sur le premier ministre : « Si, après le 28 février, il n'y a pas de réponse de Lionel Jospin, nous le tiendrons pour responsable de ce qui pourra se passer. Et nous ferons le pèlerinage de Cintegabelle ». Au bas de la tribune, les élus socialistes ont remonté encore un peu plus le col de leur manteau. Le fond de l'air était plutôt frais samedi à Auch.

Daniel Hourquebie

Le dossier d'instruction visant Roland Dumas a été transmis au parquet

LES JUGES D'INSTRUCTION Eva Joly et Laurence Vichnevsky ont officiellement communiqué au parquet, vendredi 12 février, le dossier d'instruction visant Roland Dumas. Les services du procureur disposent de trois mois pour faire connaître leurs réquisitions à l'encontre des six personnes mises en examen, dont l'ex-compagne du président du Conseil constitutionnel, Christine Deviers-Joncour. Si le parquet n'a pas répondu au terme de ce délai, les juges sont habilités à décider seules de renvoyer ou non les protagonistes devant le tribunal correctionnel. Mis en examen pour « complicité et recel d'abus de biens sociaux », M. Dumas est soupçonné d'avoir pris part - à un titre indéterminé - au versement, en 1991 et 1992 par Elf-Aquitaine, de quelque 59 millions de francs (8,9 millions d'euros) de commissions occultes, ainsi que d'avoir indirectement bénéficié d'une partie de ces sommes. M. Dumas, qui conteste les charges, a sollicité un non-lieu puis réclame, le 12 janvier, l'annulation de la procédure enquête et la saisine de la Cour de justice de la République, compétente pour instruire des faits reprochés à un ministre dans l'exercice de ses fonctions.

Tirage du Monde daté dimanche 14-jundi 15 février 1999 : 582 114 exemplaires. - 3

Laurent Joffrin devrait quitter « Libération » pour le « Nouvel Obs »

LAURENT JOFFRIN, directeur de la rédaction de Libération, devrait retourner au Nouvel Observateur comme directeur de la rédaction. Laurent Joffrin devait annoncer sa décision, lundi 15 février, en fin de matinée. Il remplace Bernard Guetta qui lui avait succédé en juillet 1996.

Bernard Guetta avait affronté l'opposition d'une partie de la rédaction et a démissionné en raison de désaccords avec Claude Perdriel (Le Monde du 13 février). Il contestait le choix des « unes » et prônait un changement important du magazine, alors que son PDG souhaitait une évolution plus lente.

Certains, au Nouvel Observateur, souhaitaient le retour de Laurent Joffrin, qui maîtrisait le subtil équilibre des pouvoirs au sein de l'hebdomadaire entre Claude Perdriel, Jean Daniel et la rédaction. Avec la montée des tensions entre Claude Perdriel et Bernard Guetta, des contacts ont été pris avec Laurent Joffrin.

Le fondateur du Matin de Paris lui a proposé, samedi, de retrouver sa place de directeur de la rédaction, en lui donnant des assurances écrites sur son rôle. Son contrat devrait fixer ses responsabilités et lui donner une latitude nette et franche. Cofondateur de l'hebdomadaire, Jean Daniel devient le « garant des orientations politiques, éthiques et culturelles » du journal.

L'annonce du probable départ de Laurent Joffrin a jeté un froid à Libération. Si on lui reprochait parfois son manque de présence au sein du journal, on appréciait ses talents de diplomate. Ses éditoriaux lui avaient valu l'hommage de l'hebdomadaire de Jean-François Kahn, Marianne. La société des rédacteurs a fait pression pour qu'il reste.

Serge Joly devrait s'impliquer davantage dans la direction de la rédaction en attendant de choisir un successeur à Laurent Joffrin. Le choix du nouveau directeur de la rédaction devra recevoir, lors d'un vote, l'aval de la rédaction.

CHAIRES MUSICALES

Né en 1952, Laurent Joffrin a commencé sa carrière au service économique de l'Agence France-Presse. Il rejoint Libération en mai 1981, après un bref passage au journal économique Forum international. Il devient chef du service société, puis du service économique en 1986, avant d'être nommé éditorialiste et responsable des pages « Rebonds ». En 1988, il succède à Franz-Olivier Giesbert - qui rejoint Le Figaro - au poste de directeur de la rédaction du Nouvel Observateur.

Il retourne à Libération en 1996 comme directeur de la rédaction, alors que Serge Joly abandonne cette fonction pour se consacrer à son rôle de PDG. Laurent Joffrin revient dans un journal affecté par l'échec de son ambitieuse nouvelle formule en 1994 et par son rachat par le groupe Chateaux de Jérôme Seydoux. Il va tenter de faire oublier « Libé 3 ».

L'image du quotidien se redresse et retrouve une partie du ton qu'il avait un peu perdu. En 1997, le quotidien voit sa diffusion repartir à la hausse et obtient une étoile d'or de l'Office de justification de la diffusion (OJD), réalisant son meilleur score de diffusion depuis 1991.

Le départ de Bernard Guetta et son remplacement par Laurent Joffrin inaugurent un jeu de chaises musicales, à la tête des rédactions de plusieurs journaux. Libération cherche un directeur de la rédaction. Franz-Olivier Giesbert a pris des distances par rapport à la direction de la rédaction du Figaro pour se consacrer au Figaro Magazine. Enfin, la succession de Roger Thérond à la tête de Paris-Match est également ouverte.

Alain Salles

LES CAHIERS DE SCIENCE & VIE
1000 ANS DE SCIENCES

Une encyclopédie en 12 numéros à collectionner.

7^e tableau

Le 19^e siècle : La passion des mondes disparus

La découverte des fossiles bouleverse la place de l'Homme.

EN VENTE EN KIOSQUE

PL 10